



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

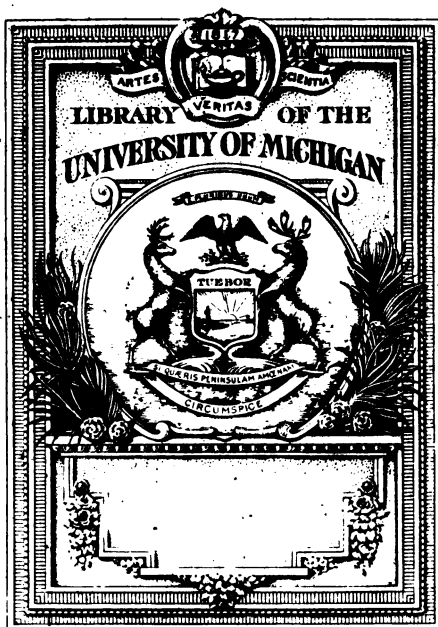
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

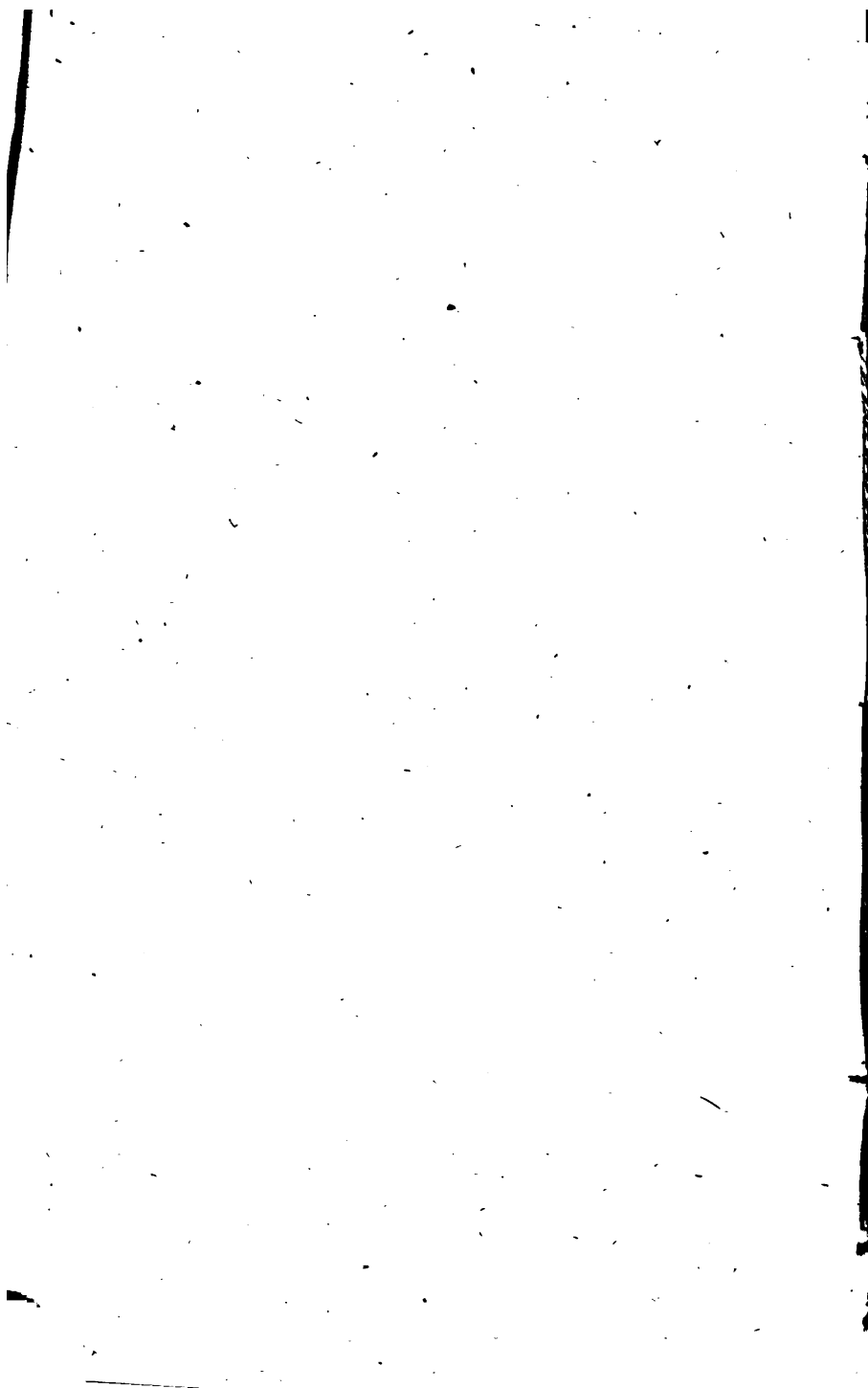
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

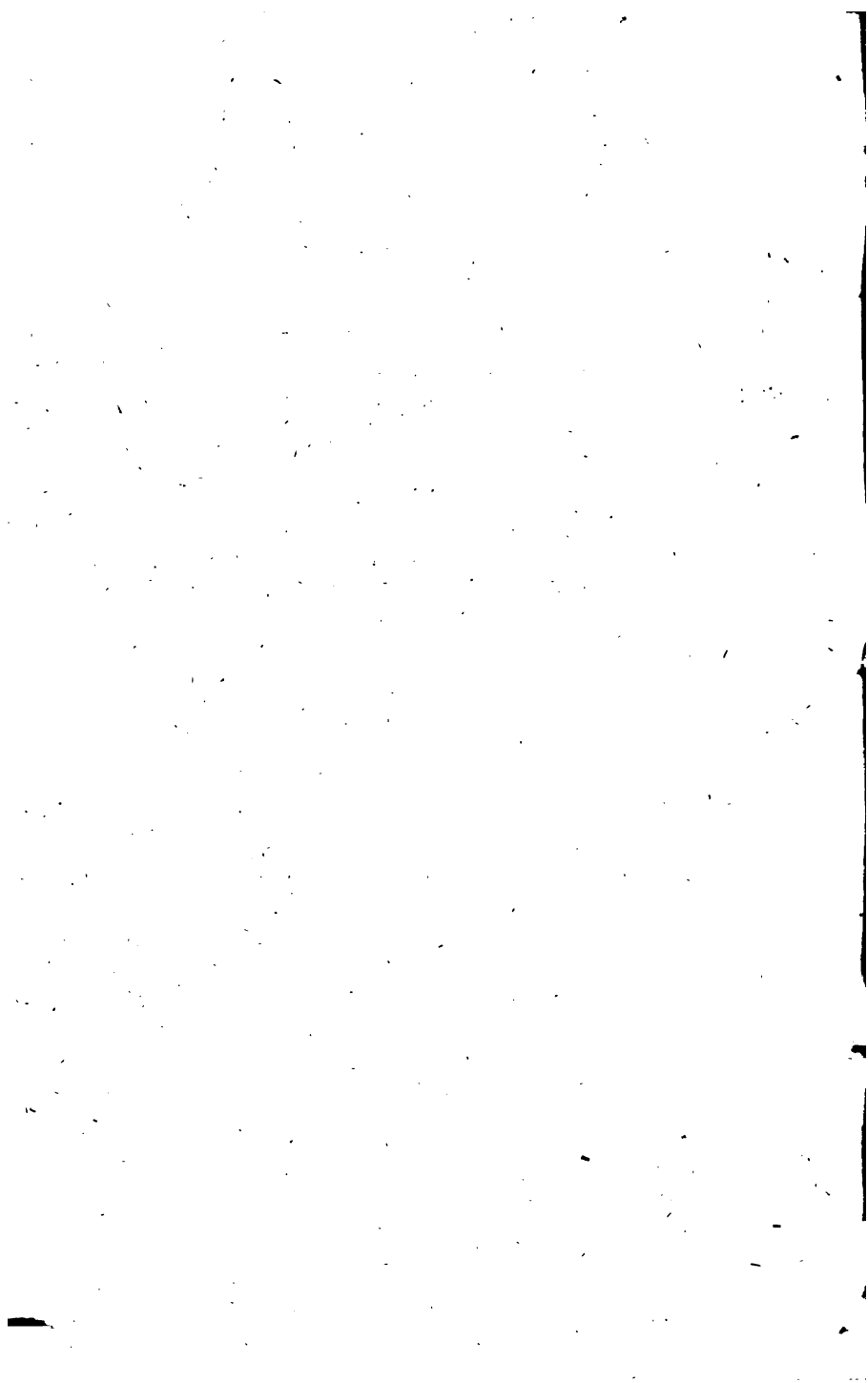
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



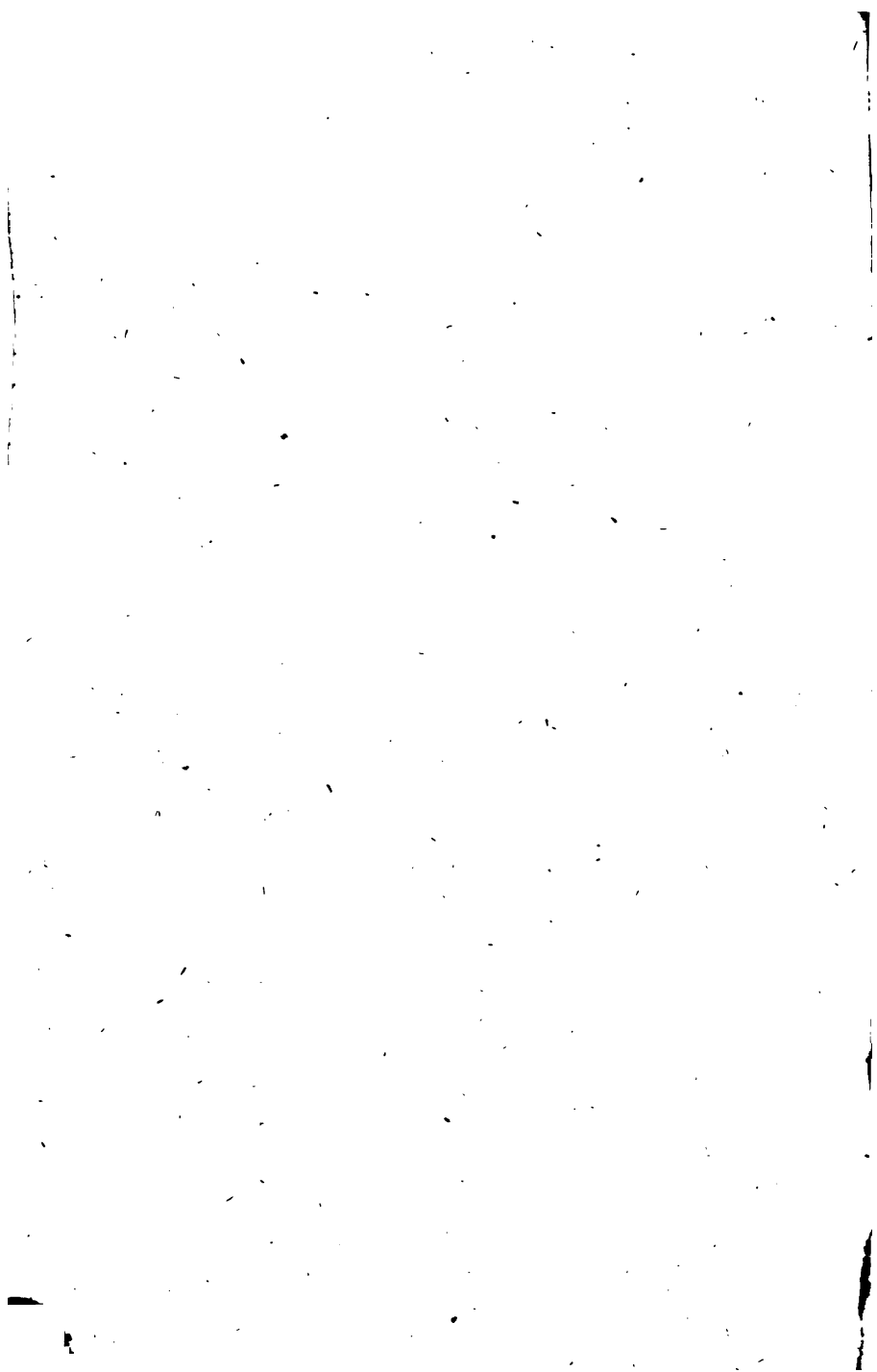




AC
20
.8576







BIBLIOTHEQUE
DE
L'HOMME PUBLIC;
ou
ANALYSE RAISONNÉE
DES PRINCIPAUX OUVRAGES

FRANÇOIS ET ÉTRANGERS,
*Sur la Politique en général, la Législation,
les Finances, la Police, l'Agriculture et le
Commerce en particulier, et sur le Droit
naturel et public.*

PAR M. DE CONDORCET, Secrétaire perpétuel
de l'Académie des Sciences, l'un des Qua-
rante de l'Académie Française, de la Société
Royale de Londres; **M. LE CHAPELLIER**,
Député de l'Assemblée Nationale, et autres
Gens de Lettres.

TOME SEPTIEME



A P A R I S,
Chez BUISSON, Libraire, hôtel de Coetlosquet,
rue Haute-Feuille, N^o. 20.

1 7 9 0.

Quelque foible influence que puisse avoir ma voix
dans les affaires publiques, le droit d'y voter suffit pour
m'imposer le devoir de m'en instruire.

J.-J. Rousseau, Contrat social.

Libr.
Nijh.
4-3-31
21625

BIBLIOTHEQUE

DE

L'HOMME PUBLIC.

*De l'autorité de Montesquieu dans la
révolution présente.*

1790

*Vix magnus, quantum licet, ait
Tac. Agricola: vita.*

UNE discussion impartiale du système de Montesquieu sur la constitution monarchique ne sauroit être sans intérêt & sans utilité dans un temps où tous les regards se portent vers la nouvelle constitution françoise, & où chacun va la juger bien ou mal, selon le degré de ses lumières. Deux grands procès viennent d'être décidés en France; l'un entre le roi & la nation, l'autre entre la nation & les privilèges. Les deux partis qui les ont discutés, s'accusant tous deux de préventions intéressées, comme l'avoit prévu l'au

tegr que nous analysons, se recusent tous deux. D'un autre côté, le philosophe qui ne pense point qu'aucun droit public puisse soutenir le démenti de la justice éternelle, dédaigne des ridicules objections; & lorsqu'on lui cite l'ordonnance du roi Jean, il se tait, ou développe les droits primitifs, l'origine des sociétés, & le contrat tacite sur lequel reposent tous les gouvernemens. A ces grands principes on opposera sans doute, dit l'auteur, une grande autorité, & le nom de *Montesquieu* va retentir de toutes parts; jamais ce nom n'aura été proclamé avec plus d'éclat; ceux qui l'auroient fait brûler autrefois le canoniseront aujourd'hui. Tel est le motif qui le détermine à relever les erreurs de ce grand politique. Il rend d'abord un tribut d'admiration à son génie sublime. Avant lui, dit-il, on ne savoit éclaircir les loix que par elles-mêmes, *Montesquieu* les interpréter par leurs objets. Au lieu de comparer le droit romain & celui des commentateurs des coutumes & des arrêts, le premier il étudia les loix dans les voyageurs comme dans les historiens, dans Rome antique & chez les Tartares, sous la hute du Caraïbe & dans le ferrail de Constantinople, dans les familles & dans les empires; il les étudia dans la géographie & la physique même: car, à l'exemple de Descartes, il avoit conçu que, pour approfondir une science,

Il falloit environner son esprit de plusieurs autres comme d'un cortège lumineux. Il réunit donc, il fit marcher de front la science des loix & celle des gouvernemens; c'est ainsi qu'il les créa toutes deux, éclairant la constitution par le code, & formant le code sur la constitution. Quel esprit fut mieux dominer le savoir? une immense lecture ne fit qu'étendre immensément sa pensée. Quel autre avant lui observa de si près toutes les parties du système social? Quel autre même après lui contempla d'aussi haut leur vaste ensemble? Avec quelle sagacité il sépara, rapprocha les objets, saisissant du même regard leur ressemblance & leur opposition? Le premier enfin il pénétra le jeu caché & les ressorts des machines politiques; il fut le premier dont l'analyse attentive démêla tous les éternels rapports, toutes les réactions des hommes & des choses, des mœurs & des institutions; liens secrets jusqu'alors ignorés, & non moins subtils que les nœuds à jamais inconnus de l'ame & du corps, de l'esprit & de la matiere, de la pensée & du mouvement.

Au génie qui invente Montesquieu joignoit les talens qui embellissent; ce que Fontenelle avoit été pour les sciences, ce que Buffon devoit être pour l'histoire naturelle, Montesquieu le fut également pour la politique & les loix.

Son style avoit cette lucidité ingénieuse qui amuse en éclairant, sur-tout cette vigueur éclatante de l'expression, qui semble tout à la fois peindre & sculpter les idées, & donner aux plus fines comme aux plus profondes le coloris, le relief & la vie; les graces de son style encourageoient les esprits légers; sa force les entraînoit & fixoit tous les regards sur ces deux sciences. Comme Buffon, il les rendit souveraines; comme Fontenelle, il les rendit populaires.

Son influence sur l'esprit humain sera aussi durable que son influence sur l'esprit de son siècle fut rapide; sa méthode fit l'éducation de tous ses successeurs: il n'est presque aucune vérité qu'il n'ait indiquée, & qui ne soit comme intitulée de son nom.

Il est donc vrai, & c'est sans doute sa plus grande gloire, que Montesquieu est la cause première des changemens heureux qui sont promis à la France; mais par une contradiction singulière, son génie lutte aujourd'hui contre lui-même, & paroît suspendre la révolution qu'il a préparée. Montesquieu accoutumant les François à réfléchir sur les loix qui les gouvernent fut un génie bienfaisant; mais il est un génie coupable, lorsqu'il défend l'aristocratie (1), lorsqu'il est

(1) Si notre auteur prend ici le mot *aristocratie* comme

invoué par tous les adversaires de la réforme nationale ; en adorant son influence salutaire ,

signifiant une espèce de gouvernement, nous lui observerons que Montesquieu ne la défend pas plus que le despotisme ; qu'il indique seulement les loix qui lui sont propres. Il croit certains climats, certaines dispositions ou circonstances particulières plus favorables aux uns qu'aux autres, & je pense que tout homme qui aura profondément médité les raisons qu'il en donne sera de son avis. Qui osera assurer en effet que toutes les grandes sociétés, pour être heureuses (car c'est le but de tous les systèmes de politique), doivent adopter la même forme & le même régime ? Une nation peut être plus ou moins ignorante, plus ou moins corrompue ; les limites de son territoire peuvent avoir plus ou moins d'étendue, & ses mœurs & son caractère varient à l'infini.

Je fais qu'il n'est qu'une espèce de gouvernement qui puisse convenir à une nation resserrée dans ses limites, dont le territoire est peu fertile, & chez qui les passions ne s'exaltent pas trop ; mais je fais aussi que ce même gouvernement ne sauroit se soutenir chez un grand peuple corrompu, vain, frivole, accoutumé aux jouissances de la mollesse & du luxe, précipité dans toutes ses opérations, assez orgueilleux pour obéir difficilement à ceux qu'il regarde comme ses inférieurs ou même ses égaux, faisant tout avec passion, incapable de s'arrêter à un juste milieu, & par conséquent de se gouverner par lui-même ; un tel peuple ne sauroit défendre long-temps sa liberté ; & cette liberté même, quand tout

proscrivons son autorité ennemie. Hâtons-nous & osons lui faire son procès pour n'avoir plus qu'à lui dresser des autels.

Montesquieu écrivoit dans un temps où le peuple étoit asservi aux grands, esclaves eux-mêmes, par leur corruption, de la faveur des monarques. La féodalité régnoit encore sur les esprits par le préjugé des rangs, des titres & des noms. Alors Fontenelle pensoit qu'une main pleine de vérité ne devoit s'ouvrir qu'avec précaution. Le courage consistoit à secouer quelques opinions superstitieuses, à prêcher la tolérance, à médire des papes, & à se moquer de Jansénius. L'odieuse perfection de la police inquisitoriale avoit fait du gouvernement un mot ridiculement sacré, qu'on ne pouvoit presque prononcer ni en bien ni en mal ; ce n'étoit point un sceptre de fer ,

conspireroit à la lui conserver , deviendrait entre ses mains une véritable tyrannie.

Si l'auteur prend le mot d'*aristocratie* pour l'abus du pouvoir des grands , nous ignorons dans quel chapitre de l'*Esprit des Loix* il a trouvé cette défense de l'aristocratie. Nous pourrions citer au contraire les endroits où il s'élève fortement contre ces abus qui sont les effets naturels de la corruption des principes. C'est à les corriger que le législateur doit s'appliquer uniquement , & les adversaires de la réforme nationale auroient tort d'invoquer à cet égard le génie de Montesquieu. ✕...

c'étoit un sceptre de plomb. Cette sorte de despotisme, pour ainsi dire négatif, sembloit d'autant plus irrémédiable, que ces déguisemens & ces mystères lui donnoient un dehors modéré aux yeux inattentifs d'une nation que le plaisir & la vanité consolent de tout, & qui n'avoit point encore appris à s'indigner.

Voilà, dit l'auteur, le tableau qu'il faut placer à la tête de l'esprit des loix comme un frontispice glorieux qui relève sa philosophique audace & justifie ses erreurs, ses réticences, ses incertitudes même & son obscurité, plus ou moins volontaires.

Du temps de Montesquieu, les vrais principes du droit naturel & du contrat social n'avoient pas été découverts; les publicistes s'étoient égarés d'abord sur les traces d'Aristote, qui, loin d'établir les principes généraux des gouvernemens, n'avoit fait que décrire le droit politique de la Grece. Grotius forma le premier un système de droit naturel; sa métaphysique confuse revêtue du jargon de l'école, & encore embrouillée par ses nombreux commentateurs, avança peu cette science. Hobbes épaisfit les ténèbres par ses fausses lumières; en ne donnant d'autre base que l'intérêt personnel à la morale & à la politique, aux droits & aux devoirs, il arma les uns contre les autres les souverains &

clure du fait au droit, comme si l'état des choses étoit la nature des choses ? Cet axiome, que la possession fait le droit, est-il reconnu en politique comme en jurisprudence ? Montesquieu semble dire au peuple, le gouvernement devroit être tel, par la seule raison qu'il est tel ; & par la même raison, il doit demeurer tel. Il dit au chef d'une nation, comment veux-tu régner ? En despote ? en monarque ? sans loix ou par les loix ? Voici les moyens, voici les ressorts publics & secrets qui te conviennent ; enfin on croiroit qu'il veut conseiller les souverains plus que les citoyens ; il enseigne l'autorité plus que la liberté (1).

propres aux différentes sociétés qui les adoptent. Certainement il n'y a & ne peut y avoir qu'une seule constitution, un seul gouvernement bon en lui-même, & pour celui qui ne les considère qu'en philosophe & dans la spéculation ; mais un bon politique, qui a long-temps étudié les hommes & les sociétés, est forcé quelquefois d'abandonner dans la pratique, ou du moins de plier aux circonstances les principes qu'il avoit si rigoureusement adoptés dans le cabinet. ✠...

(1) Montesquieu auroit pu, comme Languet, la Bèotie, & sur-tout Rousseau, développer le principe éternel sur lequel devroient s'appuyer tous les systèmes de politique ; mais devons-nous lui faire un crime de n'avoir point traité en grand ce qui n'entroit même pas dans le plan de son ouvrage ? Il sentoît, avec quelque raison

Nous voici parvenus à l'objet essentiel de l'ouvrage que nous analysons. L'auteur y attaque vivement la distinction que Montesquieu fait de la monarchie & du despotisme; il l'accuse d'être trop favorable au pouvoir absolu, & d'avoir une fausse idée de la constitution françoise; écoutons ses raisons.

Les noms collectifs qui désignent les gouvernemens, dit-il, embrassent tant d'idées qu'il n'en est aucun qu'on puisse concevoir d'une manière simple & absolue. Le despotisme pur, s'il existoit, seroit le seul, parce que tous les pouvoirs s'y réunissent dans l'unité souveraine, tous les gouvernemens sont donc essentiellement mixtes. Montesquieu les divise en trois especes, mais ses trois especes doivent se subdiviser à l'infini; pourquoi donc désigner si vaguement ces modifications: (1) ?

peut-être, combien il est difficile de changer les gouvernemens; il crut plus utile de tracer les loix qui devoient les faire prospérer, & qui pourroient prévenir par leur sagesse les révolutions toujours funestes aux empires. ✕

(1) Lui-même reconnoît deux sortes de républiques. Polybe étendoit jusqu'à six les diverses formes de gouvernement. A l'exemple d'Aristote, tous les publicistes avoient distingué différentes monarchies. Puffendorf & Burlamaqui ont nommé ces différences les modifications de la souveraineté. *Note de l'auteur.*

ce grand ouvrage. Il présente des résultats divers suivant les différens points de vue d'où il est observé. Une prudence craintive, en éteignant l'éclat des vérités, altere leurs véritables traits; une modération scrupuleuse, en voulant corriger, adoucir, ébranle & atténue. Une sorte de scepticisme politique y favorise tous les intérêts, & laisse dans les nuages les abus, les droits, les biens & les maux.

C'est principalement au système sur la monarchie qu'il faut appliquer ces réflexions; les souverains, les nations & le philosophe n'y liront point les mêmes choses; les souverains y verront avec complaisance que tout pouvoir réside en eux, émane de leur personne sacrée; les nations se croiront gouvernées par des loix fixes & établies; mais le philosophe ne s'attache pas comme eux aux seules expressions; il approfondit leurs ténèbres, questionne leur ambiguïté; il les compare; saisit leurs variations; il étudie la pensée secrète de l'auteur; il l'épie, la surprend dans les endroits où, ne traitant les objets qu'indirectement, sa plume retient, avec moins de circonspection, les aveux sinceres de la raison & de la conscience.

Montesquieu s'efforce en vain de faire contraster le despotisme & la monarchie; il lui échappe de dire: « Quoique la maniere d'obéir » soit

» soit différente dans ces deux gouvernemens, le
 » pouvoir est le même » (1). Le monarque
 est donc un vrai despote; *car le despotisme ne*

(1) Dans les principes de Montesquieu, le pouvoir du monarque est le même que celui du despote, parce qu'ils sont l'un & l'autre la source de tout pouvoir politique & civil; mais ils exercent ce pouvoir d'une manière bien différente. La volonté momentanée du despote est la loi suprême; il n'est lié par aucune autre de ses volontés précédentes, son autorité passe toute entière dans les mains du moindre magistrat, & celui-ci n'ayant aucune règle fixe l'exerce arbitrairement. Le monarque au contraire gouverne par des lois fondamentales; une de ces lois de la monarchie veut qu'il soit établi par le prince des lois particulières fixes sur tous les objets qui, par leur nature & leur importance, en sont susceptibles, & que la prévoyance peut soustraire aux décisions instantanées, soit du monarque, soit de ses représentans. Il se soumet lui-même à ces lois, & c'est sur elles qu'on le juge comme le moindre de ses sujets. En les établissant, il ne peut avoir d'autre intérêt que celui de la justice & de l'équité; & lorsque leur application pourroit le blesser en quelque chose, il est forcé, pour ne pas contredire sa volonté déjà manifestée, de s'y soumettre entièrement. Les corps intermédiaires, quand ils ne sont pas corrompus; les états des provinces, les villes même qui ont des privilèges à conserver; le corps entier du peuple, rappellent le monarque aux lois qu'il a consenties ou établies, & il est forcé d'être juste par tous ces motifs autant que pour son propre intérêt.

consiste pas à mal gouverner, mais à pouvoir mal gouverner. Entre Pierre-le-Grand, qui affranchit & civilise ses peuples; & Louis XIV, qui impose arbitrairement les siens, & finit par supprimer jusqu'au foible droit de rémontrances des cours, quelle est la différence? Le despote use de son pouvoir pour se faire monarque; le monarque use de son pouvoir pour se faire despote (1).

Voulez-vous l'entendre dire littéralement que monarchie & despotisme sont choses pareilles? « Constantin changea le despotisme militaire en un despotisme militaire & civil (2), & s'approcha de la monarchie ».

(1) Il ne faut point raisonner du gouvernement monarchique corrompu comme de celui qui ne l'est point. Montesquieu doutoit qu'il y en eût eu véritablement de tels. « Au moins, dit-il, est-il difficile qu'ils aient subsisté long-temps dans leur pureté; c'est un état violent qui dégénère toujours en despotisme ou en république. La puissance ne peut jamais être également partagée entre le peuple & le prince, l'équilibre est trop difficile à garder; il faut que le pouvoir diminue d'un côté pendant qu'il augmente de l'autre; mais l'avantage est ordinairement du côté du prince qui est à la tête des armées ». *Lettres persanes*. ✕...

(2) C'est-à-dire, gradua les peines selon les rangs plus ou moins distingués des coupables. Voyez l'Esprit des Loix, tome I, page 183. ✕...

Il répète que si la puissance exécutrice se trouve réunie à la puissance législative, il n'y a plus de liberté. Vous lirez dans les lettres persannes (car il faut par-tout interroger son opinion) Le pouvoir des rois d'europe est bien & on peut dire qu'ils l'ont tel qu'ils l'exercent ; mais ils ne l'exercent point avec la même étendue que nos sultans ; premièrement, parce qu'ils ne veulent point choquer les mœurs & la religion des peuples ; secondement, parce qu'il n'est pas de leur intérêt de le porter si loin : » Souvenez-vous aussi de ces paroles d'Usbec : « La monarchie est un état violent qui dégénère toujours en despotisme ou en république ». Comparez-les à celles de l'esprit des loix : « Sous le gouvernement monarchique l'état est plus fixe, la constitution plus inébranlable (1) ».

Je laisse le lecteur tirer les conséquences de ces rapprochemens. Il me suffit de montrer combien ils sont nécessaires pour démêler la secrète pensée de Montesquieu ; c'est, pour ainsi dire, une clef de la méthode énigmatique, du style presque oraculeux qui enveloppe souvent l'es-

(1) Ajoutez que sous un gouvernement despotique, & la contradiction disparoit. Voyez l'Esprit des Loix, tome I, page 114. ✕...

prit des loix ; ouvrage long-temps aussi mal-entendu par ses admirateurs que par ses critiques (1.).

(1) Il n'y a personne qui n'ait remarqué l'obscurité de l'Esprit des Loix. On voit dans ce chapitre celle qui vient des intentions secrètes de l'auteur ; mais souvent elle n'est due qu'aux défauts réels de l'ouvrage. Montesquieu a quelquefois étendu le voile ; mais souvent aussi il n'a pas su diffiper les ténèbres.

Son système est fondé sur les rapports métaphysiques des loix. Ces rapports sont vaguement indiqués ; ils se compliquent & se contredisent. Les diverses loix & les divers gouvernemens sont incomplètement distingués ; les exemples & les citations ne présentent que des analogies infidèles & éloignées. L'absence des premiers principes vous jette, dès l'abord, dans le vague & dans la confusion ; ceux qui les remplacent étant trop particuliers & posés trop généralement , deviennent le jouet des exceptions & des doutes ; vacillation qui brouille d'autant plus les idées, que l'auteur s'énonce d'un style dogmatique & décisif. Ces idées s'enveloppent encore dans une multitude d'expressions abstraites qu'il croit ; mais qui ne sont pas toujours assez claires & assez précises , parce que souvent elles sont appelées au secours du système plutôt qu'au secours de la langue. Enfin ; la conception entière de l'ouvrage est si confuse , qu'on n'y voit guères qu'une apparence de plan ; désordre auquel l'auteur s'est laissé entraîner par la facilité de semer ses pensées dans des chapitres qui ne sont souvent liés que par leurs titres.

Il semble que l'auteur, par un art secret ou par un goût particulier, prenne quelquefois autant de soin de disperfer les vérités que de les réunir, & de les déplacer que de les enchaîner. Elles viennent, à chaque instant, comme inattendues; leur rencontre, en un lieu qui leur semble étranger, étonne comme celle d'un ami dans un autre hémisphère. Tel titre annonce beaucoup quand le chapitre donne peu; tel autre chapitre donne beaucoup dont le titre n'a rien promis.

Voilà sans doute pourquoi l'Esprit des Loix fut d'abord défavorablement jugé par les amis à qui Montesquieu en confia le manuscrit; car on sait que M. Helvétius & le président Hénault l'ayant lu ensemble, n'y virent qu'un amas de matériaux sublimes; ils observèrent à l'auteur que l'ouvrage ne paroissoit point achevé; on croit qu'il en fut blessé; & c'est apparemment à leurs critiques qu'il voulut répondre par sa préface.

Plus d'un homme de lettres a sans doute jugé comme eux ce grand ouvrage; mais le génie qui étincelle de toutes parts en imposa, pour ainsi dire, à ses lecteurs, qui n'accuserent que le sujet & leur intelligence de son obscurité réelle. Il est sûr que celle-ci redoubla l'admiration du grand nombre. Je me souviens très-bien qu'il y a quinze ans on parloit de l'Esprit des Loix comme d'un livre qu'on ne devoit pas se vanter de bien comprendre, lorsqu'on vouloit être modeste. *Note de l'auteur.*

Veut-on savoir ce qu'il pense du clergé & des ministres de France? Qu'on lise ce qu'il dit de ceux d'Angleterre; ce n'est point dans ses distinctions subtiles de la liberté domestique, civile, politique, philosophique, que vous trouverez la plus franche expression, la plus vive peinture de ce droit éternel de l'homme, de cet effet nécessaire des bonnes loix. Mais, que Montesquieu parle de l'influence des climats, des insulaires, des arabes, des tartares; alors il espere, il sent que l'intolérance monarchique ne se défie point de sa raison; il se met à l'aise dans ces pages isolées; le voile du génie, comme celui d'une femme réservée, tombe au moment qu'il se croit sans témoins.

Pouvons-nous savoir toutes les craintes qui amenerent Montesquieu à cette méthode? Souvent il ne laisse échapper la vérité hors de temps que parce qu'il n'ose la publier en son temps. On croit l'entendre dire: je n'ai pu la mettre à sa place; mais du moins je ne la retiendrai pas; il soulage sa conscience; il acquitte son génie.

Cet artifice singulier & presque forcé avoit été employé par Bayle; il transposoit ainsi & dépaysoit, pour ainsi dire, ses pensées les plus hardies; c'est qu'alors les yeux françois ne pouvoient supporter les rayons directs de la lu-

miere; ces grands hommes furent les ménager par d'ingénieux reflets.

En examinant les opinions de Montesquieu sur la monarchie, en montrant qu'il ne la séparoit point de l'idée du pouvoir absolu, je ne puis m'empêcher d'observer que ce pouvoir étoit la cause même de la préférence qu'il paroît avoir donnée à ce gouvernement. Qu'on ne m'accuse point de calomnier un grand homme; il eut en horreur les excès monstrueux du despotisme; de son style vengeur & sublime il le flétrit & l'immola à jamais devant les nations; je le fais. Mais tel est souvent le malheur d'une si haute sagesse; en s'élevant au-dessus du vulgaire, elle le perd de vue: elle n'étudie l'homme qu'aux dépens de l'humanité; elle méprise & redoute la multitude, qu'elle voit par-tout avilie ou furieuse. Un gouvernement absolu lui semble alors comme la toute-puissance divine, un instrument d'ordre & de paix; elle préfère les biens qui sont hors de la liberté à ceux qui ne le trouvent que dans la liberté. Trompé même par sa bienveillance universelle, par la conscience du bien qu'il sauroit faire, le philosophe se dit dans son cœur: toujours l'homme veut sa félicité; mais toujours l'homme agit contr'elle; il faut donc que l'ac-

tion soit enchaînée pour que la volonté soit accomplie.

Ainsi paroît avoir pensé Montesquieu : l'histoire des républiques anciennes ramenoit incessamment sous ses yeux les abus de l'indépendance populaire , les désordres de la monarchie , les horreurs des guerres civiles , les séditions , les proscriptions & les révolutions sanglantes. Sa morale lui ordonnoit d'aimer & de faire aimer le gouvernement de sa patrie ; la prompte exécution , le silence forcé , & la morne paix des monarchies ressembloit quelquefois à la justice , au bon ordre & au calme du bien-être ; Montesquieu embrassa ces apparences & rendit hommage à l'unité bienfaisante d'un pouvoir sans bornes. On verra comment sa raison cherche à se rassurer sur la facilité de l'abus & contre les erreurs des souverains. Mais en posant même de foibles bornes devant l'autorité, il se complut dans l'idée de cette puissance illimitée , reposant entre des mains incorruptibles. Un peuple parfaitement heureux sous un prince *parfaitement despotique* offrit à son génie une chimère consolante & des tableaux qu'il prit plaisir à orner des plus brillantes couleurs (1).

(1) Pour bien comprendre ce que dit ici l'auteur ;

Ainsi , suivant Platon , un bon tyran , aidé d'un grand législateur , est le seul & le plus sûr moyen pour rendre les hommes sages & fortunés. Mais Platon cependant différoit en un point de Montesquieu. Deux fois abusé par les promesses du jeune Denis témoin de l'anarchie d'Athenes , il détesta également & la liberté mal réglée des républiques , & la puissance malfaisante des despotes ; il désespéra des hommes : mais pénétré de leur dignité & de leurs droits , il ne pensa point qu'ils dussent jamais être forcés , même

il faut lire les articles indiqués dans la table des matieres de l'Esprit des Loix , au mot *Despotisme*. Je me contenterai d'en citer quelques titres : Le mal qui limite le *despotisme* est un bien. Langueur affreuse dans laquelle il plonge le despote. Il peut se soutenir sans beaucoup de probité. Etat déplorable où il réduit les hommes. Horreur qu'inspire ce gouvernement. Ne se soutient souvent qu'à force de répandre du sang. L'autorité du despote & l'obéissance aveugle du sujet supposent de l'ignorance dans l'un & dans l'autre. Les sujets d'un état où il regne n'ont aucune vertu qui leur soit propre. La magnanimité en est bannie. Portrait hideux & fidele de ce gouvernement , du prince qui le tient en main , & des peuples qui y sont soumis. La misere arrive de toutes parts dans les états qu'il désole. Il outre tout , & ne connoît point de tempérament. Désavantages de ce gouvernement. C'est un crime contre le genre humain de vouloir l'introduire en Europe , &c. &c. &c. &c. ✕

à devenir heureux : « Je n'ai point voulu , di-
 » soit-il , porter la main à la chose publique ,
 » j'ai trouvé le peuple Athénien décrépît &
 » délirant ; j'ai vu qu'on tenteroit en vain de
 » le gouverner ou par la contrainte ou par la
 » persuasion ; car la persuasion ne paroît plus
 » possible , & la contrainte ne fut jamais per-
 » mise ».

On reconnoît ici le doute universel , l'irré-
 solution systématique des Platoniciens. Quoi
 donc ! ce pénible découragement , par où finissent
 tant de philosophes , est-il la punition inévitable
 de leurs recherches ambitieuses , de leur supé-
 riorité & de leur gloire ? Il est deux manières
 d'observer les choses humaines qui ont alter-
 nativement , ou toutes deux ensemble , occupé
 ces grands esprits ; je veux dire ce qu'elles sont &
 ce qu'elles devroient être : mais ce qu'elles pour-
 ront devenir , est-ce un troisième point de vue
 digne de leurs veilles ? Les anciens , qui igno-
 roient les deux véritables chefs de la science
 des gouvernemens , la modération facile de la
 démocratie par les corps représentatifs , & la
 modération naturelle de la souveraineté par la
 divisibilité même de ses pouvoirs (1) ; les an-

(1) Quelques philosophes , & particulièrement M.
 Adams , se sont obstinés à chercher des preuves que la

ciens pouvoient flotter incertains entre les terreurs de l'anarchie & celles de la tyrannie ;

division des deux pouvoirs politiques étoit parfaitement connue dans les gouvernemens anciens ; recherches curieuses , mais qui ne sont pas plus convaincantes que celles qu'en a faites pour trouver dans l'antiquité la boussole , la poudre , à canon & les aérostats.

Quant à la méthode d'agir par des représentans , ils ne la connurent que dans le droit des gens , c'est-à-dire , par les confédérations des différens états , telle que la ligue des Achéens. Le corps des Amphictions seul en offre quelqu'idée ; mais d'ailleurs ces états étant très-petits , le peuple étoit trop jaloux du pouvoir pour le confier lorsqu'il pouvoit l'exercer lui-même.

Je ne conçois pas ce que dit Rousseau , qu'une nation cesse d'être libre dès qu'elle nomme des représentans. Le principe qui lui fait cette illusion est le même qui lui avoit fait croire que l'homme perdoit toute liberté en entrant dans l'état social. On fait quelle est la réponse. L'homme échange une indépendance imaginaire , celle qu'il auroit , en le supposant seul sur la terre , contre l'indépendance réelle , celle qui le met à l'abri de toute force supérieure à la sienne.

Le sacrifice de liberté que fait un peuple , en se nommant des représentans , est également au profit de la liberté réelle ; car dans les petites républiques où il voit lui-même , comme une assemblée aussi nombreuse est toujours de sa nature incapable de se conduire , elle est conduite par un petit nombre de citoyens ; il faut regarder ceux-ci comme des représentans de fait ; & il se trouve que , pour garder la liberté d'être subjugué &

mais Montesquieu avoit au moins apperçu ces moyens efficaces de perfectionner toutes les constitutions ; il ne s'y confia point , parce qu'il négligea de les approfondir. Sans doute aussi , ne soupçonnant point les événemens que l'avenir préparoit , il fut loin d'entrevoir le jour où la France devoit s'appliquer ces nouveaux principes , & sa circonspection naturelle arrêta son génie sur la route des vérités.

Montesquieu avoit annoncé qu'il parloit du point donné des gouvernemens établis , & cependant il considère tous les gouvernemens sous une forme théorique dans leurs traits métaphysiques & généraux ; il fait de la monarchie & du despotisme deux especes distinctes de gouvernemens. Cependant il croit leur pouvoir de même nature. Il appelle du nom de monarchie le gouvernement de tout ce qui est royaume en europe , & sous ce nom générique il ne désigne presque jamais qu'une espece , la France.

Il annonce la nature & les caractères communs des monarchies , & c'est la nature & les

trompé par eux , il a perdu celle de les choisir d'abord ; & ensuite de les changer. Sous ce rapport , les grands états ont un grand avantage sur les petits. (*Voyez l'ouvrage de M. Delolme , sur la constitution angloise.*)
Note de l'auteur.

caractères propres au gouvernement françois qu'il établit.

Enfin il va examiner *les loix dans leur rapport avec le gouvernement monarchique* ; & ces loix ; il les appelle *pouvoirs intermédiaires*, & ces pouvoirs ne se trouvent que dans une seule monarchie ; & ces pouvoirs ne font ni des loix ni des pouvoirs, ni même des intermédiaires. Voici les paroles de Montesquieu : « Les pouvoirs intermédiaires subordonnés & dépendans constituent la nature du gouvernement monarchique, c'est-à-dire, de celui où un seul gouverne par des loix fondamentales ; j'ai dit les pouvoirs intermédiaires *subordonnés & dépendans* ; en effet, dans la monarchie le prince est la source de tout pouvoir politique & civil. Ces loix fondamentales supposent nécessairement des canaux moyens par où coule la puissance. Car, s'il n'y a dans l'état que la volonté momentanée & capricieuse d'un seul, rien ne peut être fixe, & par conséquent aucune loi fondamentale ». Ainsi sans pouvoir intermédiaire point de loix fondamentales, & par conséquent le despotisme. Il faut ajouter que ces pouvoirs sont principalement la noblesse & les corps judiciaires.

Je ferai d'abord ces questions générales : si ces pouvoirs constituent la nature de la monar-

chie, pourquoi ne le voit-on que dans une seule monarchie (1) ?

Si ces pouvoirs sont *subordonnés & dépendans*, sont-ils véritablement *des pouvoirs* ?

Si le prince est *la source de tout pouvoir*, comment y auroit-il dans l'état autre chose que *sa volonté* ? (2)

Si la nature de ces pouvoirs consiste à être

(1) Cela est certain ; car dans aucune nation d'Europe la noblesse & les corps judiciaires n'ont les caractères que Montesquieu leur attribue en France. *Note de l'auteur.*

Montesquieu ne dit pas que la noblesse & les corps judiciaires soient toujours, & dans tous les gouvernemens monarchiques, les canaux par où coule la puissance du prince ; mais que le premier est le corps intermédiaire *le plus naturel*, qu'il entre *en quelque façon* dans l'essence de la monarchie ; que tout gouvernement qui n'est point despotique, & qui a par conséquent un corps de loix fixes, doit avoir un corps politique dépositaire de ces loix, qui les annonce lorsqu'elles sont faites, & les rappelle lorsqu'on les oublie ; que les membres de ce corps doivent être assez nombreux & assez éclairés pour entraîner l'opinion publique, & inspirer de la confiance au peuple ; qu'il doit être permanent afin que cette barrière soit toujours élevée contre le pouvoir arbitraire. ✕ ...

(2) Un roi n'est qu'un homme qui tient toute sa force de l'opinion publique & des loix que les pouvoirs intermédiaires restent dans un état passif, & son corps tombe en paralysie. ✕ ...

les canaux moyens par où coule la puissance ; l'un des deux qui sont désignés reçoit faussement ce nom, & c'est celui que Montesquieu appelle le plus naturel ; car, quelle est la portion de puissance qui coule par le canal de la noblesse (1) ?

Si les *loix fondamentales* dépendent de l'existence des pouvoirs intermédiaires, ceux-ci dépendant de la volonté du prince, *source de tout pouvoir*, peut-il y avoir réellement des loix fondamentales ?

Ces pouvoirs ne devraient-ils pas être fondés sur ces loix & non ces loix sur eux ?

Ce mot *intermédiaire* veut-il dire que ces pouvoirs sont placés entre le prince & les sujets qui forment l'état ? ne sont-ils donc ni princes ni sujets ? sont-ils l'un ou l'autre, ou tous deux ?

La manière dont ces questions sont posées suffit pour en faire pressentir le développement au lecteur. Je vais m'y livrer (c'est toujours l'auteur qui parle) en évitant de les séparer trop & de trop les confondre.

Sachons d'abord mettre à profit deux avantages dont Montesquieu fut apparemment contraint de se priver ; distinguons les espèces & posons les principes.

Ne disons plus la monarchie, mais nommons la France.

(1) Toutes les forces de l'état ont toujours été dans les mains de la noblesse. ✕...

DE L'AUTORITÉ

Cherchons ensuite dans les fondemens communs des gouvernemens la mesure des caracteres généraux de la monarchie , & jugeons sur les uns & sur les autres les formes particulieres du gouvernement françois , telles que Montesquieu les présente.

Tous les pouvoirs politiques ne peuvent que représenter la volonté générale , qui est la réunion des volontés particulieres.

Pour faire agir cette volonté générale il faut la simplifier ; différentes masses de volontés particulieres se réunissent dans une seule , qu'elles chargent de les suppléer ; ces réunions représentatives se rassemblent ; leur corps sera l'organe de la volonté générale ; leur pluralité en formera le vœu ; cette pluralité pourra statuer , fera la loi , fera enfin la puissance législative.

Mais , s'il faut faire exécuter la loi par un grand nombre d'hommes épars dans un grand espace , cette difficulté force à simplifier encore les moyens & la représentation de la volonté générale ; on la réunit alors dans une seule main. C'est la puissance exécutive monarchique.

Ainsi plusieurs pourront statuer pour tous , un seul pourra exécuter pour tous.

Mais d'un côté l'exécution seroit peu sûre , si celui qui en est chargé y répugnoit ; elle sera meilleure quand il aura concouru à statuer : de
l'autre

Pour ceux qui statuent doivent examiner & juger l'exécution.

Par-là on voit que le premier & les derniers doivent posséder éminemment l'une des deux puissances & partiellement l'autre.

Ainsi cette double puissance ne forme, en effet, qu'un seul pouvoir ; le monarque & la nation sont un, la constitution est une (1).

(1) Cette participation mutuelle des puissances l'une de l'autre me paroît un principe sain, & sur-tout favorable à l'unité du pouvoir. Il s'agit de la bien régler ; quelques personnes pensent, & on l'a écrit, qu'il est indispensable d'écartier tout-à-fait le pouvoir exécutif de la législature, de séparer rigoureusement les deux pouvoirs. Je voudrois qu'on se fût plus complètement expliqué sur cette séparation ; le concours & l'embranchement des pouvoirs me semble nécessaire en plusieurs points : tous deux y gagnent. Par exemple, je suppose la puissance exécutive aussi distincte qu'on le veut. Comme l'autorité judiciaire lui est entièrement dévolue, les individus ou les corps à qui elle en confie l'exercice seront constitués uniquement par elle, & en dépendront exclusivement (*) ; cependant la puissance législative a un intérêt visible à concourir directement à leur constitution. La séparation des pouvoirs blesse cet intérêt ; je sens bien que le corps législatif a un droit primitif suprême : mais

(*) On voit qu'ici l'auteur s'éloigne des bons principes ; il est vrai que l'assemblée nationale n'avoit point encore répandu ses lumières sur cet article constitutionnel.

Ainsi, un roi & une assemblée nationale ;
voilà l'idée d'une monarchie telle que Mon-

en général je voudrais que ce principe de séparation me fût développé ; ou je cesse de l'entendre , ou il m'éclaircisse ; je crois que les deux pouvoirs ont besoin de limites ; je regarde leurs concours , même leur dépendance réciproque , comme la meilleure de ces limites ; je regarde leur rivalité comme ennemie des bornes véritables. De plus , cette séparation absolue des deux puissances me paroît nécessiter une trop grande restriction de l'exécutive.

Pour quitter les abstractions , je dirai que l'excessive diminution de l'autorité royale a de grands dangers , surtout dans le défaut d'unité nationale , dans l'imperfection actuelle du corps représentatif ; je n'ai pas le temps de m'expliquer davantage. Je rappellerai ce que Shéridan dit de la Suède : « Les Suédois étoient si jaloux de » l'autorité royale qu'ils ne croyoient pouvoir trop la » limiter ; politique fautive qui va contre son but ; car si » les limitations des pouvoirs excèdent un certain point, » elles deviennent insupportables ; elles portent même » ceux qu'on avoit prétendu lier à aspirer à l'objet qu'on » avoit voulu éloigner d'eux par des précautions ou- » trées ».

J'ajouterois qu'une partie des principes qui ont renversé le système de limitation des pouvoirs des députés est applicable à l'excessive limitation de la puissance exécutive. Les états généraux feroient presque la même faute que le Dauphiné , s'ils abusoient à cet égard de leur pouvoir , non pas peut-être qu'ils n'eussent le droit , mais à cause des effets ; c'est-à-dire , la stagnation , l'en-

tesquieu lui-même devoit la concevoir, puisqu'il la distinguoit du despotisme; telle qu'il l'a

gorgement des canaux de l'autorité, privée de sa dignité & de sa forme morale.

Les relations du corps représentatif & du roi méritent d'être examinées, & nous avons besoin de notions sur cet objet; tous deux sont des collectifs de la volonté générale: ils ont à cet égard des rapports de suprématie & d'infériorité qui établissent naturellement entr'eux la rivalité que je crains, & que leur extrême séparation augmente.

Je donnerai une idée de ces rapports.

La nation entière, source de tout pouvoir, c'est-à-dire, de tout le droit & de toute la force, présente d'abord une idée simple.

Mais cette idée se compose, si on la considère distribuant & communiquant le pouvoir.

Distribuant le pouvoir, c'est-à-dire, déléguant l'exercice de son droit pour statuer, & l'emploi de ses forces pour exécuter. Communiquant le pouvoir, c'est-à-dire, modifiant, constituant la nature & la forme de cette double délégation.

Voilà le roi & le corps représentatif.

Celui-ci, comme mandataire exprès, comme dépositaire de la puissance législative, paroît recevoir de la nature de son mandat & du pouvoir qu'il exerce une sorte de prééminence.

Mais le roi réunit aussi plusieurs caractères de supériorité sur le corps représentatif: il est le délégué permanent; l'autre n'est que le délégué momentané. La nature

36 DE L'AUTORITÉ

conçue, en effet, puisqu'il regardoit le gouvernement d'Angleterre comme monarchique (1).

Ainsi, un roi & une assemblée nationale ; au lieu d'un pouvoir absolu, & de pouvoirs in-

du pouvoir qui lui est confié fait qu'il peut en subdéléguer toutes les portions nécessaires, ce que l'autre ne peut jamais. Son mandat n'a pas besoin d'être renouvelé ; il est tacite, irrévocable ; il émane de la nature des choses, ainsi que le pacte social lui-même.

Enfin, ce qui rendroit dangereuse sa rivalité, il est de fait & de nécessité dépositaire de la plus grande force publique, contre laquelle le droit luttera toujours avec désavantage, lorsque cette même force ne sera pas intéressée, du moins à le ménager.

J'en dis peut-être trop ou trop peu. On voit cependant que le parallèle de ces rapports respectifs seroit fort étendu & très-important ; je crois qu'il auroit pour résultat le danger de la séparation rigoureuse des pouvoirs. Je voudrois pouvoir me livrer à ce développement ; il embrasseroit aussi la discussion du système de l'équilibre des pouvoirs, dont on a trop abusé, mais qu'on repousse peut-être aujourd'hui trop généralement.

Je supplie qu'on regarde ces observations, ainsi que je les regarde moi-même, comme des doutes bien modestes, qui, loin de les contredire, appellent à mon secours des philosophes que je m'honore d'apprécier.

(1) Quoiqu'il lui donne presque toujours ce nom, il la désigne ainsi en un autre endroit : « *Un état où la république se cache sous la forme de la monarchie* ». Note de l'auteur.

termédiaires, voilà la véritable idée de la monarchie Française ; ce n'est pas celle qu'en donne l'esprit des loix.

Mais rappelons-nous qu'il avoit reconnu pour première base les gouvernemens établis ; à cette faute il joignit celle de raisonner sur l'état actuel de ces gouvernemens ; il sanctionnoit ainsi le présent & le passé, sans consulter la vérité & le droit. En promenant ses regards sur l'histoire & le droit public de sa nation, il y observa, sans doute, les changemens, sans révolution, que le gouvernement avoit subis de siècle en siècle ; il suivit, dans ce mobile espace, le sort plus variable encore des assemblées nationales ; mais quand il compara les âges de leur origine, de leur gloire & de leur décadence, à l'époque où il écrivoit, au règne de Louis XV, il ne pressentit point leur résurrection ; & les états généraux, dans un oubli total, dans une irrévocable désuétude, ne furent pour lui que des vérités purement historiques, objets d'une érudition curieuse, comme les antiques plaids, les champs de mai, & la cour plénière.

Cependant ces vestiges de la constitution existoient encore ; on pouvoit y rappeler la France, le moment présent en est la preuve. N'étoit-il pas digne de Montesquieu de jeter un coup-

d'œil en arrière, de laisser échapper un regret philosophique vers ces derniers monumens de liberté nationale ? Faut-il que le mot d'états généraux n'ait pas une seule fois honoré les belles pages de l'esprit des loix ; mot puissant & fécond, qui, semblable à ces images de Cassius & de Brutus, qu'on cherchoit aux funérailles de Junie, y brille d'autant plus qu'il y manque ; & semble effacer tout, par la raison même qu'on ne l'y rencontre point. Faut-il que le féodal Boulainvilliers ait sur Montesquieu cet avantage, d'avoir sans cesse de ce mot efficace épouvanté un gouvernement oppressif & averti une nation légère ? Moins brillant, moins vanté que Montesquieu, mais plus courageux & plus utile peut-être, Mably ne flatta point nos infirmités politiques, parce qu'il ne les crut pas sans remède ; mêlant à des censures amères de consolantes prophéties, il évoqua nos états généraux ensevelis dès long-temps dans nos annales & dans notre mémoire. Que ne peut-il se relever avec eux, jouir de sa prescience, nous aimer, nous diriger de sa voix mourante, & préparer encore, en le présidant, l'avenir libérateur de la France ! du moins il sera nommé dans toutes les révolutions qui rendront aux peuples leurs droits usurpés ; & telle fut l'étendue qu'il donna à ses principes, que sa

renommée doit croître avec le perfectionnement de l'ordre social !

Dans la monarchie, dit Montesquieu, un seul gouverne par des loix fondamentales. Il ajoute que ces loix n'existeroient pas sans les pouvoirs intermédiaires. Voyons donc d'abord quelles sont ces loix en France. Montesquieu n'en désigne pas une seule. L'auteur des *maximes du droit public françois* s'efforce en vain de suppléer à ce silence, pour une recherche laborieuse de ces loix. Celles de la succession au trône sont les seules auxquelles on doit donner ce nom. L'octroi de l'impôt est la plus antique & la plus sacrée ; mais c'est aussi la plus oubliée, à tel point, qu'on ne fait si sa violation n'est pas légitimée par un aussi long usage que son exécution, & que dans ce moment elle est moins réclamée au nom du droit public qu'en vertu du droit naturel.

Mais nommerons-nous, comme le fait cet auteur, loix fondamentales l'inaliénabilité des offices, l'enregistrement, les constitutions particulières des provinces, même l'inaliénabilité du domaine ?

L'inaliénabilité du domaine est, comme on fait, une loi politiquement inutile & économiquement nuisible.

L'inaliénabilité est, comme on va le voir,

contraire aux principes; aussi a-t-elle été plus affirmée par le fait que par le droit; ce n'est pas l'édit de Louis XI, c'est la vénalité des officiers qui a fait sa force (1).

(1) Je ne me suis point attaché à discuter les fausses opinions de Montesquieu sur la vénalité, ce qui a été fait plusieurs fois avec succès; j'observerai seulement qu'il n'ignoroit pas qu'elle rendoit les corps aristocratiques. Suidas dit très-bien « qu'Anastase avoit fait de » l'empire une sorte d'aristocratie en vendant les magistratures ». (L. 5, c. 29.)

Au reste, la vénalité universelle qui corrompt nos gouvernemens, son principe & le tableau de tous ses effets, seroient le sujet d'un très-grand ouvrage.

L'absurdité de certaines institutions est si grossière qu'elle en devient incroyable, & sur-tout improbable; de façon que celui qui la démontre le plus clairement a de la peine à se faire entendre. La vénalité est de cette nature. Quand un gouvernement, par exemple, vend la noblesse, songe-t-il à ce qu'il vend? C'est l'estime, la considération, l'honneur, enfin c'est l'opinion, la pensée de Jacques qu'il cède à Pierre. Ce sont mes respects & ceux de mes enfans qu'il promet, qu'il s'engage à fournir à vous & à vos descendans.... Et les privilèges de l'industrie, des autres métiers! Quoi de plus ridicule que de dire à un homme : Donnez-moi tout, & je vous donnerai en retour l'usage de vos dix doigts & de toute leur dextérité. Il ne seroit pas plus insensé de vendre non-seulement l'air, mais même la faculté de respirer. Quel dommage que ces absurdités

On peut juger, par l'édit de Louis XIV, de 1667, & par la révolution de 1771, si l'enregistrement & le droit des remontrances sont une loi fondamentale; les constitutions des provinces sont de purs privilèges, c'est-à-dire, des obstacles à la constitution du royaume.

D'ailleurs, ces prétendues loix fondamentales ont été les armes dont le despotisme a brisé la première de toutes, la loi du consentement à l'impôt.

Enfin, les loix fondamentales sont évidemment ce qui a toujours manqué à la France; dans aucun temps on n'a pu, on n'a su & on n'a voulu les faire. Il faut une nation pour ce grand ouvrage, & la nation est à naître (1).

Je reviens aux pouvoirs intermédiaires (c'est toujours l'auteur qui parle), & je dis d'abord: que tout homme ou corps isolé peut être instrument du pouvoir, mais non le pouvoir lui-même.

J'ajoute qu'ils sont ou des corps ou des ordres (2).

soient si funestes ! Démocrite auroit beau jeu. *Note de l'auteur.*

(1) L'auteur écrivoit ceci avant le siège à jamais mémorable de la Bastille. ✕...

(2) Que Rousseau conçoit différemment un corps in-

Sous ce premier rapport j'observe qu'une nation n'a d'existence réelle que par son corps représentatif ; tant qu'il n'y a point eu de nation en France, le monarque, son conseil, & Montesquieu lui-même , ont soutenu avec raison que la puissance royale étoit suprême ; absolue & universelle ; les portions qui en avoient été confiées à des corps n'avoient pû l'être que par une procuration révocable à volonté ; le roi étant le magistrat suprême , toute espece de juges royaux , comme toutes sortes de mandataires de l'autorité , sont dans sa dépendance perpétuelle , il peut véritablement retirer sa commission , en créer un autre dès qu'il le juge

intermédiaire ! Il en existe un , dit-il , entre le souverain & les sujets ; mais , dans son langage , le souverain c'est l'état , la nation complete ; les sujets sont les citoyens , les individus qui la composent : le magistrat suprême , le gouvernement , le gouverneur , le roi , enfin la puissance exécutrice , voilà le corps intermédiaire. Cependant cette idée d'intermédiaires a aussi fait illusion à Jean-Jacques , non pas sous le rapport de pouvoirs ou de corps , mais sous celui d'ordres ou de rangs. Il croit ceux-ci nécessaires pour former la liaison entre le prince & le peuple. Quand cela seroit vrai , ce que je suis loin de croire , l'erreur qui fait des pouvoirs politiques de ces intermédiaires n'en seroit ni moins évidente ni moins dangereuse.

convenable. Tel est le principe faussement combattu par le droit, vainement contredit par le fait (1).

Ainsi, considérés comme corps, les pouvoirs intermédiaires sont subordonnés & dépendans; Montesquieu l'a dit avec raison: mais c'est pour cela qu'ils répugnent par leur nature à former des pouvoirs politiques, & à cet égard l'erreur de Montesquieu est évidente.

Mais sont-ils des ordres? Je n'y vois qu'une classe d'hommes que l'opinion a distingués & qui ont acquis, par une possession reconnue, leur droit à certaines dignités ou prééminences devenues une sorte de propriété tout-à-la-fois particulière & commune à tous & à chacun des individus qui réunissent les caractères distinctifs de ces ordres. Mais ces caractères ne constituent aucun pouvoir politique; un ordre

(1) On peut dire que le pouvoir judiciaire est d'une si haute importance, qu'il seroit compromis dans des mains trop précaires, & que ses fonctionnaires ne peuvent être aussi dépendans que les autres. Mais réformez les loix, & une partie de cette objection tombera; quand elles seront telles qu'on ne puisse les éluder ou les interpréter, l'emploi de juge sera plus facile à remplir; c'est le vice des loix qui nécessite l'arbitraire des jugemens; c'est cet arbitraire qui exige l'importance personnelle du magistrat & de son corps. *Note de l'auteur.*

ne présente au regard de la nation que des citoyens , au regard du souverain que des sujets ; leurs membres entrent au même titre que tous les nationaux , dans le droit civil & dans le droit public ; enfin , ôtez les abus , il ne sont pas plus de l'essence des monarchies que des républiques.

Leur qualité d'intermédiaires n'est pas moins chimérique. Que la monarchie soit absolument de fait , ou légitimement composée des puissances royale & nationale , la distinction des rangs ne modifie en aucune façon l'autorité ni la liberté. Ces métaphores bannales , ces degrés , ces échelons métaphysiques qui descendent , remontent & remplissent , dit-on , l'intervalle immense du monarque au dernier de ses sujets , sont des fantômes sophistiques créés par l'orgueil usurpateur ; il ne peut exister d'intermédiaires que parmi des êtres de différente nature ; entre un Dieu & les mortels , je concevrois peut-être des esprits purs , des génies , des anges ; mais entre celui qui gouverne & ceux qui sont gouvernés ; entre un roi & un peuple ; entre un homme & des hommes , je ne puis voir que des hommes.

Montesquieu , ne voulant rien spécifier , se trouvoit forcé de tout obscurcir. Ce mot abstrait , *pouvoirs intermédiaires* , qui déjà s'éclaircit en se présentant sous les rapports de corps &

d'ordre, devient palpable quand nous nommons ceux-ci noblesse, parlemens, & même clergé.

Hâtons-nous de les apprécier sous ces dénominations si claires.

Le clergé, formant tout à la fois un corps & un ordre, dépositaire & moteur d'un des plus grands ressorts politiques, la religion; participant aussi aux puissances législative & exécutive, isolé, séparé de la nation par la nature de ses biens, par la forme de sa contribution, par ses loix, sa jurisprudence & sa police particulière, par ses mœurs même & par son célibat; étranger par ses rapports de soumission à un chef étranger; national par son influence sur le culte national; pouvant s'assembler, s'administrer lui-même, admis à présenter ses remontrances & ses avis au souverain; enfin ayant conservé & augmenté, par un privilège abusif & personnel, toutes les franchises dont la nation a joui longtemps par un droit général & sacré; le clergé seul pouvoit montrer l'empreinte & recevoir le nom de pouvoir intermédiaire, c'est-à-dire, de corps interposé entre le monarque & la nation (1).

(1) Heureuse expression de l'auteur des *Considérations sur le Tiers-Etat*, qui ont éclairé même les hommes éclairés.

on peut dire même qu'elle n'avoit pas aux yeux de Montesquieu la consistance que lui donne sa qualité d'ordre particulier dans l'état, les assemblées nationales étant le seul cas où elle se montre avec ce caractère (1), & les assemblées nationales paroissant anéanties dans l'opinion de Montesquieu. De tous les pouvoirs intermédiaires, la noblesse semble donc le moins réel; cependant c'est celui qu'on nomme le plus naturel, & sur lequel il se repose avec plus de confiance.

Voici comme ses motifs me semblent ici le justifier.

Il regarde autour de lui; il voit, d'un côté, le despotisme réel; mais de l'autre, il ne voit point l'espèce opprimée & dégradée autant qu'elle pourroit l'être; il se console. Cependant, si ce pouvoir d'un seul homme ne connoît aucune limite, un moment va le rendre féroce & exterminateur. Qui donc résistera? les hommes & les choses. Voici des ordres, des corps, des préjugés. Ces corps ont un moyen de résistance; ces ordres en ont une antique habitude; ces préjugés en conservent le souvenir, en renouvellent la menace. Montesquieu se plaît à se rassurer.

(1) Les pays d'états font exception; mais les exceptions prouvent le principe bien loin de le contredire.

Note de l'auteur.

Dans un pays où il n'apperoit plus les moindres traces de liberté publique, il aime, il défend les franchises particulieres ; où les droits ont disparu, il loue les privileges, il désespere de trouver une nation, il cherche des parlemens & une noblesse. Cette foible opposition est la seule possible ; il la croit seule légitime ; il relève ces fausses barrières ; il en exagere la dignité & la puissance, peut-être dans la saine & patriotique intention de contenir le pouvoir.

Il est trop vrai qu'il se fit illusion ; il prit pour les colonnes du temple quelques étais vermoulus qui le défigurèrent sans le soutenir ; mais son temps & son pays commandoient. Il n'alla point chercher dans la nature & dans les raisons les seules dignes véritables contre la tyrannie ; il en trouva d'imaginaires dans l'usage & dans l'opinion : on n'eût point pardonné la réalité, on admira le fantôme.

Ainsi, quand Montesquieu jugea que la monarchie françoise étoit mêlée d'une double aristocratie, lorsqu'il soupçonna que celle des corps judiciaires, malgré la force qu'ils tirent de leurs fonctions, étoit insuffisante & précaire, il entrevit & laissa du moins entrevoir la vérité ; mais lorsqu'il préféra à la réalité du pouvoir parlementaire & qu'il enfla le pouvoir d'opinion sur lequel s'élève l'aristocratie de la noblesse,

le génie de la philosophie semble l'avoir un instant abandonné.

C'est donc l'aristocratie de la noblesse en France que je veux examiner.

Aristocratie veut dire l'empire des meilleurs & des plus puissans ; ce que les hommes ont toujours confondu.

L'aristocratie des modernes diffère essentiellement de celle des anciens. Chez ceux-ci, elle naquit d'un gouvernement corrigé ; chez nous, elle est née d'un gouvernement corrompu : là, elle avoit été établie au sein des peuples libres par la loi : ici, elle s'est élevée, par l'usurpation, du milieu des peuples asservis.

Quoiqu'il en soit, régulière ou irrégulière, l'aristocratie ne peut, dans aucune circonstance, être l'utile & vrai tempérament du pouvoir absolu de la monarchie. Je crois l'avoir démontré.

Que si cette aristocratie formoit un corps régulier, partie intégrante du gouvernement, ayant en main des forces positives, alors, loin de maintenir la monarchie, elle la détruiroit ; il n'y auroit bientôt plus ni roi, ni loi, ni nation.

C'est cette puissance d'organisation qui heureusement a manqué en France à l'aristocratie féodale, & qui l'eût rendue invincible comme celle de la Pologne.

Loin d'avoir acquis cette puissance, notre noblesse a même perdu ces formes & cet ordre hiérarchique, qui donnoit du moins à la féodalité une apparence de constitution légale.

En effet, si quelques-uns des rapports seigneuriaux du noble au roturier se conservent, encore, il n'en reste aucun du noble au monarque : celui-ci n'étoit qu'un suzerain couronné, il est devenu un souverain absolu; son trône royal, élevé sur tous les débris des trônes féodaux, ne voit au-dessous de lui que des sujets. Quelle est donc l'influence politique & modératrice de la noblesse dans le gouvernement françois? Que veut dire cet *honneur*, le frein du despotisme, le principe & l'âme des monarchies, cet honneur qui *modifie l'obéissance*, qui forme un *esprit de liberté*, souvent aussi efficace que la liberté véritable?

Il faut déclarer enfin ce que Montesquieu a déguisé. Cet *honneur principe*, considéré dans son rapport avec le gouvernement même, n'est autre chose qu'un orgueil indiscipliné. *L'obéissance modifiée* ne peut être que la désobéissance. *L'esprit de liberté* est l'esprit de ligue & de rébellion, antique & indomptable caractère de la noblesse Française.

On hésite & l'on doute de ce caractère, parce qu'on n'apperceoit point ce qui a pu le nourrir, sur-

tout depuis l'énorme accroissement de la puissance royale ; il est bon de démontrer son existence par ses causes.

Ce caractère se forme du sentiment de deux forces qui sont propres à la noblesse ; l'une est réelle & de fait, l'autre est métaphysique & d'opinion. Toutes deux ont eu & ont encore de grands effets.

La première, la force réelle, étoit autrefois évidente & positive ; elle est aujourd'hui invisible & comme négative.

Avant Richelieu & Louis XIV, elle consistoit dans les restes de l'anarchie des guerres civiles, le pouvoir & l'usage de faire des levées d'hommes & d'argent, l'indépendance des commandans des provinces & des villes, les châteaux, les forts & les places appartenants à un grand nombre de seigneurs.

Elle consiste aujourd'hui dans une obscure & lente usurpation qu'on reconnoît à ses effets ; mais dont il est bon de rechercher les traces récentes, d'autant plus qu'elle nous ramène au présent, explique la décadence de l'autorité, & résout ce grand problème : Comment, avec un tel surcroît de puissance, le gouvernement de Louis XVI est-il si foible, comparé à celui de Louis XIV ?

Louis XIV avoit régné, en effet, comme un

faïtan, mais comme un faïtan formaliste; son respect machiavelique pour certains usages déguisoit son mépris réel des loix & des droits; son enfance errante & foudroyée par ses propres aveux, avoit appris à redouter l'aristocratie. Il se garda bien de joindre la puissance à la grandeur; il écarta soigneusement de l'administration les hommes d'une naissance illustre; il leur fit des serviteurs plutôt que des ministres; les grâces leur furent prodiguées & les grandes places leur furent interdites.

Le cardinal de Fleury hérita de son secret & le transmit à Louis XV.; ce prince en profita tant qu'il régna seul & même tant qu'il ne fut gouverné que par une seule personne. On vit long-temps les différens ministères confiés à des hommes d'une condition médiocre. Le désordre de ses dernières années se livra à l'ascendant de tous ceux qui l'environnoient. Alors naquirent deux genres d'anarchie; celle des favoris, & celle des gens en place; alors les grands assiégerent le cabinet plus que le trône. La haute noblesse affecta l'étude & la connoissance des affaires, & envahit tous les départemens. De là vint l'aristocratie ministérielle qui, dominant le conseil du monarque, distribuant aux nobles tous les emplois, toutes les fonctions de l'autorité, & depuis trente années, tellement étendu

les privilèges, les distinctions, tous les avantages de la noblesse, & qui lui a rendu ainsi en influence ce qu'elle avoit perdu en pouvoir.

Une autre circonstance y concourut encore sous ce présent règne. Le goût particulier, on peut dire le bon goût des souverains leur ayant fait, préférer les charmes d'une société intime à l'ennui d'une cour nombreuse & solennelle, on trouva moins d'inconvéniens à grossir, par des présentations plus multipliées, cette cour qui n'existoit plus. Moins de gens approchant le roi, tout le monde fut admis à le saluer : la majesté ferma ses portes & ouvrit ses carrosses à une nuée de nobles ambitieux : on ne s'appercut point que cette foule moins accueillie voudroit être mieux payée ; les emplois, les dons, les pensions, les grâces de toute espèce se multiplièrent avec les importuns ; Versailles fut abandonné & les bureaux regorgèrent. Qui pourroit nombrer & peindre toutes les usurpations générales & partielles, publiques & secrètes, favorisées depuis quelques années par cette aristocratie ministérielle & dont le privilège exclusif des emplois militaires n'est que l'impolitique complément ? Qui me dira jusqu'à quel point pouvoit s'étendre cette invasion sourde & progressive ? Le roi, le conseil, l'administration & l'armée étoient obédies, &

possédés par les nobles. Tandis que les préjugés féodaux se branloient dans les esprits, peut-être se préparoit le démembrement féodal de la monarchie, si prêt à se renouveler sous Henri IV, & qui n'auroit eu besoin que d'une minorité, d'un parti, d'une guerre, & de tant d'autres circonstances que la fortune amène si facilement (1).

(1) L'idée d'une telle révolution étonne; la paresse humaine est irréfléchie; la prévoyance l'importune. Quand Mably prophétisoit nos maux, on accusoit sa bile philosophique. L'esprit usurpateur, loin de s'arrêter, a une marche dont l'accélération est incalculable; chacun de ses pas est double; les derniers sont immenses. Dans un pays où il n'y a point de puissance nationale, si la puissance royale tombe, l'anarchie des grands n'a plus de bornes.

Lorsque la politique habile de Charles V eût achevé d'affoiblir la puissance rivale des grands seigneurs, ils commencèrent à s'approcher de nos rois pour les gouverner, & à faire leur propre force de l'autorité royale. On vit le duc de Bourgogne risquer sa vie pour dominer sous Charles VI; plutôt que de régir tranquillement ses propres états; on sait quelle anarchie bouleversa la France, déchirée par ce petit nombre d'aristocrates tout prêts de devenir eux-mêmes la proie de l'Anglois.

On se souvient aussi qu'après s'être vu menagés par Charles VII, ils ne purent pardonner à Louis XI de vouloir régner seul, & comment leur ressentiment

Telle est la force réelle que l'aristocratie avoit acquise, & qui pouvoit lui tenir lieu de ses bastions rasés & de ses vassaux défarmés.

Joignez-y maintenant la seconde force dont j'ai parlé, la force d'opinion ; je ne parle pas seulement des illusions orgueilleuses & des respects serviles qu'emporte le préjugé d'une naissance illustre, je veux parler de l'importance plus directe & plus politique que donnent à la no-

éclata par la ligue, si ridiculement nommée *la ligue du bien public*.

Qu'on réfléchisse sur ces exemples, & qu'on les compare à l'espèce d'aristocratie antique & ministérielle dont je fais ici l'histoire ; qu'on songe avec quelle facilité les énormes prétentions féodales peuvent encore s'exhausser sur ces masses de puissance accumulées. Après ces réflexions, qu'on médite aussi le fait suivant qui me semble assez instructif.

Les Marattes vivent sous le despotisme d'un seul prince ; il y a cinquante ans que les castes privilégiées ont pris le parti d'enfermer, d'*embastiller* complètement le despotisme, pour gouverner sous son nom, ce que sont en effet vingt ou trente magnats avec ceux de leur race. Depuis ce temps, le maître suprême n'est point sorti de son serail, ou loin d'être jamais consulté, on ne lui donne pas même l'ennui d'une signature ; & ils l'appellent roi comme un autre : & cet état est nommé l'état du *Paischa* ou des *Ministres*, (*Voyez l'Encyc. méthod. Économie politique.*)

blesse françoise différentes idées attachées à son nom , telle est , par exemple , la mémoire de ses antiques révoltes qu'elle a souvent reproduites avec autant d'artifice que de complaisance ; elle fait encore à propos en effrayer l'habileté puillanime d'un ministre , en menacer même un peuple léger & dominé par son imagination (1) ; c'est ainsi qu'on nous a vu quelquefois redouter en elle le tableau des maux qu'elle fit à nos pères : ces ennemis , ces armes n'existent plus ; nous les craignons dans le passé , comme un homme qui souffre encore , sans doute par la mémoire , du membre même qui a été séparé de son corps.

Voilà donc les forces véritables qui encouragent sans cesse l'esprit d'insubordination, l'in-

(1) Rien ne peint mieux l'homme , & particulièrement le François , que ces impressions imaginaires qui se continuent comme par tradition , agissent machinalement , & sont presque des effets sans cause. Voilà le principe occulte qui combat les idées d'égalité & de liberté dans les hommes qu'elles intéressent le plus. Il y avoit un proverbe chez les Juifs : *Nos pères, disoient-ils, ont mangé des raisins, nous avons les dents agacées.* C'est ainsi que nos ancêtres ont été oppresseurs ou esclaves ; c'est ainsi que la tyrannie & la servitude ont encore des racines dans le cœur. Delà vient qu'on rencontre encore tant de gens d'esprit & tant d'honnêtes gens dont la conversation fait horreur ou pitié. *Not. de l'auteur.*

quiétude ambitieuse & mutine , prompt à se ranimer dans la noblesse françoise , suivant le cours des événemens. Montesquieu a pu dissimuler son principe dans un temps où ces abus moins excessifs & moins menaçans sembloient peut-être utiles comme le seul épouvantail du despotisme (1).

Mais que dirons-nous des effets de cet esprit réfractaire & inextinguible ? L'inexécution des loix , le silence forcé des tribunaux , les présences des administrations , l'anarchie du crédit & de l'intrigue , l'impéritie & la corruption em-

(1) « Comme le despotisme cause à la nature humaine » des maux effroyables , le mal même qui le limite est » un bien ». Ces mots semblent justifier Montesquieu ; mais il ne les avoit dit qu'au sujet de l'influence du clergé d'Espagne. *Note de l'auteur.*

Il fait suffisamment sentir l'anéantissement total de ce pouvoir intermédiaire de la noblesse au temps où il écrivoit , lorsqu'il parle de la corruption du principe de la monarchie : « Il se corrompt , dit-il , lorsque l'honneur a été mis en contradiction avec les honneurs , » & que l'on peut être à la fois couvert d'infamie & » de dignité ; lorsque les âmes singulièrement lâches » tirent vanité de la grandeur que pourroit avoir leur » servitude , & qu'elles croient que ce qui fait que l'on » doit tout au prince fait que l'on ne doit rien à sa » patrie ». Ce font presque toujours les mœurs qui font les bons & les mauvais gouvernemens. ✱...

poisonnent tous les canaux de la puissance exécutive, le mépris même de la discipline militaire, forcée de se revêtir de formes tyranniques pour se concilier quelque respect (1). L'oppression, la ruine, l'avilissement du foible & du pauvre, enfin la décadence extérieure & la dégénération intérieure de la France; voilà les maux trop visibles qu'a produits l'accroissement de ce pouvoir intermédiaire, si naturel à la monarchie; voilà les suites de cet heureux principe qui la distingue du despotisme; de cette manière d'obéir qui anéantit l'autorité, sans rallumer une étincelle de franche liberté.

On trouve dans l'esprit des loix cette phrase

(1) J'ai vu des hommes sages n'attribuer la sévérité excessive de quelques ordonnances militaires qu'à la nécessité de contenir l'indiscipline de l'officier françois, qui, mettant toujours sa naissance avant son métier, jaloux le chef qu'il doit respecter, se croit volontiers supérieur à ce chef; consulte quand il faut exécuter, cabale quand on le punit, porte la confusion dans les armées, dont l'ordre fait la force, & éternise l'anarchie dans un régime où les peuples les plus libres ont reconnu la nécessité d'une obéissance implicite & passive. Concevoir en la raison d'un gouvernement qui s'est plu à exagérer cette infériorité naturelle; en donnant à la noblesse le privilège exclusif des emplois de l'armée &c.

O peccora caca! Note de l'auteur.

remarquable : *il ne s'agit point de faire lire, mais de faire penser.* Je ne dis ici rien que M^{onsieur} de M^{onsieur} ne m'ait fait penser, & il n'agit sans cesse les armes dont je le combats.

Tandis que je renversois les faux appuis dont il prétend retenir la monarchie, toujours prête à se précipiter dans le despotisme, étouffé moi-même de la voir s'arrêter dans cette pente fatale, je lui cherchois des soutiens plus forts, je les trouvois dans un de ces traits courts & féconds qui sont semés dans l'esprit des loix.

« La plupart des peuples d'Europe, dit-il, sont encore gouvernés par les mœurs ».

Les voilà les limites devant lesquelles reculera toujours la puissance arbitraire ; voilà les pouvoirs intermédiaires éternels & inébranlables. Pour une nation éclairée il ne peut y avoir qu'un despotisme passager.

Dans un état privé d'arts & de sciences, s'il n'y avoit que le roi & le peuple, il n'y auroit bientôt qu'un despote & des esclaves ; quelques centaines de riches & des millions de pauvres. Mais la renaissance des beaux arts a ressuscité le commerce & l'industrie ; ceux-ci croissant, dispersant le numéraire & multipliant les fortunes médiocres, ont créé cette classe nombreuse que j'appelle la classe moyenne, classe trop méconnue, le foyer des mœurs & de la raison pu-

blique, d'où sortent le bon sens, la justice, la liberté, la véritable force de l'empire, l'amour des loix & du monarque; la puissance irrésistible de l'opinion (1); d'où vont sortir la constitution, la nation française.

- Il ne faut pas s'en étonner; rien n'a changé, ce sont les connoissances & l'instruction qui ont toujours régné & gouverné les peuples policés ou barbares; comme elles font l'empire de l'homme sur les animaux, elles ont fait tour à tour la puissance des papes, celle des moines, du clergé, des parlemens, des jésuites (2), & enfin celle de tous les grands ministres. Moins concentrées, plus universelles, plus également distribuées, elles font maintenant l'ascendant de la classe moyenne; la révolution présente est son ouvrage, & c'est ce qui lui donne ce caractère modéré.

(1) La nation n'a pas toujours été instruite, mais elle est depuis long-temps riche & spirituelle; aussi le règne de l'opinion date de fort loin, non moins absolu, mais bien moins salutaire. Fontenelle disoit: *Si l'opinion est la reine du monde, elle est l'impératrice de France.* La philosophie l'a épurée: en étendant sa domination, elle va répandre les vérités mieux encore qu'elle ne propageoit les erreurs. *Note de l'auteur.*

(2) Il n'y a que la noblesse qui doive sa puissance à la barbarie; aussi l'a-t-elle perdue par le progrès de la civilisation. *Note de l'auteur.*

62. DE L'AUTORITÉ :

par lequel elle ressemble si peu à toutes celles qui l'ont précédée en France (1) ; l'impulsion alors étoit donnée par les grands au peuple, elle partoît de la première à la dernière extrémité ; aujourd'hui elle part du centre. C'étoit alors les passions & les intérêts particuliers, c'est aujourd'hui la raison & l'intérêt général. *Ce n'est plus le feu, c'est la lumière qui remue tout, après avoir tout pénétré.*

Les aristocrates, qui, comme on fait, menacent le peuple du despotisme & les rois de la démocratie (2), ont en vain dit au monarque :

(1) Il y a une remarque à faire sur les révolutions qui se sont faites dans les états & chez les peuples anciens ; les seules qui aient servi au bonheur & à la liberté de ces peuples datent des siècles d'ignorance ; toutes celles qui arriverent dans les temps éclairés amenerent la servitude politique & le malheur du grand nombre : l'inégale dispersion des lumières en étoit la cause. La cause contraire produira parmi nous de contraires effets. L'imprimerie a fait des connoissances la denrée commune des peuples modernes, & cette force dominera dans le grand nombre comme elle dominoit autrefois dans le petit. *Note de l'auteur.*

(2) Que les rois se rassurent au moins sur la parole de Montesquieu : *L'inconvénient n'est pas, dit-il, lorsque l'état passe d'un gouvernement modéré à un gouvernement modéré, comme de la monarchie à la république.* (L. 8, ch. 8.) N'oublions pas sur-tout cette vérité si bien exprimée :

« c'est nous qui maintenons , qui assurons la do-
 » sile obéissance du peuple » ; en même temps
 qu'ils disoient au peuple : « c'est nous qui sus-
 » pendons les rapides progrès du despotisme ». Non , ces effets salutaires sont maintenant dus à la classe mitoyenne ; elle est le véritable pont de communication entre l'autorité qui établit l'ordre , & cette multitude nécessaire qui ne peut que gagner au désordre ; les rayons de ses lumières se propagent en tous sens , remontent & redescendent vers les premiers & jusqu'aux derniers membres de l'état ; éclairer les hommes , c'est les modérer ; ses pensées , ses paroles , ses écrits suspendent & répriment l'oppression ; mais surtout par ses liaisons naturelles avec la dernière classe du peuple ; elle empêche sans cesse la révolte ; sans elle , à chaque instant on le verroit s'indigner contre sa misère , & dans des momens tels que ceux dont nous avons été les témoins , la médiation fraternelle de la classe mitoyenne pouvoit seule réconcilier tant d'infortunés avec le gouvernement dont ils sont les victimes.

A la vérité , cette classe bienfaisante habite en

« Toute législation a besoin d'être continuellement ra-
 » fraichie par l'esprit de démocratie ». (Vues sur les
 moyens d'exécution). *Note de l'auteur.*

plus grand nombre dans les villes, & l'on a prétendu en induire qu'elle associoit faussement ses intérêts à ceux des campagnes, qui lui sont étrangers & quelquefois opposés, du moins en apparence; mais elle a cependant des rapports directs & indirects avec la classe rurale; car non-seulement les propriétés moins considérables & plus dispersées, mais aussi tous les échanges du commerce & de l'industrie, la rapprochent davantage du cultivateur. De plus, la liberté & le bonheur des campagnes ne sont-elles pas originairement sorties des villes? Celles-ci, par leur étendue & leur multiplicité, ont sans doute concouru à la dépopulation des premières. C'est un des grands vices de nos gouvernemens, & une des principales différences que présente l'Europe moderne comparée à l'ancienne; mais que les villes ont bien réparé ce dommage & se sont heureusement acquittées envers les campagnes! N'est-ce pas le commerce étranger, l'industrie & les manufactures qui introduisirent par degrés, même au sein des campagnes, l'ordre, la bonne administration, & avec eux la sûreté individuelle, & la liberté civile de leurs habitans? N'est-ce pas encore aujourd'hui le tiers-état des villes qui a fait entendre au tiers rural les premières paroles du patriotisme,

DE MONTESQUIEU. 63
tisme, de la philosophie & de la liberté politique?

Montesquieu, il faut l'avouer, a trop méconnu l'influence de cette classe nombreuse de citoyens. Mais le pouvoir absolu rencontre d'autres obstacles, qu'il paroît entièrement avoir ignorés.

L'argent a été tour-à-tour l'arme la plus dangereuse & le frein le plus puissant du despotisme. Les dépenses des états excèdent toujours leurs revenus. Ils ont bien un continuel besoin du crédit, qui, soumis à l'opinion, met le gouvernement dans la dépendance des gouvernés; la détresse emprunte; la confiance seule peut prêter; la force est inutile, car l'argent se cache. Ainsi le crédit favorise le désordre; le désordre tue le crédit; les mêmes causes font que les peuples ne sont jamais si heureux ni si malheureux qu'ils devroient l'être.

L'accroissement de la dette des nations, celui de la richesse générale, les intérêts réciproques de l'état & du citoyen comme créanciers & débiteurs l'un de l'autre, les rapports du crédit public avec l'opinion & avec la liberté, la dépendance où il met d'abord les ministres & ensuite le souverain de ses peuples, la publicité des opérations du gouvernement, qui en est la suite né-

cessaire, la nécessité des réformes naissant de l'excès des besoins d'une part, & de l'autre de l'excès des maux, toutes ces forces muettes, ces moyens actifs de la résistance passive furent pour la plupart étrangers à Montesquieu; à peine a-t-il pu les entrevoir; il pouvoit encore moins calculer la marche rapide de l'esprit public, qu'il mit le premier en mouvement.

Ainsi l'instruction générale & le crédit public rétrécissent de jour en jour le cercle de l'autorité arbitraire; l'énergie morale de ces principes est l'instinct conservateur des peuples; répandus & multipliés sous mille formes diverses, ils sont, pour ainsi dire, un aliment impalpable qui sans cesse fortifioit nos âmes languissantes sous l'atmosphère du despotisme; ils nous ont seuls soutenus; ils vont nous régénérer. Voilà les uniques, les vraies puissances intermédiaires dont la répartition universelle supplée à la constitution quand elle manque, & la maintient quand elle existe.

Ces puissances ne résident pas dans les parlemens & dans la noblesse, dont les freins imaginaires se brisent devant elles aussi-tôt qu'elles ont pris l'accroissement qui leur donne un corps & les rend visibles. Alors le sénateur & le noble abandonnent leur existence fictive pour une exis-

rente réelle, des privilèges pour des droits; ils veulent enfin paroître dans la cité citoyens, &c François dans la France.

Mais quoi ! ce système qu'il avoit créé, Montesquieu l'avoit condamné lui-même.

Les Anglois, pour favoriser la liberté, ont été toutes les puissances intermédiaires.

Les puissances intermédiaires dépendantes ne souffrent jamais que le peuple prenne trop le dessus...

Qu'est-ce donc qu'un gouvernement dont les parties constituantes sont de leur nature ennemies de la liberté du peuple (1) ? où sont donc nos principes sacrés ? & Montesquieu pouvoit-il en avoir d'autres ! Si la condition & l'effet du pacte social sont le renoncement aux volontés particulières en faveur de la volonté générale, toute société doit, par son principe, tendre à la plus grande liberté, compatible avec l'utilité commune, objet du pacte, c'est-à-dire, au moindre sacrifice possible des volontés par-

(1) Montesquieu distingue la liberté individuelle de la liberté constitutive. Selon lui, la liberté individuelle résulte principalement de la sagesse des loix criminelles & civiles, & de la force & de la multiplicité des liens qui retiennent les ministres des loix, & qui les empêchent d'abuser de leur redoutable ministère. La liberté constitutive dépend sur-tout de la division des pouvoirs & de leurs différentes combinaisons. ✕...

ticulieres. La liberté est donc la fin nécessaire de tous les gouvernemens ; tout ce qui lui est contraire est un mal , & ne peut produire aucun bien véritable. Ah ! l'homme doué de sagesse & de génie n'est envoyé sur la terre que pour éclairer les peuples sur ces maux. Montesquieu a-t-il rempli sa mission (1) ? On ne peut le dissimuler ; l'Esprit des Loix a des erreurs sans excuse ; tantôt un sophisme énerve un axiome ; tantôt l'application reste au-dessous de l'exemple ; quelquefois c'est l'exemple qui émousse le principe ; à tous momens les variations trahissent la crainte ; la vérité recule , on la voit entrer en composition avec les préjugés ; ceux - ci même ont souvent seuls dicté l'oracle.

Ce sont ces reproches véritables que je veux rapidement indiquer , en rapprochant tout ce que Montesquieu a découvert & prononcé , de ce qu'il a affoibli , déguisé , ignoré , éludé ou

(1) A l'égard du premier passage , j'observe que Montesquieu , qui a si bien connu la constitution angloise , me paroît ici moins juste & moins exact. Ne devoit-il pas plutôt dire : Les Anglois ont su borner l'aristocratie en la constituant , & la rendre salutaire en la rendant légale ? Mais les rois de France , voulant toujours s'étendre , n'ont jamais rien fixé pour ne rien affermir ; & n'ont gardé de l'aristocratie que son danger en lui laissant son arbitraire. *Note de l'auteur.*

même dissimulé. Ce tableau formera une forte de résumé nécessaire dans un ouvrage où j'ai suivi mes idées plus que je ne les ai conduites.

Il prouve qu'il y a des rapports d'équité antérieurs aux loix positives.

Mais il n'examine point si les loix positives dérogent à ces rapports primitifs, & les sanctionne même lorsqu'elles y sont contraires.

En décrivant le gouvernement anglois, il n'oublie rien de tout ce qui produit & conserve la liberté.

En décrivant la monarchie & la France, il ne se souvient guere que d'enseigner l'art de maintenir & d'accroître le pouvoir.

Dans ces deux chapitres étonnans, où il se plaît à développer la constitution d'Angleterre, tel qu'un peintre qui, traçant avec amour tous les traits d'une femme adorée, leur imprime à la fois la beauté & la ressemblance, Montesquieu semble vouloir créer, dans le portrait le plus fidèle, le modèle le plus achevé. Il pénètre avec complaisance ces combinaisons salutaires, cette organisation digne de l'homme, leurs plus grands & leurs moindres effets; l'admiration vivifie chaque coup de pinceau. Par ces deux chapitres seuls, plus digne peut-être que par tout le reste de son ouvrage du nom de philosophe & de législateur.

Mais l'admirateur du gouvernement anglois est celui du gouvernement féodal. Il nomme *la meilleure espèce de gouvernement que les hommes aient pu imaginer*, cette constitution qui succéda à l'horrible anarchie des coutumes des fiefs, celle qui résulta des premiers affranchissemens & des premiers états généraux, trop foible imitateur de Boulainvilliers que lui-même avoit si bien & si sévèrement jugé.

Montesquieu grave en traits ineffaçables sa profonde horreur pour le despotisme ; sa peinture suffiroit pour en inspirer le dégoût aux esclaves & au despote lui-même.

Mais falloit-il approfondir la nature, le principe & l'objet de ce gouvernement, ou plutôt de ce crime anti-social ? falloit-il rechercher curieusement toutes les loix qui le maintiennent ? Son tableau, dit-on, est sa satire. Ah ! Montesquieu devoit-il être justifié comme Machiavel ?

Il repousse Aristote & Bodin, qui voudroient prouver que l'esclavage est de droit naturel. Par une ironie sublime, il pulvérise les sophismes atroces dont on justifie l'esclavage des nègres.

Il condamne ceux qui semblent croire que l'esclavage seroit encore utile.

Mais pourquoi consacrer un livre entier aux loix sur les esclaves ? Pourquoi indiquer soi-

gneusement le principe de ces loix, dans les divers gouvernemens, à l'exemple de Grotius, qui discute si longuement & si froidement le droit de trahir, de saccager, de tuer, de violer? Enfin, au lieu de développer sur la servitude domestique tant d'idées qui montrent plus l'érudit que le philosophe, le légiste que le législateur, pourquoi passer sous silence les horribles monumens de servitude qui sont encore la honte de la patrie & du siècle?

Il défend avec force les droits de la propriété particulière contre l'intérêt même de l'état & du souverain.

Mais s'il s'agit de la liberté individuelle, il n'élève pas seulement la question, comme si les personnes étoient moins sacrées que les biens.

Il s'indigne contre la tyrannie monstrueuse qui punit les pensées & les intentions.

Mais il ne parle qu'avec ménagement du despotisme de détail, nommé police, de ses attentats continuels contre la liberté des paroles & des écrits, de ses punitions avilissantes, de son espionnage infame, de tous ses moyens d'oppression, qui, pour devenir plus funestes que l'inquisition espagnole, n'attendent qu'un prince foible & un ministre coupable.

Le premier il découvre les rapports intimes

72 DE L'AUTORITÉ
de la nature des loix pénales & de la liberté
politique.

Mais n'a-t-il point aperçu l'injurieux & cruel effet de la différence de ces loix pour les différentes classes de citoyens ? Pourquoi n'a-t-il pas vu avec indignation que le rang modifiât le crime aux yeux de la justice ?

- Sa pénétration inventive trouve également les analogies du commerce & de la liberté ; il montre comment le change a gêné le despotisme, & forcé les princes à une administration plus juste des finances.

Mais en même temps, il érige en principe le préjugé qui rabaisse le commerce en l'interdisant aux nobles.

Il distingue merveilleusement l'influence nécessaire des tributs sur la liberté, tant par leur excès que par leur nature & les formes de leur perception.

Mais il passe sous silence le droit imprescriptible d'octroyer l'impôt qui appartient à tous les peuples, & la première loi fondamentale écrite ou non écrite de toute constitution, droit fondé sur celui de la propriété, droit avoué par le monarque lui-même, & que sa longue défuétude ne nous a rendu que plus cher & plus sacré (1).

(1) La reconnaissance du droit national d'octroyer les

Enfin , il traite sévèrement le clergé , mais il ménage les parlemens , & il flatte la noblesse (1).

Tel est , en y joignant les observations semées dans le cours de cet écrit , le tableau des vérités que la philosophie desire , & des erreurs qu'elle peut reprocher dans l'immortelle composition de l'Esprit des Loix. Il faut se rappeler ici tout ce que j'ai dit pour le justifier , quand la liberté manque à ses paroles ; mais elle manque aussi quelquefois à sa pensée. Je le dis avec crainte & avec douleur ; en le lisant , l'humanité se plaignoit souvent dans mon cœur & interrompoit mon admiration.

Impôts contient l'aveu implicite de la puissance législative nationale , & l'exercice de celle-ci est assuré par la possession de l'autre. Toute liberté civile ou politique dérive du droit de la propriété. Recevez ou niez ces principes , les peuples seront ou des citoyens ou un vil bétail. *Note de l'auteur.*

(1) Il est peu de ces *mais* qu'on ne puisse justifier d'après les principes de Montesquieu , & qui ne soient une suite du plan de son ouvrage , & une conséquence de son système sur la monarchie & les autres especes de gouvernemens. Avoir résuré la définition qu'il donne de la monarchie , du despotisme & de la république , c'est avoir détruit le fondement de toutes ses autres opinions. ✕...

Il est un préjugé qui , plus d'une fois , ramena vers la terre ce génie sublime, & corrompit même la dignité philosophique de son style , c'est celui de la supériorité conventionnelle du noble. Sa raison & son cœur ne paroissent point assez blessés « de cette différence accablante entre une nation » noble & une nation roturière (1) ». Au contraire , il justifia , vanta même ce fléau de la sociabilité ; mais sur-tout il voulut le rendre comme sacré pour sa patrie ; tous les abus légaux ou illégaux lui parurent salutaires dès qu'ils affermissoient le pouvoir de ce préjugé. Il proscrivit les meilleures institutions dès qu'elles me-

(1). C'est ainsi qu'il s'exprime lui-même dans les *Causés de la grandeur & de la décadence des Romains*. Plus d'un lecteur a sans doute observé que cet ouvrage , & sur-tout les *Lettres Persanes* , respiroient une philosophie plus haute , plus indépendante & plus franche que l'*Esprit des Loix*. Lisez dans celui-ci le tableau de la liberté angloise , & dans le premier un morceau sublime sur l'utilité des dissensions dans les états libres , morceau singulièrement applicable aux circonstances présentes , où l'on s'efforce de nous épouvanter par des images exagérées de la division nécessaire des ordres , où des gens accoutumés à la stupide léthargie du despotisme s'affligent du mouvement comme on devoit s'affliger d'une lâche immobilité. Toute ame généreuse dira avec Sénèque : *Non tempestate vexor , sed naufed.* (De Tranq. an.) *Noté de l'auteur.*

naçoient de l'ébranler. Enfin, il est temps de le dire, l'Esprit des Loix fait trop sentir l'absence d'une double inspiration nécessaire au vrai législateur, l'amour du peuple & le sentiment de l'égalité.

Non, Montesquieu n'aima point le peuple.

L'organisation toute artificielle qu'il donne à la monarchie se compose des privilèges du petit nombre & de la nullité du grand; dans ce petit nombre résident exclusivement les limites naturelles du pouvoir, un *faux honneur* qui est le vrai ressort de ce gouvernement, un *esprit de liberté* qui vaut la liberté même; & le petit nombre, avec sa fausse liberté même, est ennemi de la vraie liberté du grand, qu'il repousse sans cesse dans son infériorité: hors de cette classe privilégiée il n'y a plus que le peuple, la multitude; celle-ci doit obéir rigoureusement, mais la première se sert de son *faux honneur* pour obéir à sa fantaisie, car le peuple n'est digne que de la liberté civile; cette liberté même peut être enfreinte par des loix vicieuses (1) ou contradic-

(1) Je prie le lecteur d'observer la fin du ch. 8, liv. 11; il y trouvera l'éloge extraordinaire, que j'ai déjà cité, du gouvernement qui succéda à l'anarchie féodale, c'est-à-dire, de l'époque des premiers états généraux. Parmi les perfections de ce gouvernement l'auteur distingue le *concert de la liberté civile des peuples*,

toires, par la fraude compliquée des formes, par la variation arbitraire des jugemens, par les attributions capricieuses des tribunaux, par une législation informe & injuste, & tout cela est bon, car tout cela est conforme aux prérogatives du petit nombre, qui sont précieuses, & qu'il faut bien se garder sur-tout de *communiquer* au grand nombre; ce seroit *choquer les principes*, car le petit nombre *regarde comme la souveraine infamie de partager la puissance avec le peuple*; la maxime fondamentale de ce gouvernement est, *point de privilège, point de monarchie*. Son objet est *la gloire du prince & non le bonheur du peuple*, il n'est susceptible que d'un *bonheur d'opinion*; pour qu'il puisse, sans périr, satisfaire aux besoins toujours renaissans du prince & de sa cour, il faut favoriser le commerce; aussi pourvu qu'on ne

des prérogatives de la noblesse & du clergé, & de la puissance royale. « Je ne crois pas, dit-il, qu'il y ait eu sur » la terre de gouvernement si bien tempéré que le fut » celui de chaque partie dans l'Europe dans le temps » qu'il (ce concert) y subsista ». On a vu plus haut ce qu'on doit penser de la liberté civile sans la liberté politique. Ceci est une des plus grandes erreurs de Montesquieu. C'est ce qui lui fait dire ailleurs: « Le » citoyen pourra être libre, & la constitution ne l'être » pas ». Delà ses distinctions captieuses d'une *liberté modérée* & d'une *liberté extrême*.

L'opprime point à l'excès, pourvu que l'on *conserve l'illusion*, ce peuple sera assez heureux; ce gouvernement sera modéré.

Et telle sera *l'excellence & le point de perfection* de la monarchie!

Voilà les propres expressions ou les conséquences nécessaires des paroles de Montesquieu. Non, il n'aima point le peuple.

Il est un sentiment d'où sortent, ainsi que d'une source vive & intarissable, les vertus & les lumières. C'est le sentiment de l'égalité naturelle & primitive des hommes: celui qui le nourrit dans son ame voit à tous les momens de sa vie la place que la nature lui a donnée sur la terre à côté de celle où le sort le met & le conduit dans la société: sans peine & comme involontairement, il fait les garder toutes deux; l'orgueil ni la volonté n'approcherent jamais de son cœur, où sont écrits ses titres d'honneur, comme ceux de ses pareils. Personne ne le blesse, & il n'offense personne; le sentiment qui l'élève l'adoucit en même temps, & comme il ne se voit point d'inférieurs, il ne connoît pas de supérieurs. Il plaint le foible & pardonne au puissant; mais l'homme injuste & l'homme vil l'indigneront: car comme il a gardé sa place, il verra avec douleur que ces gens se soient déplacés. Il court au-devant des malheureux; car il l'a été,

ou il va l'être , & c'est lui pour qui rien d'humain n'est étranger ; il y a mieux , il ne fera point d'ingrats ; le sentiment de l'égalité donne aux bienfaits cette grace généreuse qui fait aimer le bienfaiteur. Au reste , comme il a une mesure certaine pour apprécier les hommes & les choses , un tel mortel réunit tous les courages. Enfin , vous le reconnoîtrez même à ses dehors ; vous aborde-t-il , si vous êtes d'un rang moins élevé que le sien , son maintien vous inspire de la confiance : plus élevé , ce sont des égards qu'il commande ; car ce maintien est le même ; rien n'altère la franche sérénité de ses regards , qui ne sont ni humbles ni fiers ; le sentiment de l'égalité donne aux manières une convenance universelle.

On arrive par la réflexion au principe de l'égalité naturelle ; mais le sentiment , il faut qu'il naisse avec nous , ou du moins qu'il entre dans l'ame au premier pas que l'on fait dans le champ de la vie , il faut qu'il soit une heureuse habitude , une partie de l'instinct & de la conscience ; l'esprit seul ne le donne point , & il supplée à l'esprit , en conservant au caractère cette originalité native qui plaît toujours à un monde si loin du naturel & du vrai.

Ce sentiment , vous le trouverez en général dans le grand écrivain & l'artiste sublime ; la recherche du vrai & du beau , de la nature &

de la perfection, les y ramènent incessamment & leur montrent le nud sous les draperies factices des conventions sociales.

Point de philosophie sans le sentiment de l'égalité; car il est lui-même la philosophie naturelle; sans lui, l'esprit ne voit rien que des ombres à travers un brouillard; il ne nous apprend pas, mais plutôt il nous accoutume à juger les actions par le motif, le fait par le droit, & les effets par les causes.

Vous en qui l'éducation a tari toutes les ressources de ce grand sentiment, je vous plains: vous ne pouvez être ni bienfaisans, ni même compâtissans; car, celui qui ne sait pas que les hommes sont ses égaux sentira-t-il que les hommes sont ses semblables? Mais quoi! vous êtes bien plus malheureux, vous ne pouvez même être justes, puisqu'enfin, si j'en crois un ancien, la première partie de l'équité c'est l'égalité. (1).

Ce sentiment, s'il devenoit plus général, pourroit suppléer au patriotisme qui nous manque; le gouvernement qui l'auroit fait naître auroit préparé une branche nouvelle de félicité publique.

(1) *Prima enim pars equitatis est aequalitas* (Sen. de irâ.)

« Le sentiment de l'égalité primitive des hommes est le même que celui de la justice ». (Ferguson, *Essai sur l'hist. de la soc. civile.*)

Confidérez les gouvernemens anciens; leur force étoit plus morale que politique; la liberté ne se fondeoit point sur la constitution; distribuer les pouvoirs, les balancer les uns par les autres; réprimer l'ambition des hommes par l'ordre & l'ascendant des choses: ce mécanisme des législations modernes étoit inconnu; mais une autre puissance imprimoit à toutes les ames un mouvement salutaire & semblable; c'est le sentiment de l'égalité naturelle; car celui de la saine & juste liberté en est inséparable. Ce sentiment avoit dicté toutes les loix; il survivoit à toutes les révolutions. Les convulsions de l'anarchie, la stupeur de la tyrannie ne pouvoient l'altérer; il circuloit dans le sang, on le respiroit dans l'air: nous ne pourrions que par la force de la raison & de l'imagination nous figurer les effets universels de cette puissance morale.

Mais ce sentiment de l'égalité, le croira-t-on? son premier aliment, c'étoit un vice, un vice même des anciens gouvernemens; c'étoit l'esclavage, reste affreux de la première barbarie & de la guerre des peuples sauvages.

Les hommes, ainsi séparés en deux especes, n'admirent point ces distinctions graduelles & arbitraires, principe incurable de l'inégalité moderne; un homme étoit esclave ou libre, c'est-à-dire,

dire , dans la société ; ou hors la société ; enfin , on naissoit bête de somme ou citoyen , meuble ou homme. Une différence si prononcée n'en souffroit aucune autre ; ce mur d'airain posé entre les deux races , la nation étoit nécessairement une & indivisible. En reconnoissant une disparité absolue on détruisoit toute inégalité indéfinie : l'injustice du droit des gens rendoit plus sensibles les vérités du droit naturel ; un principe barbare défendoit un principe équitable ; un outrage à l'humanité affermissoit le bonheur & la dignité des humains.

Ainsi , le sentiment de l'égalité étoit le lien des constitutions anciennes , comme les préjugés contraires sont , pour ainsi dire , les dissolvans des constitutions modernes.

En effet , l'abus inévitable & , pour ainsi dire , le péché originel de l'état social , étant l'inégalité , l'objet de toutes les loix devoit être de la combattre. Pourquoi-donc au contraire ont-elles toutes conspiré parmi nous pour la favoriser , la propager , la greffer sur toutes les tiges ? Et le gouvernement où ces loix anti-sociales se sont le plus multipliées est celui que Montesquieu préfère , & dont il vante l'existence.

Je conçois deux sortes d'inégalités ; l'une , effet nécessaire de la différente valeur des hommes , de l'établissement des propriétés & de l'or-

dre social en lui-même ; il faut la régler, on ne peut l'anéantir. La seconde, effet arbitraire du caprice des événemens, des usurpations & des préjugés antiques. Le législateur humain la poursuivra sans cesse. Montesquieu paroît se refuser à cette distinction, d'autant moins excusable que son génie lui avoit révélé les vrais principes de l'égalité sociale. « Les hommes égaux » dans l'état de nature cessent de l'être dans la » société, & ne le redeviennent que par les loix ». C'est lui qui parle ainsi ; mais c'est lui qui dit aussi : « Dans la monarchie tout le monde aspire à la » supériorité & personne à l'égalité (1) ». Ainsi personne n'en peut même avoir l'idée ; alors, comment subsisteroit cette égalité sociale par

(1) Cette supériorité, à laquelle tous les hommes aspirent dans la monarchie, ne détruit point l'égalité qui naît des loix civiles. Sous l'empire de ces loix, le riche & le pauvre, le grand & le petit, reçoivent sans acceptation la justice qui leur est due ; leurs biens, leurs personnes & leur vie sont également sous la protection de la loi ; & s'il en est autrement, c'est que les hommes corrompus dans ce gouvernement, comme dans tous les autres, trouvent toujours moyen d'éluder ou de faire taire la loi, & qu'il n'en est aucun où la corruption ne puisse se glisser. Des mœurs ! des mœurs ! Un législateur sage doit retrancher tout ce qui peut les corrompre, & favoriser tout ce qui les régénère. ✕ . . .

qui la loi répare la perte de l'égalité naturelle ? aussi est-elle violée à chaque instant, & Montesquieu ne l'a-t-il pas avoué, approuvé même en avouant, en approuvant les variations, les préférences des loix, l'arbitraire des jugemens, & toute les faveurs que la classe privilégiée trouve dans le sanctuaire même de la justice ? & la différence absurde & barbare des peines n'est-elle pas reconnue par la loi (1) ? Le même crime peut laisser un héritage d'illustration aux familles nobles, & d'infamie aux familles plébéiennes. Que dis-je ? y-a-t-il même des supplices pour le noble ?

Enfin, les citoyens, non-seulement ne *redviennent points égaux* par les loix civiles, mais les loix politiques elles-mêmes les déclarent inégaux lorsqu'elles donnent à deux cent mille hommes la supériorité d'influence sur vingt-quatre millions, dans l'assemblée nationale (2).

Cependant le principe est que les hommes retrouvent l'égalité dans la loi, ou les françois ne

(1) Cette différence n'est devenue absurde que parce que les nobles avilis, dégradés par leurs passions, sont devenus insensibles au véritable honneur. ✕...

(2) Cet abus date de l'établissement de la monarchie ; il étoit une suite du droit de la nation conquérante sur la nation conquise : mais ce droit par la révolution des temps ne pouvoit avoir aujourd'hui aucune application ni aucune force. ✕...

font pas des hommes , ou les françois n'ont pas de loi.

Funestes conséquences ! avec un souvenir toujours présent , un sentiment profond de l'égalité naturelle , un philosophe devoit sans doute réprover , foudroyer une constitution qui insulte si odieusement l'égalité sociale elle-même.

Oh ! Montesquieu , ce sentiment vous manqua ; vous l'avez dit. « Les loix rencontrent » toujours les passions & les préjugés du législateur ». L'esprit des loix a trop senti les vôtres (1), vous étiez magistrat , gentilhomme & riche , trois choses qui garantissent en France

(1) Il avoit dit dans sa préface : « Je n'ai point tiré » mes principes de mes préjugés , mais de la nature des » choses ». Le lecteur peut juger maintenant s'il a dit vrai (*). Il fut heureux d'avoir été dans son temps critiqué par les devots plutôt que par les philosophes. Cependant ses fautes n'ont point échappé aux sages mêmes qui sont ses admirateurs. Qu'on relise deux beaux chapitres du traité des délits & des peines , de l'honneur & des châtimens des nobles , on verra qu'il étoit moins facile de répondre à Beccaria qu'au gazetier ecclésiastique. *Note de l'auteur.*

(*) Nous osons assurer qu'il a dit vrai. Il a en effet tiré ses principes de la nature des gouvernemens établis , & tel étoit le but de son ouvrage. ✕ ...

du pouvoir arbitraire, trois choses qui vous protègent contre quelques supérieurs & vous soumettent une foule d'inférieurs : séduit involontairement par les faveurs du sort, vous aimez à vous rassurer sur le despotisme, à vous tromper sur l'aristocratie, & à montrer les avantages d'un gouvernement où vous occupiez une place trop avantageuse; vous estimez peu les hommes parce que vous les connoissiez; mais vous méprisiez le peuple, parce que vous ne le connoissiez pas; je sens, en vous lisant, que vous ne viviez pas avec lui, que vous ne fûtes jamais coudoyé par la foule, que vous le vîtes toujours de la hauteur de votre génie & de votre rang; car votre génie nuisit encore à votre raison; la supériorité des lumières est un privilège de la nature, qui, de même que les autres privilèges, exalte l'orgueil! Oh! Montesquieu, les idées de liberté & d'égalité ne fortoient point de votre ame, ce n'est point à l'homme, c'est au sage qu'elles appartoient.

Ainsi Montesquieu, tantôt abusé par son génie, tantôt en abusant lui-même, pallioit tous les vices du gouvernement de son pays, ne pouvant alors, il est vrai, en espérer la réforme, mais aussi ne paroissant pas même la désirer.

En effet, je me suis plu quelquefois à le sup-

poser tout puissant, chancelier (1), premier ministre, législateur enfin ; & je me demandois ce qu'il eût fait pour le bonheur & la liberté de la France. Une répugnance pusillanime pour toute espece de changement, par-tout, dans l'esprit des loix, repousse & décourage les espérances de la philosophie. Il confond la tranquillité des états avec le bonheur des peuples. Celui qui ne pensoit qu'à maintenir, n'eût pas seulement corrigé (2) ; *qu'on nous laisse*, dit-il, *comme nous sommes* (3). Nation françoise, aimeriez-vous au-

(1) On assure que Montesquieu forma long-temps des projets d'ambition ; il se destina d'abord aux ambassades ; ensuite il aspira véritablement à la place de chancelier. Il est impossible que de pareilles vues n'aient pas influé sur ses opinions.

(2) Je trouve cependant, l. 26, ch. 23, ce principe, qui en contredit tant d'autres, dans l'Esprit des Loix. « On ne doit point hésiter, dit-il, à substituer une loi » politique à une autre, si ce changement est absolu- » ment nécessaire ; ce n'est pas alors un véritable chan- » gement, puisque ces deux loix dépendent également » du principe : le salut du peuple est la suprême loi ».

(3) Voici le texte : « Qu'on nous laisse comme nous sommes, disoit un gentilhomme ». Ce mot n'a-t-il pas quelque chose de ridicule, & ne rappelle-t-il pas celui d'un financier ? « Pourquoi changer ? nous sommes si bien ». On peut mettre cette phrase à côté de celle où il fait à l'abbé Duclos un énorme crime de son opinion sur l'origine de la noblesse, comme injurieuse aux grandes

jourd'hui ce langage ? Mais quoi , le tiendrait-il lui-même ? Non , aucune foiblesse n'étoufferoit sa voix ; nul préjugé ne dégraderoit ses pensées ; ne nous comparons pas à lui , mais son temps au nôtre : peut-être il y eut alors plus d'audace dans son courage qu'il n'y a maintenant de courage dans notre audace.

Ce génie qui avoit découvert le principe de la distinction des trois pouvoirs politiques , sublime & féconde notion refusée aux anciens , mesure éternelle & infallible de tous les gouvernemens , après l'avoir si heureusement appliqué à la constitution d'Angleterre , il s'arrêta & craignit de faire subir une telle épreuve au gouvernement françois. Comme la pierre de touche accuse l'or faux , ce procédé expérimental eût bientôt trahi les fausses limites de la monarchie. Mais dans ce moment , c'est par lui seul qu'il résoudroit la première question sur laquelle la nation ait à prononcer.

Y-a-t-il une constitution en France ?

Les réflexions précédentes ont déjà dicté la

familles & à la maison régnante. « La source de leur » grandeur n'iroit donc point se perdre dans l'oubli , » la nuit & les temps ! l'histoire éclaireroit des siècles » où elles auroient été des familles communes » ! Quelle sublimité dans le style ! quel abaissement dans la pensée ! *Note de l'auteur.*

réponse des bons esprits, je rassemblerai quelques-unes des raisons qui s'y joignent, & le lecteur dira enfin avec moi : nous n'avons point de constitution.

Telle est la manière dont l'auteur réfute les idées de Montesquieu sur le gouvernement monarchique ; on a dû remarquer que nos observations ne tendoient qu'à justifier les contradictions que l'auteur trouve dans l'*esprit des loix*, à faire sentir qu'il a perdu souvent de vue le but de cet ouvrage, & que quoique ce but eût pu être plus philosophique, il n'est pas moins vrai qu'en réfutant les opinions de Montesquieu, il est nécessaire de les considérer & de les juger, non pas isolément, mais dans le rapport qu'elles ont avec lui.

Il étoit impossible que notre auteur s'accordât avec Montesquieu dans les conséquences qu'ils tirent l'un & l'autre de leurs principes. Au lieu de partir du contrat social que les philosophes supposent avoir existé primordialement entre les peuples & ceux qui les gouvernent ; au lieu de poser pour base de ces raisonnemens ce qui n'a presque jamais été, mais qui devrait toujours être le fondement de toutes les grandes sociétés, Montesquieu ne raisonne jamais que sur les constitutions des trois principaux gouvernemens existans. Il appelle leur constitu-

tion la manière dont les pouvoirs sont plus ou moins balancés , de sorte que chaque gouvernement a nécessairement la sienne. Il avoit assez de génie pour établir un système plus conforme aux principes de la saine raison , mais les droits de l'homme étoient si méconnus de son temps , qu'il auroit crain sans doute de ne mettre au jour qu'un roman politique. Notre auteur , au contraire , part toujours , pour juger Montesquieu , du principe sur lequel toutes les sociétés auroient dû s'établir. Les droits primitifs des peuples & la saine raison n'admettent qu'un seul système de gouvernement , celui qui joint à la sûreté des individus & de leurs propriétés le plus de liberté possible. Ils ne connoissent qu'une seule constitution que notre auteur définit : l'ordre , la distribution des deux grands pouvoirs politiques & de leurs diverses parties ; leur réunion ou leur division en différentes mains , & leur exercice sous différentes formes : le tout sanctionné & constitué , c'est-à-dire statué avec la nation assemblée , représentant légalement la volonté générale , & votant librement pour l'intérêt commun. Il n'est donc point étonnant , d'après ce principe , que l'ancienne constitution françoise ne lui paroisse point une constitution, Voici comme il la réfute.

Si l'on recherche en France , dit-il , ces deux

pouvoirs réunis, on les trouve par le fait réunis dans la même main, sans qu'on puisse voir l'apparence d'un droit contraire; qu'en remontant vers les âges ténébreux de l'ignorance & de la servitude. Or, la collection de ces pouvoirs ne peut former que l'autorité arbitraire d'un despote; ce qui exclut toute idée de loix fondamentales & constitutionnelles; aussi n'en trouve-t-on aucune.

Donc point de constitution.

Quand il y auroit quelques loix fixes & établies, je ne vois aucun pouvoir qui en soit le gardien & le défenseur suffisant; le pouvoir absolu n'a donc point de véritables limites: aussi, qui vient d'arrêter le despotisme? est-ce la noblesse & les parlemens? Non, c'est le *déficit* & l'opinion publique (1).

Donc point de constitution.

Jusqu'ici, quand l'autorité fouloit toutes les têtes, que réclamoient les ordres, les corps, les provinces, souvent même les individus? des

(1) Ces deux puissances, comme je l'ai prouvé, sont propres aux gouvernemens modernes. Vespasien, élevé à l'empire, trouva dans les revenus un *déficit* de six cents millions. Le peuple n'y gagna pas la restitution d'une parcelle de liberté: pourquoi? c'est que le peuple romain ne payoit point d'impôts. Comme on n'avoit rien à lui demander, il ne pouvoit rien réclamer. *Note de l'auteur.*

privileges particuliers, c'est-à-dire, des exceptions à la dépendance générale. Quand tout est exception, reste-t-il une loi ? Tant de droits privés, loin de former un droit public, en montrent le néant.

Donc point de constitution.

Le roi, les ordres, les corps, les provinces ont tour-à-tour abjuré des droits qu'ils reconnoissent avoir injustement exercés.

Or, tous ces droits abjurés étoient ceux de la nation, c'étoit ses dépouilles qu'on gardoit sous le nom de dépôts ; chacun s'étoit adjudgé l'usufruit de son bien, comme en vertu d'un provisoire de deux ou trois cents ans. Que si le roi, les corps, &c. n'avoient pas fait d'avance cet abandon équitable, la nation qui avoit bien eu le temps de devenir majeure, restoit en tutelle, & frappée d'interdiction ; elle ne pouvoit même donner à ses députés les pouvoirs suffisans ; alors, qu'on me dise quelle eût été l'existence de l'assemblée nationale : il falloit redemander, ou plutôt reconquérir piece à piece son apanage qu'on lui eût long-temps disputé ; le corps législatif se seroit présenté tronqué & sans vie ; il a donc fallu rendre à la nation son ame, sa voix, ses membres épars pour qu'elle pût se montrer ; il a fallu la ressusciter avant de l'assembler. Donc jusques-là le véritable droit

étoit sans pouvoir, & le pouvoir sans véritable droit; donc il n'y avoit de titres ni pour le roi, ni pour les corps, ni pour la nation même.

Donc point de constitution.

On trouve dans l'histoire des assemblées nationales, mais leur composition, toutes leurs formes ont toujours été incertaines & diverses : jamais elles n'exercerent des droits égaux ; puissantes dans les temps de désordre, nulles dans les jours de prospérité, elles n'ont jamais eu un retour nécessaire ; elles ont disparu des siècles entiers ; les ordres qui les composent ne sont plus les mêmes. Le tiers-état riche & éclairé de Louis XVI est-il la populace abruti & mainmorte de Philippe-le-Bel ? Cent mille têtes d'ennoblis, & quelques familles entées sur des races éteintes représentent-elles la postérité des Antrastions, des Leudes, des fideles de Charlemagne & des grands feudataires de Hugues Capet ? Ce tiers-état, cette noblesse & ce clergé même, sont-ils le bourgeois pauvre & ignorant, les seigneurs mutins, les prélats fanatiques de 1614 ? Les choses, les hommes, tout a changé ; ce qu'il y avoit de plus important, la composition des états généraux, a été réformé ; ce qu'on a conservé de l'ancien usage ne restera point.

Donc point de constitution.

L'histoire de France présente de longs & fréquens intervalles de troubles & de guerres civiles, sans que le gouvernement ait éprouvé de véritables révolutions ; chose étonnante dans une nation ardente & mobile ! Donc la nation n'avoit aucune part au gouvernement ; donc les factions n'avoient pas un droit fixe à faire valoir ; donc il n'y avoit de constitué que le trône.

Donc point de constitution.

De plus, qu'on me trouve un de nos rois qui ait régné comme ses prédécesseurs ou ses successeurs, qui ait joui d'une autorité égale ou pareille ; les circonstances, leur génie, ou celui de leurs ministres, ont fait leur destinée. D'un regne à l'autre les rapports du prince, des ordres, des corps, des peuples, tout s'est dénaturé sans laisser ni traces ni souvenir de ces diverses situations. Donc nul pouvoir, nul abus même établi & consolidé ; donc la puissance royale n'étoit pas même dûement constituée.

Donc point de constitution.

Mais quoi ! il me suffiroit de vous dire : je ne vois point en France de liberté politique, ce qui rend précaire même la liberté civile ; bien plus, je vois la propriété long-temps attaquée par une arbitraire infraction du droit de la contribution volontaire. Or, s'il y avoit gu. quel-

que chose de constitué, ce seroit une charte de ces droits & des loix propres à les maintenir. Or, je vois même des loix & des coutumes toutes contraires. Or, une nation bien ou mal représentée n'a rien pu établir contre de tels droits. Donc jamais rien ne fut *statué* par la nation avec le prince sur ces points fondamentaux.

Donc point de constitution.

Que si cependant votre âme est digne de s'élever aux considérations morales qui peut-être un jour entreront dans le régime des empires, vous penserez encore que l'homme n'étant point seulement un chef-d'œuvre de mécanisme, & sa volonté précédant toujours son action, il faut, pour améliorer l'effet, perfectionner la cause; vous demanderez aux loix où se trouve l'instruction publique, soit pour le riche, soit pour le pauvre; vous leur demanderez pourquoi ces pères barbares, ces enfans ingrats, ces hymens scandaleux? pourquoi sur-tout ces peuples abrutis, misérables ou méchans? Et lorsque vous les verrez pupir le crime, vous leur reprocherez de ne point le prévenir; vous croirez qu'elles ont compromis un si grand droit en négligeant un devoir si sacré?

Et si même, au lieu d'institutions propres à corriger les penchans, vous en voyez qui les corrompent; si les vices sont un trésor & une

ferme publique; si d'un autre côté l'administration jalouse & capricieuse, s'arrogeant tous les détails, changeant sans cesse de système, prodigue ses décrets contradictoires, donne l'exemple de l'immoralité & le signal de l'égoïsme universel, & qu'ainsi les intérêts privés n'aient plus de moyens que la force & la fraude pour fourager dans le vaste naufrage de l'intérêt public, il n'y a donc ici, direz-vous, rien qui règle les passions des hommes livrés à l'abus de leurs facultés, & ramenés par la dépravation de l'état social au désordre de l'état sauvage : l'absence des mœurs publiques atteste donc l'absence d'une législation surveillante & habile à procurer les vrais avantages de l'état; donc la force des choses & l'aveugle hasard gouvernent uniquement, donc point de gouvernement.

Donc point de constitution.

Enfin, voici un dernier argument, non moins décisif.

S'il y a vraiment une constitution en France; il faut que les états généraux de 1789 adoptent la double voix des deux premiers ordres, & l'immobilité Sarmate du *liberum veto*, il faut reconnaître trois nations dans la nation, alors point de nation, point de vrais représentans de l'intérêt général, point de pouvoir législatif. En deux mots, s'il y a en France une constitution, les

états généraux ne peuvent rien ; s'il n'y en a pas , ils peuvent tout.

Donc les états généraux diront avec moi : point de constitution.

C'est ce qu'ils ont dit en effet , & c'est en conséquence qu'ils en ont décrété une dont l'application à l'état actuel des choses peut bien n'être point favorable à la France , rendre pour quelque temps précaires toutes les fortunes des citoyens , & faire éprouver à l'esprit de l'ancien gouvernement une agonie longue & bien dange-reuse pour elle , mais dont nos neveux ressentiront sans doute les bénignes influences.

Des réflexions bien sages, que nous trouvons dans les derniers chapitres de notre auteur, & par lesquelles nous terminerons cette analyse, prouvent combien il avoit médité sur le danger des grandes révolutions. « Je suis loin de m'égarer , dit-il , dans les nuages d'une perfection spéculative ; je fais qu'on ne peut anéantir en un moment l'ouvrage & les ruines même de tant de siècles ; il faut employer ces matériaux , puisqu'il nous en reste ; mais il faut du moins , en réparant l'ancienne cité , jeter les fondemens d'une nouvelle.

Les états généraux , ajoute-t-il , vont naviguer entre deux écueils , la rigueur *inconciliante* des principes

principes (1), & la molle ou perfide ressource des palliatifs, la route est périlleuse pour leur inex-

(1) Je suis loin de douter de l'utilité des principes en politique; cet ouvrage le prouve assez. Un gouvernement sans principes, comme un homme sans caractère, est le jouet des vents & de tous les intérêts qui l'assiègent. Il n'y a point de lendemain pour lui; le présent même ne lui appartient pas. A plus forte raison les principes sont-ils nécessaires à la législation générale. Un bon principe, si son application est juste, ne fauroit égarer; car suivant la belle expression de la Cr **: « Comme il est tiré de la nature des choses; » il les plie avec l'ascendant d'une force éternelle ».

Cependant vouloir, sans choix, rapporter toutes choses au type de perfection idéale qu'on s'est formé, c'est sans doute un excès. Les Stoïciens faisoient cette faute en morale & en métaphysique; des philosophes s'y laissent quelquefois entraîner en politique.

Les bases du contrat social posées, ils veulent que les moindres institutions, les plus indifférentes parcelles des pouvoirs, y soient adaptées, & y correspondent géométriquement. Ils font du monde & d'un empire un grand syllogisme, dont les innombrables conséquences doivent s'accorder littéralement aux prémices. Cette coordination abstraite ne pourroit servir de mesure, même aux ouvrages d'un Dieu, du moins l'usage d'un tel instrument est impossible à la foiblesse de l'homme. Une société, un royaume d'anges, d'esprits purs, pourroit à peine se constituer sur ce plan, & parvenir, de conséquence en conséquence, jusqu'au dernier anneau de la chaîne sociale; mais de purs esprits n'auroient pas besoin

périence ; il ne s'agit point de détruire tous vestiges de distinctions d'ordres , mais au moins

de s'unir. C'est le mélange des élémens qui fait la faiblesse de l'homme , les besoins , & sur-tout celui de la société. Astreindre à l'unité rigoureuse d'un principe un être essentiellement double , à une perfection morale un être au moins à demi-physique , c'est donc méconnoître la nature des choses ; c'est abuser de la philosophie contre la raison.

Le meilleur principe doit donc être appliqué avec circonspection ; du moins il semble que cette application doit être différente quand il faut juger ou quand il faut agir , & même suivant les différentes actions.

Car , en politique par exemple , s'il s'agissoit de créer , je ferois marcher le principe devant moi , & je voudrois qu'il donnât seul , à tous les membres du corps , leur forme , leur place & leur mouvement.

Mais lorsqu'il faut réformer , comme nous opérons sur des êtres animés & sensibles , la coordination subite des parties au tout seroit destructive , par conséquent impossible. Alors les plus profonds théoriciens nous priveroient du fruit même de leur génie , si un respect superstitieux du principe leur faisoit anéantir tout ce qu'il condamne. En considérant toujours la fin & jamais les moyens , ils nous reculeroient au lieu de nous avancer ; ils auroient bien raisonné , mais il falloit bien faire ; ils auroient mérité le prix de logique : la reconnaissance de la patrie couronneroit des hommes moins sublimes & plus utiles.

Il faut donc faire incessamment retentir les principes aux oreilles de l'assemblée nationale qui peut tout faire ,

doit-on régler, modifier leur influence politique, & préparer la diminution graduelle de cette influence, par des loix & des institutions salutaires. En vain l'assemblée nationale feroit les meilleures loix, si l'instruction publique ne préparoit les esprits & ne secondoit leur action bienfaisante; sous ce rapport les écrits lumineux sont des bienfaits politiques; sous ce rapport l'étude des lettres s'ennoblit & s'aggrandit. Quelle sanction, ajoute l'auteur, il imprime aux ouvrages du philosophe ! quel charme il répand sur toutes ses heures ! Ah ! que cette pensée anime aussi vos lectures & vos entretiens, peuple spirituel & sensible (1) ! Il n'est point d'âge, il n'est point de sexe que ce moment n'intéresse; c'est pour cette génération naissante que nous

& du public qui doit tout juger. Mais desirons aussi que les réformateurs laissent fléchir souvent les principes, souffrent même quelquefois l'entière absence de leur autorité, & permettent encore l'interregne de quelques erreurs. « Il faut, dit Mallebranche, toujours tendre à la perfection, & jamais y prétendre ». *Note de l'auteur.*

(1) Conçoit-on la puérilité de ceux qu'ennuie & fatigue le sérieux des entretiens présents, & sur-tout l'utile affluence des écrits politiques ? C'est ainsi qu'une pluie abondante, qui va doubler nos récoltes, attriste le citadin désœuvré dont elle gâte les promenades. *Note de l'auteur.*

200 D'E L'AUTORITÉ, &c
allons planter. Je le demande aux femmes même : leur partage dans leur bonheur est-il égal & juste ? n'ont-elles pas aussi leur demande à faire à la constitution ? sont-elles contentes de toutes les loix ? leur liberté doit s'accroître avec celle de leurs époux. Les peuples esclaves les enferment, & les loix angloises n'ont point dédaigné de leur assurer une sage indépendance ; sur-tout que les femmes s'instruisent. Depuis Platon jusqu'au sévère Mably, tous les écrivains qui aimoient la liberté les ont appelées à la lumière. Il faut qu'elles entrent en partage de nos connoissances, du moins assez pour partager tous nos intérêts. Avec moins de vanité & plus d'orgueil, l'homme auroit élevé leurs ames au lieu de les faire dégénérer par une éducation futile ; car ce n'est point le savoir qui blesse dans une femme, c'est la prétention. Une modeste pudeur est nécessaire même à son esprit. ✠...



*De la puissance légitime du Prince sur le
Peuple, & du Peuple sur le Prince,*
par Etienne Junius Brutus. 1581.

PERSONNE ne doute aujourd'hui que ce traité si étonnant par la hardiesse des principes ne soit d'Hubert Languet. Cet écrivain célèbre naquit en 1518 à Vitrux, petite ville de la Bourgogne, & se rendit illustre dans les lettres & dans les affaires politiques. Un livre de Melancthon lui fit concevoir de cet hérésiarque une estime si singulière, qu'il se rendit de Boulogne à Wittemberg pour faire sa connoissance, & embrasser sa religion. Auguste, électeur de Saxe, dont il devint un des premiers conseillers, lui confia les négociations les plus importantes, & n'eut pas lieu de s'en repentir. Député vers Charles IX en 1570, il fit au nom des princes protestans d'Allemagne une harangue à ce monarque, pleine d'une éloquence hardie & vigoureuse. La douceur de son caractère lui attiroit tous les cœurs : il savoit assaisonner la conversation du sel d'une raillerie fine & délicate ; mais il étoit si ennemi du mensonge qu'il l'évitoit même en badinant. Son courage égaloit son intacte probité ; il ne craignoit pas d'exposer sa vie le jour du massacre horrible de la Saint Barthelemy, pour sauver celle de ses amis intimes, André Weschel & Duplessis-Mornai. Les différends survenus entre les Luthériens & les Zuingliens l'obligèrent à quitter la Saxe ; il se rendit auprès de Guillaume, prince d'Orange, qui l'admit dans le secret

de ses affaires, & c'est sans doute une des raisons qui lui fait attribuer l'apologie fameuse de ce prince contre le roi d'Espagne. Une étude approfondie de l'histoire & du cœur humain lui donnoit une facilité extrême pour prévoir les événemens & pénétrer les desseins de ceux avec qui il traitoit. Il mourut à Anvers en 1581, âgé de 63 ans.

Outre les ouvrages dont nous venons de parler, nous avons de cet auteur trois recueils de lettres en latin, adressées les unes à l'électeur de Saxe, & publiées à Hall en 1699; les autres aux Camérarius pere & fils, imprimées à Francfort en 1685; celles enfin du troisième recueil sont adressées au chevalier Ph. Sidney; elles furent imprimées en 1646. Nous avons encore de lui une relation de l'expédition de l'électeur Auguste contre Guillaume Grumbach & autres révoltés de Saxe, avec l'histoire de ce que fit l'empereur contre ce prince. Mais le plus fameux de tous ses ouvrages, & qui est devenu très-rare, est celui que nous allons analyser; il parut en 1579, sous le titre de *Vindicia contra tyrannos*. C'est la production d'un républicain qui pense sur les monarques comme on parloit dans le sénat de Rome après l'expulsion des Tarquins.

Son but est d'établir un système entièrement opposé aux principes pernicieux & aux maximes empoisonnées de Machiavel.

I. Les sujets sont-ils tenus & doivent-ils obéir au prince, qui leur commande quelque chose de contraire à la loi de Dieu?

II. *Est-il permis de résister à un prince qui veut enfreindre la loi de Dieu ou qui ruine l'église ; à qui, comment, & jusqu'à quel point cela est-il permis ?*

III. *Est-il permis de résister à un prince qui opprime ou ruine son état ? Jusqu'où doit s'étendre cette résistance, & à qui, comment & de quel droit cela est permis ?*

IV. *Les princes voisins peuvent-ils ou sont-ils tenus de donner secours aux sujets des autres princes persécutés à cause de la vraie religion, & opprimés par une tyrannie manifeste ?*

Telles sont les questions que l'auteur traite dans cet ouvrage. Une apparence de modération & d'aménité philosophique en rend les maximes plus dangereuses pour les esprits qui ne se laissent point entraîner par des déclamations. Il établit pour principe en agitant la première qu'il y a une alliance entre Dieu & les rois ; que ceux-ci ne peuvent usurper les droits de l'Être suprême leur suzerain, & dont ils ne sont que les vassaux ; qu'on trouve au contraire dans la bible & dans l'histoire de l'église un grand nombre de sujets qui ont résisté à leurs souverains pour l'intérêt de Dieu & de leur religion, & qu'ils en ont été loués ; que si l'on doit se faire un point de

conscience d'obéir aux rois, le premier des devoirs est d'obéir à Dieu. La manière dont l'auteur décide cette première question paroît aussi favorable au sujet catholique qu'au protestant, qui résistent à des princes d'une religion différente de la leur ; mais les circonstances où l'Europe se trouvoit alors montrent clairement quel étoit le but du prétendu *Junius Brutus*, & l'on voit bien qu'il vouloit plaider la cause des protestans françois.

Il prouve dans la seconde question qu'il y a également une alliance entre Dieu & le peuple ; que celui-ci a droit à la protection de Dieu, & qu'il est autorisé par le droit naturel & divin de se défendre contre l'oppression. Ces deux livres arment les fanatiques de toutes les religions contre les princes oppresseurs & intolérans. L'auteur met cependant une restriction au mot collectif de peuple & au droit de résistance : « Quand nous parlons, dit-il, du peuple, nous entendons ceux qui ont en main son autorité & qui le représentent ; tels sont les magistrats inférieurs au prince, mais que le peuple a délégués pour prendre quelque part au gouvernement & contre-balancer l'autorité royale ; nous entendons aussi les états qui ne sont autre chose que l'abrégé du royaume auquel toutes les affaires publiques se rapportent ; & quoi que tous les officiers publics (dont il donne l'énu-

» mération) pris en particulier, soient inférieurs
» au roi, ils lui sont supérieurs lorsqu'ils sont as-
» semblés pour délibérer en corps ». Il approuve
la conspiration de Joïada contre la reine Athalie,
qui, après la mort de son fils Ochosias, roi de
Juda, avoit fait mourir toute la race royale, à
l'exception du petit Joas sauvé de son ambitieuse
fureur par la piété & la prudence de sa tante Josab-
bet, & s'étoit emparée du gouvernement « Peut-
» être que le peuple, dit-il, murmuroit alors tout
» bas & n'osoit se plaindre ; mais le souve-
» rain sacrificateur forme une ligue avec les prin-
» cipaux du royaume, fait mettre à mort la reine,
» après l'avoir chassée du trône sur lequel il
» fit élever son neveu Joas, âgé pour lors de
» sept ans. Cette action de Joïada est approuvée,
» ajoute-t-il, avec raison : le droit étoit, en
» effet, pour lui ; il attaquoit la tyrannie & non
» le royaume. Athalie n'avoit aucun titre, puis-
» que la loi n'appelloit point les femmes au gou-
» vernement de Juda ; elle s'étoit rendue cou-
» pable d'une infinité de crimes, & ce qui est le
» plus grand de tous, elle avoit rejeté le vrai
» Dieu pour adorer & faire adorer Baal ; son
» autorité n'étoit point encore devenue légitime ;
» sa tyrannie subsistoit toujours. C'est donc jus-
» tement qu'elle a été punie par celui qui en avoit
» le droit & l'autorité. Car Joïada n'étoit point

« un homme privé, un simple particulier, mais
 » souverain sacrificateur : les causes civiles res-
 » sortissoient à son tribunal ; d'ailleurs il avoit
 » pour adjoints les principaux du royaume , &
 » étoit parent & allié du roi légitime. On ne le
 » blâme pas non plus de n'avoir point assemblé
 » les états en Mizpat, à la manière accoutumée, ni
 » d'avoir consulté & conspiré secrètement, parce
 » que ce procédé étoit absolument nécessaire
 » pour que l'affaire réussît ». Une conjuration est
 bonne ou mauvaise, ajoute-t-il, selon les motifs
 qui la décident & le but qu'elle se propose ; &
 comme il est permis à tout un peuple de résister à
 la tyrannie ; il l'est aussi aux principaux d'un
 royaume qui le représentent & qui sont à sa tête,
 de se liquer ensemble pour le bien de tout le corps.
 Quant aux personnes privées, l'auteur dit for-
 mellement qu'elles ne sont point tenues de pren-
 dre les armes contre le prince qui voudroit les
 contraindre à faire quelque chose de contraire à
 la loi de Dieu. L'alliance, dit-il, entre Dieu
 & le peuple en corps ne les y oblige point ;
 car comme ce qui est dû à tout un corps
 ne l'est point à ses membres en particulier , de
 même ce que doit le corps en général n'est pas
 dû par les membres , & d'ailleurs on n'est
 tenu de servir Dieu que selon sa vocation ; or,
 les particuliers n'ont point de puissance , ils n'ont

point de charges publiques, ni le droit par conséquent de tirer l'épée; c'est à eux qu'il est ordonné, comme à S. Pierre, de remettre l'épée dans le fourreau; c'est du magistrat au contraire que l'apôtre dit : *ce n'est point sans cause qu'il porte le glaive*. Fuir ou souffrir, & renoncer plutôt à leur vie qu'à Dieu, sont les seules ressources des particuliers que les chefs n'autorisent point à prendre les armes, à moins qu'ils ne soient appelés, par une vocation divine toute particulière, à venger les droits de Dieu; mais alors ils doivent s'éprouver longtemps & bien examiner si c'est véritablement l'esprit saint qui les anime.

Nous transcrivons presque en entier tout ce que l'auteur dit sur la troisième question où il s'efforce de développer les droits du peuple, & de poser les limites de l'autorité légitime du prince. Je ne doute pas, dit-il, que cette discussion ne révolte les tyrans & les mauvais princes; il n'est point étonnant qu'accoutumés à regarder leur volonté comme toute puissante, ils puissent écouter la raison, ni se soumettre à aucune loi. Les tyrans & les bons princes sont des êtres directement opposés, de sorte que tout ce que l'on peut dire contre les premiers tourne à la gloire des autres; que les tyrans & leurs ministres pensent ce qu'ils voudront, je ne m'en mets pas en peine;

ce n'est pas pour eux, c'est contre eux que j'écris.

Nous avons démontré que c'est Dieu qui *ins-*
titue les rois, qui les élit, qui leur donne les
royaumes. Nous allons prouver maintenant que
c'est le peuple qui *établit* les rois, qui leur
met le sceptre à la main, & qui, par les suffra-
ges, approuve leur élection. Dieu l'a permis
ainsi, afin que les rois reconnussent que c'est du
peuple après lui qu'ils tiennent leur souveraineté
& leur puissance, & que cette idée les engageât
à employer leurs soins & leurs talens à le rendre
heureux & tranquille, & les empêchât de croire
qu'ils sont d'une nature toute particulière, à rai-
son de laquelle ils aient été placés au-dessus
d'eux comme des bergers sur des troupeaux de
moutons, ou sur un haras de bêtes à cornes ;
c'est ce que l'auteur prouve par l'élection &
l'établissement de Saül, de David, de Salomon,
de Roboam, d'Ozias, d'Ochozias & de Joachas.
Il le prouve encore par des exemples tirés de
l'histoire profane. En un mot, ajoute-t-il, puis-
que jamais homme ne naquit la couronne sur la
tête & le sceptre à la main, que nul ne peut être
roi par lui-même & régner sans peuple, & qu'au
contraire le peuple peut exister & a existé en
effet long-temps avant les rois ; il est clair que
tous les rois ont été originellement établis par

le peuple ; & si les fils des rois semblent avoir rendu les royaumes héréditaires en se montrant dignes du trône de leurs ancêtres par leurs vertus ; si le droit libre de l'élection semble entièrement anéanti dans quelques royaumes , il existe cependant , dans tous ceux qui sont bien organisés , cette coutume : que les fils ne succèdent à leurs pères qu'ils n'aient été auparavant établis de nouveau sur le trône par le peuple , & ne sont reconnus héritiers du défunt , approuvés & nommés rois , qu'après avoir été investis du royaume , & avoir reçu le sceptre & le diadème des mains de ceux qui représentoient la majesté du peuple. On voit évidemment les traces de cette institution dans les royaumes chrétiens , que l'on regarde aujourd'hui comme héréditaires. Les rois de France , d'Espagne , d'Angleterre &c. , sont ordinairement sacrés & comme mis en possession de leurs charges par les états , les pairs , les seigneurs du royaume & les officiers de la couronne , qui représentent tout le corps du peuple. Les empereurs d'Allemagne sont également nommés par les électeurs , & les rois de Pologne par les vayvodes ou palatins du royaume. Aussi les villes de France ne font les honneurs de l'entrée royale aux rois qu'après leur sacre & leur couronnement , & l'on ne comptoit anciennement

que de cette époque le temps de leurs regnes.

Mais de peur que la suite non interrompue de quelque succession ne nous induise en erreur , sachons que les états de ces royaumes ont souvent préféré le cousin au fils & le puîné à l'aîné ; ainsi , dans le royaume de France , Louis fut préféré à son frere Robert , comte d'Evreux ; Henri à Robert , neveu de Capet. Bien plus , le peuple a fait passer le trône par sa propre autorité , & du vivant des héritiers légitimes , d'une race à une autre , de celle de Méroué à celle de Charlemagne , & de celle de Charlemagne à celle de Hugues Capet ; ce qui est également arrivé dans les autres royaumes. Mais pour ne pas nous éloigner de celui de France qui a été regardé de tous temps comme le modele des autres , & où la succession semble être plus accréditée , ne lisons-nous pas que Pharamond fut élu en 419 ; Pépin en 751 ; Charlemagne & Carloman , fils de Pépin , en 768 , sans avoir égard à leurs peres. Après la mort de Carloman en 771 , Charlemagne même n'entra pas en possession , aussi-tôt après la mort de son frere Carloman , de la partie du royaume qui sembloit lui revenir par droit de succession , ce ne fut qu'après avoir obtenu le consentement du peuple & des états généraux. Louis-le-Débonnaire , quoique fils de Charlemagne , fut élu en 811 ; & dans le testament de son

pere , que Nauclerc a inféré dans son histoire , Charlemagne prie le peuple d'élire par l'assemblée des états du royaume celui qu'il voudra de ses petits-fils , & ordonne aux oncles d'acquiescer à la volonté du peuple. Pour conclure , en un mot , tous les rois ne l'ont été originairement que par élection ; & ceux qui semblent aujourd'hui tenir la couronne & la puissance royale du droit de succession ont encore besoin d'être établis par le peuple. Enfin , quoique le peuple en certain pays ait accoutumé d'élire pour rois ceux dont les ancêtres lui ont rendu des services signalés , cependant c'est un axiome que qui élit le tronc n'élit point les rejettons ; de sorte qu'il ne s'oblige pas tellement à cette race qu'il ne puisse en choisir une autre , en cas qu'elle dégénere ; ceux en effet qui en sont issus ne naissent pas rois , mais sont créés tels ; ils ne sont point appelés rois , mais princes du sang .

Or , puisque le peuple élit & établit les rois , il est évident que le corps du peuple est au-dessus du roi. Il seroit en effet ridicule de dire que le monde entier eût été créé pour le plaisir d'une centaine d'hommes plus ineptes & souvent plus méchans que les autres , & la raison veut que celui qui a été fait pour un autre soit au-dessous de lui. Ainsi c'est pour le bien du vaisseau que celui qui en est propriétaire établit un pilote en état d'en

diriger la marche , de peur qu'il ne sorte de sa route & ne se brise contre les écueils : les matelots & le maître même lui obéissent , & cependant le pilote n'en est pas moins le serviteur que le moindre des matelots , il ne differe d'eux que parce qu'il est un serviteur plus distingué. Dans une république , que l'on compare ordinairement à un vaisseau , le roi tient la place du pilote , le peuple est le maître du vaisseau , il obéit à son pilote tant qu'il veille au salut public , quoique ce pilote ne soit & ne doive être regardé autrement que comme le serviteur du peuple , & ne differe des autres serviteurs publics qu'en ce qu'il est tenu de porter un fardeau plus grand & de s'exposer à beaucoup plus de dangers : c'est aussi pour cette raison que ce qu'il acquiert par les armes , ou en justice , & par confiscation , il l'acquiert au royaume , c'est-à-dire , au peuple qui le compose , & on ne peut contracter ni s'engager avec lui que de l'autorité du peuple.

De plus , il y a une infinité de peuples qui vivent sans rois ; mais on ne sauroit imaginer un roi sans peuple , & ce n'est pas pour être plus beaux & mieux constitués que les autres hommes , ou pour être d'une nature plus excellente , que les rois ont été élevés à la dignité royale , comme des bergers sur des troupeaux de bétail , puisque les rois & les sujets sont d'une même nature ,
comme

comme nous l'avons dit ; mais le peuple ne les y a élevés que pour les rendre dépositaires de son autorité & de sa puissance , de sorte qu'ils ne brillent que d'un éclat emprunté. L'ancienne coutume des François, d'élever sur un bouclier & de saluer roi celui qu'ils avoient élu, nous présente une image sensible de ce que nous venons de dire. Que le peuple s'éloigne du roi, alors toute sa puissance disparoît, il n'est plus qu'un simple particulier. Ainsi l'on vit à Corinthe le tyran de Sicile faire le métier de pédant après avoir été chassé du trône. Abattez la base de ce géant, de ce colosse, il va donner du nez par terre & son corps va se briser en éclat.

Si donc le roi est établi par le peuple & pour le peuple; s'il ne peut subsister sans lui, qui peut trouver étrange la maxime que le peuple est au-dessus du roi ? Or, ce que nous disons du peuple pris en général, nous devons l'entendre de ceux qui le représentent légitimement, soit dans un royaume, soit dans une ville, & qui sont appelés ordinairement officiers du royaume ou de la couronne, & non du roi. Ceux-ci, c'est lui-même qui les établit & il les dépose à son gré ; leurs fonctions cessent à sa mort. Les Officiers du royaume, au contraire, reçoivent leur autorité du peuple dans l'assemblée générale des états (c'étoit au moins l'ancienne coutume), & ne peuvent être déposés que par elle. Les

uns dépendent du roi, les autres du royaume; les uns du souverain officier du royaume, les autres de la souveraineté du peuple, dont le roi, ses officiers & tous les individus de l'état doivent dépendre. Les uns ont soin de la personne du roi, les autres doivent veiller à ce que la république ne souffre aucun dommage, & que le peuple ne perde aucun de ses droits & de ses privilèges; les uns, en un mot, sont les domestiques du roi, les autres au contraire sont comme ses assesseurs dans l'administration de la justice, & participent à l'autorité & à la puissance royale dans tout ce qui concerne les affaires de l'état. Ils sont obligés de gouverner comme le roi lui-même, qui n'a au milieu d'eux que la prééminence d'un président; ainsi comme le peuple est au-dessus du roi, les officiers du royaume réunis en corps lui sont supérieurs, quoique chaque membre, pris séparément, soit réellement au-dessous de lui.

La puissance des princes s'augmenta à mesure que leur domination s'étendit, c'est ce qu'on peut voir par l'histoire des premiers rois. Ephron n'ose accorder le droit de sépulture à Abraham sans le consentement du peuple sur lequel il régnoit. Hémmor Hévien, roi de Sichem, ne se permit point de former une alliance avec Abraham sans le même consentement, parce que les affaires importantes se traitoient toujours dans l'assemblée du peuple;

mais depuis que les rois eurent étendu les limites de leur empire , & qu'il fut impossible au peuple de s'assembler tous en un même lieu , à cause de la confusion qui en auroit pu résulter , on établit des officiers du royaume dont la fonction ordinaire étoit de veiller aux droits du peuple , de telle sorte cependant qu'on l'assembloit dans les cas extraordinaires , soit en totalité , soit en partie , & par ses représentans. Cet ordre de choses fut suivi dans le royaume d'Israël , dont le gouvernement est regardé comme un des meilleurs au jugement des plus sages politiques. Le roi avoit ses échançons , ses écuyers tranchans , ses valets-de-chambre & ses maîtres d'hôtel. Le royaume avoit des officiers particuliers , savoir , les anciens du peuple , au nombre de soixante-onze , & les chefs de toutes les tribus qui avoient l'œil sur les affaires publiques en temps de paix comme en temps de guerre. De plus , chaque ville avoit ses magistrats , & lorsqu'il falloit délibérer sur des affaires importantes , ils se réunissoient dans une assemblée générale , & rien ne se délibéroit autrement de tout ce qui concernoit le public. David assemble les officiers du royaume lorsqu'il desire investir Salomon de la dignité royale ; lorsqu'il veut faire approuver la police qu'il avoit établie ; lorsqu'il est question de ramener l'arche d'alliance ; & , parce que ces

officiers représentent tout le peuple, l'histoire dit dans toutes ces occasions que le peuple s'assembla. Ce sont les mêmes officiers qui empêchèrent Jonathas d'être mis à mort, quoiqu'il eût été condamné par sentence du roi. Il semble même que les officiers réunis avoient sur le roi le même pouvoir de le juger que le roi pouvoit avoir sur chacun d'eux, comme il paroît par l'autorité que le conseil de Jérusalem, composé de soixante-onze anciens, exerça après la division du royaume occasionnée par l'orgueil de Roboam.

A Sparte, on appelloit aux Ephores des sentences données par le roi ; ils jugeoient les rois mêmes, dit Aristote. En Egypte, le peuple éli-soit & donnoit au roi des officiers pour l'empêcher uniquement de faire quelque chose de contraire aux loix ; aussi Aristote ne fait pas difficulté de dire que les gouvernemens qui manquent de ces sortes d'officiers sont tyranniques & barbares, ou du moins approchent fort de la tyrannie. A Rome, les officiers du royaume étoient les sénateurs & les magistrats créés par le peuple, le tribun de ceux qu'on appelloit *céleres*, le préteur ou le prévôt de la ville, &c. de sorte qu'il y avoit appel du roi au peuple, ce que Sénèque prouve par des passages tirés de la république de Cicéron, & que l'histoire du vainqueur

des Curiaces abfous par le peuple du meurtre de fa fœur, après avoir été condamné par les juges royaux, démontre affez clairement. Du temps des empereurs, le fénat, les confuls, les préteurs, les grands prévôts de l'empire, les gouverneurs des provinces attribuées au peuple & au fénat, étoient tous appellés magiftrats & officiers du peuple romain. Auffi lorsque le fénat condamna par arrêt l'empereur Maximin, comme ennemi de la république, & qu'il créa empereurs Maxime & Albin, les gens de guerre firent - ils ferment d'obéiffance au peuple, au fénat & à l'empereur.

Quant aux empires actuellement existans, fi vous en exceptez ceux de Turquie, de Moscovie, & quelques autres qui font plutôt des brigandages que des gouvernemens, il n'en est pas un qui ne foit ou n'ait été gouverné de la maniere dont nous venons de le dire; & fi, par la faute & la lâcheté des officiers principaux, il est arrivé des changemens, ceux qui occupent aujourd'hui leur place font obligés de ramener, autant qu'il est en eux, les choses dans leur ancien état. En Allemagne, où l'empire est conféré par élection, il y a des électeurs, des princes ecclésiastiques & laïcs, des comtes, des barons, des villes impériales qui ont leurs députés; & comme toutes ces personnes publiques veillent en leur particulier au bien du peuple, ils représentent,

lorsqu'ils sont assemblés, la majesté de l'empire, & veillent alors à ce que l'état n'éprouve aucun dommage des haines particulières, & des autres passions de l'empereur. Pour cet effet, l'empire a son chancelier, comme l'empereur à le sien; l'un & l'autre a ses officiers, ses finances, ses trésoriers à part, & l'empire a une prééminence si authentique que l'empereur fait hommage à l'empire. Dans le royaume de Pologne, il y a également des officiers de la couronne; ce sont les évêques, les palatins, les castellans, la noblesse, les députés des villes & des provinces assemblées extraordinairement, devant lesquels se font toujours les loix nouvelles, & se décide tout ce qui a rapport à la paix & à la guerre. Pour ce qui est des affaires moins importantes, elles sont traitées par les conseillers du royaume, le chancelier d'état, &c. Le roi, de son côté, a ses maîtres d'hôtel, ses valets-de-chambre, ses serviteurs & ses domestiques. Or, si quelqu'un demandoit en Pologne quel est le plus grand du roi ou de tout le peuple du royaume représenté par les seigneurs & les magistrats, il feroit une question aussi singulière que s'il demandoit à Venise quel est le plus grand du doge ou de la république?

Mais que dirons-nous des royaumes héréditaires? il en est absolument de même.

Celui de France que l'on préféroit encore il y a peu de temps à tous les autres, à cause de l'excellence de sa constitution & de la majesté de ses états, se gouvernoit autrefois de la même manière, & quoiqu'aujourd'hui les officiers publics n'usent point de leur autorité comme il seroit à désirer qu'ils le fissent, il ne s'ensuit pas de là qu'ils n'y soient point tenus. Le roi a son grand-maître, ses valets-de-chambre, ses veneurs, ses écuyers, ses échançons, &c. qui dépendoient si fort autrefois de la personne royale, que leur maître mort, ils étoient comme morts eux-mêmes; & en effet, après l'enterrement du roi, le grand-maître rompt encore son bâton en présence de tous les serviteurs & officiers de la maison royale en disant: *notre maître est mort. que chacun prenne son parti.* D'un autre côté, le royaume a ses officiers particuliers; tels sont, le maire du palais qui a pris le nom de connétable, les maréchaux, l'amiral, le chancelier ou grand référendaire, les secrétaires, les trésoriers, &c. Ils étoient autrefois créés par l'assemblée des trois états, & on ne les regardoit véritablement en charge, depuis que le parlement de Paris est devenu sédentaire, qu'ils n'aient été reçus & approuvés du parlement; ils ne peuvent même être destitués que de son consentement & par son autorité. Tous ces officiers prêtent

serment au royaume, c'est-à dire, à tout le peuple, & ensuite au roi protecteur du royaume, ce qui paroît par la formule du serment. Le connétable ceint l'épée que le roi lui présente *pour maintenir & défendre la république*, comme l'annoncent les paroles que le roi prononce. De plus, le royaume de France a ses pairs (que l'on nomme ainsi ou parce qu'ils sont les compagnons du roi, ou parce qu'ils sont les peres de la république), entre les mains desquels le roi prête serment le jour de son sacre, comme s'il étoit en présence de tout le peuple du royaume, ce qui prouve que ces douze pairs sont au-dessus du roi. D'un autre côté, ils jurent eux-mêmes de conserver non le roi mais la couronne, d'aider la république de leurs conseils & de se trouver, pour cet effet, au conseil du prince en temps de paix & de guerre, ce qui paroît clairement par le formulaire de leur pairie. Il y a aussi des ducs, marquis, comtes, vicomtes, barons, sénéchaux, châtelains, & dans les villes des maires, baillis, lieutenans, capitouls, consuls, syndics, échevins, &c. qui ont une juridiction spéciale sur une certaine étendue de pays ou sur une ville, avec la charge de conserver le peuple de leur ressort dans ses droits ; il est vrai qu'aujourd'hui quelques-unes de ces dignités sont devenues héréditaires. Outre cela on assembloit autrefois

tous les ans, & aujourd'hui toutes les fois que le cas le requiert, les états généraux où toutes les provinces & les villes un peu considérables envoient leurs députés des trois états, & où l'on délibère & décrète publiquement tout ce qui concerne le bien public. Ces décrets ont toujours été regardés comme inviolables; c'est-là qu'on jugeoit les rois convaincus de tyrannie ou d'une négligence excessive à remplir les devoirs de leurs charges, & qu'on les obligeoit à se faire moines; c'est-là qu'on déclaroit leurs enfans inhabiles à succéder au trône. La même autorité qui avoit fait en leur faveur la loi de la succession la détruisoit, ce qui prouve que la succession n'a été tolérée que pour éviter les brigues, les mécontentemens, tous les dangers des interregnes, & enfin tous les troubles qu'entraîne l'élection; mais lorsque la succession devoit occasionner des maux plus pernicieux, lorsque la tyrannie envahissoit le royaume & s'emparoit du trône, alors les états généraux légitimement assemblés au nom de tout le peuple faisoient valoir leur autorité, soit pour chasser le tyran, soit pour établir un bon roi. Cette autorité, les anciens François la tenoient des Gaulois, comme il paroît par ce qu'on lit dans les commentaires de César, où Ambiorix, roi des Éburons ou Liégeois, avoue que le

peuple Gaulois légitimement assemblé n'avoit pas moins de puissance sur le roi que le roi sur le peuple ; ce qui paroît encore par l'obligation où se trouva Vercingetorix de rendre compte de sa conduite dans l'assemblée du peuple.

Les royaumes d'Espagne, & principalement ceux d'Arragon, de Valence, de Catalogne, se gouvernent par les mêmes principes. La justice d'Arragon, comme on l'appelle, a la souveraineté, & les seigneurs qui représentent le peuple vont jusqu'à dire au roi, tant à son sacre qu'en l'assemblée des états qui a lieu de trois en trois ans, ce qui suit : *nos qui valemos tanto como vos, y podamos mas que vos, vos elegimos Rei con estas y estas condiciones, entra vos y nos unque manda mas que vos* ; c'est-à-dire, « nous qui valons autant que vous, & qui pouvons plus que vous, vous élisons roi à telles & telles conditions, & il y en a un entre vous & nous qui commande par-dessus vous ». Cette justice d'Arragon refuse souvent ce que le roi demande, & défend ce qu'il ordonne ; & jamais on n'impose de tribut quelconque sans son consentement. Il en est de même de l'Ecosse & de l'Angleterre où le parlement qui se tient tous les ans est au-dessus du souverain ; l'autorité de cette assemblée y est si sainte, que le roi n'oseroit approuver ce qu'elle a une fois abrogé ; c'est elle qui nomme

& institue tous les officiers du royaume & les conseillers ordinaires du roi & de la reine. Enfin, les autres royaumes chrétiens de Hongrie, de Bohême, de Danemarck, de Suede, &c. ont des officiers qui participent à l'autorité royale, & les histoires, ainsi que des exemples récents, nous prouvent assez qu'ils ont souvent fait valoir leur autorité jusqu'au point de dégrader & de chasser les rois mêmes.

Il ne faut pourtant pas croire que leur autorité diminue trop celle du roi. Dieu est tout-puissant, & cependant nous ne croyons pas que sa puissance soit moindre, parce qu'il n'a pas la faculté de pécher. Aussi ne faut-il point croire que la majesté royale soit avilie, parce que le roi, trop foible pour se soutenir long-temps, est soutenu par la prudence de quelques conseillers, & conserve long-temps un royaume qu'il eût pu perdre par sa nonchalance & son indiscrétion. Théopompe, roi de Sparte, disoit à ce sujet, lorsque les éphores furent établis : Plus il y aura de gens commis par le peuple pour veiller sur les affaires du royaume, & plus ils auront de crédit, plus l'état sera stable & heureux.

Mais dira quelqu'un : vous nous parlez ici des pairs, des seigneurs, des officiers de la couronne, & je ne vois de tout cela que l'ap-

parence , que des robes à l'antique , comme
 si ceux qui les portent devoient se monter
 sur des tréteaux ; je n'apperçois presque aucune
 trace de l'ancienne liberté ni de l'ancienne au-
 torité. Tous ces officiers dont vous nous par-
 lez n'ont soin que de leurs affaires particuliè-
 res ; ils font les bouffons & les flatteurs au-
 près des rois , & se jouent du peuple ; à peine
 en trouve-t-on un seul qui prenne pitié des pau-
 vres sujets que l'on écorche & l'on ronge jus-
 qu'aux os , & qui leur tende la main. S'il en est
 qui aient véritablement ou que l'on croie avoir de
 l'énergie pour le bien , on les condamne comme
 des rebelles & des féditieux ; ils sont contraints
 de fuir au loin , & de mener une vie incommode
 & désagréable. Que répondre à cela ? on ne peut
 nier un fait. L'audace des rois , l'ignorance &
 quelquefois la méchanceté des principaux d'un
 royaume ont été presque toujours si grandes ,
 qu'il semble que la licence si intolérable de plu-
 sieurs rois de l'Europe a depuis long-temps acquis
 un droit de prescription , & l'on diroit que le
 peuple a tacitement cédé son autorité ou l'a per-
 due , faute de la faire valoir. Delà vient que
 personne ne se soucie de ce qui devrait inté-
 resser si fortement tout le monde , & qu'aucun
 ne se regarde spécialement chargé d'une affaire
 qui est généralement recommandée à tous : mais

cette prescription prétendue & cette prévarication réelle ne sauroient préjudicier aux droits du peuple. C'est un axiome commun qu'on ne prescrit pas contre le fisc ; moins encore peut-on prescrire contre tout le peuple qui est au-dessus du roi, & en faveur duquel le fisc a ce privilege ; car le prince n'est que le simple administrateur du fisc , le peuple en est le vrai propriétaire, comme nous le démontrerons bientôt. D'ailleurs, n'est-il pas évident qu'on ne sauroit prescrire contre la liberté, quelque longtemps que puisse avoir duré la violence & la servitude ?

Objectera-t-on que les rois n'ont été intronisés que par le peuple qui vivoit il y a cinq ou six cents ans & non par celui d'aujourd'hui. Je réponds que le peuple ne meurt jamais ; il est comme un fleuve dont le continuel cours de l'eau rend la durée éternelle ; la révolution des naissances & des morts rend en effet le peuple immortel , & comme nous avons aujourd'hui le même Rhin , la même Seine , le même Tibre que nous avions il y a mille ans , c'est toujours le même peuple d'Allemagne , de France & d'Italie qui existent quant à sa qualité de peuple , quoique par événement il se soit mêlé quelques peuplades étrangères parmi eux , & le cours du temps , ni la succession des individus qui disparaissent

tour - à - tour , ne sauroient altérer en aucune maniere leurs droits. Dira-t-on que le roi tient le royaume de son pere & non du peuple , ce pere le tiendra de l'aïeul , & ainsi l'un de l'autre en remontant jusqu'à la source ; or , je demande si l'aïeul a pu transférer un droit à son successeur plus grand que celui qu'il avoit ; s'il ne l'a pu , comme il est évident , n'est-il pas clair que le surplus que le successeur s'est attribué , il ne le possède que comme un brigand possède les biens qu'il a volés ; ainsi quelque laps de temps qu'il y ait depuis que les officiers d'un royaume ont perdu leur autorité , cela ne peut préjudicier au peuple ; au contraire , comme on ne voudroit point écouter un esclave qui auroit longtemps tenu prisonnier son propre maître , & qui ne se vanteroit pas seulement d'être franc & loyal , mais s'attribueroit encore sur lui puissance de vie & de mort ; ni recevoir les excuses de celui qui , s'étant livré au brigandage l'espace de trente ans , ou se disant le fils d'un brigand , voudroit se justifier par cette espece de prescription ; ne le châtieroit-on pas au contraire plus rigoureusement , à proportion des années qu'il auroit passées à mener ce train de vie ? De même rien ne peut justifier un prince qui se croiroit tout permis parce qu'il auroit succédé à un tyran ou qu'il auroit enchaîné le peuple dont il tiendrait la cou-

ronne, & fait vio'ence aux officiers de l'état; le temps ne détruit point les droits du peuple, il ne fait qu'aggraver les outrages du tyran. Mais que fera-ce si les officiers de la couronne eux-mêmes se sont entendus avec le prince; si trahissant la cause du peuple, ils ont été les premiers à le lier, le garotter, le mettre en la puissance du tyran? S'en suivra-t-il de cette trahison la légitimité de la tyrannie, ôte-t-elle, diminue-t-elle en rien le droit qu'a le peuple à la liberté, ou donne-t-elle plus de droit au tyran? Que le peuple s'en prenne à lui-même, direz-vous, de s'être fié à la loyauté perfide de telles gens: je réponds que ces officiers doivent protéger par devoir le peuple & conserver sa liberté; & de même qu'un avocat qui vendroit la cause de son client ne pourroit, quelque couleur qu'il donnât à son affaire rendre juste une cause injuste; de même cette conspiration des grands contre les petits ne sauroit porter atteinte aux droits du peuple. Ils encourent la peine que la loi porte contre les prévaricateurs, & le peuple en se choisissant un autre avocat, use de ses droits comme par le passé. Si le peuple romain a condamné les capitaines & les chefs d'armées pour avoir fait une capitulation désavantageuse avec les ennemis, quoiqu'ils y fussent contraints par la nécessité, & qu'ils fussent sur le

point de tout perdre ; s'il est vrai qu'il ait regardé cette capitulation comme nulle ; encore moins un peuple libre sera-t-il tenu de souffrir le joug qui lui a été imposé par ceux-mêmes qui devoient le secouer , & qui l'ont fait sans y être contraints , & pour leur intérêt particulier.

Après avoir prouvé que les peuples ont fait les rois , qu'ils leur ont donné des adjoints pour les contenir dans le devoir , qui leur sont supérieurs lorsqu'ils sont réunis en corps , voyons maintenant pourquoi on les a établis , & quel est leur devoir principal , car on n'estime une chose juste & bonne que lorsqu'elle va au but proposé.

Tout le monde convient que les hommes, aimant naturellement la liberté , haïssant la servitude , nés plutôt pour commander que pour obéir , ne se sont soumis volontairement à suivre la volonté d'un autre que par l'espoir de quelque grand avantage. Le cheval qui vivoit en liberté dans les champs n'eût jamais reçu de mords ni d'écuyer , dit Esope , s'il n'eût espéré de vaincre le taureau. Ne croyons donc point que les rois aient été élus pour appliquer à leur usage particulier les biens que les sujets ont acquis à grands frais ; ils n'ont point reçu la puissance du peuple pour la faire servir à leurs plaisirs : car en général les petits haïssent , ou portent envie aux grands.

Il est donc vrai qu'ils ne sont rois que pour faire régner la justice & protéger le peuple par la force des armes. Le seul but de la domination est l'avantage du peuple. La dignité royale est moins un titre d'honneur, à proprement parler, qu'un pesant fardeau, & rien n'est si vrai que ce bon mot d'un ancien : *Si le bandeau royal étoit à nos pieds & que nous pussions bien connaître les épines qu'il nous cache, nous ne daignerions pas nous baisser pour le prendre.*

Lorsque ces mots de MIEN & de TIEN s'introduisirent dans le monde & que les propriétés firent naître des différens parmi les citoyens & des guerres entre les peuples, on eut recours à quelqu'un d'assez puissant & d'assez éclairé pour empêcher le pauvre d'être foulé par le riche, & les habitans du pays d'être exposés à la violence des étrangers. Les procès & les guerres devenant fréquentes, on élit celui qu'on estimoit le plus prudent & le plus vaillant. Voilà donc les deux motifs pour lesquels les rois furent créés, on les établit pour administrer la justice & conduire leurs sujets à la guerre. C'est ce que prouvent toutes les histoires sacrées & profanes. *Donnez-nous un roi tel que les autres peuples en ont, disent les Hébreux à Samuel, il nous jugera, il sortira devant nous & commandera nos armées.* Si donc les rois sont ordonnés de Dieu & établis par

le peuple pour le bien de leurs sujets, & que ce bien consiste principalement dans l'administration de la justice & dans leur habileté à repousser les ennemis, nous devons en conclure que le prince adonné à ses plaisirs, qui rapporte tout à lui, qui méprise ses devoirs & anéantit tous les droits, qui traite plus cruellement son peuple que ne feroit un ennemi dans son désespoir, est véritablement un tyran, & que les royaumes ainsi gouvernés, quoique d'une vaste étendue, ne sont que de grands brigandages.

On demande si le roi qui préside à l'administration de la justice a le pouvoir de juger selon sa volonté ? s'il est soumis à la loi ou si la loi dépend de lui ? Pour décider cette question il faut prendre les choses de plus haut.

Lorsque le peuple avoit besoin de quelqu'un pour juger ses différens il prenoit le premier homme de bien qu'il rencontroit ; mais comme il étoit mal-aisé de faire un bon choix & que souvent les sentences des rois sur lesquelles on jugeoit étoient contraires les unes aux autres, les sages & les magistrats inventerent la loi qui parle à tous un même langage ; on enjoignit expressément aux rois d'en être les gardiens, les administrateurs, les conservateurs ; mais comme elle ne pouvoit prévoir tous les cas particuliers, on leur permit en même-temps

d'y suppléer par cette même équité naturelle dans laquelle la loi avoit été puisée. Le peuple leur donna des adjoints, des conseillers & des officiers dont il a été déjà parlé, afin de les ramener à son esprit lorsqu'ils s'en écarteroient. Ils doivent donc la regarder comme supérieure à eux, & cette supériorité n'ôte rien à leurs grandeurs, ils fetoient au contraire dignes de mépris s'ils se croyoient déshonorés en obéissant à la loi, le meilleur instrument dont ils puissent se servir avec avantage pour bien gouverner & rendre les hommes heureux. Qui ne se moqueroit, en effet, d'un arpenteur qui se croiroit déshonoré en se servant d'une règle, d'un compas, d'une toise, ou de tout autre instrument que les meilleurs arpenteurs sont obligés d'employer ? qui ne riroit d'un pilote qui aimeroit mieux conduire le vaisseau d'après son idée que de le régler d'après la boussole & la carte marine ? La loi est l'ame d'un bon roi, elle lui donne le sentiment, le mouvement & la vie ; le roi n'est que l'instrument & comme le corps par lequel la loi déploie ses forces, exerce ses fonctions & exprime sa volonté. Il est donc bien plus raisonnable d'obéir à la loi qu'au roi, à l'ame qu'au corps. La loi est l'expression abrégée de la raison de plusieurs sages. Or, plusieurs voient plus clair qu'un seul ; il est

donc b.en plus sûr de suivre la loi que d'obéir à un homme , quelque pénétration d'esprit qu'il puisse avoir. La loi est une raison , une intelligence toujours calme que la colere , l'ambition , la haine , les préférences n'émeuvent jamais , & que ni les prieres ni les menaces ne sauroient fléchir. L'homme au contraire quoique doué d'intelligence , se laisse emporter loin des bornes par les passions de toute espèce qui l'agitent continuellement. Chez lui la concupiscence domine souvent la raison. C'est ainsi qu'on a vu Valentinien , quoiqu'il eût d'ailleurs des qualités excellentes d'un bon empereur , permettre la polygamie , parce que la passion le portoit lui-même à ce désordre. Ainsi Cambise , fils de Cyrus , amoureux de sa propre soeur , approuva les mariages des sœurs avec leurs frères. Ainsi Chabades , roi des Perses , abolit la peine portée contre les adulteres.

Mais , rep'ique-t-on , est il convenable à la majesté des rois que leur volonté soit ainsi bridée par des loix ? Je réponds qu'il n'est rien au contraire de plus grand & de plus digne d'eux que des loix par lesquelles ils répriment leurs passions & leurs desirs. C'est un malheur de ne pouvoir faire ce que l'on veut ; mais c'est un bien plus grand malheur de vouloir ce qu'on ne doit point vouloir ; & c'est le malheur des

malheurs de faire ce que les loix défendent. Lor que j'entends la plupart des rois, ainfi que leurs courtifans & leurs flatteurs, se plaindre de ce que la majesté royale est anéantie si on ne leur laisse la faculté de bouleverser le royaume, & si on les soumet aux loix, il me semble entendre un certain Durionius, tribun du peuple, s'opposer à la loi faite contre les excès qui régnoient alors à Rome, & s'écrier : « Messieurs, on vous a bridés, vous êtes liés & garottés par les chaînes de la plus dure servitude ; c'en est fait de votre liberté, puisqu'on vous impose la loi de la modération. Peut-on dire en effet que nous soyons libres, s'il ne nous est permis de vivre au gré de nos desirs » ? Rejettons les mensonges détestables de ces jongleurs de cour, qui regardent les rois comme des Dieux & leurs paroles comme des oracles, & qui portent l'effronterie jusqu'à leur persuader qu'il n'est rien de juste ou d'injuste que ce qu'ils approuvent ou défendent, comme s'ils étoient des Dieux que l'erreur n'atteignait jamais. Certainement tout ce que Dieu veut est juste, par cela même qu'il le veut : mais il faut que ce que le roi veut soit juste avant de le vouloir.

Lorsque Saül eut été élu & établi par le peuple, Sammel lui donna les loix sacrées & civiles que Dieu avoit dictées à Moïse, pour qu'il les

observât soigneusement, & les rois qui lui succéderent ne furent reçus qu'après avoir juré de ne jamais les enfreindre. On leur donnoit le livre du témoignage en les couronnant; les uns croient que ce livre contenoit le droit écrit du peuple, & les autres la loi de Dieu, d'après laquelle ils devoient le gouverner. A Sparte, les rois renouvelloient chaque mois, entre les mains des éphores, représentants du royaume, le ferment de régner selon les loix établies par Lycurgue. Quelqu'un demandant à Archidamus, fils de Zeuxidamus, quels étoient les gouverneurs de Sparte : *les loix & les magistrats dûement établis*, répondit-il. Ce peuple se vançoit de tenir ses loix du ciel, afin qu'on les respectât davantage & que chacun crût n'obéir qu'à Dieu. Les rois d'Egypte avouoient hautement que leur félicité dépendoit de l'obéissance aux loix. Antiochus III, roi d'Asie, écrivit à toutes les villes de son royaume que, s'il se trouvoit dans les ordres qu'on leur enverroit de sa part quelque chose de contraire aux loix, on les regardât comme nuls. Pour ce qui est de l'empereur Auguste, que le sénat, disent quelques jurisconsultes, exempta de l'obéissance aux lois par un arrêt particulier, on peut répondre que la tyrannie dans laquelle gémissoit alors le peuple romain l'empêchoit de faire valoir ses droits; & comme le sénat

n'osoit qualifier Auguste de tyran, il se contenta de le déclarer exempt de l'obéissance aux loix, ce qui étoit la même chose. Il en a été toujours de même dans tous les royaumes de la chrétienté, qui sont fondés sur les mêmes bases. N^{os} les empereurs, ni les rois de France, d'Espagne, d'Angleterre, de Pologne, de Hongrie, &c. &c. ne reçoivent la couronne qu'ils n'aient auparavant promis aux électeurs, pairs, palatins, seigneurs, barons & gouverneurs d'observer les loix du pays, & cet engagement est si sacré qu'ils ne sauroient changer sans le consentement des provinces & des villes, & sans se rendre criminels de lèse-majesté des loix, leurs privilèges & leurs droits municipaux. En un mot, les princes légitimes reçoivent les loix de la main du peuple; & la couronne, le sceptre & toutes les marques de puissances dont ils sont revêtus les avertissent de maintenir les loix, & de tirer leur principale gloire de leur conservation.

Quoi donc ! ne sera-t-il pas permis aux princes de faire des loix nouvelles & d'abolir les anciennes ? C'est le devoir des rois de veiller, non-seulement à ce que rien ne se fasse de contraire aux loix, mais encore à ce qu'elles pourvoient à tout, & qu'elles ne tombent en désuétude; cependant ils ne doivent y rien changer ni en publier de nouvelles, sans avoir assemblé &

consulté les états , & en avoir reçu l'approbation. Le consentement donné , la loi une fois publiée , il faut que le prince s'y soumette le premier ; en vain exigeroit il l'obéissance aux loix qu'il a faites , si son exemple ne la rendoit facile. L'empereur d'Allemagne n'en établit aucune sans le consentement exprès des états , & la loi n'a de force dans son empire que lorsque les princes , les barons & les députés des villes l'ont ratifiée par leurs signatures. Il promet par un serment solennel de garder les anciennes , & de n'en établir de nouvelles que du consentement de tous. Il existe une loi au royaume de Pologne , renouvelée en 1454 & en 1538 , qui décrète qu'on ne fera de loix nouvelles que du consentement du peuple , ni ailleurs que dans l'assemblée des états. En France , où l'on croit que les rois ont plus d'autorité qu'ailleurs , les loix y étoient faites anciennement dans l'assemblée des états généraux , ou au parlement ambulatorioire ; mais depuis que ce parlement a été rendu sédentaire , les édits des rois n'ont force de loi que lorsqu'ils y sont approuvés.

Après avoir démontré que le prince n'est point au-dessus des loix , examinons jusqu'où s'étend sa puissance. Les courtisans & les flatteurs regardent comme une vérité incontestable , que les princes ont droit de vie & de mort sur

leurs sujets, comme les maîtres l'avoient anciennement sur leurs esclaves. La raison nous dit au contraire que le prince n'est que le ministre de la loi, & qu'il ne peut frapper de mort que ceux que la loi condamne. S'il en agit autrement il n'est plus roi, mais un tyran; il suffit de remonter au principe que les rois sont établis pour le bien commun de tous, principe évidemment incontestable pour sentir la vérité de ce que nous avançons.

Mais a-t-il du moins le droit d'absoudre ceux que la loi condamne? Je dis que non; autrement cette miséricorde cruelle entretiendrait dans un état les voleurs, les brigands, les assassins, les ravisseurs, les empoisonneurs & toutes ces pestes maudites qui ravagent le genre humain. Mais comme il arrive certains cas où la loi a besoin d'être interprétée, & où l'on ne peut juger selon la lettre & à la rigueur sans commettre une grande injustice, le roi est tenu alors de prendre en main la balance de la raison, qui est l'ame de la loi, & de l'interpréter convenablement, d'autant plus que ce qui est de l'esprit de la loi doit être regardé comme la loi même. Cependant de peur que la passion ne le dirige, il est nécessaire qu'il suive l'avis d'un conseil sage, à l'exemple de l'empereur Alexandre Sévère: Ainsi le roi punira rigoureusement le meurtrier?

mais il fera grace à celui qui, sans dessein, auroit laissé tomber une coignée sur un passant, & l'auroit tué. Il fera mourir le voleur ; mais il fera grace à celui qui auroit tué le voleur en défendant sa propre vie. Arbitre impartial, il distinguera enfin les cas fortuits d'avec le guet-à-pens, la bonne foi d'avec la rigueur du droit. Ce n'est qu'à ce prix qu'il peut obtenir le titre de clément & de bon. Le berger qui tue le loup a bien plus de droit à ce titre que celui qui le laisse aller, & le roi qui livre le coupable au bourreau que celui qui lui fait grace ; car il sauve la vie par-là à des milliers d'innocens, puisque l'impunité & l'espérance d'obtenir grace encouragent les scélérats & les rendent plus audacieux. Mais dans un royaume bien gouverné, le devoir du conseil d'état est de bien examiner l'interprétation que le roi donne à la loi, & de bien régler sa sévérité & sa clémence. C'est ce qu'on pratique ordinairement en France, où le chancelier ne scelle les lettres de grace qu'après avoir pris connoissance du fait, & où le criminel est encore tenu de se présenter devant les juges, qui examinent soigneusement si ces lettres ne sont point subreptices, si elles sont bien légales ; & tandis que le juge pèse les raisons qui ont déterminé le roi à faire grace, le criminel, qui se constitue prisonnier, se tient à la barre,

tête nue , un genoux en terre , & dans l'attitude d'un suppliant. Si la grace n'a pas des motifs suffisans , le criminel est puni comme s'il ne l'avoit point obtenue ; si au contraire on entherine ses lettres , ce n'est plus au roi qu'il doit cette faveur , mais à la justice de la loi. Nous avons vu souvent exécuter des criminels auxquels le roi avoit déjà fait grace , & en absoudre dont il ordonnoit la mort ; quelquefois même des crimes commis en présence du roi sont restés impunis , faute d'autres témoins. Nous en avons un exemple sous Henri II , en la personne d'un étranger accusé par le roi. Ces sortes de procédures empêchent que les rois armés de la puissance publique ne vengent leurs inimitiés particulières , ou ne laissent impunis les outrages faits au public , & que les sujets ne croient pouvoir obtenir d'eux ce que les loix réprouvent.

Le roi n'a pas plus le droit de disposer des biens de ses sujets que de leur vie. Les flatteurs ne cessent de dire aux princes que tout est à eux , que ce qu'ils laissent à leurs sujets doit être regardé comme un effet de leur bonté paternelle. Cette opinion s'est tellement accréditée dans l'esprit de plusieurs , qu'ils n'ont pas honte de s'approprier le travail & le gain des plus pauvres , comme s'ils étoient des bœufs attelés pour leur service. Pour réfuter une erreur si contraire au droit naturel , il suffit

de remonter au principe que les rois ne sont établis que pour le bien des peuples, & que ceux qui ne remplissent pas le but de leur institution sont de vrais tyrans.

Mais le roi n'est-il pas seigneur propriétaire du domaine public? Nous donnerons à cette question plus d'étendue qu'à la précédente. Observons d'abord qu'il y a une grande différence entre le domaine du fief & celui du prince; autre chose est le revenu de l'empereur, du roi; autre chose est celui d'Antonin, de Henri, de Philippe. Le revenu du roi est celui qu'il possède en qualité de roi, & qu'il tient du peuple; le revenu d'Antonin est celui qu'il possède en cette qualité, & qu'il tient de sa famille. Certainement en Allemagne il y a bien de la différence entre les seigneuries que les princes tiennent de leurs ancêtres, & celles qui sont annexées aux dignités électoraes.

Il est hors de doute que le prince est propriétaire des biens qu'il possède comme simple particulier; il peut les vendre, les engager, & en disposer comme bon lui semble: mais il n'en est pas de même des biens du royaume que l'on appelle communément *domaine*; ils ne doivent être employés que pour l'avantage public. Lorsqu'on eut établi des rois, on leur assigna des biens, tant pour entretenir la majesté du trône

que pour fournir aux dépenses qu'ils sont obligés de faire. Le devoir d'un roi est, en effet, d'établir des juges dans tout le royaume, de leur donner un salaire suffisant pour qu'ils ne se laissent point corrompre, & qu'ils ne vendent point la justice; d'avoir des troupes pour prêter main-forte aux juges dans l'exécution de leurs arrêts, purger les chemins des brigands, entretenir la liberté du commerce, fortifier les villes, y mettre des garnisons, tenir une armée en campagne, avoir des arsenaux bien munis, &c.

On dit communément qu'on ne sauroit avoir la paix sans se mettre en état de guerre, ni faire la guerre sans hommes, ni entretenir des hommes sans solde, ni ramasser de l'argent sans mettre des impôts. On a donc établi le domaine pour fournir à toutes ces dépenses en temps de paix, & l'on s'est obligé de fournir des sommes extraordinaires lorsque la nécessité le requeroit. Le bien public; comme on le voit, est le motif de la fin de tous ces établissemens, & le roi ne mériteroit pas ce nom s'il employoit le domaine à son usage particulier. *Le prince est serviteur de Dieu pour le bien du peuple*, dit l'apôtre, *c'est pour cela que les tributs & les péages lui sont payés*. Toutes les conquêtes qu'il fait appartiennent au peuple, parce que c'est aux dépens du peuple qu'il fait la guerre; tous les biens que le

femme lui apporte en mariage deviennent la propriété du royaume, parce qu'il ne l'épouse point comme simple particulier, mais en sa qualité de roi ; & quoique les reines aient part aux acquisitions de leurs maris avant qu'ils soient parvenus à la couronne, elles n'ont cependant aucun droit à ce qu'ils ont acquis après, parce que ces biens sont sentés achetés des deniers publics, & non des deniers particuliers du roi. C'est sur ce principe qu'on jugea en France Philippe de Valois & Jeanne de Bourgogne sa femme.

Mais afin que les deniers publics dans les différens royaumes ne soient point employés à d'autres usages qu'à l'utilité publique, on ne laisse point aux princes le droit de les lever à leur volonté. L'empereur d'Allemagne jure de n'imposer aucune espèce de tribut que par l'autorité des états de l'empire ; les rois de Pologne, de Hongrie & de Dannemarck en font autant. Il en est de même de ceux d'Angleterre depuis l'ordonnance d'Edouard I. En France, les rois ne mettoient des impôts sur la nation qu'en l'assemblée des trois états ; delà le décret fameux de Philippe de Valois, qui veut qu'on n'impose le peuple que dans une grande nécessité, & du consentement des états généraux ; & afin que celui-ci n'eut aucun doute sur la destination de ces de-

niers, ils étoient anciennement enfermés dans des coffres dont chaque diocèse donnoit la garde à des gens d'une probité reconnue (qu'on appelloit autrefois les élus), afin qu'ils payassent eux-mêmes les soldats que les villes avoient enrôlés, ce qui se pratiquoit de même dans les autres pays, & principalement en Flandres & dans les provinces voisines.

Pour en revenir à ce qui regarde le domaine; c'est une des plus anciennes loix du royaume de France, & un droit né avec le royaume même, que le domaine ne peut être aliéné. Il y a deux exceptions à faire : 1°. l'apanage des enfans ou des freres du roi, enforte cependant que le droit de vasselage demeure toujours ; 2°. le cas de nécessité où l'état se trouveroit par l'effet d'une guerre, mais ce ne seroit alors qu'avec *passion rédhibitoire* ; autrefois on ne pouvoit l'aliéner en aucune manière que par un décret des états généraux, & maintenant que le parlement a été rendu sédentaire, il faut que celui de Paris, qui est aujourd'hui la cour des pairs, & la chambre des comptes & du trésor, aient auparavant approuvé cette aliénation, comme portent les édits des rois Charles VI & IX. Bien plus, les anciens rois de France ne pouvoient même fonder des églises, quoique ce fût une action bien louable, sans le consentement des états ; ainsi le roi Chil-

debert n'osa fonder l'abbaye de Saint-Vincent de Paris, fans le consentement des François & des Neustriens. Il en fut de même de Clovis II & de plusieurs autres. Ils ne peuvent même se dessaisir du droit de régale ou nomination des évêques à quelqu'église que ce soit ; & si quelques-uns d'entr'eux l'ont fait, comme Louis XI, Philippe IV & Philippe-Auguste, en faveur des églises de Sens, d'Auxerre & de Nevers, le parlement s'y est toujours opposé, & a déclaré la concession nulle. Lorsque le roi est sacré à Reims, il jure d'observer cette loi ; & ce qu'il fait de contraire à sa disposition a autant de force que s'il vendoit ou achetoit le pays du grand turc ou du sophi. Delà les déclarations de Philippe VI, de Jean II, de Charles V, VI & VIII, qui révoquent toutes les aliénations faites par leurs prédécesseurs ; les états de Tours en présence de Charles VIII ont aussi révoqué plusieurs aliénations faites par Louis XI, & dépouillé les héritiers de Tancrede du Chastel, son grand favori, de plusieurs places qu'il lui avoit données de son autorité privée ; enfin, les derniers états tenus à Orléans ont ratifié tout ce qui avoit été fait à cet égard.

Pour faire voir plus clairement encore que le royaume est au-dessus du roi, & que celui-ci ne sauroit rien ôter de la majesté qu'il a reçue
du

du peuple, nous prouverons qu'il ne peut aliéner la souveraineté de la moindre partie de son royaume. C'est vainement, en effet, que Charlemagne voulut essayer quelquefois d'assujettir la France à l'empire d'Allemagne. Les François s'y opposèrent toujours, & on en seroit venu aux mains, si l'empereur n'y eût renoncé. Lorsqu'on a cédé aux Anglois une portion du royaume, la souveraineté en a été presque toujours exceptée; & si quelquefois ils l'ont obtenue par force, comme il arriva lors du traité de Brétigny, par lequel le roi Jean fut contraint de leur céder la souveraineté sur la Gascogne & le Poitou, ces sortes de traités n'ont pas obligé davantage que ceux par lesquels un tuteur ou curateur prisonnier (le roi Jean l'étoit alors), engageroit, pour se racheter, les biens de ses pupilles. C'est en vertu de ce même droit que le parlement cassa le traité de Conflans, par lequel le roi cédoit Amiens & quelques villes voisines à Charles, duc de Bourgogne; & de nos jours le parlement n'a-t-il pas cassé le traité de Madrid sur le duché de Bourgogne, entre Charles V & François I, alors prisonnier? Le testament de Charles VI, par lequel il donnoit le royaume à Henri, roi d'Angleterre, est encore une preuve de ce que nous venons de dire, & sur-tout de l'extrême folie de Charles. Mais sans citer d'autres

faits, je demande : à quel titre le roi pourroit-il vendre ou donner le royaume ou une partie du royaume ? Peut-on trafiquer des hommes libres, quand les protecteurs ne peuvent trafiquer de leurs affranchis ni seulement les contraindre de rester où ils veulent ? Et ce raisonnement a d'autant plus de force que les sujets ne sont ni esclaves ni affranchis, mais frères du roi, si on les considère individuellement, & seigneurs du royaume, si on les considère collectivement & réunis en corps.

Si le roi n'est point seigneur propriétaire du royaume & du domaine, n'en est-il point au moins l'usufruitier ? Non. Car celui qui a l'usufruit d'une chose la peut engager. Or, nous avons prouvé que les rois ne peuvent engager le fisc ou domaine du royaume. L'usufruitier peut donner de son fruit ; mais les dons trop considérables des rois sont regardés comme nuls ; on n'alloue point ses dépenses inutiles & superflues, & l'on regarde comme un larcin tout ce qu'il emploie à autre chose qu'au bien public. En France sur-tout les dons du roi ne sont légitimes que lorsqu'ils sont approuvés par la chambre des comptes. Delà les apostilles de la chambre ordinaire sur les registres des comptes rendus par des rois prodigues : *Trop donné soit répété*. Cette même chambre jure solennellement de ne rien approuver de contraire au bien du

royaume, quelques lettres de jussion qu'elle reçoive du roi à cet effet ; mais malheureusement pour l'état, elle oublie quelquefois son serment.

Une autre raison, c'est que la loi ne prescrit point aux usufructiers la maniere de disposer de ses fruits ; elle prescrit au contraire aux rois l'usage qu'ils doivent faire de leur revenu. Anciennement les rois de France étoient tenus d'en faire quatre parts ; la premiere étoit destinée à l'entretien des ministres de l'église & au soulagement des pauvres ; la seconde aux frais de sa table ; la troisieme aux gages de ses officiers, serviteurs & domestiques ; la quatrieme enfin à la réparation des ponts, châteaux & maisons royales ; & s'il restoit quelque chose, on le mettoit dans le coffre de l'épargne. Il faut lire dans l'histoire les troubles qu'occasionnerent aux états de Paris, environ l'an 1412, les prodigalités de Charles VI. Il avoit dissipé tout l'argent du domaine pour ses plaisirs & ceux de ses favoris ; & les comptes de la maison du roi, qui n'avoient jamais excédé la somme de 94,000 l., se portoient dans ces temps malheureux à 540,000 livres, sans compter les dépenses de la guerre fournies par les aides, & la solde des gens d'armes assignée sur les tailles ; car les revenus du domaine n'étoient destinés qu'aux ob-

jets dont nous venons de parler. Il ne faut pas croire que les rois aient plus d'autorité dans les autres royaumes ; il en est plusieurs où ils en ont moins , tels sont ceux d'Allemagne ou de Pologne ; mais nous avons parlé de celui de France , afin qu'on ne s'imagine pas , en voyant tout ce qu'on s'y permet contre les droits du peuple , qu'il ait quelques prérogatives sur les autres.

Objectera - t - on que le royaume dans certains pays appartient aux rois par droit de conquête ? Mais peuvent - ils faire des conquêtes sans le secours de la force publique & les derniers du peuple ? On ne peut donc aliéner ce qui a été acquis aux frais & au péril du peuple que du consentement des états qui le représentent ; & c'est un droit respecté même des brigands & des voleurs. Concluons que les rois ne sont point propriétaires ni usufructiers du domaine , mais simplement administrateurs , & qu'ainsi ils ne peuvent s'approprier les biens des particuliers , encore moins ceux des villes & des communautés.

Voyons maintenant quels sont les moyens de modérer & de contenir une puissance qui dégénère si facilement en tyrannie. L'auteur observe à ce sujet , & prouve par l'histoire sainte & profane , ancienne & nouvelle , & par le droit

naturel , qu'il y a une alliance entre le roi & le peuple , par laquelle le roi promet *absolument* de régner avec justice & selon les loix ; & le peuple de lui obéir à *cette condition*. C'est donc au peuple & aux états qui le représentent de réprimer l'autorité royale , lorsqu'elle sort des bornes prescrites , de forcer le roi à observer le pacte social , & à renoncer à la tyrannie.

Il est des tyrans de plusieurs sortes ; les uns le sont pour s'être emparés d'un royaume sans aucun titre & par violence ; les autres pour avoir rompu le pacte dont nous venons de parler , & enfreint les loix du royaume sur lequel ils regnent , cependant , par droit de naissance , ou par élection. Les premiers sont appelés *tyrans sans titre* ; les seconds *tyrans d'exercice*.

Le gouvernement des premiers est quelquefois moins tyrannique que celui des seconds ; mais est-il également permis de résister aux uns & aux autres ? Si quelque Ninus , sans avoir reçu aucune espèce d'outrage , fait des incursions dans un pays sur lequel il n'a rien à prétendre ; si un César tient la république romaine sa patrie dans l'oppression ; si un Popiel s'efforce , par des trahisons & des meurtres exécrables , de rendre héréditaire un royaume de Pologne électif ; si quelque Brunehilde attire à elle & à son favori Protade toute la puissance royale , ou qu'Ebroin ,

profitant de la bêtise de Théodoric, s'empare du gouvernement & opprime le peuple, que devons-nous faire en pareil cas ? Premièrement, le droit naturel nous enseigne & nous commande de défendre notre vie & notre liberté, sans laquelle la vie n'est rien, contre toute injustice & toute violence. La nature a donné cet instinct à tous les animaux, aux chiens contre les loups, aux taureaux contre les lions, aux pigeons contre les éperviers, & sur-tout à l'homme contre l'homme même, s'il devient loup; & celui qui balance s'il faut se défendre ou non est déjà hors de la nature. Le droit des gens qui sépare les possessions & les royaumes, plante les bornes, indique les frontieres que chacun est tenu de défendre contre quiconque voudroit les envahir, ajoute de nouveaux motifs de résistance à ceux du droit naturel; & peu importe que ce soit contre Alexandre le grand ou contre Diomedé le corsaire qu'on fasse valoir ce droit. Alexandre saccageant une province, renversant les murs d'une ville, n'est pas plus respectable qu'un brigand qui voudroit ravir mon manteau, ou un voleur qui enfonceroit ma maison pour y voler.

Outre le droit naturel & des gens, il y a encore le droit politique, par lequel les sociétés sont diversément gouvernées. Les unes ont

un gouvernement monarchique, les autres un gouvernement aristocratique ou démocratique ; les unes excluent les femmes du gouvernement, les autres les y admettent ; celles-ci prennent les rois dans une telle race, celles-là les choisissent où bon leur semble, & ainsi des autres manières dont les peuples ont accoutumé de se gouverner. Si donc quelque prince essayoit d'abolir par fraude ou par violence ce droit qu'ont tous les peuples de se gouverner comme ils veulent, la résistance seroit alors un devoir, attendu qu'il violeroit les droits de la société à qui il doit tout ce qu'il est, & qu'il détruiroit la patrie à la conservation de laquelle la nature, les loix & un serment solennel nous engagent tous ; & si nous montrions en pareil cas de la lâcheté, on seroit en droit de nous appeller traîtres à la patrie & ennemis des loix. Nous sommes donc tenus par le droit naturel & des gens & par les loix politiques, de prendre les armes contre ces sortes de tyrans, & il n'y a aucune raison qui puisse nous en empêcher, aucun serment, convention, ni obligation publique ou particulière qui doivent nous retenir. Il est enfin permis au moindre particulier de repousser l'usurpation d'un tyran qui, sans aucun titre légitime, veut s'emparer de l'état ; & l'on ne peut appeller rebelle quiconque défend sa

patrie les armes à la main. C'est sur-tout ici le cas du serment que tous les jeunes gens d'Athenes avoient coutume de prêter au temple d'Agloré : *Je combattrai pour la religion, les loix, les autels & les foyers, seul ou avec ceux qui voudront suivre mon exemple, & j'emploierai tous les moyens qui dépendent de moi pour laisser à la postérité la patrie au moins en aussi bon état que je l'ai reçue.* Ce n'est point à ces élans de patriotisme qu'il faut opposer les loix contre les séditieux. On n'est séditieux qu'en soulevant & défendant les peuples contre le bon ordre & la discipline publique; mais celui qui repousse le destructeur de la patrie & de l'ordre public, s'oppose à la sédition plutôt que de l'exciter; & c'est au contraire ici le cas d'appliquer la loi des tyrannicides, qui honore les vivans par des grandes récompenses, & les morts par des statues & des épitaphes glorieuses, ainsi l'ont été Harmodius & Aristogiton dans la ville d'Athenes, Brutus & Cassius en Grece, & Aratus de Sycione. On leur dressa des statues par des décrets publics pour avoir délivré leur pays de la tyrannie de Pisistrate, de César & de Nicoclès. Les anciens approuverent ces honneurs. Xercès lui-même, s'étant emparé de la ville d'Athenes, fit emporter & placer dans une ville du royaume de Perse les statues

d'Harmodius & d'Aristogiton ; & depuis, Seleucus les ayant fait rapporter à leur première place , les habitans de la ville de Rhodes allerent les recevoir au port , & firent un banquet solennel à ceux qui les accompagnoient , durant lequel les statues furent placées sur les oreillers de leurs dieux.

Ce que nous venons de dire doit s'entendre de la tyrannie commençante , c'est-à-dire , d'un tyran qui conspire & dresse ses machines pour opprimer le royaume ; mais s'il s'en est une fois tellement emparé que le peuple lui prête serment & lui promette obéissance , & que la république abattue lui remette sa puissance & consente au changement de ses loix , le peuple doit alors acquiescer paisiblement à la volonté de Dieu qui change à son gré les nations ; il n'y auroit autrement aucune puissance dont on ne pût contester la légitimité : mais du reste le pouvoir du prince qui a ainsi obtenu le titre de roi n'est sensé légitime qu'autant qu'il gouverne ses sujets selon les loix de la justice , & n'exerce sur eux aucune tyrannie. L'écriture sainte blâme Sedécias & tous ses sujets de ce qu'après avoir fait hommage à Nabukodonosor , ils se soulevent sans raison contre lui ; car la foi une fois donnée , il n'est plus temps de s'en dédire , & comme chacun doit faire

preuve de sa vaillance dans le combat, chacun doit aussi tenir sa promesse, lorsqu'il est fait prisonnier. Il faut enfin que le peuple maintienne ses droits par tous les moyens possibles ; mais lorsqu'il est une fois réduit au point de ne pouvoir plus résister, & de se soumettre à la volonté du vainqueur, il doit supporter en paix sa domination ; ainsi Pompée, Caton, Cicéron, &c. se conduisirent en bons patriotes, lorsqu'ils prirent les armes contre César, qui renversoit le gouvernement, & on ne sauroit excuser ceux qui par leur lâcheté firent avorter les desseins de Pompée. On dit même qu'Auguste répondit à quelqu'un qui, pour lui plaire, osoit désapprouver Caton : qu'il s'étoit comporté comme un homme de bien très-attaché à la grandeur de sa patrie, lorsqu'il s'étoit opposé à des changemens qui ne pouvoient se faire sans mettre tout l'état en combustion. On ne sauroit en effet blâmer ceux qui tuèrent César, attendu que sa tyrannie étoit encore en vigueur, & qu'on le punit, pour ainsi dire, en flagrant délit. Aussi leur dressa-t-on des statues de bronze dans Athenes, auprès de celles d'Harmodius & d'Aristogiton, lorsque poursuivi par Auguste & Marc-Antoine qui vouloient venger la mort du tyran, ils s'enfuirent de Rome ; mais Cinna conspirant contre Auguste, entre les mains

duquel le peuple avoit déjà remis toute sa puissance , doit être regardé comme un vrai séditieux. Lorsque les Carlovingiens tâchoient d'ôter la couronne de France aux Mérovingiens , & que les Capétiens s'efforçoient de supplanter les Carlovingiens , on pouvoit leur résister alors sans être accusé de sédition ; mais quand par le conseil public & l'autorité des états le royaume passa des uns aux autres , il ne fut plus permis de s'y opposer.

En prenant un parti dans une sédition , il ne faut point avoir égard à la puissance ni à la dignité des conjurés , mais à la justice de la cause. Le nombre de ceux que la passion transporte est toujours plus grand que celui des sages que la raison gouverne , & la tyrannie a toujours plus de partisans que la république. Rome , dit Pompée , est par-tout où est le sénat , & le sénat se trouve là où est le respect pour les loix , l'amour de la liberté & le desir du salut de la patrie ; quoique Brennus semble s'être emparé de Rome , Rome n'est point où est Brennus , elle est à Veïes avec Camille qui se prépare à la délivrer de la servitude ; c'est donc à Veïes que doivent se rendre les chevaliers & les soldats romains pour aider Camille de tout leur pouvoir. Athenes est avec Thémistocle sur les deux

cents galeres prêtes à défendre tous ceux qui veulent maintenir la république.

Quant aux tyrans d'exercice, cette question veut être traitée avec beaucoup de ménagemens. Souvenons-nous d'abord que tous les princes sont hommes ; & qu'il seroit aussi impossible de rendre leur raison indépendante des passions que l'ame du corps dans un homme vivant. Il ne faut donc pas prétendre avoir des princes parfaits, & sur lesquels il n'y ait rien à dire. Croyons-nous au contraire assez heureux si ceux qui nous gouvernent sont médiocrement bons, & ne regardons pas comme un tyran le prince qui dans les affaires se gouverne quelquefois mal, n'obéit pas toujours à la raison, est quelquefois foible, lorsqu'il s'agit du bien public, c'est-à-dire, de rendre une prompte justice, & de repousser avec courage les ennemis. Certainement puisqu'il est formé du même limon que les autres, qu'il commande à des hommes & non à des bœufs, qu'il n'est point un Dieu, il seroit aussi déraisonnable au peuple d'exiger d'une nature aussi frêle ce qu'on exigeroit d'une divinité, qu'il le seroit à un prince de traiter ses sujets comme des bêtes brutes.

Mais si le prince ruine l'état de propos délibéré ; s'il détruit audacieusement tous les droits, tous les devoirs ; s'il foule aux pieds la foi qu'il

a. promesse, la justice & la piété ; s'il est l'ennemi même de ses sujets, & qu'il mette en œuvre toutes les méchancetés que nous avons détaillées, ou du moins les principales, c'est alors certainement qu'on pourra le regarder comme un tyran, c'est-à-dire, comme l'ennemi de Dieu & des hommes. Il n'est donc pas ici question d'un prince médiocrement sage ou vaillant, mais d'un prince très-méchant, d'un traître qui méprise les loix, d'un ennemi du peuple qui ruine le royaume. La prudence d'un sénat, la droiture d'un juge, le courage & l'expérience d'un capitaine peuvent aider au besoin un prince inepte & lâche ; mais un tyran voudroit que les seigneurs, les conseillers d'état, les généraux d'armée n'eussent qu'une tête, pour se donner le plaisir de l'abattre d'un seul coup : personne ne porte la haine & la vengeance plus loin. On peut supporter un prince inepte & lâche, quoiqu'on ait le droit de le déposer ; mais plus on supporte le tyran, plus il se rend insupportable.

Comme le prince n'a pas le droit de faire tout ce qu'il lui plaît, il n'est point expédient que le peuple fasse toujours tout ce qu'il a droit de faire, parce que le remède est souvent pire que le mal ; ainsi il vaut mieux essayer tout autre moyen que d'en venir aux armes. Si donc les

cérémonie seulement pour participer à l'honneur qu'elle leur procure , mais aux charges du gouvernement , & que la république n'y est pas seulement mise sous la protection du roi comme souverain & principal tuteur ; mais qu'elle leur est également recommandée comme conseillers du roi & ses coopérateurs , & qu'ils promettent comme lui de faire tout ce qui peut contribuer au bien public.

Les rois de Chanaan , qui tenoient le peuple d'Israël sous une dure servitude , étoient de vrais tyrans d'exercice ; ils avoient en effet quelques titres , puisque Eglon & Jabin avoient paisiblement régné l'espace de vingt ans. Dieu suscite extraordinairement Ehud qui défait Eglon , & Débora qui met en déroute l'armée de Jabin ; & par ce moyen il délivre son peuple de la tyrannie sous laquelle il gémissoit. Sans doute les magistrats ordinaires , les principaux de chaque tribu & les autres officiers pouvoient mettre heureusement à bout une telle entreprise , comme Debora le leur reproche en détestant leur lâcheté & la mauvaise foi de quelques-uns ; mais il plut à Dieu de suppléer à la nonchalance des magistrats par des moyens extraordinaires. Ro-boam , fils de Salomon , refuse de décharger le peuple des impôts peu nécessaires dont il le grevoit ; & quoique les états l'en priaient , son orgueil

Orgueil se révolte, & d'après le conseil de ses favoris, il le menace de nouvelles charges. Personne ne doute que, d'après l'alliance qui existoit entre le roi & le peuple, les principaux du royaume n'eussent l'autorité de réprimer un tel orgueil. Ils s'oublierent cependant au point de faire par la révolte & le schisme ce qu'ils auroient dû faire dans une assemblée des états, & de transporter le sceptre de la race de Juda dans une autre race. Ils gâtèrent, par leur précipitation & leur emportement, comme il est souvent arrivé, une cause très-juste & très-légitime.

Les histoires des autres peuples fourmillent de pareils exemples. Brutus, chef des troupes, & Lucrèce, gouverneur de Rome, assemblent le peuple contre Tarquin le Superbe, & le chassent du trône. On confisque ses biens, & sa personne n'eût pas été épargnée si on eût pu se saisir de lui. Voici quelles furent les causes de cette expulsion : Tarquin s'étoit permis d'abolir la coutume où étoient les rois de demander l'avis du sénat, pour faire la guerre ou la paix & les traités d'alliance, & de violer les loix dont il devoit lui-même assurer l'exécution ; en un mot, de ne pas tenir compte des conventions passées entre les rois ses prédécesseurs, les grands & le peuple de Rome. Quant aux empereurs romains, per-

sonne n'ignore la sentence par laquelle le sénat condamna Néron , comme ennemi de la république , à être traîné à la voierie, & celle en vertu de laquelle Vitellius fut ignominieusement mutilé , promené dans la ville , & enfin mis à mort. Tout le monde connoît le décret par lequel le sénat dépouilla Maximin de l'empire pour mettre à sa place Maxime & Albin. On pourroit ajouter d'autres exemples puisés dans les histoires les plus certaines. Loin de se croire au-dessus des loix , l'empereur Trajan disoit au grand prévôt de l'empire , en lui présentant une épée : *Je te commande de t'en servir pour m'aider, si je regne comme il convient ; mais je veux que tu t'en serves contre moi-même, si j'en agis autrement.* Les François ne chasserent-ils pas du trône , par l'ordre des états , & à la sollicitation des officiers du royaume , les rois Childeric I , Sigebert , Théodoric & Childeric III , à cause de leur tyrannie , & n'en élurent-ils pas d'une autre race pour les gouverner ? ils en déposèrent même quelques-uns qui , par leur paresse & leur ineptie , abandonnoient l'état à la rapacité des gens de mauvaise vie & des flatteurs. Ils ôtoient à ces imprudens phaérons les rênes , de peur que tout le peuple ne fût bientôt consumé par un embrâsement funeste & inévitable. Théodoric , entr'autres , fut dégradé à cause d'Ebroin , Dagobert à cause de

Pleürude & de l'infâme Thibaud, &c. Les états crurent aussi intolérable le gouvernement d'un prince efféminé que celui d'une femme, & le joug de quelques tyrans qui gouvernoient au nom d'un prince abruiti que celui d'un fou. Il n'y a pas long - temps que les états forcèrent Louis XI., prince fort difficile à manier, à recevoir trente-fix curateurs, de l'avis desquels il devoit gouverner les affaires de l'état. Ce n'est point par une autre autorité que les descendans de Charlemagne ont été substitués à ceux de Méroüée, & que ceux de Capet qui régnerent encore aujourd'hui ont été préférés à ceux de Charlemagne; le peuple en corps, ou représenté par le conseil du royaume, qu'on appelle l'assemblée des états, a eu toujours le droit de les mettre sur le trône, ou de les en faire descendre.

C'est en vertu de ce même droit du peuple, qu'Adolphe fut déposé de l'empire d'Allemagne en 1296, pour avoir pris les armes en faveur de l'Angleterre contre la France; & que Wenceslas le fut en 1400. Ces princes même n'étoient point absolument méchans. En Angleterre Elisabeth assembla le parlement, & fit déposer Edouard II son mari pour raison de tyrannie envers ses sujets, & parce qu'il faisoit mourir les seigneurs

sans connoissance de cause. De nos jours Chrétien, a perdu la couronne de Danemarck, Henri celle de Suede, Marie Stuard celle d'Ecosse, & l'histoire raconte plusieurs événemens semblables de la Pologne, de la Hongrie, de l'Espagne, du Portugal, &c. &c.

Si les papes eux-mêmes, qui se disent roi des rois, & s'attribuent le droit de déposer de leur autorité privée les rois & les empereurs même, peuvent être déposés, comme on le prétend, par les cardinaux, & l'ont été en effet plusieurs fois par les conciles; s'il faut premièrement, dit Balde, user de remontrances à leur égard; employer ensuite le secours des herbes, c'est-à-dire, des remèdes les plus simples, & enfin celui des pierres, c'est-à-dire, la force des armes, quand la persuasion ne peut rien; si, dis-je, il est prouvé par le sentiment de la plupart des docteurs, les décrets des conciles, & par le fait même, que l'assemblée des fideles représentés par les chefs de l'église peuvent le déposer, qui peut douter que l'assemblée nationale puisse, non-seulement détrôner un tyran, mais déposer même un roi dont la folie seroit pernicieuse au bien public?

Mais supposons que dans ce vaisseau politique le pilote s'enivre, que le grand nombre des matelots s'endorment, ou qu'après avoir bu

jusqu'à l'excès ils s'amuse à regarder un écueil qui menace le vaisseau, que doit faire celui qui commande en second, s'il est vigilant & sage ? Se contentera-t-il de tirer l'oreille à ceux qui dorment, ou de les pincer, sans oser prendre sur lui d'ordonner une manœuvre capable de sauver le vaisseau ? Ne seroit-ce pas de sa part une grande folie ? Puis donc que la tyrannie est une ivresse, comme dit Platon, qui rend le tyran furieux ; si le prince renverle l'état de son en comble ; si la plupart des officiers principaux du royaume le secondent au lieu de s'y opposer, ou du moins sont insensibles aux malheurs publics ; si leur méchanceté ou leur nonchalance réduit le peuple à l'extrémité, & que quelqu'un d'entr'eux apperçoive la tyrannie s'avancer à grands pas & la déteste de tout son cœur, que doit-il faire en pareil cas ? Se contentera-t-il d'avertir les autres de leur devoir ? Mais outre qu'il y auroit du danger à le faire, & que ses remontrances seroient regardées comme un crime capital, sa conduite à cet égard ressembleroit à celle d'un voyageur qui, se trouvant dans une forêt au milieu des brigands, mettroit bas les armes, dédaigneroit tous les moyens de défense, & se contenteroit de leur faire une belle harangue sur l'autorité des loix & sur la justice.

ce seroit bien là véritablement ce qu'on appelle enrager de sang-froid. Quoi donc ! sera-t-il semblant de ne pas entendre les cris du peuple ? se taira-t-il en voyant venir à lui les brigands ? restera-t-il les bras croisés ? Mais si les loix condamnent au supplice le soldat qui fait le malade à l'approche de l'ennemi, à quelle punition condamnerons-nous celui qui trahit méchamment ou par lâcheté ceux dont il a la garde ? Il faut donc qu'il commande aux matelots hardiment & avec courage, afin de sauver le vaisseau de la république ; il faut qu'il conserve, malgré le roi lui-même, le royaume qui fait le roi ce qu'il est ; il faut enfin, s'il n'est pas d'autres remèdes, qu'il lui lie les mains & les pieds pour le guérir de sa frénésie & de sa fureur.

Voici comme l'auteur se résume : les princes choisis de Dieu sont installés par le peuple ; chaque particulier est inférieur au prince, mais le peuple en corps & les officiers du royaume qui le représentent sont au-dessus de lui. Il se fait une alliance expresse ou tacite, naturelle ou même civile entre le peuple & le prince, lorsqu'on le place sur le trône ; le peuple promet obéissance au prince s'il commande avec justice ; il promet de le servir s'il sert bien lui-même la république ; il promet enfin de se laisser gouverner

s'il se laisse gouverner lui-même par les loix. Les officiers du royaume sont les gardiens & les protecteurs de cette alliance & de cette convention ; celui qui les enfreint méchamment & avec obstination est un vrai tyran d'exercice, & les officiers du royaume ont le droit de le juger selon les loix ; s'il résiste, & qu'on ne puisse le réprimer autrement, leur devoir est de l'attaquer les armes à la main. Ces officiers sont de deux sortes ; les uns ont une autorité générale sur tout le royaume, tels sont les connétables, les maréchaux, les pairs, &c. & ceux-là peuvent, chacun en particulier, réprimer le tyran, quand même les autres dissimuleroient ou prendroient le parti de la tyrannie. Les autres officiers qui gouvernent quelque province ou quelque portion du royaume, comme les ducs, marquis, comtes, consuls, maires, &c. n'ont chacun en particulier que le droit de repousser la tyrannie & le tyran du pays sur lequel ils ont autorité. Mais les personnes privées doivent bien se garder de tirer l'épée contre les tyrans d'exercice, parce qu'ils sont établis, non par les particuliers, mais par tout le corps du peuple. Quant aux tyrans sans titres, comme il n'existe aucune alliance ni aucune convention entr'eux & le peuple, tout le monde a droit de les repousser ; & dans cette

classe de tyrans on peut mettre ceux qui, abusant de l'ineptie & de la nonchalance du prince légitime, exercent sur ses sujets un pouvoir tyrannique.

La quatrième & dernière question est de savoir si les princes chrétiens étrangers peuvent & doivent soutenir les sujets d'un autre royaume qui défendent la cause de l'église ou de l'état. L'auteur prouve, par des raisons tirées de l'écriture sainte & de l'histoire profane, que la justice & la piété leur commandent également de sortir de leur pays, non pour empiéter sur celui de leur voisin, mais pour contenir l'autorité de celui-ci dans de justes bornes. Si un prince tyrannise ses sujets, le prince voisin doit prêter main-forte aux opprimés, comme il la prêteroit au prince, si le peuple se révoltoit injustement contre lui : il le doit même à l'égard du peuple bien plus strictement, parce qu'un grand nombre de malheureux est beaucoup plus digne de pitié qu'un seul. Hercule fut mis au rang des dieux pour avoir dompté & puni Procuste, Busyris & plusieurs autres monstres du genre humain. Enfin, & pour tout dire en un mot, la piété exige qu'on défende jusqu'à son dernier soupir la loi de Dieu & son église ; la justice veut qu'on lie les mains aux tyrans qui anéantissent

Tous les droits & détruisent toute bonne police ; la charité demande que l'on tende la main à ceux qui sont opprimés ; & quiconque agit autrement foule aux pieds la piété, la justice & la charité, & bannit à jamais de ce monde ces trois vertus. ✠...



*De la Législation, ou Principes des
Loix ; par M. l'abbé de Mably.*

L I V R E P R E M I E R.

LES richesses tiennent nécessairement à des vices pernicioeux ; elles dégradent l'homme , & contrarient les vues de la nature. Il est bon d'apprendre à se contenter des plaisirs qui sont sous nos mains , & pour être véritablement heureux , les états , comme les particuliers , doivent savoir l'être avec sobriété. Le bonheur est bien plus dans nous-mêmes que dans les-objets qui nous entourent , & ce n'est point une denrée que les marchands vendent aux peuples chez lesquels ils trafiquent. Les Spartiates , fiers de leur pauvreté , de leur tempérance , de leur frugalité & de leur courage , étoient heureux , parce qu'ils étoient justes & ne craignoient rien. Ils regardoient en pitié les autres peuples de la Grece ; ils croyoient voir des enfans à qui il falloit sans cesse des jouets pour s'amuser.

Il n'y a de bonne politique & de bonnes loix

dans une société, qu'autant qu'elles sont conformes à la saine morale, & aux intentions de la nature qui certainement n'a pas attaché le bonheur aux injustices de l'ambition & de l'avarice des princes ambitieux. L'histoire des peuples les plus célèbres ne nous apprend-elle pas qu'il est pernicieux d'accumuler richesses sur richesses, & de subjuguier ses voisins? L'Angleterre en est un exemple: elle s'est donné des peines infinies pour multiplier ses ennemis, & contracter des dettes immenses. Les richesses sont un mal, si à leur approche l'amour de la gloire, de la patrie, de la liberté & des loix, fait place à un vil intérêt: elles portent dans le parlement d'Angleterre une corruption qui le rend le complice de l'injustice & de la tyrannie.

Il en a coûté à la Suede pour complottér avec la France l'affervissement de ses voisins, & aller abaisser en Allemagne la maison d'Autriche. Distracte de l'attention qu'elle devoit à ses affaires domestiques, tandis qu'elle vengeoit la liberté d'Allemagne, elle n'étoit plus en état de défendre la sienne. Les rois jugerent que la conjoncture étoit favorable pour se débarrasser des loix sages qui les gênoient. Elle ne tarda pas à éprouver tous les excès du despotisme. C'en étoit fait de la Suede, si ses rois avoient été malheureusement assez riches de ses dépouilles pour vivre noncha-

lamment en monarques voluptueux. Sans son heureuse pauvreté, jamais elle n'auroit eu le courage, après la mort de Charles XII, de secouer le joug qui l'accabloit. Plus un état sera riche, plus il s'y formera de brigands pour le piller.

Demandez des mœurs, & ne vous effrayez point de la pauvreté; des citoyens pauvres sont plus disposés à respecter la justice & les loix que des citoyens riches. Avec le secours des mœurs on peut faire de grandes choses; avec de l'argent on n'achete que des soldats mercenaires, sur lesquels on ne doit pas compter. Qu'importe une supériorité qu'on doit à ses richesses? Elle disparaîtra en peu de temps, puisque les richesses s'épuisent beaucoup plus promptement qu'on ne les acquiert. Avec toutes les richesses du monde, les Romains ne purent se défendre contre quelques bandes de barbares.

Toute nation qui parviendra à mépriser l'argent & les besoins du luxe, la pauvreté, à force de lui donner des vertus, lui vaudra, dans l'Europe, cette considération, cette estime, cette autorité que les Spartiates méritèrent autrefois dans la Grèce.

Pour juger de la sagesse ou des vices des loix d'une nation, ne faudroit-il pas auparavant tâcher de pénétrer les intentions de la nature à l'égard de cette nation? Qu'importe que tel arrangement fasse

fleurir le commerce & double le revenu de l'état, si ce n'est point par un grand commerce & de grands revenus qu'un peuple est heureux ? C'est pour avoir négligé de marcher avec cette précaution que les législateurs, toujours incertains & flottans au gré des passions & des préjugés des citoyens, n'ont jamais su sur quel fondement ils devoient établir le bonheur des états. Faisant ainsi leurs loix sans regles & sans méthode, des erreurs ont éternellement succédé à d'autres erreurs. De là cette monstrueuse variété de gouvernemens, de loix, d'usages, de coutumes que présente la terre, spectacle affligeant pour les personnes qui pensent. Chacun a voulu se composer un bonheur de faste, de luxe, de volupté, d'avarice, de mollesse, de tyrannie, de servitude & de cent autres folies pareilles qui ont fait le malheur des peuples. Mille révolutions cruelles ont déjà changé mille fois la face de la terre ; & cependant tant d'expériences répétées n'ont pas même pu nous faire soupçonner que nous cherchons le bonheur où il n'est pas.

Des charlatans, qui n'ont point étudié nos passions, ont cherché dans des choses étrangères à l'homme les loix & le rétablissement de la société. S'il faut les en croire, la nature a fait des bonheurs différens pour les anciens & pour nous, pour l'Asie, l'Afrique, l'Amérique & l'Europe. Ils vous disent gravement que des loix

bonnes au dixieme degré de latitude , ne valent plus rien sous le trentieme. Un législateur ne devroit-il pas plutôt consulter les affections de notre cœur qu'un thermometre , pour savoir ce qu'il doit ordonner ou défendre ? Qu'importent des plaines , des montagnes , &c. pour décider des loix les plus propres à faire le bonheur de l'homme ? La nature des climats change-t-elle la nature de son cœur ? Sous l'équateur comme sous le pôle , chacun de nos sens n'ouvre-t-il pas notre ame à cent passions différentes ? Par-tout les passions ne sont-elles pas la source de notre bonheur ou de notre malheur , suivant qu'elles sont bien ou mal réglées ? Par-tout elles ont donc besoin d'un frein & d'un conducteur ; la loi doit donc commencer par les rendre droites.

L'amour-propre est le lien qui doit nous unir en société ; si l'homme ne s'aime pas , comment seroit-il capable d'aimer son semblable ? c'est avec un artifice admirable que l'auteur de notre existence dispose les différens besoins auxquels il nous assujettit , pour nous rendre nécessaires les uns aux autres.

Mais les qualités sociales peuvent se changer en autant de vices ; elles peuvent s'éteindre & s'anéantir , si elles ne sont pas cultivées. Que me sert d'avoir reçu de la nature un cœur sensible à la pitié , si par les besoins sans nombre que je

me fais chaque jour, je ne travaille qu'à m'endurcir ? Offrez des plaisirs trompeurs, présentez une fausse considération, & dès-lors les deux ressorts puissans de l'espérance & de l'amour de la gloire seront aussi funestes, pour la société, qu'ils auroient pu lui être avantageux ; & l'émulation, dégénérée en envie & en jalousie, portera par-tout la haine, le désordre & le trouble.

Voilà les observations que les législateurs ne doivent jamais perdre de vue en faisant leurs loix. Les loix doivent nous guider selon les vues de la nature, & les magistrats doivent nous faire respecter ces guides. Ce luxe, ce commerce, cette avarice, cette ambition dont on veut faire les ressorts des gouvernemens, sont-ils bien propres à faire naître entre les citoyens cette bienveillance mutuelle qui les soulage des misères & de la foiblesse de l'humanité ? Plus les loix nous apprendront à nous contenter de peu, plus elles resserreront les liens de la société, parce qu'elles développeront & entretiendront nos qualités sociales. En rendant le superflu nécessaire, c'est déranger l'ordre de la nature. Une partie des hommes ne pourra plus satisfaire ses véritables besoins dès que l'autre s'en fera d'imaginaires. Lorsque la société n'est plus qu'un assemblage de citoyens envieux, avides, jaloux & ardens à se nuire, le législateur espérera-t-il

176 DE LA LÉGISLATION.

d'y ramener l'union , la paix & le bonheur , est ne faisant que des loix propres à irriter nos passions ?

Aux dépens de combien de citoyens, ou plutôt de provinces , est fait le bonheur d'un roi ? Un citoyen qui n'a pas de quoi vivre n'a-t-il pas des reproches à faire aux loix qui permettent à quelques hommes de posséder des fortunes immenses ? Parce que les uns veulent tout avoir , les autres n'auront rien. A mesure que les besoins des citoyens se multiplieront , il faut s'attendre à voir nos qualités sociales s'affoiblir , s'éteindre ou se dénaturer , & les vices se montrer avec plus d'impudence , & bientôt même exiger des ménagemens & des respects. Tous les désastres dont parle l'histoire , mépris des loix , ruine des mœurs , guerres civiles , guerres étrangères , chute des empires , tous ces maux n'ont point d'autre origine que notre négligence à nous conformer aux vues & aux règles de la nature. Pour ranimer le germe presque éteint de nos qualités sociales , & nous faire aimer notre patrie , nos loix & notre liberté , il ne seroit peut-être pas si absurde de nous inviter à mépriser l'argent. Peut-être que les peuples ne jouiront de tous les avantages de la société que quand leurs modestes magistrats seront tirés de la charrue. C'est alors que les loix seront justes & impartiales ,

&c

& les campagnes florissantes. Aujourd'hui les insatiables besoins de notre luxe & de notre oisiveté ne cessent de tyranniser les malheureux que nous avons condamnés à cultiver la terre.

Mais la nature ne nous a-t-elle point fourni les moyens de conserver nos qualités sociales dans leur pureté ? Elle est trop sage & trop bienfaisante pour y avoir manqué. C'est à l'égalité qu'elle a attaché la conservation de nos qualités sociales & le bonheur ; & le législateur ne se donnera que des peines inutiles , si toute son attention ne se porte d'abord à établir l'égalité dans la fortune & la condition des citoyens. L'inégalité des fortunes & des conditions décompose , pour ainsi dire , l'homme , & altère les sentimens naturels de son cœur. L'égalité , en entretenant la modestie de nos besoins , conserve dans notre ame une paix qui s'oppose à la naissance & aux progrès des passions. Par quelle étrange folie mettrions-nous de la recherche , de l'étude & du raffinement dans nos besoins , si l'inégalité des fortunes ne nous avoit accoutumés à regarder cette délicatesse ridicule comme une preuve de supériorité , & n'eût valu par-là une sorte de considération ? Pourquoi m'aviserai-je de regarder comme au-dessous de moi un homme qui m'est peut-être supérieur en mérite , si l'inégalité

Des conditions n'avoit ouvert mon ame à l'ambition, comme l'inégalité des fortunes l'a ouverte à l'avarice ? Dans l'état d'égalité, rien ne seroit plus aisé que de prévenir les abus & d'affermir solidement les loix. Moins il subsiste d'égalité dans un état, & plus j'y découvre de vanité, de bassesse, de dureté, d'avarice & de tyrannie. L'éducation a beau nous apprendre à déguiser ces sentimens, ils transpirent de toutes parts, je les reconnois tous les jours sous le masque dont ils se couvrent, & ils n'attendent qu'une occasion importante pour se montrer sans pudeur.

Dès que les richesses donnent quelque considération, il faut que les richesses s'efforcent à usurper l'autorité; & si l'ambition se conduit à l'égard des pauvres avec quelque ménagement, son succès est certain.

L'inégalité des fortunes produit le despotisme, la tyrannie, les dissensions, les guerres civiles, les révolutions, qui, après avoir déchiré l'Etat, causent sa ruine.

Qui peut nier qu'en sortant des mains de la nature nous ne nous soyons trouvés dans la plus parfaite égalité ? N'a-t-elle pas donné à tous les hommes les mêmes organes, les mêmes besoins, la même raison ? Les biens qu'elle avoit répandus sur la terre ne leur appartenoient-ils pas en commun ? Où trouve-t-on un principe d'inégalité ? avoit-

elle établi à chacun un patrimoine particulier ? avoit-elle placé des bornes dans les champs ? elle n'avoit donc pas fait des riches & des pauvres. Le sentiment de l'égalité n'est pas autre chose que le sentiment de notre dignité ; c'est en le laissant affoiblir que les hommes sont devenus esclaves, & ce n'est qu'en le ranimant qu'ils deviendront libres.

On a beau dire que la nature, en nous donnant des goûts, des qualités, des forces & des talens différens, a rendu l'inégalité des conditions nécessaire, il vaudroit autant dire que parce que l'homme est né avec la faculté de faire le mal, il est plus fait pour être méchant que pour être vertueux. Ce n'est point la faute de la nature si les hommes ont perdu leur égalité ; c'est la faute de la politique & des loix.

Il ne faut pas croire que l'on doive conserver l'indépendance comme l'égalité pour nous rendre heureux ; toutes deux, il est vrai, sont des dons de la nature, mais ils sont différens, & ils nous ont été faits pour une fin différente ; nous n'avons pas été créés égaux, parce qu'il nous importoit de rester indépendans ; mais nous sommes nés indépendans, parce qu'il nous importoit de naître égaux & de rester dans notre égalité. S'il nous a été utile de former des sociétés, il nous a été utile de renoncer à notre indépendance. Il n'en est pas

de même de notre égalité: elle est la source des plus grands biens, & l'on ne peut la perdre sans s'exposer aux plus grands maux: il nous étoit donc utile de n'y pas renoncer. Si ma raison particulière est subordonnée à la raison publique de l'Etat, si je consens d'obéir aux loix, si je reconnois un souverain dont je fais partie, de même que tous les autres citoyens, si j'inspècte les magistrats qui sont obligés d'obéir aux loix comme tous les membres de l'Etat, & qui occupent une place que je puis occuper à mon tour, pourquoi ne serois-je plus l'égal de ceux qui n'ont que les mêmes droits que moi? pourquoi une pareille subordination seroit-elle opposée à l'égalité la plus entière?

Mais, objectera-t-on encore, ce qui prouvetrès-visiblement que les hommes ne sont pas destinés à rester égaux dans la société, c'est qu'avec quelque égalité que le partage des terres ait été fait, il est impossible que la république n'ait bientôt des citoyens riches & des citoyens pauvres, parce que les terres produisent plus dans de certaines mains & moins dans d'autres; & cette inégalité des fortunes produira nécessairement l'inégalité des conditions. La loi ordonnera-t-elle de faire tous les cent ans un nouveau partage des terres? dans ce cas le remède sera pire que le mal. A la fin de chaque siècle, on négligera de culti-

ver des terres qu'on n'espérera pas de conserver. Il se formera de tous côtés des cabales & des partis, & au lieu de réformer la République vous la perdrez.

Il n'est pas impossible de remédier à la plus grande partie de ces inconvéniens, ou plutôt de les prévenir ; puisqu'il est prouvé que les Spartiates ont vécu pendant six cents ans dans la plus grande égalité. Quel fut le secret de Lycurgue pour opérer ce prodige ? Il ne se contenta pas de partager également les terres, & de ne produire qu'un bien passager & très-court, il ôta à ses concitoyens la propriété de leurs terres. S'il se glissa des abus chez les Spartiates, s'ils finirent en fin les maîtres de disposer à leur gré de leurs terres, & si cette révolution funeste perdit la République & les loix de Lycurgue, il semble qu'on en doit conclure que nous ne pouvons trouver le bonheur que dans la communauté des biens : il faut regarder la propriété comme la première cause de l'inégalité des fortunes, & des conditions, & par conséquent de tous nos maux. Avec quelle raison on a appelé siècle d'or cet heureux temps où les propriétés étoient inconnues !

Ce n'est point la propriété qui fait la société. Il n'est pas vrai que ce soit pour s'assurer la jouis-

sance de ses possessions , qu'on ait fait des loix & des magistrats. Les hommes se sont rapprochés , parce qu'ils avoient des qualités sociales , & que leurs besoins les invitoient à s'aider & à se servir mutuellement. C'est parce que tous n'étoient pas également dociles aux conseils de leur raison , & que souvent on abusoit du droit de se venger & de punir ses ennemis , qu'on établit une puissance publique à qui on remit le soin de punir , de venger ou de réparer les injures & les injustices des particuliers. Tous ces mouvemens nous indiquent que les nations ont commencé par être errantes ; comment donc pouvoient-elles avoir des propriétés ? Si les sociétés se sont formées sans les connoître , pourquoi n'auroient-elles pu subsister sans leur secours ? Quand les hommes en se multipliant sentirent une fois la nécessité d'avoir des demeures fixes & de cultiver la terre , leur première idée ne fut pas de faire un partage & d'établir des propriétés. Au contraire , il est naturel de penser , qu'obligés de travailler pour se procurer une subsistance plus commode , ils réunirent leur travail en commun , comme ils avoient déjà réuni leurs forces pour former une puissance publique. Après avoir uni leur travail , ils devoient recueillir en commun. La nature avoit tout préparé pour nous conduire

à la communauté des biens, & nous empêcher de tomber dans l'abîme où l'établissement de la propriété nous a jettés.

Si dans la communauté des biens les récoltes étoient moins abondantes, & la population moins nombreuse, ne vaut-il pas mieux pour le genre humain d'avoir quelques vertus que beaucoup de fruits; & ne compter qu'un million d'hommes heureux sur la terre entière, que d'y voir cette multitude innombrable de misérables & d'esclaves qui ne vit qu'à moitié dans l'abrutissement & la misère; mais si les hommes n'avoient jamais établi la propriété, la terre seroit aussi cultivée & aussi peuplée qu'elle peut l'être. Le bonheur ne multiplie-t-il pas les hommes? on n'auroit point vu de ces gouvernemens qui dévorent les habitans.

Socrate dit à Adimante : « Ne vous inquiétez » pas de ma république ; une armée pauvre & » composée de citoyens heureux est invincible ; elle battra toujours une armée deux ou » trois fois plus nombreuse qu'elle , & qui appartientra à un peuple riche ». Toutes les forces de Xercès échouèrent contre les villes de Lacédémone & d'Athènes. Un bon gouvernement & de sages loix sont le plus sûr rempart d'un état contre ses ennemis. Que l'Europe seroit honteuse de sa politique , si elle pouvoit

apercevoir qu'il est insensé d'espérer de grandes choses, en rendant les citoyens vicieux ! C'est une grande folie de se plus occuper de ses voisins que de soi-même ; que vous importe qu'ils soient insensés , pourvu que vous ne les imitiez pas dans leur folie ? Voulez - vous trouver des alliés fideles , & n'avoir point d'ennemi redoutable ? faites respecter votre justice, votre pauvreté , votre tempérance , votre constance & votre courage. Or , une république où les biens sont communs n'est - elle pas plus disposée à suivre cette politique, qu'un état qui s'enorgueillit de ses richesses , & parce qu'il est riche ne peut armer pour sa défense qu'une canaille méprisable ?

La communauté des biens ne peut laisser les citoyens indifférens sur le sort de l'état. Si je n'ai aucune propriété , & que je reçoive des mains des magistrats toutes les choses dont j'ai besoin , il est sûr que j'aimerai ma patrie , parce que je lui devrai tout. La propriété nous partage en deux classes , en riches & en pauvres. Les premiers préféreront toujours leur fortune domestique à celle de l'état , & les seconds n'aimeront jamais un gouvernement & des loix qui permettent qu'ils soient malheureux.

Mais quelque bien qui résultât de l'égalité dans les conditions & dans les fortunes , c'est une

chimere impossible à réaliser. La vanité des grands & l'avarice des riches sont deux obstacles insurmontables. Les hommes ont deux passions également impérieuses, également durables, & qui ont fait une alliance éternelle entr'elles. N'est-on que riche ? on veut être grand. N'est-on que grand ? on veut être riche. Est-on riche & grand ? on veut être plus riche & plus grand encore. D'ailleurs, quand à force d'éloquence & de démonstrations on auroit fait le miracle de réduire les grands & les riches à se contenter d'une entière égalité avec les personnes qu'ils méprisent, je ne fais si les petits & les pauvres y voudroient consentir, ou du moins s'ils pourroient prendre des sentimens conformes à leur nouvelle situation. Les choses en sont venues, dans presque toute l'Europe, à un tel degré d'avilissement & de misère, qu'ils auroient une sorte de répugnance ou de honte à égaler les autres, & se trouveroient embarrassés à leur côté. Le peuple a des emportemens d'insolence, mais aucun principe d'égalité. Je ne fais quel respect arrête sa vengeance, & son ambition se borne à n'être pas opprimé. Combien il fallut de temps aux plébéïens, même de Rome, pour se résoudre à partager la magistrature avec les patriciens ! Si la multitude s'agite quelquefois dans la place

plaintes ; si elle paroît résolue à s'emparer de l'autorité , ne craignez rien ; une sorte d'instinct aveugle & confus , fruit de l'habitude , & de je ne fais quelle pudeur , retient les plébéïens ; & sans qu'ils s'en apperçoivent eux-mêmes , cet instinct calmera leur inquiétude. Il faut qu'ils se familiarisent peu à peu avec l'ambition qu'on veut leur inspirer ; & s'ils obtiennent , dans un moment d'emportement , le privilège de partager les faisceaux avec les patriciens , il s'écoulera deux siècles avant qu'ils osent jouir de cet honneur.

A quels signes un législateur connoîtra-t-il donc si un peuple peut encore se conformer aux vues de la nature , pour jouir dans l'égalité du bonheur auquel elle le destine ? C'est quand les mœurs seront modestes , & que les besoins seront diminués au point que le pauvre soit content de sa pauvreté , & que le riche ne trouve aucun avantage à être riche ; c'est quand les vertus seront plus honorées & plus utiles que les titres & les richesses , & qu'on jugera des rangs par la probité.

Quand l'égalité ne subsiste plus , quand les citoyens ont partagé les terres , quand la communauté des biens ne peut plus être rétablie , le législateur doit imiter un pilote que des vents contraires détournent impérieusement de sa

route. Il ne s'abandonne point à leur fureur, il louvoie, il dispose ses voiles de manière qu'il va au plus près. Les passions, que la propriété a fait naître, sont dans les états ce que les vents sont sur la mer; n'allez point à leur rencontre, elles vous entraîneroient, vous seriez submergé. Loin de combattre à force ouverte, le législateur doit donc user de ruse & d'artifice; & la première conséquence qu'il faut tirer de ce principe, c'est que dans tout état où la propriété est une fois établie, il faut la regarder comme le fondement de l'ordre, de la paix & de la sûreté publique.

En effet, après avoir rejeté le bonheur que la nature nous offroit, quelle seroit notre situation, si le législateur ne faisoit pas respecter scrupuleusement la propriété que les hommes sont convenus de regarder comme la source & le principe de leur prospérité? Il faut se rappeler combien quelques républiques anciennes ont été malheureuses, parce que les droits de la propriété n'y ont pas été sacrés. Les plaintes & les demandes de la multitude, si elles étoient rejetées, ne servoient qu'à faire naître des haines implacables. Les citoyens, occupés de leurs soupçons, de leurs jalousies, &c. n'aimoient plus ni leur liberté ni leur patrie. Le législateur obéissoit-il aux cris du peuple? Les

188 DE LA LEGISLATION.

citoyens dépourvus & les citoyens enrichis n'en devoient pas meilleurs citoyens ; ils avoient des intérêts opposés , & l'état se trouvoit divisé en deux républiques. Tous méprisoient également les loix auxquelles ils ne pouvoient plus avoir aucune confiance. Le citoyen le plus audacieux ne se croit plus un homme privé , & prend la place des magistrats ; de là l'empire de la force & les guerres civiles : c'est ainsi que des révolutions, toujours causes & effets les unes des autres , de calamités en calamités , poussent l'état à sa ruine entière.

A la naissance des choses , toute loi étoit vicieuse , qui se relâchant sur la communauté des biens , tendoit de la manière la plus indirecte à favoriser l'établissement de la propriété ; mais , au contraire , toute loi sera sage aujourd'hui qui tendra à ôter à nos passions quelque moyen ou quelque prétexte de blesser les droits de la propriété , de la manière même la plus légère. Il ne suffit pas de réprimer l'avarice ; il faut être attentif à toutes les démarches de l'ambition ; elle est née avec l'inégalité des fortunes ; & si l'on permet aux riches de croire qu'ils sont destinés à commander , l'on gémera bientôt sous tous les malheurs de l'ambition & de l'avarice.

C'est pour n'avoir pas fait ces recherches sur la génération de nos vertus & de nos vices ,

DE LA LÉGISLATION. 189

que les loix n'ont presque produit aucun bien dans le monde ; elles devroient être l'ouvrage de la sagesse la plus consommée, & elles ne sont que le monument le plus authentique de la folie humaine. Ayez des vues générales sur le bien public ; connoissez la source où vous devez le puiser ; consultez la nature, & jamais vos loix ne nous présenteront un bien faux & passager.

L I V R E I I.

LES loix n'opposeront jamais qu'une résistance inutile aux efforts de l'avarice & des vices qui en découlent, si elles ne commencent par diminuer les finances de l'état. Tel fut le principe de Lycurgue. Comment ce législateur s'y feroit-il pris pour obtenir de ses citoyens qu'ils préférassent leur liberté, leur patrie, la gloire, la justice, la tempérance & la frugalité, à je ne sais combien de choses qu'il est si aisé de trouver plus agréables, s'il eût établi la république de façon qu'un trésor eût été nécessaire à ses succès ? Il faut que l'état ait peu de besoins, si l'on veut que les magistrats soient justes ; & pour les attacher encore plus étroitement à la

justice, il faut que les loix ne leur laissent pas d'autres besoins, qu'au reste des citoyens. Les besoins démesurés des magistrats, qui ébranlent sans cesse les loix, les renversent infailliblement. C'est parce qu'en Suisse on est plus attaché qu'ailleurs à ces regles, qu'on y est aussi plus heureux. Ailleurs l'état appauvrit les citoyens; ici il vient au secours de ceux qui ont souffert une perte; il aide un citoyen à rétablir sa maison incendiée; il dédommage le cultivateur dont une grêle ou quelque accident a trompé les espérances, &c. On a admiré la somptuosité des édifices publics que Rome éleva sous le regne même de ses rois. Cette grandeur, a-t-on dit, étoit un augure de la haute fortune où la république étoit appelée : mais pourquoi n'étoit-ce pas également un augure de sa décadence & de sa ruine ?

Toute invention pour augmenter les revenus de l'état ou les droits du fisc, est donc une invention funeste ; & au lieu d'exiger de l'argent, la politique n'auroit jamais dû demander que des services. Peut-être suffiroit-il de savoir l'histoire de l'établissement de chaque imposition dans une république, pour savoir l'histoire de ses malheurs, & connoître tous les pas qu'elle a faits vers sa décadence. Puisque l'établissement de la propriété a établi la redoutable

DE LA LÉGISLATION. 191

maxime rien pour rien, & que l'état doit avoir un revenu, que ce soit du moins une loi inviolable de n'établir jamais que des impôts directs sur les terres. Il est injuste que des hommes qui n'ont rien soient soumis à quelque tribut; il est affreux qu'après avoir sacrifié mes bras, mon travail, mes sueurs à l'état, il reprenne par un tour de passe-passe une partie du salaire que j'ai reçu pour défendre ou pour cultiver des terres où je ne possède rien. C'est pour s'être conduites par des principes différens, que la plupart des puissances de l'Europe sont abîmées de dettes & réduites à vivre d'emprunt.

Comme les besoins des magistrats contribuent ordinairement plus que tout le reste à multiplier les besoins de l'état, & que leurs mœurs décident des mœurs publiques, je voudrois que les richesses ne fussent point un titre pour parvenir aux magistratures. Je voudrois même que la loi ne permît d'attacher aucun émolument aux magistratures. Si Rome avoit soudoyé les hommes qui la délivrèrent du joug des Tarquins, jamais elle ne seroit parvenue à établir sa liberté, si elle avoit ensuite donné des gages, des appointemens & des salaires à ses consuls, à ses dictateurs, à ses tribuns, à ses censeurs. Je croirois qu'il est plus aisé de faire des héros avec quelques feuilles de laurier ou de chêne qu'avec

beaucoup d'argent. Ne voyant dans les magistratures que des devoirs, des peines, des soins & de la gloire, les ames communes n'osèrent y aspirer ; voilà ce qui fit la force & la grandeur des Romains. S'ils avoient connu nos hono-
raires, nos pensions, nos profits, tout citoyen, pourvu qu'il eût aimé l'argent, se feroit cru digne du consulat & de la censure. Il y auroit aspiré, & en y aspirant il y auroit mis l'intrigue & la corruption à la mode ; il y seroit parvenu, & son succès auroit fait voir que le mérite étoit inutile.

Mais, dit-on, toute peine mérite un salaire ; propos d'esclave. Il convient, disent les mêmes gens, que des magistrats vivent avec une certaine décence, une certaine pompe, une certaine magnificence ; & c'est là ce qu'on appelle représenter ! Voilà les propos d'un homme assez vil & assez corrompu pour que des valets-de-chambre, une livrée brillante, des équipages, un palais & une table somptueuse le touchent plus que ses devoirs.

Puisque les vices de la république se multiplient nécessairement avec les richesses du fisc, le législateur doit travailler sans relâche à diminuer les impôts. Si ce n'est pas là l'objet-constant & perpétuel de sa politique, les besoins de l'état augmenteront de jour en jour, parce que

ses

les magistrats deviendront de jour en jour plus avides. — Une nation a toujours tort d'être si fière de son crédit public. Il y a à craindre que ce crédit public si vanté ne soit pour la république ce que sont les usuriers pour un jeune libertin qui est pressé de sa ruine. — Dès que la société est infectée de cet esprit de pillage que donnent les fermes des droits publics, l'agiotage des papiers & les impositions arbitraires, n'espérez plus d'y retrouver quelque reste de justice & de probité. La ruse, la fraude, la violence, l'artifice, la chicane, voilà ce qui formera son caractère. Les citoyens se tendront des pièges, les fripons trouveront tous les jours des dupes, & tout sera perdu quand les dupes seules seront déshonorées. De la réunion de tous ces vices naîtra un vice encore plus dangereux ; on pillera d'une main pour dissiper de l'autre. Cette avarice prodigue, dont les besoins sont toujours renaissans & toujours extrêmes, ne se refusera à aucun attentat ; elle rend les ames atroces. C'est elle qui a formé les Catilina & tous ces hommes abîmés de débauches & de dettes dont parle César, & qui ne pouvoient trouver leur salut que dans la ruine de la république.

S'il est encore temps d'empêcher que l'amour de l'argent ne devienne funeste, je demande

que le législateur s'étudie à diminuer les besoins des simples citoyens, avec la même attention qu'il diminue ceux de la république & des magistrats. Pourquoi aimons-nous les richesses ? c'est que les loix peu prévoyantes ont permis que les plaisirs, les honneurs & la considération s'achetassent à prix d'argent. Voulez-vous que je ne desire pas le bien d'autrui dont je suis jaloux ? Arrangez vos loix de façon que je sois content d'une fortune médiocre ; rendez-moi les richesses inutiles, si vous ne voulez pas que je m'occupe des moyens d'en amasser. Rome & la Grece avoient des plaisirs & des honneurs qui ne coûtoient rien, & elles eurent des mœurs.

Combien est digne de mépris la politique de ces prétendus philosophes qui vantent éternellement le luxe ! Ils regardent comme un grand bien les dépenses impertinentes des riches ; mais n'est-ce pas un mal qu'il y ait des citoyens qui fassent des dépenses impertinentes ? Elles font vivre les pauvres... : mais remédier à la misère des pauvres par la folie des riches, c'est réparer une faute par une faute ; c'est en faire deux. Les riches feroient mieux d'enfouir leur or, ils ne rendroient méprisables qu'eux, & ils rendent vicieux tous ceux qui les envient, qui les admirent, ou qui veulent les imiter. On éprouve je ne fais quelle amertume dans l'ame, quand

on voit les états se plaindre de leur corruption, & se tourmenter en même temps pour augmenter leurs richesses & encourager le luxe.

Proscrivons les arts inutiles ; laissons aux arts nécessaires une certaine grossièreté qui leur sied si bien. A force de simplicité, dégoûtons les princes de la prérogative puérile de paroître chamarrés de galons & de broderies. Combien les talens agréables ont été funestes aux Athéniens ! combien les tableaux , les statues & les vases de la Grece ont fait faire d'injustices , de violence , d'actes de tyrannie aux Romains ! Les loix somptuaires doivent s'étendre sur tout, meubles , logemens, table , domestiques , vêtemens ; si vous négligez une partie , vous laissez une porte ouverte à des abus qui s'étendent sur tout. Plus vos réglemens seront austères , moins l'inégalité des fortunes sera dangereuse. Les riches tâcheront de valoir quelque chose par eux-mêmes , s'ils désespèrent de se faire considérer par leurs valets.

Les mêmes raisons qui font proscrire le luxe, doivent aussi faire proscrire le commerce. Il ne produit qu'un esprit de cupidité & l'amour des superfluités, en éteignant l'amour de la patrie. Les commerçans n'ont point de patrie ; les anciens , plus philosophes que nous, eurent soin d'avilir cette profession. Les états qui parmi nous

ont le plus favorisé le commerce en ont éprouvé de grands inconvénients. A peine se font-ils enrichis, qu'ils ont formé des entreprises au-dessus de leurs forces, & les besoins de l'ambition sont plus considérables que les ressources de l'industrie. Après avoir tiré du peuple plus qu'on n'en pouvoit raisonnablement attendre, il a fallu employer tour-à-tour la violence & l'artifice, & l'appauvrir pour enrichir le fisc. Sans doute il y a des règles pour faire fleurir le commerce & gagner beaucoup d'argent, mais elles ne feront jamais fleurir la société. Ce n'est point à tel prince ou à tel ministre qu'il faut s'en prendre de l'abus qu'on a fait des richesses, mais aux richesses mêmes qui, par leur nature, ne peuvent s'affocier avec de bonnes loix.

Après les loix qui doivent proscrire le commerce & la finance, diminuer nos besoins & favoriser la modestie des mœurs, il n'en est point de plus nécessaires que celles qui reglent l'ordre des successions. Les loix des premiers Romains à cet égard étoient admirables; elles ne permettoient pas que le patrimoine d'une famille passât dans une autre comme héritage. Les jurisconsultes disent qu'on n'a point une véritable propriété de son bien, si on n'est pas le maître d'en disposer à sa fantaisie. Mais je réponds que si la loi veut nous empêcher d'avoir

des fantaisies déraisonnables , pernicieuses à la société , & par conséquent à nous-mêmes , elle ne viole pas plus notre droit de propriété qu'elle ne blesse notre liberté naturelle , en nous défendant d'offenser un citoyen ou d'insulter un magistrat. La propriété ouvre la porte à cent abus ; il est donc prudent que des loix rigides veillent à cette porte. Un testateur peut substituer son bien , si l'état ne le défend pas ; mais l'état a-t-il raison de le permettre , si les substitutions tendent à mettre trop d'inégalités entre les familles ? Il est certain que Sparte ne tomba dans la plus extrême corruption qu'après que le citoyen , devenu propriétaire de la portion de terre dont il n'étoit auparavant qu'usufruitier , put l'aliéner , la vendre & la donner à sa fantaisie.

Dans un état bien gouverné , le législateur empêcheroit la vente & l'aliénation des biens , & ne permettroit pas que les testamens fussent connus. La loi disposeroit du bien de chaque mourant , en le distribuant à des familles pauvres , s'il étoit sans héritiers. La fille unique d'un citoyen porteroit une fortune dangereuse dans la famille de son mari ; pour sauver ses mœurs & sauver les mœurs publiques , elle ne posséderoit que la troisième partie de la succession , & on lui donneroit deux frères adoptifs. Qu'il

seroit heureux que les riches s'accoutumassent à regarder les indigens comme leurs fils, leurs freres & leurs héritiers ! Jamais vous n'enchaînez l'avarice & l'ambition, si vous n'avez recours aux loix agraires. C'est une erreur de croire que les loix agraires feroient négliger l'agriculture. Les grandes possessions frappent la terre de stérilité, ce sont les petits héritages qui sont les mieux cultivés. Si ces loix font fuir quelques particuliers riches, qu'ils fussent ces hommes pervers dont les passions ne peuvent obéir à des loix salutaires ; la république y gagnera, elle n'aura plus dans son sein des ennemis du gouvernement, des loix & des mœurs.

La cupidité des riches envahit tous les héritages sans que les loix s'opposent à leurs usurpations, & viennent au secours des pauvres. Dans un territoire autrefois partagé entre plusieurs familles qui y vivoient avec honneur, on ne voit plus qu'un seul seigneur, qui a fait autour de lui une vaste solitude. Nos campagnes ne sont couvertes que d'hommes livides & décharnés, à qui il ne reste que leurs bras pour faire vivre à moitié une famille malheureuse.

Si les loix ne doivent pas permettre qu'il se fasse au-dedans de grandes fortunes, quelles précautions ne doivent-elles pas prendre pour que les citoyens n'aillent pas, dehors amasser des ri-

cheffes qu'ils rapporteroient dans leur pays, & qui dérangeroient l'harmonie du gouvernement le plus sage ? Ainsi les Genevois, voyant avec une sorte de dégoût la médiocrité de leur fortune, parce qu'aucune loi ne venoit à leur secours pour les aider à étouffer le germe d'une avarice naissante, sortirent de chez eux, s'affocierent à la malheureuse industrie de leurs voisins, se répandirent dans toute l'Europe, y firent le commerce & la banque avec succès, & rapporterent dans leur patrie des richesses qui émouffèrent la rigueur bienfaisante des loix somptuaires ; & sans qu'on s'en apperçût, l'état fut partagé en citoyens riches & en citoyens pauvres.

Nous sommes avertis continuellement par nos malheurs, de nous faire d'autres loix que celles dont nous nous plaignons, & cependant ces avertissemens sont long-temps inutiles. Les hommes ne se corrigent jamais que tard, parce que les vices sont toujours doux à leur naissance, & que d'ailleurs une partie des citoyens, les tournant à son profit, travaille à les faire aimer aux autres. Mais quand les vices font enfin sentir leur amertume déchirante ; quand tous les ordres de la république souffrent également des désordres, il se forme naturellement entr'eux une conjuration ; & si un peuple ne se corrige pas, il ne faut

s'en prendre qu'à son ignorance. La Pologne est une grande preuve de cette vérité.

Malgré la légitimité des droits d'un peuple , malgré la puissance de ce peuple , le plus souvent c'est la fortune qui le sauve. A combien de hasards la Suede ne doit-elle pas la constitution qui lui a rendu sa liberté ? Humiliés , avilis , dégradés sous le gouvernement dur & arbitraire de Charles XI , les Suédois coururent au-devant de la servitude ; & ils auroient été dans l'impuissance de rompre leurs chaînes , si des événemens qu'il étoit impossible de prévoir ne les eussent poussés malgré eux hors de l'abîme où ils étoient. Malgré ce qu'ils ont fait , les Suédois ont encore dans leur sein le germe d'une grande corruption , l'amour de l'argent. On a cru qu'on avoit tout fait en établissant les bornes que le roi ne devoit jamais passer , en diminuant la prérogative royale , & en ne donnant au prince qu'une très-grande dignité , & un pouvoir très-médiocre , en lui déclarant , lors d'un mouvement d'ambition , que si sous vingt-quatre heures il ne renonçoit pas à toutes les pratiques qu'il mettoit en œuvre pour étendre son pouvoir au mépris des loix , on déclareroit le trône vacant. Cela peut suffire à l'égard du roi, Mais n'a-t-on que lui à craindre dans un état ? Les citoyens ne doivent-ils pas se

craindre eux-mêmes ? Leurs passions sont-elles moins dangereuses que celles du prince ? Tant que les richesses seront considérées dans une nation, il est impossible qu'elle soit jamais bien gouvernée.

La constitution d'Angleterre me paroît encore moins assurée que celle de Suède. Les Anglois disent que leur roi ne peut faire aucun mal , & n'est puissant que pour faire le bien. Pourquoi donc tant de révoltes & de guerres civiles ? Pourquoi donc tant de papiers publics représentent-ils la liberté toujours attaquée, toujours chancelante, & se plaignent-ils des entreprises continuelles du ministère ? Croit-on qu'une liste civile d'un million soit bien propre à réprimer la cupidité d'un prince ? Est-ce pour l'empêcher d'être ambitieux qu'on lui accorde une part dans la puissance législative , & qu'on le laisse maître de disposer de tous les honneurs & de toutes les graces de l'état ? Est-ce donc avec de l'argent qu'on appaise la soif de l'argent , & avec le pouvoir qu'on appaise la soif du pouvoir ? Encore si l'on eût travaillé à préserver les citoyens des passions qu'on flattoit dans le prince ! Mais non. Les loix angloises sur le commerce ne tendent qu'à le rendre très-riche & très-lucratif. Tout en Angleterre ne porte-t-il pas à trouver la médiocrité ridicule

& insupportable ? Les places du parlement ne se vendent-elles pas ? L'Angleterre se maintient moins par ses loix que par l'esprit de liberté qu'elles ont donné autrefois à la multitude , & qu'elle a conservé. A proprement parler , l'Angleterre n'est pas gouvernée par ses loix , mais par les intérêts & les passions des personnes qui sont à la tête des affaires. Les loix de sa constitution , trop flexibles parce qu'elles ne se communiquent pas une force mutuelle , se prêtent trop aisément à tout. Nulles sous Henri VII & Elifabeth , elles reprirent quelque vigueur sous Jacques , parce que ce prince timide eut moins de talens que ses prédécesseurs pour parvenir à ses fins. Voyez comme elles changerent de forme , & , pour ainsi dire , de nature entre les mains des deux Charles , de Cromwel , de Jacques II & de Guillaume III.

L'ambition dénature toujours les vertus qu'on lui joint. Avec cette confiance qu'inspirent toujours les forces & les succès , consultera-t-on avec soin les regles les plus exactes de la justice ? Un peuple ambitieux ne contractera-t-il pas naturellement une certaine âpreté de caractère qui rendra ses vengeances terribles ? Il ne connoîtra point l'indulgence dont les hommes ont tant de besoin ; il se fera un droit des gens , qui , par sa rigueur , se rapprochera de l'injus-

tice. Desirera-t-on de subjuguier ses voisins ; prendra-t-on la peine de les soumettre , & ne desirera-t-on jamais de s'enrichir de leurs dépouilles ? Tous les peuples ambitieux ont jugé , sans , qu'ils s'en apperçussent , de l'importance de leurs succès , par le butin que leur valoit la victoire. Dans les plus beaux temps de la république romaine , les généraux exposoient au milieu de leur triomphe les dépouilles des vaincus ; & le peuple , qui se repaissoit avec plaisir de ce spectacle , n'avoit pas , sans doute , un défintéressement aussi entier que les Spartiates , qui ne faisoient la guerre que pour se défendre ou protéger leurs alliés. L'ambition soutenoit ainsi l'avarice : chacun voudra étendre ses héritages , à l'exemple de la république qui veut étendre ses domaines. Aussi l'usure qu'on vouloit proscrire subsista-t-elle ; & les riches , corrompus par leur ambition , n'oublierent point l'art de faire valoir leur argent. De - là , la longue résistance qu'on fit à l'établissement des loix agraires , & la négligence éternelle avec laquelle elles furent observées. Avec quelle rapidité un peuple ne court-il pas à sa ruine , quand ses armées ont vaincu des provinces riches & puissantes ? Quand les richesses auront enfin détruit les vertus que l'ambition s'étoit associées , la république sera avilie par les vices

bas qu'on reproche aux Carthaginois, ou déchirée par ceux qui allumerent les guerres civiles des Romains. Si la mollesse, la lâcheté, la basse intrigue & le mensonge n'y regnent pas, il s'élèvera des Marius, des Sylla, des César, des Pompée, des Octave ; & ces citoyens ambitieux jetteront les fondemens d'une tyrannie perpétuelle.

Le législateur devant s'occuper du soin de former une république éternelle, ne doit donc pas lui permettre d'être ambitieuse. Qu'il ne croie pas que de grandes provinces fassent le bonheur & la force d'un état, & qu'il lui défende expressément de faire la guerre pour agrandir ses domaines. La guerre offensive doit être regardée, par le législateur, comme un crime, & la guerre défensive, comme le rempart de la république; qu'il pense donc qu'après avoir rendu les citoyens heureux par la justice, il faut en faire des soldats capables de défendre leur bonheur. Apprenez - leur à mourir avec plaisir pour la patrie. Dès le berceau, instruisez les enfans à respecter leurs défenseurs. Que la valeur soit après la justice plus honorée que tout le reste. Multipliez les récompenses qui lui sont dues, mais avec cette sage économie qui, loin de les dégrader, les rend plus précieuses. Les couronnes civiques des Romains étoient un

établissement admirable ; il est beau que des hommes qui prodiguent leur sang fassent estimer la vie d'un citoyen. Que vos jeunes gens exercés à des jeux qui fortifient le tempérament & donnent du courage , aiment la paix , non pas par crainte des maux & des dangers de la guerre , mais parce qu'ils seront contents de leur sort , mais parce qu'ils seront persuadés que la paix est l'état naturel des hommes , & que la force ne doit être employée que contre des animaux féroces qui ne peuvent se gouverner par les lumières de la raison.

Il s'en faut bien que la plus grande modération & le plus grand courage soient incompatibles ; si leur alliance est rare , c'est que les loix ne l'ont jamais préparée. Qu'il soit donc ordonné à tous les citoyens de croire que la guerre est le plus grand des maux après la ruine de la république , & la paix le plus grand des biens après la conservation des loix : Que toute guerre qui n'est pas entreprise pour se défendre soit regardée comme une injustice ; que celui qui l'aura conseillée réponde du sang des citoyens , & puisse être cité devant les tribunaux comme un ennemi public. Que ces maximes , pour devenir l'esprit national , soient enseignées par les vieillards aux jeunes gens , & que les mères mêmes en instruisent les enfans , dès que

leur ame développée commence à faire usage de leurs sens.

Ne vous contentez pas d'avoir , à l'exemple des Romains , un college de prêtres Fessaliens pour juger de la justice ou de l'injustice de la guerre , & remplir les lentes formalités avec lesquelles elle doit être déclarée. Vous seriez trop heureux qu'on vous reprochât la sâge lenteur que les Grecs reprocherent aux Lacédémoniens. Une déclaration de guerre ne peut être méditée trop long-temps ; ce n'est que quand elle est faite , qu'il faut agir avec célérité pour étonner ses ennemis , & hâter le retour de la paix. Etablissez une classe de magistrats dont la seule occupation soit de conserver la paix. Ils seront toujours prêts à réparer les torts & les injures que vous aurez pu faire par ignorance ou par emportement. Il leur sera ordonné de prévenir tout sujet de rupture , & de cultiver l'amitié de vos voisins. S'il s'élève quelque différend entr'eux , ils travailleront à les concilier. Ils négligeront , par curiosité , toutes ces bagatelles puériles dont l'Europe fait aujourd'hui des affaires si grandes & si difficiles.

L'ambition nous fait regarder nos voisins comme des ennemis naturels qui nous gênent , nous empêchent de nous agrandir , & dont il faut se défier ; la justice nous les représentera

comme des amis qui doivent nous aider & nous secourir, & la loi doit nous ordonner de les traiter en alliés fideles, & de les guérir, par notre indulgence, des soupçons & de la jalousie qu'ils pourroient avoir. S'ils sont attaqués par une puissance étrangere qu'ils ont offensée, faites tous vos efforts pour les concilier, & montrez que vous aimez la justice; s'ils sont attaqués injustement, vous les défendrez, parce qu'ils forment une barriere qui vous couvre. Vous ne vendrez point vos services, pour ne pas ouvrir votre ame à l'avarice, & pour apprendre à vos alliés à ne pas vendre leurs secours. L'amitié n'est point vénale, & les états, de même que les particuliers, n'ont pu compter sur rien, dès qu'ils en ont fait un commerce honteux. Une république se piquera de générosité, si elle a reçu & non pas acheté vos bienfaits; elle vous servira avec zele, si vous l'avez servie avec désintéressement.

Vos loix seront plus ou moins sages, suivant qu'elles seront plus ou moins propres à vous lier avec vos voisins, de façon que vous ne formiez qu'une république fédérative : voilà le plus haut degré de perfection où la politique puisse s'élever.

Les possessions étrangères seront sévèrement interdites. Si je demande à quoi elles peuvent

être utiles, l'expérience de tous les tems me répond qu'elles sont toujours pernicieuses. Des provinces séparées donnent nécessairement deux intérêts à un état. Ont-elles des forces égales ? elles se défieront l'une de l'autre, & leur jalousie les rendra ennemies. Ont-elles des forces inégales ? je puis vous répondre que jamais le législateur ne parviendra à établir entr'elles des loix impartiales. Est-ce pour lever des tributs sur une province étrangère que vous voulez la posséder ? En ce cas craignez d'être punis de votre avarice par les maux qu'elle vous causera. D'ailleurs, songez que les possessions éloignées coûtent toujours plus qu'elles ne rapportent. Si, c'est l'ambition qui vous conseille, si elle vous persuade qu'il est beau d'avoir des sujets, vous ne ferez pas long-temps sans vous appercevoir qu'elle vous trompe. C'est à cette malheureuse facilité de porter la guerre dans toute l'Europe, que l'Espagne, autrefois si florissante, doit en partie la foiblesse & l'engourdissement où elle se trouve. La France n'auroit-elle pas été trop heureuse que l'Italie, l'Empire & les Pays-Bas lui eussent été éternellement fermés. Les Grecs seuls ont compris ce que devoient être des colonies ; elles servoient à les débarraiser des citoyens qu'un heureux gouvernement multiplioit trop, car la trop grande abondance

dance d'hommes est un mal , comme la dépopulation ; & jamais ils n'ont pensé que des citoyens , qui alloient cultiver une terre étrangère , ne dussent pas jouir d'une entière indépendance.

Quant aux magistrats , le législateur fait qu'ils sont des hommes , & il n'exigera point d'eux un courage , des forces & une sagesse qui ne peuvent appartenir qu'à des intelligences supérieures. Il ne leur imposera pas des devoirs trop étendus ou trop nombreux. Il écartera les tentations auxquelles leur vanité est exposée , & qui pourroit dégénérer en ambition. La loi doit donc abréger le temps des magistratures , à raison du pouvoir qui leur est confié. Les Romains étoient admirables dans cette partie. Le dictateur qui avoit , pour ainsi dire , dans ses mains le sort de la république , ne régnoit que pendant six mois , & sa magistrature étoit réservée pour des circonstances extraordinaires ; chargé d'un poids au-dessus des forces de l'humanité , on n'exigeoit qu'un effort court & passager. Il n'avoit pas le temps de former de grandes espérances , & moins encore de se servir de son pouvoir pour le rendre dangereux aux loix & à la liberté. Le censeur , dont la magistrature demandoit plus d'austérité que de talens , exerçoit pendant cinq ans une autorité

que l'état ne craignoit point, parce qu'elle étoit redoutée des citoyens. Mais la magistrature des consuls, des préteurs & des tribuns étoit annuelle, parce que leurs fonctions étoient plus pénibles, & que leur administration étoit telle qu'ils pouvoient aisément se faire un grand nombre de créatures & de partisans. En un mot, vous ne redouterez point l'ambition des magistrats, si vos loix sont telles qu'ils aient toujours devant les yeux, que bientôt ils se retrouveront dans la classe ordinaire des citoyens, & seront obligés de rendre compte de leur conduite.

Rien n'est plus scandaleux que ces fortunes subites qui portent les citoyens des occupations les plus obscures, aux emplois les plus relevés & les plus importants. Si la loi ne trace pas la route par laquelle on parviendra aux premières magistratures, si elle n'exige pas des épreuves rigoureuses, vous verrez que des hommes, qui n'ont eu ni le temps ni les occasions de mériter l'estime & la confiance du public, s'empareront du gouvernement ; dès que les loix ne conduiront pas par degrés le citoyen à la plus haute élévation, toutes les magistratures subalternes en seront avilies & dégradées. On se croira déshonoré, si on n'est pas consul, quand à peine on mériteroit d'être édile. Une ambition

ridicule tournera toutes les têtes , & il n'en faut pas davantage pour dégoûter les personnes qui ont de la vertu & des talens , & les éloigner du gouvernement. On ne trouvera dans les premières magistratures que des intrigans , & dans les magistratures subalternes que des sots , qui n'auront pas même assez d'esprit pour devenir des intrigans , ou des gens d'esprit qui se contenteront d'être de bas frippons.

Le législateur doit sentir combien il est nécessaire de multiplier les magistratures , de changer souvent les magistrats , de ne conférer à vie aucun pouvoir , & de ne point permettre de passer sans interstice d'une dignité importante à une autre dignité importante. Mais comment la république pourra-t-elle fournir un assez grand nombre d'hommes excellens pour toutes les magistratures dont on aura besoin ? Ce ne sont pas les hommes , ce sont les loix qui manquent. Comment les vertus & les talens perceroient-ils avec éclat , tandis que nous permettons à la cupidité & à l'ambition de faire sans cesse de nouveaux efforts pour les étouffer ? Tant que Rome se préserva de ces deux passions , n'a-t-elle pas trouvé tous les ans les consuls , les préteurs , les tribuns qui lui étoient nécessaires ? Sparre , qui n'avoit qu'un petit nombre de citoyens , ne manqua jamais d'aucun talent utile , parce qu'elle étoit

pauvre, qu'elle aimoit sa pauvreté, & que pour obtenir une place de sénateur, il n'étoit question que de se distinguer par ses vertus.

Plus une nation est bien constituée, moins elle exige de talens extraordinaires dans ses magistrats ; l'esprit général de la république supplée à tout ce qui leur manque. A mesure que les difficultés deviendront plus grandes, les ressorts du gouvernement se tendront avec plus de force ; & de grandes vertus ne manqueront jamais de produire de grands talens.

Mais les loix qui doivent réprimer l'ambition des magistrats ne peuvent être suffisantes ; il en faut encore qui réglent celle des simples citoyens. On fait trop peu d'attention aux intérêts de cette multitude qu'on appelle la populace. Ces citoyens qui sont toujours prêts à oublier qu'ils sont hommes, au lieu de les avilir chaque jour davantage, il faudroit leur apprendre à connoître leur dignité. Plus on les humiliera, plus la vanité des grands & des riches sera insensée & oppressive. Puisque les derniers citoyens ont des devoirs bas & pénibles à remplir, ennoblissez leur état, en récompensant ceux qui s'acquittent de leurs devoirs d'une manière supérieure. Tentez tout d'abord pour les retirer de cette misère qui les abrutit. La mendicité déshonore & affoiblit un gouvernement. Les aumônes des riches,

au lieu de réparer le mal , ne font que l'augmenter.

Que les citoyens regardent les magistratures comme la plus haute récompense du mérite, & qu'ils soient sûrs de les obtenir en se distinguant par leurs vertus & leurs talens. Si les loix sont parvenues à établir cette maniere de penser, vous avez excité une émulation générale; vous aurez de grands magistrats, & les citoyens qui aspirent aux honneurs de la république empêcheront que ceux qui y sont parvenus ne se négligent ou ne s'égarent. Solon ne consultoit pas cette regle quand il vouloit qu'on recueillît une certaine mesure d'huile ou de froment pour s'élever aux magistratures; c'étoit, si je ne me trompe, un assez mauvais moyen de corriger les Athéniens de leurs vices, que de rendre les richesses plus nécessaires que les vertus & les talens, pour parvenir aux honneurs de la république. Qu'en résulta-t-il? d'abord la tyrannie de Pisistrate, qui se servit du mécontentement des pauvres pour opprimer les riches, & dans la suite l'insolence de la multitude qui, voulant posséder toute l'autorité sans pouvoir exercer les magistratures, jetta Athenes dans la plus monstrueuse anarchie.

Je ne fais comment se fait ce miracle. Chez quelques peuples où les loix ordonnent de tout

donner au mérite , tout va cependant aussi mal que si l'argent y décidait de toutes les distinctions. Sans doute qu'à force d'artifices , de fraudes , de mensonges & de bassesses , des intrigans y obtiennent les dignités que les riches achètent ailleurs ; je conclus de-là qu'il ne suffit point de ne pas vendre les magistratures , il faut empêcher que l'intrigue ne s'en empare. En Angleterre , tout sert à faire au roi des flatteurs & des partisans ; c'est lui seul qui donne , ôte , redonne & confère à son gré toutes les dignités. En Suede , au contraire , il faut songer à mériter la faveur de la nation avant que de plaire au roi ; & s'il est plus difficile de tromper le public qu'un prince qui souvent ne voit rien , & quelquefois est intéressé à mal faire , il faut convenir que devant avoir beaucoup moins d'intrigans , le mérite est plus sûr d'être récompensé en Suede qu'en Angleterre.

Sous prétexte d'écarter les cabales du peuple & de faire de meilleures choses , ne permettez jamais aux magistrats de nommer aux magistratures vacantes. Vous ouvririez la porte à un grand abus pour en prévenir un petit. Les magistrats ne manqueroient pas de favoriser leurs parens & leurs amis. Au lieu de songer au bien général , ils s'occuperoient du bien particulier de leurs magistratures ; & sous la protection de

cette aristocratie naissante, vous verriez bientôt se former des familles privilégiées qui abuseroient de l'autorité. Si le peuple n'est pas corrompu au point de vendre ses suffrages au plus offrant & dernier enchérisseur, je préfère ses choix à ceux des magistrats. Le peuple peut se tromper, mais ce n'est point une raison pour le priver d'un droit qui lui appartient, & sans lequel il tomberoit dans la servitude. S'il a des erreurs, il faut l'éclairer en l'intéressant à la chose publique, & prendre des précautions pour qu'il ne puisse pas persévérer dans ses fautes. Que la loi ne permette donc pas d'opiner secrètement par la voie du scrutin ; l'on fait combien cette méthode introduisit de désordres dans les comices des Romains.

Comment n'être pas choqué des distinctions héréditaires, quand on voit qu'un grand homme n'est souvent que le père d'un sot ? Cependant, puisqu'il est impossible de détruire ces distinctions dont la vanité est si jalouse, pour ne blesser que légèrement l'égalité naturelle, j'ordonnerai à chacun de payer un tribut de respect aux personnes que la fortune & le préjugé élèvent au-dessus de lui. Mais en imposant des obligations aux petits, je n'affranchirai pas les grands de tout devoir. Je laisserai subsister les usages qui seront établis à cet égard, pourvu qu'il

n'en résulte point de tyrannie de la part des grands, par conséquent de servitude pour les petits, & que les droits les plus incontestables de l'humanité soient respectés.

Quelques soient les prérogatives que le législateur est obligé d'accorder aux différens ordres d'une république, il doit se défier de la vanité, la plus frivole & la plus confiante des passions. La noblesse, accoutumée aux respects inutiles du vulgaire qu'elle méprise, & par une suite nécessaire de cette orgueilleuse vanité, toujours envieuse de dominer, commencera par usurper quelques dignités ou quelques magistratures particulières, & fera insensiblement dégénérer le gouvernement le plus libre en aristocratie. L'exacritude du législateur à partager également l'autorité entre les différens ordres de l'état doit être d'autant plus scrupuleuse, que ses fautes les plus légères à cet égard ont toujours été très-funestes pour la liberté. Tous les citoyens doivent penser que la patrie leur appartenant autant qu'à la noblesse, ils y doivent jouir des mêmes droits, y aspirer aux mêmes dignités. C'est ainsi que pensoient les plébéiens de Rome, & ils pensoient fagement.

Pour empêcher l'ambition de s'emparer de toute l'autorité, il faut lui opposer des loix qu'on peut appeller *dignitaires*. Ces loix tendront à

établir une égalité entre les différens ordres, en affoiblissant quelque juridiction ou quelque administration, trop prépondérante par la création de quelque nouvelle magistrature confiée à l'ordre le moins puissant. Par-là la noblesse sera moins haute & moins entreprenante, & la bourgeoisie se laissera moins dégrader, lorsqu'elles se verront dans une dépendance mutuelle l'une de l'autre. Ce fut ainsi que l'inquiétude des tribuns des Romains procura aux patriciens l'avantage d'être les premiers citoyens de la république la plus illustre.

Les loix qui veulent s'opposer aux ravages d'une ambition démesurée, compagne toujours inséparable de la supériorité du rang & des richesses, assigneront des bornes à la fortune du premier ordre. La noblesse ne pourra augmenter le patrimoine qu'elle a, ni posséder, sous aucun prétexte, les terres & les héritages destinés à un autre ordre de citoyens.

Pour maintenir un juste équilibre entre tous les différens ordres de l'état, le législateur ne doit point souffrir qu'il y ait des citoyens qui ne soient pas compris dans quelqu'un de ces ordres, ou qui n'y jouissent pas d'un droit réel. En effet, l'extrême indifférence de ces hommes qui, ne faisant point partie de la république, deviendroient peut-être ses ennemis, & le peu

de ménagement du gouvernement qui finiroit par les opprimer, feroient un acheminement à la tyrannie pour tout citoyen audacieux qui fau-
roit se servir des mouvemens convulsifs de cette multitude, ou assez nombreuse pour se faire craindre, ou trop mutinée pour respecter l'empire des loix. C'est à ces germes de division jetés dans chaque ordre de l'état, que le pouvoir arbitraire a toujours dû son établissement. L'histoire de tous les peuples de l'Europe, dont les diètes ou les assemblées nationales possédoient la puissance législative, & où les princes n'étoient que les exécuteurs de la loi, nous en fournit constamment des exemples. Lorsque les citoyens d'un même ordre se haïssent, se méprisent, & ne peuvent avoir un même intérêt, il paroît sage d'en composer des ordres différens. Ce corps ainsi composé de parties peu faites les unes pour les autres, ne seroit qu'un corps monstrueux, incapable d'agir, ou qui n'agiroit que pour se déchirer de ses propres mains.

En général, il semble qu'on ne peut trop multiplier les ordres. Leur nombre efface en quelque sorte la disproportion ou la distance entre les citoyens, & les attache presque tous réellement à l'état. De ce nombre dépend la stabilité des loix dans une république, parce qu'il né-

cessite un concours plus grand , plus partagé & plus circonspect pour les faire annuler , changer ou modifier. Les tribus , ou plutôt les centuries des Romains , qui toutes avoient leurs voix , sont une preuve frappante de cette vérité. Qu'on méprise ; si on le veut , ce qu'on appelle la multitude , la lie du peuple ; mais c'est une faute impardonnable de ne pas traiter en citoyens des hommes qui méritent de l'être , que leurs fonctions rendent considérables , & que leur ressentiment & leur crédit peuvent rendre dangereux. Il faut excepter cependant les milices , qui ne doivent jamais former un ordre dans le corps législatif. En effet , cette classe de militaires législateurs , du moment où elle deviendrait un corps délibérant , commenceroit à apprécier ses terribles moyens , dont elle changeroit & dégraderoit la destination pour intimider & subjuguier tous les autres ordres. Alors elle détruiroit , renverseroit , envahiroit tout (1).

On reproche à la constitution angloise de n'avoir pas assez multiplié les ordres de l'état.

(1) Telle fut à Rome l'origine de l'ascendant de cette redoutable garde prétorienne , qui , engraisée de meurtres & d'argent , & vendue à l'ambition & à l'avarice de tyrans imbécilles ou cruels , faisoit trembler , à son gré , l'empereur & l'empire.

En confiant la puissance exécutive à un homme qui compose seul le premier ordre, elle a exposé souvent les citoyens à courber la tête sous la main accablante du despotisme. La nation a été trahie cent fois par le parlement destiné à défendre ses droits, & elle doit le rétablissement de sa liberté, non à la force de sa constitution, mais à des hasards extraordinaires, à des événemens qui lui sont étrangers. La maxime fondamentale d'une constitution, qui ordonne l'unanimité des trois ordres, comme nécessaire pour faire une loi, devient inutile, lorsqu'on peut lui désobéir impunément. En réunissant une partie de la puissance législative à la puissance exécutive, il en résulte deux inconvéniens toujours dangereux, celui de laisser à ceux qui en sont chargés le pouvoir de rejeter tout ce qui leur est contraire & de ramener tout à leur opinion, & celui de ne pouvoir les juger ni les punir légalement, s'ils violent les devoirs qu'on leur a prescrits, & de n'avoir d'autre moyen pour rétablir l'ordre qu'une émeute, une commotion & une guerre civile.

Le gouvernement de Suède paroît à cet égard mériter la préférence. En distinguant & en séparant parfaitement la puissance législative de la puissance exécutive, on a mis les magistrats hors d'état de causer aucune inquiétude, & d'abuser

du crédit que donne la magistrature. Les citoyens y sont gouvernés, mais de la manière dont ils le veulent être ; la punition fuit de près la trahison des magistrats : le roi ne peut arrêter ni suspendre l'action de la diète, & avec ces sages précautions l'ambition & l'avarice ne font point à portée, ou d'y intimider & de corrompre les citoyens, ou d'éluder la force des loix ; & de les condamner enfin à se taire.

LIVRE III.

CE n'est pas assez pour un législateur de proposer de bonnes loix, & de faire voir que tous les maux de la société dérivent de l'avarice & de l'ambition ; il doit encore, en laissant aux hommes leurs propriétés & les misères de leur vanité, prendre les mesures les plus sages pour rapprocher des vues de la nature les citoyens d'un état corrompu. Tel est le funeste empire de l'habitude & du préjugé que, malgré la pureté & la solidité des principes que le législateur établit, il doit s'attendre à les voir accueillis avec un injurieux dédain, & traités de chimères & de rêveries. Les hommes, trop dépravés pour connoître & apprécier le bien inestimable

qu'il leur offre, trouveront toujours dans les loix qu'il leur propose le plus grand de leurs malheurs, la privation de tous leurs plaisirs. Cependant il ne doit pas se décourager ; sans prétendre forcer les hommes à être heureux , il doit attendre que l'expérience les éclaire. Lassés du mal, il peut leur prendre fantaisie de faire un pas vers le bien : revers, prospérité , disgraces, tout ne sera pas éternellement perdu pour la société. Les Spartiates & les Romains avoient les mêmes vices , avant que d'avoir les vertus que nous admirons. Combien ne pourroit-on pas rappeler de circonstances, de hasards & d'événemens extraordinaires par lesquels la fortune change quelquefois les mœurs & l'esprit d'une nation ? Il n'a donc d'autre route à suivre que celle de la patience. Puisqu'il ne peut arracher les hommes à leurs vices, ni s'opposer au torrent de l'opinion publique, il a besoin d'un art extrême pour manier des passions soupçonneuses, & toujours prêtes à s'aigrir & à s'irriter. Il doit se contenter d'inviter, de solliciter, de préparer, & non de contraindre, bien sûr de ne rien obtenir en demandant trop & mal à propos. Il est vraisemblable que les plébéiens de Rome, lorsqu'ils se retirèrent sur le mont sacré, n'auroient rien obtenu, si, au lieu de rentrer dans leur ville avec des magistrats qui n'avoient

simplement que le pouvoir de s'opposer aux décrets du sénat qui faisoient tort au peuple, ils y fussent revenus avec des tribuns, revêtus de l'autorité qu'ils acquirent dans la suite peu à peu, & qui fut si utile à la république.

Les patriciens, fiers, courageux & accoutumés à être des tyrans, auroient préféré leur ruine entière à la perte de leur autorité. Il eût été à craindre, d'ailleurs, que ces tribuns, trop puissans à leur naissance, & s'enorgueillissant de l'avantage qu'ils auroient eu sur les patriciens, ne fussent eux-mêmes devenus à leur tour des tyrans, & qu'au lieu d'établir l'ordre & la paix, ils n'eussent excité les commotions violentes de l'anarchie, suite inévitable des agitations & des intérêts opposés de la noblesse & du peuple.

En voyant devant lui le but où l'état doit tendre, que le législateur ne soit jamais la dupe de son zèle pour le bien public; il s'en éloigneroit en voulant s'en approcher trop brusquement. Jamais il ne persuadera qu'en méritant la confiance & l'estime, & il ne les méritera qu'en travaillant à se réformer lui-même, qu'en paroissant oublier ses propres intérêts. Qu'il prépare ensuite & conduise la réforme qu'il médite avec la lenteur que la nature emploie elle-même pour changer le génie, les mœurs & le caractère d'une nation. Sa marche n'est jamais brusque ni

précipitée. On a dû même remarquer que ces événemens créateurs, qui ont fait une révolution entiere & prompte dans les sociétés, n'auroient rien produit, s'ils ne se fussent présentés après une foule d'autres événemens, & dans des circonstances qui avoient préparé peu à peu la révolution. Tel fut à Rome l'effet que produisit le spectacle de Lucrece violée, & qui se punit du crime de Tarquin, Si cet événement n'eût été précédé des vexations & des injustices des autres rois de Rome; si les Romains n'eussent conservé d'anciennes idées de liberté, l'attentat du fils de Tarquin n'auroit causé qu'une émeute passagere.

L'amour de la nouveauté, auquel on accorde tant de pouvoir, & qui n'est véritablement qu'une chimere, ne doit point être mis au nombre des moyens employés par le législateur. Il doit savoir que, par la nature de notre cœur & de notre esprit, nous sommes portés à nous désier de toutes les choses avec lesquelles nous ne sommes pas familiarisés. Prendre un mécontentement passager pour une disposition habituelle; regarder un moment d'effervescence, d'engouement ou d'enthousiasme, comme le principe d'une révolution, ce seroit une erreur grossiere. Le législateur ne peut donc compter sur ses nouvelles
loix,

loix, qu'autant qu'elles ont quelque analogie avec le caractère de la nation qu'il veut réformer.

Mais il peut arriver que cette nation n'ait aucun caractère; énermée par ses vices, ou elle ne désirera rien, ou elle ne désirera que foiblement. C'est alors que le législateur doit redoubler d'attention; il doit songer d'abord à donner un caractère à sa nation, examiner si cette mollesse de l'ame ne tient pas à des plaisirs ou à des niaiseries dont on est bientôt las. Qu'il présente alors aux esprits des objets capables de faire une impression plus vive, & sur-tout plus durable; qu'il tâche de donner à l'ame des élans ou des secours qui la retirent de son oisiveté. Sans proscrire trop rigoureusement les anciennes mœurs, qu'il renferme davantage le citoyen en lui-même, & que ce citoyen ait intérêt de changer de conduite. L'ame est-elle affaîcée par la crainte & l'habitude de la misère? il faut moins de sévérité & plus d'indulgence: apperçoit-on enfin les germes d'un caractère national? qu'on en profite pour encourager quelques vertus & quelques talens, exciter de l'émulation. Bientôt le législateur ne marchera plus à tâtons, & ses premiers succès lui apprendront ce qu'il doit espérer.

Si le caractère de la nation est déjà formé, le législateur tentera de donner plus d'activité aux

passions qui sont les plus favorables à l'exécution de son projet ; il étudiera sur-tout avec soin quelle est la passion qui lui oppose les plus grands obstacles ; mais il se gardera de l'attaquer directement & de front : révoltée , elle triompheroit de ses loix. Pour préparer les Romains à la servitude , Auguste employa la crainte ; pour les accouttumer à la perte de leur liberté, il se garda bien de les accabler du poids de son pouvoir ; & ce rusé tyran amena pas à pas ces Romains si fiers, si braves, à se courber sans désespoir sous le joug de Tibère.

Si l'avarice des citoyens rend l'état malheureux, le législateur commencera par intéresser la vanité ou l'ambition des principaux citoyens à se moins occuper du soin de leur fortune domestique. Il diminuera peu à peu leurs besoins ; il diminuera les récompenses pécuniaires ; mais en rendant plus précieuses celles qui honorent. Moins on sera sensible à cet intérêt qui avilit, plus on sera prêt à aimer le bien public. C'est beaucoup gagner que de substituer l'ambition à l'avarice ; car celle-ci est toujours basse , & l'autre peut s'associer à des qualités estimables. Mais si l'ambition des citoyens trouble le gouvernement, le législateur doit songer moins à la détruire par la force des loix qu'à la diriger & l'éclairer, en lui associant les vertus avec lesquelles elle peut s'al-

lier. Si les loix sont telles qu'il n'y ait plus d'espérance ou de gagner la faveur, ou de troubler l'état, ou de s'emparer des récompenses destinées au mérite, cet ambitieux que l'on craint deviendra enfin un bon citoyen. En un mot, un législateur prend alors le ton & la conduite d'un ami qui corrige son ami, dissimulant quelquefois par prudence ses vrais sentimens, se gardant sur-tout de le reprendre avec aigreur dans le moment qu'il jouit, pour ainsi dire, de tous les plaisirs de son vice, mais attendant l'instant où il commence à éprouver les inconvéniens d'une mauvaise conduite, & où par conséquent la raison est plus capable d'entendre.

Le législateur doit s'attendre à trouver autant d'obstacles à son nouvel établissement qu'il y aura de personnes qui profitent des abus qu'il veut détruire. Cabales, intrigues, ruses, violences ; rien ne sera négligé. Il doit alors opposer des forces supérieures à celles de ces ennemis du bien public, donner à sa loi des gardiens & des conservateurs, qui aient l'intérêt de la conserver, & la force nécessaire pour la défendre. Il ne doit se fier ni à des promesses, ni à des chartes, ni à des diplômes, ni à des traités, ni à des sermens ; l'histoire en prouve l'inutilité. Une loi qui doit faire une révolution, doit être protégée

par une magistrature nouvelle ; la création des tribuns des Romains sur le mont sacré, destinés à avertir continuellement le peuple du danger qui le menaceroit de la part des grands & de la nécessité de réunir ses forces, sera toujours admirée comme une conduite très-sage & très-prévoyante de la part des plébéiens.

La grande charte du roi Jean confirme ces réflexions ; elle est regardée comme la base fondamentale du gouvernement d'Angleterre ; mais elle ne doit sa réputation qu'au bon esprit qu'eurent alors les Anglois d'opposer à la puissance de Jean-sans-Terre une puissance supérieure. L'histoire de la Pologne nous fournit encore une preuve bien convaincante de ces différentes vérités. Les efforts que la czarine a faits pour retirer les Polonois de leur anarchie, en supposant toutefois que c'est dans cette vue qu'elle a entrepris de leur donner des loix ; ces efforts, dis-je, ont été trompés par son extrême amour pour le bien. Etoit-il vraisemblable que les Polonois, les hommes de l'Europe les plus jaloux de leur indépendance, respecteroient des loix données par force, contraires à tous leurs préjugés, & qui ne leur faisoient entrevoir que l'esclavage, sans qu'on eût pris d'ailleurs aucunes mesures pour préparer cette grande révolution, ou du

moins qu'on eût attendu que la Pologne, ravagée de ses propres armes, & lasse de ses désordres, ouvrît les yeux ?

La Suede fournit un exemple bien frappant qui prouve que rien n'est impossible à un législateur habile ; qu'il tient le cœur & l'esprit de ses concitoyens dans ses mains, & qu'il peut faire des hommes nouveaux. Avant l'élévation de Gustave-Vasa sur le trône, les Suédois ressembloient à ces anciens Goths qui ont ruiné l'empire romain. Leurs loix étoient informes & grossières. Tourmentés par l'ambition du clergé, l'inquiétude de la noblesse, la brutalité des paysans & l'oïfiveté des bourgeois, sans puissance publique, sans magistrats, ils vouloient être libres, sans connoître la liberté, ni comment on doit la conserver. Le Danemarck, se flattant alors de profiter de leurs désordres pour les asservir, faisoit couler leur sang de tous côtés, & ne tarda pas à les faire gémir sous la tyrannie de Chrétienne. Ce fut dans ces malheureuses circonstances que, du milieu de leurs ruines, s'éleva ce fameux Gustave, ce grand homme qui réussit par son génie & son courage à rompre les fers de ses concitoyens, après avoir rompu les siens.

Mais comment vient-il à bout d'une entreprise qui paroïssoit aussi impraticable ? Ce n'est pas directement & de front, mais avec une sage len-

teur, & avec des précautions plus sages encore. Ce Prince, avant d'affermir & consommer son ouvrage, essaie, pour ainsi dire, la couronne. Persuadé que, si la première magistrature de l'état n'est pas solidement affermie, on ne doit rien attendre de celles qui lui sont subordonnées, il travaille à se rendre plus puissant que ne l'avoient été les anciens rois. Pour arriver à ce but, il réveille dans tous les cœurs les sentimens d'indignation, d'audace & de générosité presque étouffés par la tyrannie de Chrétienne. Il excite la haine pour bannir la crainte & disposer à la vengeance. Il ne paroît que l'égal des paysans de la Dalécarlie qu'il commande; il veut s'en faire aimer, & après être parvenu, par une longue suite de succès & de prospérités, à ébranler l'empire du tyran, il ne prend encore que le titre modeste d'administrateur, & continue à se rendre nécessaire. Il prépare les nouveautés, ne publie des loix qu'après les avoir fait désirer, leur avoir ménagé une protection puissante, & changé la forme du gouvernement. Heureux d'avoir fait sortir ses concitoyens de leur anarchie, il change leur religion & leur gouvernement, sans leur faire éprouver aucune de ces secousses ou de ces convulsions violentes, auxquelles le partage sur le culte ou le désir d'établir l'administration publique sur de nouveaux principes ont exposé les

autres états. C'est avec tant de courage, tant de prudence, tant d'art & d'adresse, que Gustave parvint à faire désirer aux Suédois de le porter sur le trône, & à y établir solidement sa fortune. Que n'eût-il pas fait, s'il eût vécu dans un siècle qui n'eût pas ignoré quelles sont les sources de la félicité publique !

Les divers gouvernemens connus de l'Europe offrent aux yeux du législateur divers plans de réforme. Il en est dont on ne peut rien attendre, mais il en est d'autres dont on peut tout espérer. Parmi les premiers, on peut compter le gouvernement turc, qui n'est susceptible d'aucune révolution heureuse. En effet, que peut-on espérer d'un sultan ivre de son pouvoir, & abîmé dans l'ignorance & la crapule de son ferrail ; d'un sultan dont l'ame est toute dans ses sens, & dont les sens rassasiés ne l'avertissent de rien que de l'ennui qui l'accable ? Que peut-on espérer de ces hommes vils & dégradés, ou plutôt de ces misérables esclaves, qui jouissent du pouvoir & de la rapidité de leur tyran, & en qui on ne peut faire d'autre réforme que celle de savoir avec plus d'art préparer ses plaisirs ou prévoir ses caprices ? De tels hommes, dans un accès de fureur, peuvent demander un autre maître ; mais personne n'a l'esprit de demander un autre gouvernement.

Il n'en est pas tout à fait de même de ce qu'on appelle communément *monarchies tempérées*. Il est vrai que les ames y sont assez dégradées pour ne rien désirer avec force, & pour y être bien plus disposées à laisser naître de nouveaux abus, parce que leur ignorance les empêche d'en prévoir les suites, qu'à réprimer les anciens par des loix salutaires. Le prince, jouissant d'une fortune & d'une sécurité assez grandes pour se croire au-dessus des loix, & plongé dans une langueur qui ne soupçonne pas même les besoins de ses sujets, est distrait par des plaisirs, & entouré de flatteurs qui forment une barrière entre la vérité & lui, entre son trône & les plaintes légères de son peuple. En vain voudroit-il, par un effort de génie, former quelque projet généreux ; la ruse, la fraude, l'intrigue, qui n'ont que trop de raisons pour craindre sa justice, rendront cet effort impuissant ; & , par une suite nécessaire, les abus qu'on a tenté inutilement de corriger se trouveront au contraire confirmés.

Il faut avouer que, si rien ne s'oppose à la pente naturelle de ce gouvernement, il donnera en peu de temps l'exemple du despotisme de Turquie & de Perse. Mais si ce nom de despotisme y est encore odieux ; si le prince daigne écouter des remontrances, si l'esprit de la nation est encore un frein capable de l'arrêter & de

suspendre les abus, ces mœurs nationales ne peuvent-elles pas causer une révolution ? La tyrannie avec laquelle Philippe II traita, dans les Pays-Bas, des hommes qui n'étoient pas encore familiarisés avec l'esclavage, n'y forma-t-elle pas une république ? L'histoire nous apprend même que, sans prendre les armes, sans faire de guerre civile, parti qu'il est toujours très-sage d'éviter dans une monarchie où les richesses & les forces de l'état sont entre les mains du prince, il s'en est trouvé plusieurs qui, ayant la sagesse d'être effrayés de leur toute-puissance, en ont remis volontairement une partie à la nation. Ce qui est déjà arrivé, ne peut-il pas arriver encore ? Qu'on imagine une suite de siècles aussi longue que l'on voudra, pourquoi ces mêmes siècles ne reproduiroient plus un Théopompe, un Trajan, un Charlemagne ? En supposant qu'ils fassent naître un de ces grands hommes sur le trône d'une monarchie tempérée ; il est certain qu'un tel prince, qui ne sera point gâté par son éducation, qui saura sans doute qu'on n'est pas roi seulement pour son plaisir, qui sentira que son devoir est de rendre ses sujets heureux, qui sentira qu'il est homme, & qu'avec les faiblesses de l'humanité il ne peut se charger que d'un fardeau qu'elle puisse porter ; il est certain, dis-je, que ce prince sera assez magnanime pour se démettre d'une

partie de son pouvoir entre les mains de ses sujets qui, conduits par l'amour, la confiance, l'estime, le respect & la vénération, se précipiteront à ses pieds. De quel pouvoir, de quelle gloire, de quel plaisir ne jouira-t-il pas alors, en voyant l'affermissement de la fortune de sa maison, de la liberté de sa nation, & en pensant que les vertus & le bonheur des générations futures seront son ouvrage ? La corruption de sa cour n'opposera à son génie qu'une foible barrière. Puisant ses loix dans la nature même de l'homme & de la société, il établira le grand intérêt du bien public, il le fera aimer, & le détachera sans effort de tous ces petits vices obscurs & bas qui lient si étroitement à l'intérêt personnel. Telle fut la conduite de Pierre I^{er} chez les Russes.

Quelque soit le sort qui attend les monarchies tempérées, il s'en faut bien qu'on doive désespérer des peuples libres. Il faut convenir que le gouvernement de ces peuples présente bien des vices. On y voit l'avarice & l'ambition infecter les hommes chargés de faire des loix. On y trouve par-tout l'inégalité entre les différens ordres de l'état. En Angleterre, la balance penche continuellement du côté du roi, & en Suède du côté de la noblesse. L'étendue même des états semble ôter toute espérance, en prêtant, pour ainsi dire, au vice l'obscurité où il s'accrédite si

aisément, & d'où il ne sort avec éclat que quand il est assez fort pour braver les magistrats.

Au premier coup-d'œil, les petites républiques des anciens paroissent avoir un grand avantage sur les états modernes, soit par la médiocrité de leur fortune qui modérait les desirs des magistrats & des citoyens, & les rendoit plutôt ambitieux qu'avares; soit par le petit nombre de citoyens qui, n'en composant en quelque sorte qu'une même famille, les mettoit à portée de s'entendre aisément & de se concilier; soit par leurs comices qui, s'assembloit sans peine & sans frais, & étant par conséquent très-fréquentes, ne permettoient jamais d'oublier les intérêts publics; soit enfin parce que tous les citoyens souffroient du vice de leur république, & faisoient un effort général pour le corriger en se corrigeant eux-mêmes.

Mais pour peu qu'on examine sérieusement la constitution des pays de l'Europe où la puissance législative est entre les mains des citoyens, on verra que les vices dont on l'accuse ne sont pas incurables. L'amour de la liberté & des loix n'y a rien perdu de sa vigueur, & l'on fait que cet amour fut la véritable cause de la révolution qui fit prendre à la république romaine une face nouvelle. Après la mort de Tarquin, les patriciens exerçoient avec une sorte de despotisme l'auto-

rité des rois dont ils s'étoient emparés ; les maux des citoyens étoient extrêmes, la tyrannie paroissoit inévitable : cependant pour voir s'élever la liberté , il ne fallut que porter la loi qui créa le tribunat. L'Angleterre n'a-t-elle pas aussi cet amour de la liberté & des loix qui surveille sans cesse la conduite du ministère , & qui empêche le roi d'abuser des avantages de sa prérogative pour étendre son autorité ? N'a-t-elle pas aussi dans le parti de l'opposition son tribunat , qui la tient attentive à ses intérêts , qui réunit ses forces , & qui , supposé même que les opposans aient les vices qu'on leur reproche , seroit dans le cas d'exciter les citoyens à établir le gouvernement sur de plus sages proportions , si le roi & le parlement qu'il auroit corrompu cherchoient à conjurer de concert la ruine de la liberté ? Cette révolution , il est vrai , n'est point encore arrivée ; mais avant le tribunat de Licinius Stolon , les magistratures curules étoient fermées aux plébéiens de Rome. Cet embarras , cette incertitude , cette espece d'obscurité où la prérogative royale & les privilèges de la nation se trouvent enveloppés , sont d'un bon augure. La liberté nationale n'a de danger à craindre que de la part d'un prince hardi & ambitieux ; mais alors ses défenseurs & ses partisans auroient encore la ressource d'un courage héroïque. Jusqu'à

présent, ce gouvernement en équilibre entre la monarchie absolue & la franche république, ne penche d'aucun côté. C'est aux citoyens à profiter du calme pour diminuer insensiblement la prérogative royale, pour perdre promptement avec de nouvelles loix ces mœurs si favorables aux desseins de la cour, & en prendre au contraire de convenables à la liberté, afin de trouver le bonheur destiné aux hommes.

En Suede, l'aristocratie n'est point à redouter. La noblesse, songeant peu à s'emparer de la puissance publique par la force, est dans l'impuissance d'y parvenir auprès de la diete par des voies d'artifice & de corruption : mais ce qu'il y a à craindre, c'est cette vanité que donnent des privileges particuliers. Sans nuire à la liberté publique, elle empêche de jouir des avantages dont ce gouvernement est susceptible ; elle ralentit l'émulation, & ne permet pas à tous les ordres d'aimer également la patrie. Quelque soit la corruption des mœurs dans les pays libres, la liberté y ménagera toujours quelque ressource, en produisant quelques-unes de ces ames fortes, incorruptibles, & qui n'aiment que le bien. Les intriguans même peuvent servir leur patrie, lorsque pour se déguiser & s'accréditer par des dehors honnêtes, ils rappellent les principes de la

238 DE LA LÉGISLATION.

plus saine politique, & empêchent ainsi qu'ils ne soient oubliés.

Quoiqu'on reproche avec raison aux états leur étendue comme favorable aux abus, cependant quelque soit cette étendue, elle n'oppose pas à la politique des obstacles insurmontables, soit pour la réforme, soit pour la conservation du bon ordre. Un législateur habile, qui fait que la raison, les besoins, les qualités sociales, le principe des passions sont les mêmes dans tous les hommes, donnera à différentes provinces les mêmes loix, le même gouvernement & le même intérêt. Aux abus qui naissent dans une société étendue, il peut à force d'art opposer des magistrats aussi vigilans que ceux d'une petite république; par-là il décompose, pour ainsi dire, l'état, & fait de toutes ses provinces autant de républiques fédératives. Ce fut la sage politique de Charlemagne; politique qui auroit solidement affermi le gouvernement, si ce grand prince se fût trouvé dans des circonstances moins malheureuses, ou si son fils eût été assez courageux & assez éclairé pour consommer le grand ouvrage de son pere.

Si les petites républiques des anciens étoient plus susceptibles de réforme que de grands états, leurs loix étoient aussi plus incertaines & plus

flottantes. L'inconstance dans les principes de leur gouvernement nécessairement en quelque sorte des factions qui finissoient toujours par ruiner les loix. La facilité même qu'avoient ces petites républiques d'assembler tous leurs citoyens, causoient les défordres & la perte de l'état qui, n'ayant point de maître au-dessus de lui, pouvoit enfreindre lui-même les loix qu'il venoit de faire. Il ne falloit pour cela qu'un moment de fermentation, d'enthousiasme, de colere ou de reconnoissance. Dans les grands états, au contraire, les assemblées de la nation, qui ne peuvent se faire que par ses représentans, sont moins hardies, moins capricieuses, moins légetes, moins inconstantes, parce qu'elles ont un censeur dans le corps de la nation qui les observe, qui annule leurs actes s'ils violent les regles établies, & dont le cri les avertit qu'elles ont trahi leur devoir. Il y auroit même lieu de croire que les républiques anciennes auroient eu des loix plus stables, si elles n'eussent eu dans leurs comices qu'un certain nombre de représentans.

Le législateur, après s'être appliqué à réprimer l'avarice & l'ambition, doit s'attendre que ces deux passions ingénieuses, actives & puissantes lutteront encore sourdement contre lui. Ne se montrant d'abord qu'avec une sorte de pudeur & de retenue, se déguisant même sous

le masque de quelque vertu pour qu'on les tolere, elles ramperont humblement pour mieux s'élever contre les loix, les fouler aux pieds & entraîner les magistrats & les législateurs. Telle fut la marche artificieuse qu'elles suivirent à Sparte, où elles ne furent que trop bien secondées par Lyfander ; & à Rome, où le prétexte de dépouiller la vertu d'une certaine austérité pour adoucir les mœurs, leur servit de moyen pour les corrompre.

Pour mettre ces passions habiles hors d'état de triompher des loix, la puissance législative doit commencer à s'imposer à elle-même des regles propres à la diriger sûrement dans ses opérations. Son premier soin doit être de mériter la confiance publique & de se faire respecter ; jamais le peuple ne se fiera à ses loix, qu'autant qu'il sera lui-même son propre législateur. Autrement il les prendra pour un joug incommode. Sa défiance à l'égard d'un prince & d'un sénat de patriciens qui veulent décider de son sort, ôteroit aux loix leur force dans le moment même de leur publication ; & ces loix que le temps doit affermir & rendre plus cheres & plus respectables, perdroyent au contraire leur autorité, & s'affoibliraient de jour en jour.

Cependant le législateur se gardera bien de confier la puissance législative à la multitude
 toujours

toujours capricieuse , volage & tyrannique , & qui , sans cesse conduite par l'intrigue , l'engouement , la précipitation , la cabale ou l'esprit de parti , ne manqueroit pas de mépriser des loix qu'elle auroit faites. Cette autorité suprême ne doit être confiée qu'aux hommes que chaque ordre a choisis pour le représenter , & qui doivent être soumis à de certaines formalités qui répondent en quelque sorte de la sagesse de leurs opérations : comme de ne pouvoir rien décider par acclamation ; de remettre le projet d'une loi nouvelle ou d'un amendement à un comité chargé d'en faire l'examen , & de ne recueillir les suffrages que lorsqu'on aura laissé le temps à chaque membre de l'assemblée de discuter le rapport des commissaires ; de méditer la loi proposée , & de se replier , pour ainsi dire , sur lui-même.

Il est sage de limiter le temps de chaque séance ; car il seroit à craindre que la raison fatiguée n'accordât par lassitude tout ce que l'opiniâtreté demande. Chaque député aura le droit de proposer à son gré une loi nouvelle ou la réformation d'une ancienne ; & , pour lier plus étroitement les citoyens à la puissance législative & attacher les représentans à leur devoir , ils ne pourront faire quelque demande qu'autant qu'ils y seront autorisés par leurs instructions.

Le législateur évitera cette majestueuse briè-

veté recommandée par quelques politiques, qui veulent que la loi se contente d'ordonner & de défendre. Pourquoi un législateur qui, en qualité d'homme, est sujet à l'erreur, dédaignerait-il de motiver ses ordres, de convaincre la raison de ceux qui doivent obéir & de profiter de leurs lumières ? On obéit avec moins de répugnance, peut-être même avec plus de zèle, aux conseils d'un ami, qu'à la voix impérieuse d'un maître. On seroit tenté de croire que c'est à cette sécheresse des loix qu'on doit une grande partie des vices de la législation. De quel front un prince, quoiqu'ignorant & esclave de ses passions, auroit-il motivé tant de loix qui offensent & déshonorent l'humanité ? Aussi l'esprit des loix a toujours été douteux & équivoque ; & c'est ce qui a donné lieu à ces discussions intéressées des jurisconsultes, dont le nombre des volumes monstrueux qui les renferment a composé je ne sais quelle routine, qu'on appelle *jurisprudence*, & sans laquelle les juges embarrassés prononceroient des jugemens arbitraires.

Le législateur ne se contentera pas d'exposer vaguement à la tête de sa loi le bien qu'il en attend. Il rendra compte des réflexions qui l'ont guidé, démontrera la nécessité de son règlement pour réprimer l'abus qu'il attaque, & fera sentir à quels périls on s'exposeroit en cessant d'y

obéir. Cette méthode est nécessairement propre à gagner la confiance, & elle auroit encore l'avantage de former en peu de temps des préambules des loix le traité le plus complet & du droit naturel & du droit politique. C'est un reproche qu'on peut faire à Lycurgue. Il fut bien représenter aux Spartiates les avantages qui résulteroient de ses réglemens ; mais il ne leur apprit pas à conserver ces avantages. Il fut bien les avertir des périls auxquels ils s'exposeroient en désobéissant à ses loix, mais il ne leur apprit pas les moyens de résister à ces périls. S'il les eût prémunis d'avance contre les tentations qu'ils éprouverent, ils auroient vu, avec moins de danger, les respects de la Grece, les richesses des Perses, & les dépouilles de Mardonius après la journée de Platée. Lysander, qui fut le destructeur de sa patrie & de la Grece, auroit consacré ses talens à leur bonheur.

Il ne suffit pas de connoître la fin prochaine qu'on se propose par une loi ; il faut découvrir, pour ainsi dire, les fins les plus éloignées. Il ne suffit pas d'avoir élevé un grand édifice ; il faut encore, en portant ses regards dans le long écoulement des siècles, avoir pris les mesures nécessaires pour l'élever sur des fondemens inébranlables. Ce fut la faute que commirent les Romains. Séduits par l'éclat, ils négligerent la soli-

dité, & travaillèrent peut-être, sans s'en appercevoir, à hâter la ruine de leur grandeur. Se croyant destinés à gouverner le monde, ne méditant que des conquêtes, ils employèrent bien des moyens sûrs pour y réussir; mais ils ne prévirent pas s'ils résisteroient constamment à l'orgueil qu'inspire la victoire. Ils ne prévirent pas si la vanité de leurs triomphes ne les rendroit pas durs, impérieux & enfin inhumains; si l'humiliation des vaincus ne les porteroit pas à en faire des sujets, au lieu d'alliés, & à les forcer d'obéir à leurs préteurs. Tant qu'ils sentirent combien ils avoient besoin de leurs vertus pour vaincre leurs ennemis, ils les gardèrent; mais lorsqu'ils n'en éprouverent plus la nécessité, les vices séduisans des vaincus les corrompirent, & cette pauvreté qu'ils aimoient leur parut incommode. Leur soif de l'or leur fit trouver trop peu de richesses dans le monde entier qu'ils avoient pillé. Devenus des tyrans au-dehors, les loix qui établissoient leur liberté au-dedans furent détruites par leurs vices; leurs citoyens divisés s'armèrent les uns contre les autres, & la ruine de leur république vengea l'univers opprimé.

Que jamais le législateur ne s'occupe du seul moment présent. Cette faute a toujours fait des loix les plus sages une source de malheurs. Combien le parlement d'Angleterre en auroit-il

épargnés à sa nation, s'il n'eût pas négligé cette règle importante, en faisant des loix qui sacrifioient les intérêts des colonies à ceux de la métropole !

C'est ici le moment de travailler à conserver son autorité toute entière, & à se défier du pouvoir confié aux magistrats. On ne peut désigner d'une manière trop claire & trop détaillée les devoirs de chaque magistrature ; que le magistrat ne puisse pas faire un plus grand bien qu'on ne demande, ou, s'il le fait, que ce ne soit pas impunément. Obligé de rendre compte de sa conduite, qu'on l'examine avec attention, mais sans haine.

Puisque la propriété des biens s'oppose, dans les sociétés, à ce qu'on ne fasse rien pour rien, l'état doit avoir des revenus pour payer les travaux ou les services publics. Mais sans employer le moyen des corvées qui seroit peu utile à l'état, & donneroit lieu à mille injustices criantes ; sans prendre le parti de lui assigner des domaines particuliers, parti qui tenteroit la probité des magistrats, & leur feroit naître l'envie de profiter de l'incertitude de ses revenus pour assouvir leur avarice, la loi n'accordera au gouvernement d'autres fonds que des contributions sur les citoyens ; par-là elle le rendra plus attentif à l'administration des finances. Les dépenses de la

république seront réglées chaque année par le public, toujours plus économe que les magistrats. On ne permettra jamais de lever des subfides surabondans, sous prétexte de subvenir à des frais imprévus; ce seroit exposer les finances aux malversations des administrateurs, contre lesquelles les loix les plus sévères deviendroient inutiles. L'honneur, & non les richesses, doit être la récompense d'une sage administration dans cette partie, & cette administration doit être confiée préféablement aux jeunes gens, dont l'ame est rarement ouverte à l'avarice, & dont on aiguillonnera la vertu par l'espérance des magistratures plus élevées.

Il n'y a pas moins de danger à abandonner aux magistrats des forces capables de subjuguier la puissance législative, qu'il n'y en a à leur laisser des richesses suffisantes pour l'acheter. La principale attention du législateur, en donnant des défenseurs à la république contre ses ennemis étrangers, doit être de n'y pas faire naître des ennemis domestiques. L'histoire romaine fournit à cet égard des règles très-salutaires. Tant qu'il fallut commencer par être soldat pour devenir magistrat, la république n'eut rien à craindre de ses généraux d'armée; mais dès que le luxe eut, en quelque sorte, avili la profession des armes, les guerres civiles, la ruine

de la liberté & l'établissement de la tyrannie ne tarderont pas à en être les suites. La défense de la patrie ne doit être confiée qu'aux citoyens les plus intéressés à sa conservation. Il est très-sage d'accorder à la milice que sa jalousie, sa haine & sa force rendroient dangereuse, plus de considération qu'à toute autre d'assez de citoyens, & de ne séparer jamais les fonctions militaires des fonctions civiles. La méthode des Suisses qui, sans troupes réglées & ramassées de toutes parts, ne distinguent point leurs citoyens de leurs défenseurs, est la meilleure que l'on puisse embrasser. Il ne faut pas croire que de tels soldats, levés tous les ans & suivant le besoin, n'aient jamais les mœurs, l'esprit & la discipline qu'ils doivent avoir. Ces milices de citoyens, à qui les loix feront aimer leur devoir, auront une discipline & un courage supérieur à la discipline & au courage des soldats mercenaires. La jeunesse se formera aux exercices militaires dans ses jeux, & acquerra sans effort les qualités guerrières. Une telle nation pourra être vaincue à plusieurs reprises, mais elle sera toujours indomptable, parce que son courage lui fournissant sans cesse de nouvelles ressources, il faudroit l'exterminer pour s'établir sur ses terres.

Si la puissance législative doit se prescrire à elle-même des règles générales pour ne pas

248 DE LA LÉGISLATION.

s'égarer dans les principes de ses loix, elle doit avoir aussi des maximes fondamentales pour juger de l'importance & de la nécessité de chacune. Peu de loix suffisent ; & , au lieu d'en publier de nouvelles, il seroit très-souvent utile de se borner à prendre des mesures pour faire obéir aux anciennes. Avant que de publier une loi , le législateur se demandera si elle est nécessaire ; car toute loi inutile est nécessairement pernicieuse. Quand elle ne produiroit pas un mal positif, elle embarrassera du moins, elle gênera les citoyens qu'il est injuste & ridicule d'inquiéter sans raison & sans une utilité réelle. L'approbation qu'ils refuseront à la loi diminuera leur confiance pour le législateur, & les rendra, par conséquent, moins dociles & moins attachés à la société. Exiger qu'ils respectent & qu'ils aiment une loi inutile, ne seroit-ce pas les réduire, en quelque sorte, à l'imbécillité, & leur ôter ce respect & cet amour pour les loix en général & pour la patrie qui forment le caractère d'un citoyen utile ? Le magistrat lui-même, chargé de veiller à l'observation d'une loi qu'il méprise, se relâchera malgré lui, & aura pour des citoyens qui ne sont pas coupables, quoique prévaricateurs, une indulgence qui dégénérera en faiblesse dans le gouvernement, & qui fera succéder aux loix une administration arbitraire,

Il est insensé de prétendre opposer une loi particulière à chaque vice de la république. Le législateur doit remonter à la source du mal, & une seule loi fera disparaître alors cent abus. Il doit se garder d'intervertir l'ordre des loix. Veut-il détruire les abus qui résultent de l'anarchie polonoise ? qu'il parvienne à y substituer une puissance législative ; qu'il affermissse le pouvoir de la diète sur des fondemens solides ; & sur le champ ce gouvernement prendra une face nouvelle, un génie nouveau, parce que la diète créera alors des magistrats avec tout le pouvoir nécessaire pour faire le bien & empêcher le mal.

Le législateur peut juger intailliblement une loi sage, si elle tend à mettre plus d'égalité entre les citoyens. Elle corrigera nécessairement plusieurs abus & procurera plusieurs avantages ; & quand même elle seroit contraire à l'esprit de plusieurs loix anciennes, & entraîneroit à sa suite quelques inconvéniens, le législateur ne doit voir dans les loix anciennes, qui favorisent l'inégalité, que des vices à détruire, qu'il s'appliquera sans cesse à affoiblir, s'il ne peut les attaquer brusquement & sans préparation. La contrariété dans les loix est un mal, quand elle trouble les ressorts d'un gouvernement établi sur de sages proportions ;

250 DE LA LÉGISLATION.

mais elle est un bien, si elle suspend l'activité d'un mauvais gouvernement, & peut en changer insensiblement les principes. On doit se garder d'un respect superstitieux pour les loix actuellement en vigueur. La contrariété que l'établissement du tribunal mit dans la république romaine, excita les plaintes & les cris des patriciens. Trompés par leur avarice & par leur ambition, ils ne voyoient dans cet établissement que le plus grand malheur de la république, qu'une source de querelles & de dissensions continuëles, que la ruine de leur pouvoir, & ils ne sentoient pas qu'abandonnés à leurs passions, ils n'eussent été bientôt que les premiers citoyens d'une république malheureuse & méprisée, & que la perte de cette république ne pouvoit qu'entraîner infailliblement celle de ces distinctions & de cette autorité dont ils étoient si jaloux.

Il seroit à souhaiter qu'il se formât de même en Angleterre une espèce de tribunal, dont l'effort continuel fût dirigé contre ces branches de la prérogative royale, qui ne peuvent s'associer avec une vraie liberté; & qu'en Suede la noblesse se hâtât d'abuser de ses privileges particuliers, pourvu que les autres ordres, en la corrigeant efficacement, fussent assez sages pour établir une parfaite égalité.

Ce ne fut point l'idée du bien public , mais le motif de l'intérêt particulier qui engagea les premiers hommes à s'assembler en société , & à renoncer à leur indépendance. La nature du cœur & de l'esprit humain étant encore la même , il est donc évident que ce qu'on appelle le bonheur public , ne peut être composé que du bonheur particulier de chaque citoyen , & que par conséquent la législation a dû se proposer de rendre chaque citoyen heureux. En effet , comment un législateur espéreroit-il de fixer le bonheur dans un état , où la plupart des citoyens seroient mécontents de leur condition ? Ces hommes , dont il négligeroit les intérêts ou qu'il immoleroit à ses caprices , ne feroient-ils pas un effort continuel pour secouer le joug de ce tyran de la société ? Il est donc vrai que si le bien public résulte de l'amour que les magistrats & les citoyens ont pour leurs loix , que si de cet amour dépend le bonheur d'une république au-dedans & sa force au-dehors , c'est une sottise monstrueuse de croire faire le bien de la société , en portant des loix qui doivent être odieuses. Un état qui a fait autant de mécontents qu'il y a de citoyens , ne doit plus espérer de trouver en eux des héros , lorsqu'il en exige des sacrifices. On ne se dévouera pas pour une patrie qui ne protège pas véritablement la fortune de ses citoyens , & qui ne les

254 DE LA LÉGISLATION.

d'imbécilles ou de scélérats, & font du législateur un bourreau sans cesse occupé à inventer de nouvelles tortures.

On reproche aux loix la peine de mort qu'elles infligent contre des coupables. On blâme cette peine comme une barbarie que condamnent les sentimens de tendresse, de sensibilité & de pitié que la nature a gravés dans notre cœur. En convenant de la justice & de la légitimité de cette juridiction de la société sur des êtres non libres & indépendans; en convenant de l'inutilité des loix qui n'opposeroient point un contre-poids aux passions des hommes & aux plaisirs qu'elles leur promettent, on voudroit que les punitions ne fussent que des avertissemens pour les rendre meilleurs & plus heureux, & on sent une indignation secrète en voyant l'épée entre les mains du législateur & des magistrats, à qui la société n'a pu donner le droit de disposer de notre vie, puisque ce droit n'est pas en son pouvoir. On ajoute que la république ne doit pas user, envers un coupable dont elle est saisie & qui ne peut lui nuire, de ce droit, appelé droit de guerre, qui lui est permis envers une puissance étrangère qui veut l'asservir, qui pille ses domaines, qui veut s'en emparer, ou qui refuse opiniâtrement d'écouter les conseils de la raison; & on conclut delà qu'en faisant périr de sang-froid un coupable

qui nous est attaché par des liens plus étroits qu'un ennemi étranger, on viole les droits de l'humanité, & que le sort des hommes vivant en société est pire que celui de ceux qui vivent dans l'état de nature.

Mais, en faisant ces objections, on ne pense pas que cette sévérité terrible, dont la justice est aujourd'hui obligée de s'armer, est la suite malheureuse de cette propriété qui a fait naître tant de vices dans le monde. On ne pense pas que, quand la politique a épuisé inutilement toutes ses ressources pour corriger les plus grands excès, il est raisonnable que les loix effrayent nos vices, en leur opposant un frein plus puissant; qu'on n'a déposé l'épée dans les mains du législateur que pour défendre notre vie contre les attaques ouvertes ou cachées d'un meurtrier; que si, dans l'état de nature, on a droit de mort contre celui qui attente à notre vie, en entrant en société, on a pu résigner ce droit au magistrat, qui n'en doit user que pour veiller à la sûreté des citoyens. Si une république a le droit d'opposer la force à un ennemi étranger, pourquoi le législateur n'auroit-il pas le même droit contre des empoisonneurs & des assassins capables de commettre volontairement & de dessein prémédité un crime qui ne tend qu'à détruire l'ordre, la règle, la sûreté & les droits les plus sacrés, en exposant le

sort d'un citoyen vertueux à être pire que celui d'un meurtrier , puisque l'un , pour satisfaire sa haine & sa vengeance , n'auroit à craindre que la perte de sa liberté , & que l'autre auroit à craindre pour sa vie ?

Quelques philosophes , proscrivant les peines capitales , veulent qu'on leur substitue le long supplice de la servitude la plus dure. Mais , outre que cette manière de punir blesse également , & peut-être davantage , l'humanité , il est certain que les sentimens de trouble , de crainte & de désespoir qu'éprouve un criminel dans les premiers instans de sa prison , s'affoibliront peu-à-peu , s'ils ne sont soutenus par la crainte de la mort , le plus grand de tous les maux , par cette crainte , seule capable d'arrêter les emportemens de la haine & de la vengeance. En substituant d'ailleurs à la peine de mort ces travaux pénibles , le partage de l'indigence par toute la terre , & qui confondroient le sort du criminel avec celui de l'indigent , peut-on espérer qu'il ne s'y glissera point du relâchement ? Peut-on espérer qu'on y trouvera tous les bourreaux nécessaires , & que la pitié n'entrera jamais dans ces cœurs atroces ? Et en supposant que ces hommes odieux , que le législateur devrait peut-être traiter comme des assassins , ne se laissent pas surprendre à un sentiment d'humanité , seront-ils assez généreux pour ne pas
vendre

vendre leur indulgence ? Si, d'un autre côté, un de ces criminels vient à rompre ses fers, ou à se sauver par la fuite, quel espoir funeste pour le crime !

La mort n'est qu'un instant, il est vrai ; mais un instant qui décide de tout, instant qui termine le temps & ouvre les portes de l'éternité, instant qui fait frémir la nature. On ne se familiarise point avec l'idée de la mort qu'on mérite tous les jours ; les criminels les plus endurcis tremblent à la vue du gibet. Quelle émotion, quelle frayeur n'éprouvera pas un criminel qui voit exécuter son semblable dans la place publique ! En soutenant qu'un pareil spectacle ne présente qu'un objet de compassion ou d'indignation, c'est prouver l'injustice, l'absurdité, l'inhumanité, la barbarie des loix criminelles qui, confondant un valet frippon & un meurtrier, punissent la fragilité d'un moment du même supplice que le meurtre. Qu'on ne croie pas qu'il faille que la peine de mort soit fréquente pour produire l'effet que le législateur en attend. La servitude, au contraire, en avertissant continuellement, finiroit par n'avertir jamais. Si les loix sont sages, les délits dignes de mort ne seront pas fréquens, & par conséquent les peines capitales seront rares.

Il n'y a que deux sortes de coupables qui mé-
1790. *Tome VII.*

R

258 DE LA LÉGISLATION.

ritent la mort : l'un est l'assassin dont on vient de parler, l'autre est celui qui trahiroit sa patrie, soit pour y établir le pouvoir arbitraire, soit pour la soumettre à une puissance étrangère. Il faut distinguer ce dernier du citoyen qui a le courage de dire à sa nation la vérité, qui desireroit des changemens qui la rendroient heureuse. Sa punition annonçeroit la ruine d'un état. Les autres délits qui offensent inégalement la société, doivent avoir des peines différentes. Un législateur, en infligeant la peine de mort, ne doit pas choisir la mort la plus lente, parce qu'elle est le supplice le plus cruel qu'il puisse admettre ; il punira en père ; il punira à regret, respectant toujours ce sentiment précieux d'humanité que la nature a placé dans notre cœur.

Ce n'est pas assez que les loix soient douces & humaines pour être aimées des citoyens, il faut qu'elles accordent une protection assurée à l'innocence. Présument toujours que l'accusé est innocent, le rassurant contre la crainte qui pourroit le troubler, elles lui fournissent tous les secours pour prouver son innocence ; il seroit absurde de prendre pour l'aveu d'un crime l'embarras qu'éprouve un honnête homme accusé, qui, gêné par une certaine honte, & confus d'avoir à se justifier, voit avec terreur l'incertitude des jugemens humains.

Les loix sont vicieuses & barbares, lorsque la prison faite pour s'affurer de la personne d'un citoyen soupçonné de n'être pas innocent, commence par être une véritable punition. Les loix ne doivent permettre d'arrêter un homme que quand il est surpris en flagrant délit. En Angleterre, l'usage de donner des cautions de se représenter, est bien plus sage que celui de tant de peuples qui commencent leurs procédures criminelles par enfermer un accusé dans un cachot, & qui, n'accordant aucune réparation à cet accusé, s'il est jugé innocent, font des injustices qui rendent le gouvernement odieux.

L'usage de la question est d'autant plus insensé, que les juges qui admettent ce moyen violent ne le regardent pas cependant comme une preuve de la vérité. Il ne résulte le plus souvent de cette malheureuse question, que d'être inhumain sans fruit. C'est-là que des juges altérés de sang, & qui ont imaginé une gloire funeste à trouver des coupables, tendent des pièges à l'accusé qu'ils interrogent, & pour le perdre feignent des sentimens d'humanité qu'ils n'ont pas.

Qu'il n'y ait jamais de punition sans jugement, ni de jugement sans une procédure régulière, si l'on ne veut pas commettre une injustice, qui effraieroit tout le monde & ne corrigeroit personne. Etablir des commissions, changer l'ordre

des tribunaux & des juridictions, c'est déclarer qu'on veut faire périr un innocent. Pour favoriser l'accusé & s'opposer en même temps à la corruption ou à l'erreur des juges, les loix ne craindront point d'entrer dans le plus grand détail, en prescrivant les regles ou les formalités dont il ne sera pas permis de s'écarter. Le moyen d'éviter les abus & les injustices d'une jurisprudence arbitraire, c'est d'obliger le magistrat de prononcer son avis à haute voix ; de rapporter dans son jugement le texte de la loi qui condamne le coupable, & de s'engager par serment à ne jamais juger en vertu d'une loi qu'il croira injuste. Les procédures ensevelies mystérieusement dans l'obscurité des greffes, seront au contraire ouvertes à tous les citoyens qui s'intéressent au sort du condamné ; ce sera une instruction pour les citoyens, & un frein pour les juges. Si la loi n'a point prononcé contre un délit, que celui qui l'a commis ne subisse aucune peine. Le juge doit seulement avertir le législateur qu'il manque quelque chose à son ouvrage, & rappeler au coupable que le devoir d'un bon citoyen & d'un honnête homme, est de ne pas se permettre tout ce que les loix n'ont pas défendu.

Un citoyen, qui ne laisse aucune espérance de retour à la vertu, seroit dangereux pour la société ; les loix le condamneront à une prison

perpétuelle, & non au bannissement, qui n'est fait que pour ceux qu'on veut séparer pour un temps de leur patrie. On se gardera bien d'envoyer une telle peste chez les peuples voisins, ils seroient en droit d'user de représailles, & dès-lors toutes les nations se corromproient mutuellement. Que jamais la confiscation des biens n'ait lieu ; on peut punir le coupable, mais sa punition ne doit pas rejaillir sur ses proches & ses héritiers innocens ; d'ailleurs, ce seroit tenter la cupidité du gouvernement. Il seroit même à désirer que les amendes n'eussent lieu que pour la punition des délits commis par l'avarice, & que l'argent en fût distribué aux indigens. L'usage des lettres de grace dans les législations dures est un des inconvéniens les plus funestes à l'empire des loix. S'il est beau que l'indulgence & le pardon accompagnent les princes, ce ne doit pas être pour enhardir les citoyens au mal. La loi sera bientôt méprisée, dès qu'elle ne sera pas toujours inflexible, toujours agissante, & les familles puissantes par leur rang & leurs richesses, qu'il importe davantage de punir, jouiront bientôt de l'impunité.

Pour faire paroître les loix douces & humaines, quoique sévères, il faut tempérer & corriger cette rigueur par des récompenses accordées aux actions contraires aux délits que l'on punit. En

264 DE LA LÉGISLATION.

qui les prépare à être des hommes justes & tempérans. La religion doit leur apprendre de bonne heure qu'il est impossible de tromper la vigilance & la justice d'un être suprême qui les tient sous ses yeux & sous sa main : cette bonne éducation leur fera contracter des habitudes honnêtes, qui leur serviront de préservatif contre les passions ; tandis que Dieu qui sera devenu, pour ainsi dire, le premier magistrat de la république, suppléera à ce qui manque à ses loix, & daignera les protéger.

LIVRE IV.

LES législateurs anciens ont toujours regardé l'éducation des enfans & la religion des peres comme le fondement des loix & de la félicité publique. C'est pour nous disposer à obéir à ces loix que la providence nous a condamnés à une longue enfance. Tous les momens de cet âge sont précieux. Ses jeux même doivent l'accoutumer à la justice & à la bienfaisance. Ce sont les premiers mots que doivent apprendre les enfans. Des leçons trop gênantes deviendroient pernicieuses, & produisant insensiblement l'habitude de la fausseté, suite inévitable d'un travail trop pénible.

ble, elles ne tendroient qu'à former des hypocrites. Devenus sensibles à l'amitié, il sera facile de leur faire trouver dans le défintéressement & la générosité de leurs amis des vertus héroïques auxquelles ils s'exerceront sans le savoir, & dont eux & la société auront un jour besoin. En se proportionnant ainsi à leur foiblesse, on les aidera à sortir plus promptement de l'enfance. Leur docilité, exempte de la crainte qui aviliroit leur ame, les fera passer sans danger à l'âge de virilité; & alors, enflammés de l'amour de la gloire que la nature a placé dans leur cœur & qu'on aura eu soin d'y conserver, ils offriront autant de citoyens prêts à se dévouer un jour pour la patrie.

Il n'est pas possible que les loix prescrivent tous les détails d'une excellente éducation; mais la tendresse & la vertu des peres répondront au législateur des mœurs naissantes des enfans. C'est sur-tout dans l'âge dangereux de l'adolescence que les loix doivent venir au secours de la tendresse trop indulgente des peres, & se charger des soins pénibles & continuels de cette seconde éducation. Cette jeunesse, encore peu circonscrite, ne demande qu'à s'élancer avec emportement & sans choix au-devant de tous les plaisirs. Entreprenante & téméraire, elle opprimerait tôt ou tard, si elle n'étoit réprimée; & ses caprices

devenant enfin la seule regle des mœurs publiques, bouleverseroient les loix & l'état. Cette impétuosité même, pourvu qu'on ne lui oppose point des loix trop sévères & trop nombreuses, qui la révolteroient par la contrainte, au lieu de la diriger par l'indulgence, est d'un bon augure pour l'avenir. Trop de circonspection dans les jeunes gens ne promet dans un âge plus avancé que des hommes médiocres & des magistrats mols & sans caractère. C'est à la loi qui doit les conduire d'être prudente pour eux, avertissant souvent, n'ordonnant que rarement, élevant des barrières pour qu'ils puissent faire un faux pas sans tomber dans le précipice, écartant d'eux cette oisiveté compagne de l'ennui & du vice, & ne leur offrant que des plaisirs utiles, de peur qu'ils ne s'en fassent de pernicioeux. Les institutions des républiques anciennes étoient admirables à cet égard. Combien les exercices pénibles, mais agréables du Champ de Mars ne développerent-ils pas de vertus & de talens chez les Romains ? N'est-ce pas aux loix de la Gymnastique, cette mere de l'ordre, de la regle, du travail & de la tempérance, qu'ils durent cette jeunesse infatigable & courageuse, parmi laquelle il se formoit sans cesse des Camille & des Scipion.

La sagesse d'un législateur ne doit pas laisser à une jeunesse peu prévoyante la liberté de déci-

der de ses plaisirs; elle doit avoir le secret de répandre sur les amusemens honnêtes & utiles qu'elle établit, cette variété piquante qui les rend toujours nouveaux, & qui ne permet pas aux jeunes gens de s'en rassasier & de s'en séparer sans chagrin. L'inquiétude naturelle qui porte les hommes, dans leur désœuvrement, à chercher la nouveauté, feroit bientôt naître une corruption générale, & l'opiniâtreté persévérante des jeunes gens triomphant de la sagesse nonchalante de leurs peres, ne tarderoit pas à produire des vices nouveaux qui en prépareroient de plus grands encore. C'est au relâchement qui s'introduisit dans l'éducation Athénienne, que Platon attribue la principale cause des malheurs de sa patrie après la guerre Médique.

On traite de rêveries & de chimères ce que ce philosophe rapporte de la décadence des Athéniens, parce qu'on jugé de la situation d'Athenes par celle de la plupart des états modernes. On ne fait pas attention qu'à force de s'être corrompu, on a oublié l'histoire de la génération des vices & la véritable origine de la corruption des hommes. On ne songe point à s'en prendre à la licence dans laquelle on élève les jeunes gens. Mais Platon, qui étoit témoin de la révolution dont il se plaint, & qui voyoit que le mépris de la jeunesse pour les talens & les vertus, son dé-

tachement de ses devoirs , l'altération des mœurs publiques & la ruine des loix étoient la suite des plaisirs moins modérés des jeunes Athéniens , sentoient l'importance d'une bonne éducation ; il sentoient que donner des mœurs à la jeunesse , c'est travailler indirectement , mais efficacement à réformer les loix , le gouvernement & les magistrats.

Malgré la sagesse & la justice des loix du gouvernement Suisse , qui tendent à faire aimer l'égalité , & qui peuvent faire espérer de trouver parmi les citoyens l'amour le plus vif pour la patrie , cependant on remarque dans ce gouvernement une certaine tiédeur qui ôte ce courage & cette chaleur des ames vraiment républicaines. Les causes de cette malheureuse nonchalance ne doivent être attribuées qu'à l'éducation négligée de la jeunesse qui , peu préparée à se contenter du bonheur que le gouvernement doit lui offrir , laissée dans une trop grande oisiveté , & trop libre de choisir à son gré ses plaisirs , expose sans cesse ce gouvernement à dégénérer. Cette jeunesse , voyageant ensuite chez les peuples voisins , n'en rapporte dans ses montagnes qu'une pédanterie qui lui fait trouver ses compatriotes insupportables & leurs loix trop gênantes , & ne permet pas au gouvernement de faire tout le bien que les législateurs s'en étoient promis.

Lycurgue avoit bien raison de défendre aux Spartiates la communication des autres Grecs.

La république ne formera jamais d'excellens citoyens , tant que l'éducation ne sera pas publique & générale.

Les regles que les peres de famille se seront faites arbitrairement , à cet égard , produiront dans les mœurs une variété qui n'y permettra aucune consistence ; & la jeunesse , élevée selon ces regles , ne portera dans la société que les préjugés domestiques de son éducation & de sa profession. Alors la république, divisée par des intérêts contraires , sera gouvernée par des intrigans uniquement occupés de leur fortune particuliere. Ce n'est pas que dans la situation actuelle des choses en Europe , l'éducation domestique ne puisse être préférable à ce qu'on appelle communément une éducation publique. Des parens vertueux & éclairés donneront une meilleure éducation que des maîtres mercenaires. Mais il ne peut résulter de cette éducation domestique que quelques honnêtes gens qui feront le bonheur de leur famille & de leurs amis , mais qui n'auront aucune influence sur les mœurs de la société. Il s'en faut bien que les colleges & les universités établis en Europe soient propres à l'éducation publique. La jeunesse aura , dans chaque ville & chaque

d'après les idées de Platon , conduire périodiquement les jeunes citoyens dans des écoles où l'on formeroit leur raison , & où , sans être oisifs , ils se délasseroient utilement de leurs fatigues. La base de ces études doit être une saine morale. De peur d'exposer les jeunes élèves à douter de tout & à devenir des sophistes , on ne leur présentera que des vérités simples , certaines & évidentes. Le principe d'où doit partir tout sage législateur & qu'il doit graver dans l'esprit de tous les citoyens, c'est qu'on ne fasse point à autrui ce qu'on ne voudroit pas qui fût fait à soi-même. De ce précepte dérivent la sensibilité , l'humanité , la bienfaisance & la confiance mutuelle. Le législateur ordonnera d'accoutumer les jeunes citoyens à juger du plus grand bien ou du plus grand mal d'une action , par le plus grand avantage ou le plus grand tort qui en résultera pour les autres. Avec le secours de cette mesure , & à l'aide de cette échelle morale , on leur apprendra à discerner les vertus & les vices qui intéressent le corps entier de la société , & ceux qui ne regardent que la vie privée & domestique.

L'étude du droit naturel , qu'on pourroit appeller le droit de l'égalité entre les hommes, est d'autant plus importante que , sans elle ,

la

la morale, incertaine dans ses principes, courra risque de s'égarer à chaque pas. En connoissant ce que la nature exige de nous, les jeunes élèves verront qu'il n'y a point différentes morales pour le riche, pour le pauvre, pour le grand, pour le petit, pour le magistrat, le souverain & le simple citoyen. Ils verront que le pere dans sa famille, le sénateur dans la république, & la république dans le monde entier, doivent avoir les mêmes principes de conduite. On leur enseignera l'histoire de leur nation, celle des anciens, & celle des peuples voisins, les attachant à l'étude de ceux qui sont les plus célèbres par leurs vertus civiles & guerrières, & leur faisant remarquer le bien & le mal que leurs loix ont produits. Toutes ces connoissances leur feront détester cette politique ruineuse qui croit que le vice est utile, & leur apprendront au contraire qu'il ne jouit que d'une prospérité passagere, & que la vertu seule fait fleurir les sociétés.

Le législateur doit craindre que l'éducation, en disposant à aimer le gouvernement auquel on doit obéir, n'inspire un amour aveugle & superstitieux qui empêcheroit de voir les vices des loix & d'en desirer de meilleures. Qu'on sache que toute société qui n'est pas parvenue au plus haut degré de perfection, à cette par-

faite égalité des conditions & des fortunes, éprouve nécessairement mille agitations qui troublent l'harmonie de ses parties & l'exposent à être tôt ou tard la victime des vices de son administration. Les peuples tant anciens que modernes ne fournissent que trop d'exemples des suites funestes de cet amour aveugle & superstitieux pour leur gouvernement.

Pour persévérer dans l'état de perfection après y être parvenu, ou pour mettre à portée de s'en approcher davantage, les loix de l'éducation établiront l'égalité la plus entière entre les enfans. Elles les accoutumeront à l'aimer. Persuadés alors que la nature n'a point fait des nobles & des roturiers, des riches & des pauvres, ils contracteront de bonne heure l'habitude de ne s'estimer & de ne se considérer que par leurs qualités personnelles. La réforme de quelque loi, ou le desir de se rapprocher davantage de l'égalité, ne seront point tumultueux, n'exciteront par conséquent ni conjurations ni cabales, parce que l'éducation aura appris aux grands qu'ils ne peuvent rien perdre à se faire aimer & à rendre considérables ceux qui leur sont inférieurs; & aux petits, qu'il leur suffit d'avoir des vertus & des talens, pour être sûrs de l'estime & de la considération du public.

Quoiqu'il y ait lieu d'espérer qu'une éducation , dont l'objet est que chaque citoyen devienne pour lui-même un magistrat plus sévère que celui que les loix établissent , fasse assez aimer l'ordre & le bien pour rendre facile la pratique des vertus les plus pénibles , cependant il est encore à craindre qu'une république , où subsiste la propriété des biens , cette mere de l'avarice & de l'ambition , ne se corrompe & ne contracte insensiblement des vices. Ce ne seront pas ces hommes sans caractère , qui obéissent nonchalamment à l'esprit de la république qui les entraîne & qui , sans être vertueux , ne sont pas cependant méchans , qui prépareront ou hâteront sa décadence ; les ennemis des loix & de l'état sont ceux que leurs passions rendent capables de tout , & à qui leur adresse assure l'impunité. Il est donc de la prudence du législateur d'établir une censure infiniment plus sage , plus vigilante , plus exacte que celle de la république romaine. Cette censure , c'est la religion seule qui , par la première , la plus importante & la plus nécessaire de toutes les loix , convaincra les citoyens que Dieu est le maître de toutes choses , que sa providence préside à tout , qu'elle est la source de tous nos biens , & qu'il tient un compte exact de

toutes nos actions. L'idée d'un être suprême, d'un juge toujours présent, dont il est impossible de fuir ou de tromper les regards & dont la justice récompense la vertu & punit le vice, en retenant les méchans par une terreur salutaire, ou en les rappelant au repentir par la voie des remords, fera trouver à l'homme de bien un nouveau zèle, de nouvelles délices dans l'accomplissement de ses devoirs, & lui fera en quelque sorte goûter par anticipation dans cette vie le bonheur de la vie future.

Le législateur ne sauroit trop redouter les malheurs de l'athéisme, cette doctrine funeste, qui nie l'existence d'un être suprême ou la providence, & qui enseigne que tout est matérielle; qui attribue le gouvernement de l'univers à une fatalité aveugle & irrésistible, & qui soutient que l'homme est un instrument passif, sans liberté, qui ne veut que ce que la nécessité lui fait vouloir, à l'égard duquel par conséquent il n'y a ni bien ni mal moral; ni juste ni injuste, & pour qui tout est égal hors la douleur ou le plaisir qui déchire ou chatouille les sens. Il ne doit pas moins redouter ces autres philosophes qui, sans attaquer le trône de Dieu, ne veulent point qu'il s'abaisse jusqu'à laisser tomber ses regards sur la terre qui, quoique son ouvrage, ne mérite pas qu'il daigne

s'en occuper , & soutiennent que l'ame est condamnée à la mort. L'effet de ces différentes opinions est le même , puisqu'elles coupent également toute relation entre Dieu & les hommes , & qu'elles promettent le même sort aux gens de bien & aux méchans. En anéantissant le législateur & le magistrat suprême de l'univers , elles anéantissent en même temps tous les droits de notre raison , & laissent une libre carrière à nos passions. Fabricius , ce sage & vertueux romain , avoit bien raison de prier les Dieux que les ennemis de sa patrie , pour n'être pas redoutables , suivissent toujours les principes de l'athéisme de Cynéas.

Il ne faut pas croire que la conduite irrégulière des athées , qui n'ont point de morale , puisse être contrainte par aucunes loix , quelque sévères , quelque vigilantes & quelque exactes qu'elles soient. Nécessairement inconséquens , ils s'opiniâtrent à avoir de la probité , lorsqu'ils pourroient faire le mal impunément & même avec avantage. Leur philosophie fait nécessairement des hypocrites dans le cours ordinaire de la vie , & des scélérats s'ils peuvent espérer de l'être avec quelque succès. En trompant les loix & les magistrats , elle ôte le garant de la probité publique , détruit la confiance mutuelle , & ne fait plus de la société ,

278 DE LA LÉGISLATION.

en quelque sorte dissoute, qu'un assemblage de brigands. L'idolâtrie, malgré son absurdité, ses folies & ses scandales, a pu produire des hommes vertueux, parce que des politiques éclairés ont pu s'en servir avec avantage pour affermir la probité des citoyens. En leur persuadant que Jupiter punissoit sévèrement dans les hommes les libertés que prenoient les Dieux, on les accoutumoit à croire peut-être que ce qui étoit mal dans les hommes, étoit bien dans les Dieux dont l'état est si différent du nôtre : c'est ainsi que les petits, parmi nous, approuvent dans les grands ce qu'ils blâment dans leurs pareils. D'ailleurs, l'idée d'un Tartare, où l'on punissoit les hommes qui auroient voulu prendre les mêmes licences que les Dieux, & celle des Champs-Elisées où l'on récompensoit les vertus qui honorent le plus l'humanité, en faisant espérer aux vertus & aux vices un sort différent dans l'autre vie, présentoient la religion comme un garant de la probité plus sûr que l'athéisme. De fausses règles de morale donnent à un sage législateur plus de moyens d'en tirer parti que l'ignorance absolue de ces règles, ou l'opiniâtreté à croire que tout ce qui nous fait plaisir est bien. La raison, éclairée & perfectionnée par le temps, peut faire peu-à-peu de la théologie la plus

absurde la religion d'un Aristide , d'un Socrate & d'un Platon.

En supposant que l'idolâtrie la plus monstrueuse soit un grand mal aux yeux de Dieu , tout porte à croire qu'il en voit encore un plus grand dans l'athéisme. En effet, n'est-il pas vraisemblable que sa bonté, qui lui représente sans cesse la raison humaine sujette à l'erreur & lente à se former, portera un regard d'indulgence sur le paganisme , en voyant sur-tout la sagesse de l'intention de ceux qui l'ont établi, qui le pratiquent & qui n'ont pu mieux faire. Dieu, qui se suffit à lui-même , ne peut être blessé de nos injures ; sa censure ne nous est nécessaire , & il ne l'exerce sur nous , que parce qu'il nous aime , & qu'il veut être le lien & le garant de la société. Il punira au contraire l'athéisme , qui ne tend qu'à détruire la nécessité de son existence , & toute sûreté entre les citoyens.

Il est possible que des voyageurs aient trouvé des peuples qui n'avoient aucune idée de Dieu, ni de la spiritualité de notre ame , ni des récompenses & des châtimens de l'autre vie ; mais on n'en peut rien conclure pour des sociétés régulières & qui sont éclairées par les lumières de la politique , des sciences & des arts. Un tel athéisme suppose une extrême ignorance ; mais un athéisme qui enseigne qu'il n'y a point de Dieu ni de re-

gles de morale, ne peut s'affocier qu'avec une extrême dépravation.

En admettant une république, telle que la merveilleuse république de Bay'e, qui aura des magistrats dans ces athées, ces grands philosophes qui n'ignorent rien, & ce qu'on appelle le peuple ou la populace, dans mille petits beaux esprits qui doivent leur éclat à quelque impiété triviale, & dans une foule de femmes galantes plus ou moins philosophes, suivant qu'elles ont eu ou qu'elles ont plus ou moins d'amans, cette république naissante paroîtra avoir d'assez beaux commencemens. Pour donner une forme à son gouvernement, tous les sages qui la composent, rendant sans doute justice au plus grand mérite, conviendront entr'eux de quelque subordination, & leur politique leur fera prendre les mesures les plus prudentes pour épouvanter les coupables, & inviter les citoyens à faire des actions utiles à la société.

Mais ces philosophes, voyant que leurs loix politiques ne leur fussent pas, & que la république est menacée d'une décadence prochaine, si on n'oppose pas de bonne heure une barrière insurmontable aux erreurs qui assiègent la raison humaine, représenteront les besoins urgens d'une philosophie sage & éclairée; & cette philosophie, aussi bien que leur politique, consistera à mépri-

ser la superstition, & par conséquent la religion qu'ils regardent comme une vaine & barbare superstition. La diète nationale, pénétrée de ces justes représentations, & enflammée du desir de préparer le bonheur des races futures, portera sans doute une loi pour ordonner aux peres d'enseigner à leurs enfans qu'il n'y a point de Dieu; que la providence n'est qu'une chimere, un mot vuide de sens; que le monde est éternel & subsiste par lui-même, ou que, s'il a eu un commencement, l'ordre qui y regne est l'ouvrage du hasard & le fruit de la combinaison fortuite des élémens. Il en sera de même de la spiritualité de l'ame, qu'on fera passer pour une rêverie agréable : la pensée sera une propriété de la matiere, & cette matiere sera plus ou moins subtile, plus ou moins déliée. Un petit athée de huit à dix ans ne verra dans la mort que la cessation des mouvemens nécessaires pour entretenir & diriger les opérations de l'homme. Il regardera comme une folie le bonheur chimérique d'une vie future. Plein de ces heureuses dispositions, on lui apprendra que l'homme n'est pas libre; que la sagesse humaine consiste à éviter la douleur & à trouver le plaisir; & que la raison, destinée à servir les passions, parce qu'elle a moins de force qu'elles, doit leur fournir simplement les moyens de se satisfaire avec plus de facilité.

Après ces sublimes instructions, les instituteurs seront chargés, par la loi, de ne rien négliger pour prémunir cet enfant contre les préjugés de l'ignorance & de la superstition, aguerrir son esprit contre je ne sais quels sentimens que la nature a placés dans notre cœur, à l'accoutumer à cette humanité indulgente qui excuse tout, & à cette noblesse de penser qui ne s'étonne de rien. Voilà la doctrine funeste dont l'athéisme infecte nécessairement les esprits. Une république ainsi constituée pourra-t-elle subsister long-temps ? Ses philosophes pourront-ils porter ses loix & instruire sa jeunesse, sans s'appercevoir de leur extravagance ? Ne sentiront-ils pas enfin le besoin que nous avons d'un Dieu, d'une providence & de la morale ? Tant de précautions entassées pour engager à devenir honnêtes gens, tandis qu'un peu de vertu produisoit d'une manière plus simple, plus facile & plus sûre cet heureux effet ; ce code si compliqué, ces loix si multipliées annoncent la défiance de la république dans sa philosophie & dans ses citoyens. Pour avoir des magistrats vertueux, elle eût dû donner quelque valeur à la vertu. En la faisant passer pour un préjugé inutile, & en n'y préparant pas le cœur des enfans, les loix ne seront jamais assez sévères pour les contenir, lorsqu'ils seront des hommes. La ressource même de doubler le nombre des magistrats

n'aura aucun succès, parce que deux magistrats choisis parmi des citoyens mal-honnêtes gens, ne sont pas plus utiles qu'un seul.

Les barrières qui empêchent que les athées qui vivent aujourd'hui parmi nous ne soient les plus méchans des hommes, seront levées dans une telle république, & elle ne pourra jamais être heureuse & florissante. Pour parvenir à ce but, ces législateurs devoient, avant tout, étudier le cœur humain, & prendre un soin particulier de cultiver les bonnes mœurs; faire contracter par l'éducation des habitudes louables, & apprendre à leurs élèves à avoir une conscience & des remords avant même que de connoître le prix de la vertu. Au lieu de traiter de fictions l'existence d'un Dieu & d'une providence, l'immortalité de l'âme, les peines & les récompenses dans une seconde vie, ils devoient au contraire être assez habiles, pour pouvoir tirer du secours d'une doctrine dont ils voyoient évidemment l'utilité, ne pas étouffer ces sentimens de justice, d'humanité & de bienfaisance qu'ils avoient trouvés quelquefois en eux-mêmes & que la nature nous a donnés pour notre avantage commun, & ne pas chercher à rendre les hommes méchans par l'éducation dont le but est de les rendre meilleurs. Sensibles à la honte d'avoir mal fait, ils voudroient détourner le mal; mais les peines qu'ils infligeront, quelque

dures qu'elles soient, ne seront pas capables d'intimider & d'arrêter leurs intrépides citoyens. Ceux-ci, étant sans morale, braveront, avec un courage ordinaire, la roue & des tortures encore plus cruelles. Peut-être même se féliciteront-ils de n'être pas exposés à végéter misérablement dans une triste & douloureuse vieillesse. Intrépides contre les supplices, ils se moqueront des récompenses qu'on leur présentera pour les inviter à la vertu qu'ils ne peuvent estimer, puisque par leurs principes ils ne peuvent mépriser aucun vice.

Mais quand même à force de gibets & de roues, la république de Bayle parviendrait à empêcher les grands crimes, jamais elle ne pourroit faire naître cette honnêteté intérieure de mœurs délicates & scrupuleuses. Ce méchant homme, qui ne craint ni Dieu ni sa conscience, bravera le magistrat en affectant une fausse simplicité ; toujours soupçonné, on n'aura que des demi-preuves de ses crimes. Il sera facile d'éluder les loix. Il n'appartient pas à tous les états d'établir la censure de la république romaine. Trouvera-t-on parmi des athées des hommes dignes d'être des censeurs & des Catons ? Si ces magistrats avoient d'abord quelque autorité, ne s'en serviroient-ils pas pour établir une inquisition funeste, servir leurs passions & établir la tyrannie ?

Il est assez heureux qu'en faisant tous leurs efforts pour prouver que l'athéisme peut faire fleurir une république, les ennemis de Dieu fournissent la preuve la plus complète de son existence. Quand même son nom ne seroit pas écrit sur toutes les parties de l'univers, la nécessité de ce témoin, de ce juge de toutes nos actions & de toutes nos pensées, sans lequel il ne peut y avoir de bonheur pour la société, n'est-elle pas la preuve convaincante qu'il y a un Dieu ? Elle est à-la-fois écrite & dans notre esprit & dans notre cœur. Tous les sentimens que nous éprouvons, sont autant de voix qui nous appellent à cet être suprême, le premier lien & le premier garant de la société, & notre consolateur contre l'injustice humaine.

Le desir que nous avons d'être heureux, desir qui ne peut s'accommoder d'une philosophie qui, en ne produisant que des maux toujours renaissans, ne donne même aucune consolation passagère, ne permettra pas à cette république d'athées de subsister long-temps, si toutefois elle peut exister. Ses citoyens, lassés les uns des autres, ou se fuiront & se disperferont dans les pays voisins, ou se déchireront bientôt par leurs propres mains, ou enfin se désabuseront de leurs erreurs. Ils regretteront les préjugés qu'ils avoient condamnés, & commenceront à voir, avec moins de mépris, une doctrine favorable à l'ordre de la

société. D'abord on donnera des principes moins tranchans à la jeunesse. De l'athéisme on passera au déisme. Quelque enthousiaste, les magistrats mêmes favoriseront, par différens motifs, les progrès de la religion, & la république aura des dogmes, des prêtres & des cérémonies religieuses. Plutôt que de ne rien adorer, on préférera d'élever des autels à un Jupiter, à une Vénus, à un Apollon; & l'athéisme, trop peu analogue à notre esprit & à notre cœur, ne sera jamais que la doctrine d'un petit nombre d'hommes qui, dispersés çà & là, & n'ayant à redouter ni les inquiétudes ni les alarmes que leur inspireroient des citoyens sans morale, pourront, sans effort, rester attachés à leur système.

Puisque les athées n'ont aucun intérêt d'étendre leur doctrine, ils ne méritent donc pas d'être traités avec une extrême sévérité par le législateur, qui doit remettre à Dieu le soin de se venger. Il doit se borner à intimider l'athéisme par des châtimens, & le condamner à l'obscurité dont il ne peut sortir sans danger; parce qu'infestant ordinairement les citoyens les plus considérables de la république, & qui par conséquent décident de son sort, leur conduite irrégulière, en mettant à la mode une certaine indifférence pour la religion, corrompt les citoyens mêmes qui ne pensent pas comme eux. C'est ce qui arriva dans la

Grece, où la licence avec laquelle tant de philosophes parlerent de la divinité, amena la corruption, & enfin la ruine de la république.

Rien n'est plus sage que de prendre la défense des Dieux, si on entend parler d'eux d'une manière impie. Mais en instruire les magistrats, comme Platon l'exige, pour qu'ils y remédient, ce seroit favoriser la délation, toujours basse, toujours odieuse, & qui, en avilissant les hommes, les rend suspects les uns aux autres. Platon condamne le coupable à cinq ans de prison, & ce coupable ne doit voir pendant tout ce temps que les magistrats chargés de l'éclairer & de le faire rentrer en lui-même. Si après cette correction il n'est pas corrigé & continue à publier sa doctrine, Platon le condamne impitoyablement à la mort, & ordonne que son cadavre, porté hors des terres de la république, soit jetté à la voirie. La loi ne seroit-elle pas plus sage, si elle se contentoit d'enfermer un coupable incorrigible dans une prison perpétuelle ?

Il ne suffit pas d'avoir un culte religieux, il est encore nécessaire que ce culte soit public. Il seroit dangereux de l'abandonner au zèle & à l'imagination des citoyens ; & puisque le devoir que les hommes ont à remplir exige du législateur qu'il le soumette à des règles certaines, l'ame & le corps exerçant un pouvoir réciproque

l'un sur l'autre, il est d'une utilité indispensable que la religion, en nous élevant à des idées spirituelles, tienne cependant à un culte & à des cérémonies corporelles qui unissent les citoyens entr'eux par des actions sensibles, & les disposent à n'avoir qu'un même esprit, & à remplir leurs devoirs mutuels. Il est vrai qu'une religion toute métaphysique, en dégageant notre ame de nos sens pour l'élever jusqu'à Dieu, paroîtroit plus sublime, & répondroit au législateur de la probité du citoyen qui la pratiqueroit ; mais elle seroit moins conforme à la nature des hommes, qu'à celle des anges. La religion raffinée des déistes, qui peut bien n'être pas désagréable à Dieu, produira peut-être quelques sages ; mais en négligeant de rappeler la multitude par un culte public, périodique & uniforme à la pensée d'un Dieu & à l'amour du devoir, elle s'anéantira peu-à-peu, ou se défigurera de la manière la plus étrange. Des hommes, accablés sous le poids des affaires, ou distraits & tyrannisés sans cesse par des passions violentes, & par des besoins plus violens encore, font-ils faits pour porter métaphysiquement leurs regards vers le ciel ? Le déisme sera-t-il un frein capable d'arrêter les citoyens d'une république où les exercices journaliers de la religion ont si peu de pouvoir ? Et si les loix civiles ont
 besoin

besoin des tribunaux pour avertir continuellement qu'elles sont en vigueur ; si elles ne peuvent qu'être inutiles sans les magistrats ; il est certain que la religion , loin de conserver son pouvoir , deviendrait une source de discorde , de haine & d'erreur , si elle n'avait un culte autorisé , & des prêtres pour en régler l'ordre & les cérémonies.

En prenant ces considérations & ces vérités pour règle des loix qui intéressent la religion , le législateur ne s'égara jamais. Les Grecs & les Romains , dit Cicéron , ont pensé sagement. Pour affermir la piété que nous devons aux Dieux , ils ont voulu en quelque sorte les faire habiter parmi nous. C'est une ignorance coupable de la part de ceux qui , faisant consister toute la philosophie à mépriser & haïr toutes les religions , & déclamant continuellement contre les cérémonies religieuses , ébranlent & détruisent dans les citoyens les motifs qui les portent à marquer leur respect & leur reconnaissance à l'Être suprême. Ils ne prévoient pas que le mépris des cérémonies doit conduire à l'oubli de Dieu , & que les hommes , naturellement enclins à la superstition , ont besoin d'un culte fixe & certain , comme un préservatif contre toutes les folies humaines. Les loix sont en droit de réprimer une témérité pro-

pre à porter le relâchement dans les mœurs, & le trouble dans la société.

La licence avec laquelle on attaque ouvertement la religion, presque la seule règle de morale qu'aient la plupart des hommes, est une des plus grandes calamités de l'Europe. Les déistes, qui cherchent à détruire les rites de cette religion pour ramener à un culte intérieur & purement spirituel, devraient bien au contraire imiter la sagesse de Socrate, auquel ils ont la modestie de se comparer, & qui, malgré les superstitions les plus grossières au milieu desquelles il vivoit, parloit de l'être suprême avec toute la dignité & la grandeur où peut atteindre l'esprit humain. Pour corriger le peuple de ses erreurs, il se contentoit de lui montrer la vérité, & ne cherchoit à profiter du sentiment de pitié qui l'attachoit à ses pratiques superstitieuses, que pour lui faire embrasser, sans scandale, sans trouble, sans danger pour les mœurs, une religion plus raisonnable. La loi doit infliger une peine au déiste, qui outrage & avilit la religion par ses discours, comme à l'impie qui l'insulte publiquement par des actions sacrilèges; mais toujours indulgente & humaine, le châtiment peut consister en quelques mois de prison.

C'est à Dieu seul de juger les pensées; & aux

hommes de juger les actions. Mais en punissant le mépris qui profane publiquement le culte rendu à la divinité, la loi doit mesurer son indulgence ou sa sévérité sur le zèle ou la tiédeur du public à venger ce mépris, prévenant l'impiété pour n'être pas dans le cas de la punir, cherchant les moyens de rendre à la religion son ancienne dignité, mettant plus d'attention & de soin à conserver les mœurs, à empêcher les athées & les déistes de publier leur doctrine, & à forcer surtout les ministres de la religion de prendre une conduite propre à les faire respecter. Les magistrats n'oublieront rien pour instruire un déiste dans sa prison, lui faire connoître sa faute, & lui représenter combien elle est funeste à la société. On ne lui rendra sa liberté, que sous la promesse d'une conduite prudente & circonspecte, mais sans exiger de lui de rétractation qui ne seroit pas sincère. Une rechûte doit être punie de deux ou trois ans de prison, & une opiniâtreté incorrigible mérite le traitement des athées.

Tout ce qu'on pourroit dire des inconvénients qui ont résulté des cérémonies religieuses, des erreurs que des religions insensées ont répandues dans le monde, & des vices des prêtres, ne prouve rien contre la nécessité d'un culte public & d'une religion. Qu'on ne craigne pas que l'usage des

prières, & la confiance que nous avons dans le secours de Dieu, nous jettent dans une apathie grossière, dans une lâche & nonchalante pusillanimité. L'espérance d'un bien qu'on desire élève le courage & rend, pour ainsi dire, l'homme supérieur à lui-même. Il n'en faut pas d'autre preuve que l'attention des Romains à mettre les Dieux dans leurs intérêts. A la vérité il est ridicule de croire aux augures & à mille autres superstitions; mais on ne peut refuser son indulgence à des niaiseries qui s'associent, on ne sait comment, à de grandes qualités. Quoique Sylla ait écrit dans ses mémoires qu'un général doit être fidèle à exécuter les choses dont il est averti en songe, n'est-il pas mis au rang des plus grands capitaines ?

Il faut, ce semble, distinguer deux sortes de superstitions ; l'une trompe l'esprit, mais sans préjudicier à la société, telle que celle des augures. L'autre, en attribuant à de certaines pratiques la vertu qu'elles n'ont pas, écarte des règles de la morale, & fait négliger le devoir, en jettant dans le relâchement. Mais l'abus que les passions des prêtres font de la religion & de la crédulité populaire, n'est point la religion. C'est une preuve de la négligence du législateur qui, trop peu en garde contre les passions des prêtres, n'a pas été attentif à conserver les principes de la morale

dans leur pureté; & comme les abus d'un gouvernement ne doivent point faire diffoudre la société, ceux de la religion ne doivent pas faire renoncer à un culte public. Il faudroit établir une alliance étroite entre la religion & la philosophie, & cette alliance est possible, & même très-aisée, pourvu que les prêtres & les philosophes aiment de bonne foi la vérité & notre bonheur. Mais, puisque la vraie philosophie est aussi rare que le vrai esprit de religion, c'est au législateur d'avoir la sagesse de porter des loix qui soient propres, sinon à les associer ensemble, du moins à les faire vivre sans dissension.

Pour parvenir à marquer efficacement les limites respectives de la religion & de la philosophie qui semblent être incompatibles, le législateur ne doit pas penser qu'un abus est réprimé quand il a porté une loi pour le proscrire, il doit savoir que le fondement d'une bonne législation est le soin qu'il met à connoître ses devoirs & à se prescrire des règles à soi-même, & commencer, avant tout, par se convaincre qu'il doit se borner à rendre les hommes heureux dans ce monde, & à regarder la religion comme le lien des citoyens, & comme le garant de la probité. En cessant d'être législateur pour devenir apôtre il ne faut pas que, confondant des idées différentes

& aveuglé par un zèle indiscret, il montre un fanatisme qui révolteroit les consciences & le rendroit odieux, & qui accréditant pieusement les vices qu'il veut détruire, feroit dégénérer la religion en superstition, & plongerait l'état dans les plus grands malheurs.

C'est avec autant d'injustice que d'absurdité que les athées & les déistes accusent notre religion, cette doctrine qui ne prêche qu'une morale paisible, d'avoir produit tous les maux qui sont l'ouvrage du fanatisme. Ces maux ne doivent être attribués qu'à la corruption du sacerdoce, & cette corruption a toujours pris son origine dans la faute qu'ont faite les législateurs de ne pas se borner à rendre les hommes heureux dans ce monde, & d'avoir donné aux prêtres une autorité temporelle. L'histoire ancienne & l'histoire moderne ne prouvent que trop qu'un mélange de la religion & de la politique expose l'une & l'autre à se dénaturer & à se corrompre mutuellement. Le législateur doit donc établir des loix fondamentales, qui tiennent toujours séparées les choses spirituelles & les choses temporelles.

C'étoit une mauvaise loi que celle qui accordoit aux augures une si grande autorité dans l'administration de la république romaine. Le vol des oiseaux & les entrailles des victimes, en les ren-

dant assez puissans pour décider de tout ce qui se faisoit au-dedans & au-dehors, leur donnoient une considération politique, tandis qu'ils ne devoient avoir qu'une considération régulière, c'est-à-dire, qu'ils étoient respectés par l'autorité dont ils jouissoient, tandis qu'ils ne devoient l'être que par leurs vertus & leur doctrine. Cette loi devoit soumettre les Romains aux augures, comme les Gaulois le furent à leurs druides; & si elle ne déranger pas l'ordre de leur haute destinée, si elle fut même utile à la république, en un mot si Rome échappa à la tyrannie de ses prêtres, ce ne fut d'abord que par des accidens qui ne pouvoient toujours subsister, & ensuite par des vices qui la précipiterent sous le joug de ses généraux.

Pour conserver à la religion sa pureté, & la confiance des citoyens, le législateur doit s'attacher à affermir l'ordre, & prendre des mesures pour forcer sans violence les ministres de la religion à se contenter d'une fortune qui peut s'allier avec de bonnes mœurs. L'état doit pourvoir à la subsistance des prêtres. Mais il y doit pourvoir avec modestie. Qu'ils aient des salaires, comme en Hollande, & non des domaines, comme en Allemagne & en France. Manquant du nécessaire, ils seroient avilis; &, mécontents de leur sort, ils

emploieroient l'intrigue qui les feroit mépriser ; si elle étoit impuissante , & qui infecteroit les temples de toutes sortes de vices , si le succès couronneroit ses efforts.

Cen'est point sans raison que les philosophes les plus sages de l'antiquité vouloient substituer aux richesses des temples une auguste simplicité. Dieu n'a que faire , dit Cicéron , de notre faste , & c'est sur les sentimens de notre cœur qu'il nous juge. Les impies sont bien insensés , dit Platon , de prétendre appaiser les Dieux par des présens. Que toutes vos offrandes , dit-il , soient simples , mais présentées par des mains pures. La richesse & la somptuosité des temples inspirera toujours aux prêtres l'ambition d'être riches & d'avoir des palais. En effet , on ne peut se déguiser que les libéralités indiscrettes des premiers chrétiens n'aient corrompu les mœurs de leurs pasteurs. Elles procurerent à l'église un patrimoine qui l'empêcha de conserver son ancienne simplicité , & qui , après lui avoir fait perdre la plupart de ses vertus , & avoir mis ses ministres en état de former un ordre indépendant & séparé de la société , leur fit naître la pensée de l'asservir. Juges souverains dans les choses qui regardent la religion , leur personne devoit être soumise aux loix civiles , & il ne falloit pas , en

leur laissant des richesses & des honneurs qui les forçoient à être avarés & ambitieux, les mettre dans l'impossibilité de renoncer à leur avarice & à leur ambition, aussi funestes à la religion qu'à la société. Il faudroit donc, en bornant leur fortune, diminuer leur nombre, autant qu'ils peuvent le permettre leurs fonctions, afin que le sentiment de leur foiblesse les détournât de projets trop hardis, établir entr'eux la subordination la plus exacte, & les rapprocher, autant qu'il seroit possible, de l'égalité la plus parfaite. Le clergé de Hollande paroît, à cet égard, établi sur les plus sages principes.

La religion n'aura besoin d'aucune loi pour la mettre à l'abri de l'injure, si ses ministres sont respectés pour leur doctrine par la sagesse de leurs mœurs & de leur conduite. Mais dès que des prêtres profanes incommoderont la société par tous les vices qui accompagnent les richesses, le luxe & l'oisiveté, dès qu'ils la choqueront également, & par leur indulgence relâchée, & par l'amertume de leur zèle, il ne sera plus possible d'établir une sorte d'alliance entre la religion & la philosophie. D'abord on tournera ces prêtres en ridicule, puis on les méprisera ; enfin, l'irreligion, levant audacieusement le masque, persuadera que leurs vices appartiennent à la religion, & qu'elle ne

peut faire que du mal, puisque ses ministres se sont rendus incapables de faire du bien.

Le législateur veillera à ce que la société qu'il veut régler cultive sa raison & s'instruise par l'étude du droit naturel & de la morale ; s'il ne veut pas que la religion y soit obscurcie & défigurée par des superstitions insensées. Ces mesures ôteront au clergé la tentation & le pouvoir d'abuser de ses connoissances, de substituer aux devoirs les plus essentiels les pratiques les plus indifférentes, les plus puériles & les plus superstitieuses, & d'accréditer des vices qui, sous les beaux noms de charité & de zèle, résisteroient à toute la force des loix. Tel fut l'effet que produisit l'ignorance de ces siècles où la religion autorisoit, sans doute avec raison, la piété des fideles à visiter les tombeaux des saints. Ces sortes de pèlerinages se firent d'abord avec ferveur ; mais cette ferveur diminuant enfin de jour en jour, & les pèlerinages devenant par conséquent plus rares, on travailla à ranimer la foi des fideles ; les miracles qui s'opéroient sur les tombeaux des saints ne suffirent pas, les pèlerinages eurent la vertu d'obtenir la remission des péchés. De-là les voyages de la terre sainte, la folie des croisades, la guerre contre les hérétiques.

L'établissement des chaires & des docteurs en théologie n'est pas moins funeste à la religion que l'ignorance qui l'avilit & la dégrade. La religion ne peut être enseignée avec trop de simplicité ; la véritable science consiste à connoître ses dogmes & ses rites , & à les transmettre à ses enfans comme on les a reçus de ses peres. Les controverses des théologiens ne produisant, au contraire, que des querelles dangereuses, & ne tendant qu'à les diviser & à les porter à se persécuter pour la plus grande gloire de Dieu, ne peuvent qu'affoiblir la foi des gens d'esprit , & former l'incrédulité, toujours prête à profiter des divisions des théologiens pour faire des prosélytes.

Le législateur, à l'exemple de Cicéron , ne doit pas permettre que personne ait des Dieux à part, soit nouveaux , soit étrangers, pour leur rendre un culte particulier, à moins qu'ils n'aient été authentiquement reconnus. Il défendra encore , comme Cicéron, qu'on ne puisse vaquer à des sacrifices particuliers , sans y appeller les ministres publics de la religion. Il seroit également dangereux de souffrir, dans la république, des prêtres inconnus & clandestins qui , pouvant devenir autant de fanatiques & d'illuminés, diminueront la considération des prêtres anciens ,

& par conséquent leur zèle à s'acquitter de leur devoir, ou les porteroient à abuser de leur crédit pour les persécuter. Un gouvernement doit donc être intolérant, c'est-à-dire, extrêmement attentif à empêcher que la religion ne s'altère, ou qu'il ne s'en forme une nouvelle. Celle-ci, dès qu'elle est formée, loin de la proscrire, il faut la tolérer; ne lui opposer que de la douceur si c'est une superstition qui puisse être dangereuse, & chercher les moyens de se l'associer & de lui faire aimer le gouvernement, de peur de faire naître des plaintes, des murmures, des reproches, & ensuite des scandales & des haines.

Quoique la religion chrétienne ne puisse adopter des erreurs contraires aux vérités qui lui sont révélées, ni admettre un culte nouveau, ce n'est pas une raison pour le législateur de punir de mort ceux qui professent ce culte. Dieu seul fait quelle punition mérite l'erreur de l'esprit, & le gouvernement ne fait pas sans doute une faute en imitant la bonté & la patience de Dieu. C'est au législateur d'être très-attentif à se mettre en garde contre le zèle que des ministres de la religion chrétienne ont pour le salut des âmes & qui est très-propre à leur faire illusion. Il doit leur rappeler les devoirs de leur mission, & combien

un zèle indiscret les rendroit coupables comme citoyens & comme ministres de la religion, & leur représenter combien il s'éloigneroit lui-même de son but, qui doit être le bonheur de la société, s'il s'armoit de l'épée contre les malheureux qui croient bien faire, & qui ont d'ailleurs toutes les qualités civiles ; combien, en les associant à des mystères dont ils sont indignes, il deviendrait sacrilège par la profanation d'une religion qui doit être si pure.

Le gouvernement doit être d'autant plus attaché à ces principes, qu'un seul acte de persécution suffit pour faire dégénérer la religion en fanatisme ; & lorsque les loix divines & les loix humaines sont en opposition, à quels crimes les mains des fanatiques se refusent-elles ? La rivalité des princes du sang & des Guises n'auroit produit que des tracasseries de cour, si les violences de François Ier & de son fils à l'égard des réformés ne les eussent invités à se précautionner contre les injustices du gouvernement. Ces guerres de religion laissent des impressions si vives & si profondes de haine & de défiance, qu'elles semblent se reproduire incessamment, & qu'il s'écoulera des siècles avant que le législateur trouve les esprits assez lassés de leurs dissensions pour re-

cevoir les principes d'une sage tolérance qu'il eût été d'abord si facile d'adopter. La France se sentit encore sous les successeurs de Henri IV, de la faute qu'avoient faite François Ier & son fils, en donnant l'exemple de la persécution. En Angleterre même, où, sous les auspices d'un sage gouvernement, la raison a fait tant de progrès, combien ne retrouve-t-on pas de traces de ces haines théologiques ?

Ces réflexions font découvrir tout ce que la société pourroit être sous la main d'un législateur habile qui auroit étudié les vices de la nature, & elles montrent en même temps dans quel abîme de maux des loix faites sans méthode ont jetté & retiennent les hommes. L'histoire des nations, les codes de leurs loix ne présentent pour législateurs du monde que les passions, les caprices, les préjugés & l'ignorance. C'est à tort que nous accusons la nature, lorsque nous nous sommes rendus sourds à sa voix. Elle nous a fait tous égaux, & il nous plaît, en faisant des loix, de supposer qu'il n'y a point d'égalité. Elle ne nous a fait ni avares ni ambitieux, & cependant nous voulons que l'avarice & l'ambition soient les deux principes de l'ordre & des mouvemens de la société. Pour

savoir à quelles loix nous devons nous soumettre, il faut remonter à ces loix éternelles, qui sont, dit Cicéron, la raison même de Dieu, qui ont précédé la naissance des villes & des sociétés, & que ni le sénat ni le peuple ne peuvent changer. Il faut étudier notre cœur, nos passions, nos besoins & les ressources de notre esprit. Cette étude nous rapprochera de quelques pas du but que nous devons nous proposer, au lieu d'augmenter encore davantage la distance immense qui nous en sépare.

TELLE est la substance du livre de l'abbé Mably sur la législation. Cet auteur politique qui a si bien préparé les esprits à la révolution du gouvernement françois, naquit à Grenoble le 14 mars 1709, & mourut le 23 avril 1785. Nous laissons aux compilateurs d'anecdotes le soin de rechercher tous les faits peu intéressans, relatifs à son enfance & à son éducation, pour ne parler que de son caractère & de ses travaux, seule manière de louer les hommes célèbres. Sorti du collège des Jésuites de la ville de Lyon, l'abbé de Mably pouvoit facilement, par ses alliances & par la protection du ministre Fleury qui gouvernoit alors le royaume, atteindre à la fortune & aux

dignités ecclésiastiques. Il lui auroit suffi, pour y parvenir; de montrer un peu de souplesse envers ceux qui avoient l'autorité en main; mais ces honteux moyens étoient incompatibles avec la fierté naturelle de son caractère, source de ce vif enthousiasme qu'il montra constamment pour la liberté. Nourri de la lecture des anciens qu'il aimoit jusqu'à l'idolâtrie, il y puisa de bonne heure l'amour de toutes les vertus. Il étoit sur-tout charmé des mœurs austères des Lacédémoniens, qui avoient un rapport plus immédiat avec son caractère, que les qualités douces & brillantes qui distinguoient la république d'Athènes. Il parloit avec vénération de Sparte & de son sage législateur. Il étoit animé d'un saint enthousiasme, quand il se rappelloit cette foule de traits de vertu sublime des héros de l'ancienne Grèce. Il s'étoit transporté tout entier dans ces siècles fameux, & avoit façonné son ame au caractère & aux vertus des hommes qui les illustroient. Enneminé du luxe, de l'orgueil, & de tous les vices qui en sont inséparables, il en parla toujours avec force & avec une espèce d'indignation. Pour achever de peindre d'un seul trait ce vertueux philosophe, nous dirons que c'étoit

un austere Spartiate , transporté dans les murs de Paris.

Mably dans sa *Législation ou Principes des Loix* nous ramene toujours , par un ascendant invincible, aux petites républiques de l'ancienne Grece , & sur-tout à la république de Sparte qu'il nous offre comme le modele de toutes les vertus. Il développe de la maniere la plus intéressante la politique de ces petits gouvernemens isolés, dont la population étoit peu nombreuse , les relations externes très-peu étendues, & dont les mœurs étoient par conséquent beaucoup plus rapprochées de leur pureté primitive , que ne le peuvent être celles de nos états modernes. Les idées de cet estimable écrivain ne peuvent cependant pas s'appliquer généralement aux états actuels de l'Europe. Leur population , leur grandeur , les arts, le commerce , les lumieres en tout genre , les relations internes & externes ont modifié la politique en mille manieres. De nouveaux besoins ont fait naître des vices nouveaux & nécessité des loix nouvelles. Il a dû nécessairement en résulter de grands changemens dans la politique, qui doit se perfectionner de plus en plus , pour le bonheur des hommes , à mesure que les lumieres de la philosophie s'étendront , & qu'on

306 DE LA LÉGISLATION.

fera convaincu de la vérité de ce principe de notre auteur : *que la bonne politique n'est point distinguée de l'excellente morale.*

Fin du Tome septieme.

BIBLIOTHEQUE
DE
L'HOMME PUBLIC;
OU
ANALYSE RAISONNÉE
DES PRINCIPAUX OUVRAGES

FRANÇOIS ET ÉTRANGERS,

*Sur la Politique en général, la Législation,
les Finances, la Police, l'Agriculture et le
Commerce en particulier, et sur le Droit
naturel et public.*

PAR M. DE CONDORCET, Secrétaire perpétuel
de l'Académie des Sciences, l'un des Qua-
rante de l'Académie Française, de la Société
Royale de Londres; M. LE CHAPELLIER,
Député de l'Assemblée Nationale, et autres
Gens de Lettres.

TOME HUITIEME.



A P A R I S,
Chez BUISSON, Libraire, hôtel de Coëtlosquet,
rue Haute-Feuille, N°. 20.

1 7 9 0.

Quelque foible influence que puisse avoir ma voix
dans les affaires publiques, le droit d'y voter suffit pour
m'imposer le devoir de m'en insinuer.

J. J. Rousseau, Contrat social.

BIBLIOTHEQUE

DE

L'HOMME PUBLIC.

Discours d'Agrippa et de Mécène à Auguste, traduits du grec de Dion Cassius; par M. Lefranc de Pompignan.

ON peut distinguer deux regnes dans le regne d'Auguste. Le premier si nous appellons ainsi l'autorité qu'il exerça comme triumvir, fut le regne des proscriptions et des cruautés; le second fut le triomphe de la clémence et des arts. L'usurpateur de l'empire fit le bonheur des Romains; le meurtrier de Cicéron devint le protecteur de Virgile. Ce prince effaça, par de grandes vertus, l'opprobre et l'horreur de ses premières années. Il eut long-temps des ennemis; leur haine obstinée, et les soins du gouvernement auxquels il se livroit avec une application que peu de souverains ont imitée, le dégoutèrent presque de l'empire. Selon Suétone, il voulut deux fois abdiquer; la première, à cause des conspirations fréquentes qui se faisoient contre lui; la seconde, à cause des maladies fâcheuses dont il étoit souvent attaqué. Dion Cassius ne lui fait former ce des-

sein qu'une seule fois. Suivant cet historien, il consulta sur son projet ses deux confidens intimes, Agrippa son gendre, grand homme de guerre, citoyen vertueux, mais sauvage et fier; Mécène, gouverneur de Rome, courtisan sans intrigue, favori sans ambition, l'ami de Virgile, d'Horace et d'Auguste.

Ces deux discours sont des essais politiques. On ne doit pas croire qu'ils aient été prononcés à Auguste tels qu'on les lit dans l'historien grec. Celui de Mécène sur-tout a plus l'air d'un mémoire travaillé avec soin, que d'un avis donné en conversation. Ce qu'il y a de certain, c'est que ces deux pièces renferment d'excellens principes d'état, soit républicains, soit monarchiques. Ce sont des instructions utiles pour les princes et pour les personnes qui ont le maniement des affaires. Agrippa conseille Auguste en Romain libre, indépendant des graces, ennemi du pouvoir arbitraire; Mécène en ami souple, en sujet docile et qui veut un maître, mais un maître juste, soumis aux loix du bien des peuples. Son discours est le plan d'une monarchie sage et bienfaisante. Auguste l'adopta; les peuples et lui s'en trouverent bien. Le gouvernement monarchique est, sans contredit, le meilleur des gouvernemens, pourvu qu'il soit tempéré par les loix, comme le desiroit M. de Fénelon. Cet homme si aimable et si doux étoit plus opposé qu'on ne fût jamais au despotisme et à l'abus du pouvoir.

Le gouvernement despotique est en effet le seul de tous les gouvernemens qui soit directement contraire aux vues de la nature. Tous les autres, le monarchique, l'aristocratique, l'oligarchique, le démocratique, ont leur fondement dans le droit naturel. C'est le gou-

gouvernement de famille sous des modifications différentes, plus ou moins susceptibles les unes que les autres d'inconvéniens et d'abus.

La monarchie est l'image d'une famille gouvernée par le père ou le chef seul, et qui n'exclut pas la délibération et le consentement du reste de la famille, quoiqu'une seule personne y soit revêtue du pouvoir suprême et du commandement universel. L'aristocratie est l'administration confiée aux membres les plus apparens de la famille. L'oligarchie est la famille soumise à l'autorité de quelques-uns de ses membres en fort petit nombre. Dans la démocratie enfin, on voit une famille où rien ne se fait que par le suffrage de tous ceux qui la composent, quelque nombreuse et quelque étendue qu'elle soit.

Ces quatre sortes de gouvernemens dérivent de la même source; elles sont nées de l'administration paternelle et domestique, la seule que la nature ait donnée aux premiers hommes pour être transmise à leurs descendans; et qui, par succession de temps, et suivant les circonstances, a éprouvé diverses altérations à mesure que les sociétés se sont agrandies et séparées les unes des autres. Mais ces différentes formes de gouvernemens de famille ont toujours eu des loix fixes qui leur étoient propres, des loix qui servoient de règle à la souveraineté, pour conserver aux hommes, originellement égaux, la jouissance paisible et assurée de leur état, de leurs biens et de leur liberté, selon le vœu de la nature.

Le despotisme, au contraire, renverse l'ordre naturel. Aristote l'a dit de la tyrannie (1), et la tyrannie n'est

(1) Livre 8 des Politiques, chap. 12.

autre chose que le plein exercice du despotisme. Cette manière de gouverner, en détruisant tout principe et toute loi, détruit ainsi tout devoir et tout sentiment. Il y a des liens entre le monarque et le sujet ; il n'y en a point entre le despote et l'esclave.

Toute monarchie bien réglée a des loix qu'il ne dépend pas du monarque d'abolir ou d'altérer. Celles surtout qui regardent les personnes et les propriétés ne doivent être soumises en aucun cas à la volonté momentanée du prince. Son autorité n'est point restreinte par-là ; elle en devient plus inviolable et plus sacrée. Ce sont ici des maximes sorties souvent de la bouche de nos rois, et déposées dans leurs ordonnances. C'est ce qui donne aux François tant de confiance en la justice de leurs maîtres. Nous avons eu des rois auxquels on a surpris des actes violens et injustes ; mais presque toujours ils se sont fait un devoir de les rétracter, et les atteintes portées aux loix n'ont été que passagères. Des intérêts et des besoins communs en assurent la conservation ou le rétablissement.

Discours d'Agrippa.

NE soyez pas surpris, César, si je vous conseille d'abdiquer le pouvoir souverain, quoiqu'il m'en revienne de si grands avantages pendant que vous l'exercez ; je vous exhorterois puissamment à le retenir, si votre utilité particulière l'exigeoit : mais la

condition des princes n'est pas la même que celle de leurs amis. Ceux-ci jouissent de la fortune comme il leur plaît, sans danger, sans exciter l'envie ; ceux-là toujours envies sont toujours en péril. Je ne consulterai donc pas ici mon propre intérêt, mais le vôtre et celui du public.

Examinons tranquillement l'état des choses, et prenons ensuite le parti que nous dictera la raison. Personne assurément n'oseroit dire que vous devez, à quelque prix que ce soit, posséder l'autorité souveraine, quand même il n'en résulteroit aucun bien. S'il étoit ainsi, l'on pourroit croire, ou qu'ébloui par le succès, vous n'avez pu résister aux tentations de la prospérité, ou que desirant l'empire depuis long-temps, vous avez allégué le meurtre de votre père, la piété filiale, et prétexté la défense du peuple et du sénat, moins pour les délivrer de leurs ennemis que pour les rendre vos esclaves ; l'un et l'autre vous feroit tort. Qui ne seroit indigné de voir vos discours démentis par vos intentions ! On vous haïroit bien plus à présent qu'on n'eût fait d'abord, si votre ambition se fût montrée à découvert, et que vous eussiez couru sans détour à la monarchie. On sait qu'il est dans l'homme

de former des projets hardis, des entreprises violentes, quoiqu'injustes. Quiconque est supérieur aux autres, se croit fait pour les dominer; s'il parvient à son but, on l'attribue au pouvoir de la fortune; s'il succombe, on l'impute à la fatalité du sort.

Mais celui qui agit par voies obliques, et dans le dessein de nuire, est regardé comme un traître, comme un perfide, comme un méchant homme; reproches affreux dont la délicatesse et la probité que je vous connois ne vous permettroient pas de soutenir seulement l'idée, dussiez-vous y gagner l'empire de l'univers; s'il réussit, on le juge indigne de son bonheur; s'il échoue, on le croit justement puni. Cela posé, on vous condamnera, avec d'autant plus de raison, que n'ayant point pensé dans les commencemens à monter sur le trône, vous n'en auriez formé le projet que dans les suites. On est beaucoup plus coupable en effet de ne pouvoir se modérer dans la bonne fortune et d'abuser de ses faveurs, que de commettre une injustice dans l'adversité. Les malheureux y sont quelquefois forcés par les circonstances et par leur intérêt; mais ils ne s'y portent qu'à malgré eux; au lieu que les autres se livrent volontairement, et sans nul motif.

d'utilité, aux desirs immodérés qui les entraînent.

Croirons-nous que ceux qui n'ont ni droiture dans le cœur, ni modération dans l'ame au milieu des prospérités, soient en état de gouverner les hommes et de supporter des revers ? Montrons par conséquent dans cette importante délibération, que nous sommes exempts de ces diverses foiblesses, et que ne voulant rien faire de déraisonnable, nous prendrons le parti qui nous semblera le meilleur. Pour moi, je dirai librement ce que je pense ; je ne saurois parler autrement ; et je sais de plus que l'adulation et le mensonge déplairoient à César.

Rien de si beau ni de si juste que l'égalité ; car enfin, des hommes à qui la nature a donné le même caractère, des hommes nés dans le même pays, élevés dans les mêmes mœurs, instruits dans les mêmes loix et payant à leur patrie un tribut commun de services ; ces hommes, dis-je, ne doivent-ils pas participer à tout le reste ? Quel titre de préférence peut-il y avoir entr'eux, si ce n'est la vertu ? L'égalité de naissance veut l'égalité de condition. Cet ordre maintenu remplit de joie les citoyens ; ils gémissent, ils murmurent, s'il est renversé. Les hommes,

nés du sein des dieux et faits pour y rester, élèvent au ciel leurs regards ; ils ne veulent point vivre continuellement sous le joug d'un seul. Après avoir partagé les travaux, les périls, les dépenses, ils veulent partager aussi les avantages qui en résultent ; ils souffrent impatiemment de s'en voir exclus. S'ils en sont privés par force, ils détectent l'auteur de la violence ; et, si l'occasion s'en présente, ils savent bien se venger et le punir. Tous veulent commander ; c'est pour cela même qu'ils ne refusent pas d'obéir tour-à-tour : ne voulant point qu'on l'emporte sur eux, ils ne se croient pas obligés non plus de l'emporter sur les autres. Les honneurs qu'ils reçoivent de leurs égaux les flattent ; ils applaudissent aux châtimens prescrits par les loix.

Dans une telle administration, où les biens et les maux sont communs, un citoyen ne souhaite point de mal à ses pareils ; il fait des vœux pour leur bonheur. Celui qui a des vertus ou des talens les montre sans crainte ; les cultive avec ardeur, les rend aisément célèbres. S'il les apperçoit dans un autre, il les fait connoître avec joie, en favorise le progrès, cherche à leur procurer les plus grands honneurs. Là, s'il est des méchans,

on les hait ; s'il est des malheureux , on les plaint , persuadé que la honte des uns et l'infortune des autres retombent sur la patrie.

Telle est la disposition des esprits dans une république ; elle est tout opposée à cela dans une monarchie. Il seroit trop long d'en faire ici le parallele ; je le renferme en deux mots qui disent tout. C'est que dans la monarchie un homme vertueux n'ose quelquefois le paroître , parce que souvent la vertu est odieuse (1) au prince. On regle sa vie et

(1) Agrippa pensoit comme le président de Montesquieu , qu'on n'agit par vertu que dans un état républicain. Le président de Montesquieu ajoute que l'honneur est le mobile des actions dans les monarchies ; mais le véritable honneur n'est-il pas inséparable de la vertu ? A ne juger de l'honneur que par des idées nationales , il seroit bien difficile de le définir. Chaque pays a le sien , et chaque pays l'a souvent attaché à des choses très-peu raisonnables. Si Miltiade et les deux Scipions revenoient sur la terre , ils seroient fort surpris d'entendre parler de point d'honneur , de regles du point d'honneur , de juges du point d'honneur. Les héros de la Grece et de Rome se disoient souvent des injures , et ne se battoient qu'à l'armée. L'honneur qui ne tient qu'au préjugé change comme les modes. Il en est de même de la vertu ; elle devient arbitraire , si la religion ne l'éclaire. Les philosophes du paganisme les plus vertueux , et qui , par leurs lumieres naturelles et par la force d'un sens droit , ont le plus approché de

ses mœurs sur les siennes ; on recherche sa faveur pour acquérir tout ce que l'on pourra posséder en sûreté. De là vient que la plupart, uniquement occupés d'eux-mêmes, n'ont que de la haine pour autrui, et qu'ils regardent ses pertes comme leur gain, ses prospérités comme leur disgrâce.

Je ne vois donc pas, César, par quels motifs vous pourriez désirer l'autorité monarchique. C'est peu que ce gouvernement soit désagréable au peuple ; il le seroit bien davantage pour vous (1). Considérez les troubles de Rome, et le désordre des affaires.

la vérité, n'ont pu cependant franchir l'abîme immense qu'ils laissoient toujours entr'elle et eux. Il n'est de vraie philosophie, de véritable honneur ni de vertu parfaite que dans la morale et dans la pratique du christianisme. *Note du T.*

(1) Agrippa confond presque toujours la monarchie et le despotisme. Ce n'est pas qu'il n'en connût la différence ; mais il avoit ses raisons. Il vouloit dégôûter Auguste du pouvoir souverain, le lui rendre odieux et redoutable.

Le despotisme est le tyran de celui qui l'exerce. Une puissance illimitée ne fait pas le bonheur d'un roi. Ce prince est véritablement heureux qui ; sachant bien qu'on pourroit lui résister s'il agissoit contre la justice et les loix, n'éprouve jamais de résistance, parce qu'il ne veut rien que de justé et de légal. *Note du T.*

Pensez-vous assujettir aisément un peuple libre depuis tant de siècles ? Croyez-vous que vos alliés et vos sujets, dont les uns se sont gouvernés de tous temps par leurs propres loix ; et les autres ont reçu de nous les privilèges et la liberté, rentrent volontairement dans la servitude ? Et les y forcerez-vous au milieu des ennemis qui nous environnent ?

Et pour commencer par l'objet le plus simple, il faudra lever de l'argent en tous lieux et en grande quantité. Les revenus actuels ne sauroient suffire à l'entretien des troupes ni aux autres frais. Les mêmes nécessités se trouvent, il est vrai, dans les républiques, nul état ne pouvant subsister sans dépenses ; mais dans celles-là, plusieurs font d'eux-mêmes des dons considérables au trésor public, et ces libéralités leur acquièrent de la gloire et des honneurs. Si on est forcé d'établir des impôts sur tout le peuple, il les supporte sans murmure, parce que c'est à lui-même qu'il obéit et pour sa propre utilité :

Dans un état monarchique, comme le souverain est exorbitamment riche, le public rejette sur lui toutes les dépenses. On ne daigne pas même les calculer (1), quoiqu'on

(1) Quelque considérable que soient les revenus

calcule avec soin ses revenus : nul ne paie librement ni avec plaisir (1) ; nul ne paie le fisc par des tributs volontaires (2). Ce seroit s'avouer riche , et par-là se rendre suspect au prince. Il craindroit qu'un citoyen si généreux (3) envers ses concitoyens n'en prit avantage , et n'entretint des factions.

d'un état , on sait année par année à quoi ils montent , et on le sait jusqu'au dernier sol ; mais on ne sait jamais au vrai l'article des dépenses , lorsqu'elles se font sans économie , sans discernement et sans mesure. *Note du T.*

(1) Les peuples ont regret à ce qu'ils paient , quand ils n'en voient ni l'emploi ni l'utilité. Ce sentiment est naturel ; il ne blesse aucun devoir. *Note du T.*

(2) On a vu le contraire dans des états monarchiques , sur-tout dans ceux où le peuple est naturellement attaché à ses maîtres. Il pourroit arriver néanmoins que des efforts de zèle fussent quelquefois le fruit de l'intrigue ou de l'influence de quelques hommes puissans et accrédités , qui voudroient par-là faire leur cour aux dépens du public. C'est ce qu'un prince sage et clairvoyant doit s'attacher à bien connoître pour n'en pas abuser. *Note du T.*

(3) Il paroît par l'expression grecque de l'auteur , qu'Agrippa n'entendoit parler que des particuliers riches qui paieroient la totalité des impôts pour leurs concitoyens. C'étoit noblesse et générosité quand Rome étoit libre ; c'eût été sottise et duperie quand elle eut des maîtres. On est citoyen dans les républiques ; on n'est que bourgeois dans les monarchies. Cela n'em-

Il est encore un inconvénient dont plusieurs se plaignent ; c'est que les charges publiques accablent les uns , et enrichissent les autres. Dans un état populaire , ceux qui contribuent aux impositions portent aussi les armes ; le tribut est compensé par la solde. Dans une monarchie , le militaire est comme séparé du reste de la nation ; les cultivateurs , les commerçans , les officiers civils sont chargés seuls des subsides : le soldat reçoit sa paie , et n'est que soldat.

Si le soin des finances vous donne de l'inquiétude , l'administration de la justice ne vous en donnera pas moins. Il y aura toujours des coupables à punir. On ne sauroit l'éviter dans un vaste empire , dans une multitude d'hommes de toute espece , après une révolution dans le gouvernement. Les avis ni les exemples ne les arrêtent pas ; on est forcé de sévir contr'eux par l'exil , par des châtimens ignominieux , par des supplices. Seront-ils jugés par d'autres que par vous ? Ceux qu'on croira que vous haïssez seront absous ; car les juges semblent augmenter

pêche pas que dans un état monarchique on ne fasse par honneur , par devoir , par attachement pour un roi chéri , ce qu'on fait dans une république par le seul amour de la patrie. *Note du T.*

leur pouvoir, quand ils font quelque chose contre l'intention du prince. S'ils condamnent, on dira que le desir de vous plaire a dicté le jugement. Si vous jugez vous-même, vous serez dans une malheureuse nécessité d'immoler plusieurs de vos égaux, et l'on ne doutera pas que vous n'agissiez plus par ressentiment que par justice. Personne ne croit que celui qui peut tout puisse être un juge équitable. Tous sont persuadés qu'il n'emprunte les formes judiciaires que par une sorte de pudeur, et qu'il ne cache ses passions, sous cette apparence d'équité, que pour mieux les satisfaire.

Tel est le sort des jugemens dans une monarchie ; les républicains ne procedent pas de même. Dans les délits particuliers comme dans les crimes publics, le coupable est jugé par ses égaux, et c'est le sort qui les choisit. On ne se plaint point de leurs arrêts, parce qu'on ne peut les imputer ni au crédit des parties ni à l'autorité du juge.

Outre ces vrais coupables dont nous venons de parler, il y a des hommes distingués par leur naissance, par leurs richesses ou par d'autres endroits, et qui très-honnêtes gens d'ailleurs, sont toujours opposés au pouvoir d'un seul. Il est dangereux de les souffrir ;

souffrir ; il seroit injuste de les persécuter. Quel parti prendre à leur égard ? comment les traiter ? Si pour les humilier on les dépouille de leurs dignités et de leurs biens, vous perdez la bienveillance du public. Des sujets aimeront-ils leur prince, si c'est un crime ; sous son regne, que d'avoir de la naissance et de la fortune, de la sagesse, du courage et de la vertu ? Si vous ne gênez point de si belles qualités, il vous sera difficile de les tourner utilement à votre usage.

Je raisonnerois autrement, si vous pouviez suffire seul et avec succès à l'administration civile et aux affaires de la guerre ; mais obligé comme vous l'êtes, par l'étendue de votre empire, d'associer plusieurs personnes aux soins et aux travaux du gouvernement, vous devez choisir sans doute ce qu'il y a de plus habile et de plus courageux parmi les Romains. Or, quel danger n'y aura-t-il pas de leur confier les armées et les provinces ? Tout homme supérieur a de l'élevation dans l'ame ; ce sentiment est incompatible avec la servitude. Il inspire l'amour de la liberté, la haine du despotisme. Si vous n'employez, au contraire, que des sujets vils et sans talens, vous irriterez les gens de mérite, qui verront qu'on se défie d'eux, et

vous vous exposerez à de grands malheurs. Que peut faire de bien un homme sans naissance et sans capacité ! Et delà, quelle source d'inconvéniens et de maux ! vous les connoissez tous ; le détail en est inutile. Je n'ajoute ici qu'une réflexion. Si cet homme fait des fautes , elles vous nuiront plus que vos propres ennemis ; s'il a des succès, ils l'enorgueilliront malgré son ignorance ; ils vous le rendront même redoutable.

Toute république est à l'abri de ce danger. Plus les citoyens y sont riches et actifs, plus on a d'égards pour eux ; ils contribuent aux accroissemens de leur patrie : elle les emploie , et se félicite de les posséder. Si quelqu'un d'eux aspire au pouvoir suprême, il en est rigoureusement puni. L'exemple des Grecs prouve en faveur du gouvernement républicain contre la monarchie : tant qu'ils ont vécu sous des rois , ils n'ont rien fait de grand ; ils ne sont devenus illustres qu'en devenant libres. Je pourrois citer d'autres peuples qui , toujours esclaves, sont toujours armés contre leurs maîtres. Le républicain , content de ses magistrats annuels ou revêtus d'un plus long pouvoir , jouit tranquillement de sa liberté et de ses loix.

Mais, pourquoi recourir à des exemples

étrangers , quand nous en avons de domestiques ? Les Romains furent d'abord gouvernés par des rois. Accablés ensuite sous le joug, nos aïeux soupirerent après la liberté ; ils l'acquirent, et c'est par elle que nous sommes parvenus au point de puissance et de grandeur où nous sommes. Les avantages de l'administration populaire ont été nos seules forces ; le sénat délibéroit ; le peuple ordonnoit ; les soldats et les généraux exécutoient. On ne fait rien de tout cela dans les monarchies ; aussi nos ancêtres avoient-ils tant d'horreur pour ce genre de gouvernement , qu'ils le proscrivirent par des décrets pleins d'imprécations.

Et, s'il faut parler de ce qui vous touche personnellement, comment soutiendrez-vous un travail pénible qui remplira vos nuits et vos jours ? Comment y suffirez-vous dans vos maladies ? Comment goûterez-vous les biens qui font le bonheur des hommes , ou comment en supporterez-vous la privation ? Vos plaisirs seront imparfaits ; vos tourmens seront extrêmes : le maître d'un vaste empire est consumé de soins et de craintes ; l'amusement et la volupté le fuient. Il est sans cesse forcé de voir , d'entendre , de faire et de souffrir ce qui lui répugne le plus. On

a vu des Grecs et des Barbares , frappés sans doute de ces inconvéniens , refuser des sceptres qu'on leur offroit.

Instruit de toutes ces choses , c'est à vous d'y penser avant que de prendre un parti. Il est honteux , il est même impossible de se retirer des affaires après s'y être engagé. Ne vous laissez point éblouir par l'étendue de l'autorité , ni par l'éclat des trésors , ni par cette multitude de gardes et de courtisans. Plus on a de pouvoir , plus on a d'embarras. Plus on possède , plus on est contraint de dépenser. On est environné de gardes , mais on est entouré de traîtres. On a des flatteurs , mais ce sont des ennemis. Il n'en faudroit pas davantage pour dégouter du pouvoir suprême tout homme sensé. De croire que l'autorité monarchique est digne d'envie , parce qu'un souverain dispose des graces , qu'il enrichit les uns , sauve la vie à d'autres , qu'il opprime et punit qui bon lui semble , et comme il veut ; c'est la plus déplorable des erreurs. Je ne vous dirai pas qu'un monarque , plongé dans la débauche et malfaisant , se déshonore , court de grands risques , se rend odieux à la terre et au ciel. Vous n'êtes point de ce caractère , et ce n'est pas pour abuser du sceptre que vous voudriez le porter.

Je vous dirai seulement , non pas ce que fait de mal un mauvais prince , mais les maux que sont obligés de faire et de supporter ceux qui gouvernent le mieux.

Le pouvoir de faire des heureux est assurément très-desirable. Rien de si beau dans un homme privé ; rien de plus propre à lui attirer la vénération publique ; et rien de moins dangereux. Mais , dans la monarchie , cet avantage n'en est pas un. Premièrement , il compense trop par les inconvéniens attachés à ce genre de pouvoir , pour qu'on doive s'en emparer en vue de ce seul avantage , dont les autres tireroient tout le fruit , et qui ne produiroit pour vous que des peines ; ce n'est pas même une chose aussi simple qu'on se l'imagine. Comment satisfaire à toutes les demandes ? Un souverain n'a presque point de sujets qui n'aspirent aux grâces ; ils y aspirent avant de les mériter. Chacun se flatte , c'est un penchant naturel ; chacun se croit digne des bienfaits du maître. Nous savons ce qu'un souverain peut donner ; des honneurs , des charges , quelquefois de l'argent. Or , tout cela est limité ; le nombre des demandeurs ne l'est pas.

Les refus du prince lui font plus d'enne-

mis, que ses libéralités ne lui attirent d'amis. Les premiers, convaincus que ce qu'ils obtiennent leur étoit dû, n'en ont que peu de reconnoissance ; que dis-je, ils rougiroient de la témoigner ; craignant de montrer par-là qu'ils étoient indignes de ces faveurs. Les autres sont doublement contristés. Ils regardent ce qu'on leur dénie comme un bien qui leur appartenoit ; (car on se fait des droits sur les choses qu'on desire) ils croiroient de plus s'avouer coupables de quelque faute, s'ils supportoient modestement le refus qu'ils essuyent.

En effet, tout juste dispensateur des graces s'attache à les distribuer selon le mérite ; il connoît les sujets, élève les uns, et ne fait rien pour les autres : ceux-là souvent en conçoivent de l'orgueil ; ceux-ci, que leur propre conscience accuse, s'abandonnent à la fureur. Si, pour éviter cet inconvénient, vous accordez vos faveurs sans choix, vous tomberez dans un autre écueil. Les méchans ainsi distingués deviendront pires qu'ils n'étoient, persuadés qu'on les estime ou qu'on les craint. Les gens de bien, traités à l'égal de tant de misérables, parmi lesquels ils demeurent confondus, en seront plus humiliés qu'ils ne seroient flattés d'obtenir des

distinctions. Ils renonceront à des vertus inutiles , et deviendront vicieux par intérêt. Ainsi , le distributeur des bienfaits n'en est pas plus heureux , et celui qui les reçoit n'en devient pas meilleur.

Vous voyez par-là, César, que ce qui plaît à quelques-uns dans le pouvoir monarchique, seroit insupportable pour vous et plein de difficultés ; pesez mûrement les raisons que j'ai alléguées ; prenez un bon conseil quand il en est temps , et rendez au peuple les armées , les provinces , les magistratures et les finances. Si vous agissez ainsi de plein gré , vous serez le plus honoré des hommes ; vous affranchirez vos jours de tout péril. Si vous attendez qu'on en vienne à la force, craignez pour votre gloire et pour vous-même. Profitons des exemples : Marius , Sylla , Metellus , et Pompée , dans son premier crédit , après avoir exercé l'autorité absolue , s'en sont démis volontairement , et n'ont rien éprouvé de fâcheux. Cinna , Corbon , le second Marius et le même Pompée , voulurent usurper le commandement ; leur fin fut malheureuse. Il sera difficile de plier au joug une ville libre depuis tant de siècles , une ville souveraine de tant de nations. Vous n'ignorez pas que Camille fut exilé pour

s'être servi de chevaux blancs dans son triomphe. Scipion fut traité de même, parce qu'on l'accusoit de desseins ambitieux. Vous ne savez que trop ce qui est arrivé à César, sur le simple soupçon qu'il aspirait à la monarchie ; et toutefois il ne fut jamais de plus grands hommes qu'eux.

Je vous conseille donc, non pas simplement d'abdiquer l'empire, mais de faire auparavant tout ce qui peut être avantageux à la république, et de terminer votre gouvernement par des réglemens et par des lois utiles, comme fit Sylla, dont les ordonnances, quoiqu'on en ait abrégé quelques-unes, s'exécutent encore pour la plupart, et sont les meilleures lois.

Et ne dites pas que ce sera une occasion de nouveaux troubles. Je répondrais qu'il y en aura bien davantage sous l'autorité d'un seul.

En un mot, si nous considérons toutes les choses, nous avouerons qu'il est moins raisonnable de craindre les divisions du gouvernement populaire, que la tyrannie du pouvoir monarchique. Je n'ai point entrepris d'en parcourir ici les excès, ni de censurer ce qui est déjà si répréhensible. J'ai voulu montrer seulement que la monarchie

est telle de sa nature , que les gens de bien doivent la redouter , et qu'elle est incompatible avec le caractere et les vertus de César (1).

(1) Ce sont les mots que j'ai ajoutés pour terminer le discours d'Agrippa , dont la fin manque dans le texte , comme le commencement du discours de Mécène. Ce peu de mots est la substance de tout ce qu'a dit Agrippa ; la construction même , et le sens de la phrase tronquée où le texte original s'arrête , semblent indiquer cette conclusion, *Note du T.*



Discours de Mécène.

LE changement ne sauroit plaire à tous (1). Ceux qui le désapprouvent ne sont pas contents de ce qu'il produit d'utile et d'heureux. Pour vous, César, si vous aimez votre patrie, pour qui vous avez soutenu tant de guerres, et à qui vous feriez le sacrifice de vos jours, ne craignez pas de changer sa constitution, et de lui donner une meilleure forme.

Le pouvoir de tout dire et de tout faire contribuera au bonheur public entre les mains d'un homme sage. Un fou ne l'exerceroit que pour le malheur des hommes. Le revêtir de ce pouvoir, c'est armer du glaive un enfant ou un furieux. Confier la puissance à l'autre, c'est travailler pour la conservation des insensés, et de ceux même qui voudroient périr.

Je vous conjure donc, César, de ne pas vous laisser tromper par des vains noms,

(1) Cette courte phrase peut suppléer, au moins pour le sens, à ce qui manque ici dans le texte. *Note de T.*

mais de bien examiner ce qui en résulte ; de réprimer l'insolence du peuple , et de partager avec les meilleurs citoyens l'administration de la république. Les hommes les plus sages entreront dans les conseils ; les plus expérimentés à la guerre commanderont les armées ; les plus robustes et les plus pauvres serviront dans les légions. Ainsi , les uns et les autres rempliront leurs différens devoirs , se rendront mutuellement service , sentiront moins ce qui leur manque , et posséderont la véritable démocratie , et une inviolable liberté. Car cette liberté du peuple est l'esclavage des gens de bien , et devient également funeste à tous. Celle dont je parle honore en tous lieux la vertu , distribue équitablement à chacun ce qui lui est dû , fait le bonheur de ceux qui la possèdent.

Ne croyez pas cependant que je veuille vous engager par-là à tyranniser le peuple et le sénat , après les avoir réduits en servitude. Je suis incapable de le penser , comme vous de le faire. J'entends qu'il est honnête et avantageux pour vous , et pour Rome elle-même , que tout ce qui concerne l'administration soit réglé par vous comme législateur , avec les hommes d'état qui vous assisteront , sans que personne puisse s'y opposer ;

que vous seul décidiez de la guerre , et que tous les autres y souscrivent ; que vous nommiez les généraux ; que vous ordonniez les punitions et les récompenses ; que ce qui aura été déterminé par vous et par votre conseil ait force de loi ; que les ennemis soient attaqués à propos , et sans être avertis ; qu'on ne tire plus au sort les emplois ; qu'ils soient donnés au mérite , et non pas à l'ambition ; qu'on puisse élever aux honneurs les gens de bien , sans irriter l'envie ; punir les méchants , sans causer de sédition ni de révolte.

Par ce moyen vous conduirez les affaires avec succès : elles ne seront plus abandonnées à la multitude , discutées en public , livrées à des factieux , troublées par des rivaux. Nous jouirons tranquillement de nos biens ; sans nous plonger dans des guerres dangereuses , ni dans des dissensions criminelles ; c'est le sort de tout gouvernement démocratique. Les plus puissans , avides des premiers honneurs , ont à leurs gages les plus foibles ; et mettent tout en confusion ; nous l'avons souvent éprouvé. Je ne connois qu'un remède à ce mal ; c'est celui que je propose.

Il y a long-temps que nous nous épuisons

en guerres étrangères et domestiques , forcés à cela par la multitude immense des citoyens , et par la difficulté des affaires. Celles-ci sont tellement dérangées , ceux-là sont si différens entre eux de patrie , de caractère , d'inclinations , qu'il est impossible de maintenir la république sur le pied où elle est. Notre propre histoire justifie mon sentiment. Quand Rome n'avoit qu'un nombre médiocre de citoyens , et qu'elle n'étoit guere supérieure en force à ses voisins , notre administration étoit admirable ; nous donnions des loix presque à toute l'Italie. Depuis que nous avons franchi ses bornes , que nous avons traversé tant de continens et tant d'îles , rempli les mers et la terre entière du nom et de la puissance des Romains , tous nos avantages ont disparu. D'abord , il s'est élevé des dissensions dans nos foyers et dans nos murs ; ce mal s'est ensuite répandu dans nos armées. Cette ville , semblable à un vaisseau de charge , plein de passagers de tout pays , flotte depuis long-temps au milieu des tempêtes , sans pilote et sans gouvernail. Ne l'abandonnez pas aux ondes qui le remplissent ; il ne sauroit soutenir leurs assauts. Fracassé de toutes parts , il est prêt à s'ouvrir , si vous ne resserrez ses liens. Mais , puisque les

Dieux, touchés de nos maux, vous ont confié le salut et l'administration de la patrie, ne la trahissez pas. C'est par vous qu'elle respire; que par vous elle se rétablisse et dure à jamais.

Je présume, César, que mon sentiment s'accorde avec le vôtre. Si cela est ainsi, prenez sans incertitude et sans délai les rênes du gouvernement, ou pour mieux dire, ne les quittez pas; car nous ne délibérons point ici sur la manière de parvenir à l'empire, mais sur les moyens de le conserver, et de n'exposer votre vie à aucun péril. Qui vous épargnera, si vous remettez les affaires dans l'état où elles sont entre les mains du peuple ou de quelqu'autre, au milieu de tant d'ennemis que vous avez offensés, et quand tous les Romains, pour ainsi dire, aspirent à la monarchie? Il n'en est pas un seul qui ne veuille se venger des maux que vous lui avez faits, ou se délivrer d'un adversaire.

Pompée s'étant démis de l'autorité suprême, tomba dans le mépris; courut risque d'être assassiné. Il voulut la reprendre, il n'y put réussir, et se perdit. César, votre père, avait le même dessein; il lui en coûta la vie. Marius et Sylla eussent éprouvé un destin semblable, si la mort ne les en eût ga-

rantis. Quelques-uns même ont cru que Sylla, craignant un assassinat , avoit terminé ses jours de sa propre main. Plusieurs de ses loix ont été abolies de son vivant. Soyez persuadé qu'il renaîtroit pour vous des Lépidus, des Sertorius, des Brutus et des Cassius.

Pénétré de ces raisons , et de bien d'autres encore , voulez-vous sacrifier la patrie et vous-même , pour empêcher qu'on ne vous soupçonne d'avoir désiré l'empire ? Et quand on le soupçonneroit , ce desir n'est point extraordinaire , et il est beau d'en risquer les suites. Qui ne sait, d'ailleurs, que vous avez été forcé par les circonstances à vous rendre maître des affaires ? S'il y a de la faute en cela , on ne doit l'imputer qu'aux meurtriers de votre pere. S'ils n'eussent pas cruellement immolé ce grand homme , vous n'auriez pas pris les armes , vous n'auriez point levé de troupes , ni formé de ligue avec Antoine et Lépidus , ni tourné ensuite vos efforts contre eux. Votre cause étoit juste ; tout le monde l'avoue. S'il s'y est joint quelques violences , il seroit dangereux aujourd'hui de les réparer.

Ainsi , pour votre intérêt et celui de Rome , obéissons à la fortune qui vous défère la monarchie. Rendons-lui même des

actions de graces des guerres civiles qu'elle nous a suscitées et du choix qu'elle a fait pour rétablir la république , puisque votre heureuse administration fera voir à l'univers que d'autres ont causé nos malheurs , et que vous seul étiez un bon citoyen. Et ne soyez pas effrayé de l'étendue de cet empire. Sa force est proportionnée à sa grandeur. Il est beaucoup plus facile de conserver que d'acquérir (1). On ne s'emparera pas des possessions d'autrui , sans travaux ni sans dangers. Pour garder son propre bien , il ne faut qu'un peu de prudence et de soin.

N'ajoutez pas enfin que vous aurez à craindre pour vos jours. Je vous promets une sûreté entière , et tout le bonheur que peuvent goûter les hommes , pourvu que votre administration soit conforme au plan que je vais. Si le développement en est long , ne pensez pas que ce soit pour m'écarter du but , ni pour perdre le temps en de vains discours ; mais pour démontrer clairement qu'il est possible et facile à un

(1) D'autres diront qu'il est plus facile d'acquérir que de conserver , et cette proposition est plus vraie que la première , du moins à l'égard des états. Les conquêtes les affoiblissent. *Note du T.*

homme sage de gouverner avec succès et sans péril.

Vous devez d'abord examiner avec soin le sénat. Plusieurs qui en étoient indignes y sont entrés pendant les troubles. Conservez les bons , chassez les autres. Que la pauvreté ne soit pas un motif pour exclure les gens de bien ; donnez-leur , au contraire , de quoi soutenir leur dignité ; n'accordez les places vacantes qu'à des personnes qui aient de la naissance , du mérite et de la fortune (1). Choisissez - les non - seulement en Italie , mais encore parmi les alliés et les sujets de l'empire.

Par cet arrangement vous n'aurez pas besoin d'un grand nombre de coopérateurs dans l'administration ; vous vous assurerez de tout ce qu'il y a d'hommes puissans dans les nations étrangères ; lesquelles , de leur côté , ne penseront plus à remuer , se voyant privées de chefs considérables , qui vous seront attachés par leur association au gouvernement.

(1) Vœu d'un véritable citoyen ; vœu de la nation françoise dans tous les temps ; et que les états généraux du royaume , notoirement ceux de 1614 et des états de provinces , comme ceux de Languedoc , ont souvent renouvelé dans leurs cahiers. *Note du T.*

Usez-en de même à l'égard des chevaliers. Vous admettez dans cet ordre ceux qui auront moins de naissance, moins de mérite et de richesses qu'il n'en faut pour être sénateur. Mais, dans le choix des uns et des autres, ne vous embarrassez pas du nombre, pourvu qu'ils aient des qualités que vous desirez. Plus vous employerez de gens estimables, plus vous trouverez de facilités dans le détail du commandement. D'ailleurs, les peuples soumis à votre domination verront par-là qu'ils ne sont à vos yeux ni esclaves, ni de pire condition que les Romains, puisque vous leur communiquez nos avantages et la direction de la république ; ce qui les y intéressera comme à leur patrimoine particulier.

Et, bien loin que je pense à modifier ceci, j'ajoute qu'il faut leur donner à tous le droit de bourgeoisie, afin que, devenus citoyens romains, ils vous soient plus fideles ; qu'ils regardent la ville de Rome comme la leur ; qu'ils l'habitent, comme si c'étoit la seule ville du monde ; et que leurs propres cités ne soient plus pour eux que des maisons de campagne (1). Cet objet mérite cependant d'être

(1) Système absurde et pernicieux. Toute ville capi-

discuté encore , et avec plus de soin ; il y auroit peut-être de l'inconvénient à leur accorder tout à la fois.

On sera admis dans l'ordre équestre à seize ans ; c'est l'âge où les qualités du corps et de l'esprit se font connoître.

On ne sera reçu sénateur qu'à vingt-cinq ans accomplis (1). N'est-il pas honteux et

sale qui , par sa grandeur illimitée , par ses richesses monstrueuses , par son luxe scandaleux , absorbe et dévore les autres villes de l'état , est la sangsue du corps politique. Les membres se dessèchent , la tête s'enfle et le corps entier périt. *Note du T.*

(1) On a vu des gens en place avoir des tuteurs ; en sorte qu'il est arrivé peut-être que le même magistrat , dans le même instant et avec la même plume , ait ordonné seul et souverainement à dix mille laboureurs d'aller traîner la brouette sur un grand chemin , et n'ait pu signer une quittance de cent francs qu'assisté de son tuteur. Suivant les ordonnances , on ne peut être reçu aux offices de conseiller qu'à l'âge de vingt-cinq ans. Si on obtient des provisions avant ce temps , on a besoin de dispenses , et il en faut encore pour pouvoir opiner avant les vingt-cinq ans accomplis. Quelques chanceliers de France n'ont accordé que très-difficilement ces sortes de dispenses , sur-tout les secondes. Il y a cependant bien de la différence entre le conseiller qui opine , lui quinzième ou vingtième , et le magistrat qui exerce seul un pouvoir isolé , excessif et trop souvent arbitraire. *Note du T.*

dangereux tout ensemble , de confier les fortunes publiques à ceux qui n'ont pas encore la disposition de leurs propres biens ?

On ne pourra parvenir à la préture qu'à l'âge de trente ans , et qu'après avoir passé par les emplois de questeur , d'édile ou de tribun. Je vous exhorte à ne donner ces magistratures , non plus que le consulat , qu'à des Romains , soit par respect pour nos anciens usages ; soit pour ne pas annoncer d'abord un changement total dans l'économie publique. Faites vous-même le choix (1) de

(1) Le choix des sujets pour remplir les emplois est ce qu'il y a de plus important dans un état : de mauvais généraux , de mauvais magistrats , de mauvais ministres sont la ruine des empires. Mais ce choix , pour être bon , doit-il être fait par un seul ou par plusieurs ? On sait que la distribution des graces , que la nomination aux charges est la prérogative du souverain , même dans les gouvernemens où il a le moins de pouvoir. Ce n'est pourtant pas par cette règle que je voudrais décider , mais par les seules raisons tirées de l'utilité générale et particulière. Pour bien choisir , il faut avoir un intérêt particulier à bien choisir ; il faut connaître les sujets ; il faut , autant qu'il est possible , être exempt de caprice et de prévention. Dans une monarchie , le souverain a un intérêt plus personnel et plus direct qu'aucun de ses sujets , à ne confier ses armées , ses finances , les soins du ministère , les grandes places

ces différens magistrats , et n'en laissez point la nomination au peuple , pour qu'il ce seroit

de l'état , qu'à des hommes véritablement dignes de ces emplois. Il connoît mieux , il est juge plus éclairé , moins partial de leurs talens. On le trompe souvent , je l'avoue ; mais on trompe encore plus souvent la multitude ; on la corrompt par de l'argent ; on la gagne par des promesses ; on l'intimide par des menaces , moyens impraticables à l'égard du prince. Il est donc certain que le monarque seul peut choisir utilement pour le public et pour lui-même des généraux d'armée , des ministres. . . . C'est autre chose , s'il est question de charges de judicature , de celles sur-tout où l'on prononce journellement sur les biens , sur l'honneur et sur la vie des hommes. Quelque intéressantes que soient ces charges pour la société , les talens et les vertus qu'elles exigent pour les bien remplir , ne donnent que peu de célébrité à ceux qui mériteroient la préférence. Il est impossible qu'un souverain les connoisse par lui-même ; des courtisans , des favoris lui proposeront tous les jours des méchans sujets qu'il choisira comme bons. C'est le seul cas où le peuple seroit incorruptible. Laissez-lui l'élection des magistrats qui exercent le droit du glaive ; il choisira bien , et mieux que le prince. Pourquoi ? c'est qu'il n'est aucun citoyen qui ne craigne pour lui-même les suites d'un-mauvais choix. Nos rois avoient imaginé pour les charges de judicature un moyen qui , sans ôter au prince le droit incontestable d'y nommer , avoit tout l'air d'une élection par suffrages. Quand un office de président ou de conseiller venoit à vaquer par mort , le parlement éloit par la

une occasion de trouble, ni au sénat, dont vous renouvelleriez par-là les cabales et les

voie du sçentin trois sujets pour être présentés au roi, qui choisissoit celui d'entr'eux qu'il jugeoit à propos. Ce n'est pas que cette présentation gênât le prince, il s'en écartoit quelquefois ; mais elle étoit toujours utile, en ce qu'il connoissoit par-là les bons magistrats de son royaume. On remarque dans les registres du parlement de Toulouse que, dans de certains temps, et sur-tout sous le regne de Louis XII, si les principaux sujets proposés par cette compagnie pour remplir une charge vacante n'étoient pas choisis par le roi dans cette occasion, ils ne tarديوient pas à être nommés à d'autres emplois. Mais en général, ces nominations prétendues gratuites produisoient de grands abus. Des protecteurs de toute espece faisoient les magistrats. La vénalité des offices, contre laquelle on s'éleva d'abord, parce qu'on n'y voyoit encore que l'esprit fiscal qui l'établissoit ; la vénalité, dis-je, fit cesser ces inconvéniens. On a reconnu depuis qu'elle étoit devenue nécessaire. C'est le sentiment des plus habiles politiques. Le cardinal de Richelieu, après avoir discuté le pour et le contre, a cru que sans la vénalité des charges, la magistrature ne seroit plus un état, et que c'étoit le seul moyen d'y attacher des familles riches et des gens de condition. Aujourd'hui les anciennes ordonnances ne sauroient avoir lieu que pour les places qui ne s'achètent point. Le parlement de Toulouse a continué de proposer trois sujets au roi pour celle de premier président, jusqu'à la mort de M. de Fieubet en 1688. Cette compagnie ayant alors envoyé à Louis XIV, suivant

brigues. Otez leur sur-tout la grande autorité qu'ils avoient autrefois, elle produiroit les mêmes inconvéniens ; mais n'avilissez pas leur dignité. Ménagez si bien les choses, qu'en diminuant leur pouvoir, ils soient également respectés (1), quoiqu'ils ne soient

l'ancien usage, le nom de trois sujets élus au scrutin, ce prince le trouva mauvais. On n'en concevoit pas la raison. Son autorité n'étoit point blessée par l'exécution d'une loi de ses prédécesseurs, toujours subsistante, puisqu'elle n'avoit pas été abrogée. Il pouvoit d'ailleurs ne considérer ces présentations de trois sujets, que comme des notes qui lui eussent fait connoître les magistrats les plus propres à remplir les premiers emplois dans le parlement. Il est fâcheux pour un prince de faire des choix qui étonnent le public, qui humilient et affligent les compagnies, et qui font perdre aux premières places la confiance et le respect des peuples. Des magistrats odieux et méprisés ne peuvent servir utilement le roi ni l'état. *Note du T.*

(1) Subjuguer, réformer des compagnies puissantes, sans les avilir ni les détruire, est un des mystères de l'art politique dans les gouvernemens absolus. Cette opération délicate doit se faire sans proscription, sans violence, sans rien ordonner qui attaque le droit de propriété, ou qui en gêne l'exercice. Il faut éviter sur toutes choses de rendre ce changement onéreux au peuple. Si l'on s'y prend autrement ; si l'on sacrifie l'équité, les loix, les finances à un projet mal conçu, dès-lors l'entreprise est manquée ; ce qu'elle avoit de

plus en état de rien entreprendre. Un des moyens de remplir cette vue , est de resserrer leurs fonctions dans la ville , de ne leur donner aucun commandement militaire pendant la durée de leur magistrature , ni même immédiatement après , mais seulement au bout d'un certain temps , plus ou moins long , suivant que vous le jugerez convenable à l'égard de chacun en particulier. Vous éviterez par cette précaution les mauvais desseins que pourroient concevoir les hommes revêtus de grandes charges et maîtres des troupes. Quand ils auront resté quelque temps dans l'ordre privé , ils en seront plus dociles et plus doux.

Qu'ils aient l'intendance des spectacles publics , et que , pendant l'exercice de leur emploi , ils jugent , chacun dans leurs districts , les procès civils et criminels , à l'exception des meurtres. Vous prendrez aussi des juges parmi les sénateurs et les chevaliers ; mais les autres auront la principale juridiction.

Le gouvernement de Rome ne doit être donné qu'à un citoyen illustre , et qui ait

spécieux et de plausible dispaioit : il n'en reste que l'arbitraire et l'odieux , sans avantage pour le prince et sans utilité pour l'état. *Note du T.*

rempli toutes les charges dont nous venons de parler , pour qu'il soit en état par-là , non-seulement d'exercer les fonctions des officiers absens , mais encore de veiller sur tout ce qui se passe dans la ville , et de juger les appels qu'on portera devant lui des jugemens rendus par les autres magistrats. Il rendra aussi des arrêts de mort , à Rome , excepté dans les cas que j'énoncerai ci-après ; et hors de Rome , jusqu'à la distance de quatre-vingt-quinze milles.

Choisissez dans le même ordre un autre magistrat qui examine la naissance , les facultés et les mœurs des sénateurs et des chevaliers , de leurs femmes , de leurs enfans , et de toutes les personnes qui leur appartiennent. Il corrigera les fautes qui , sans être dignes de châtimement , pourroient , si elles étoient négligées , causer une infinité de grands maux. Il sera tenu de vous communiquer les choses graves. Un emploi de cette conséquence , et qui ne cede qu'à celui de gouverneur , est plus fait pour un homme de maison patricienne que pour un simple chevalier. Cette charge doit tirer son nom de la vôtre ; car vous devez être le chef suprême de la censure ; et nous appellerons sous-censeur celui qui l'exercera.

Ces deux officiers seront à vie, à moins qu'ils ne commettent quelque crime, ou que la vieillesse et les infirmités ne les rendent incapables d'agir. Quoique ces magistrats soient perpétuels, ils ne sauroient vous donner d'inquiétude. Le sous-censeur n'aura point de soldats; le gouverneur n'en aura qu'un petit nombre, et remplira sous vos yeux la plus grande partie de ses fonctions.

Les autres magistrats n'oseroient faire tort à qui que ce soit, ni commettre la moindre violence. Ils craindroient de redevenir particuliers, et être soumis à leur tour à des supérieurs; les uns et les autres auront des gages proportionnés à leurs occupations et à leur dignité. Tel est mon avis sur ces différens objets.

Les gouvernemens de province ne doivent être accordés qu'à des préteurs; ceux qui serviront en qualité de lieutenans, et que j'indiquerai bientôt, pourront être employés jusqu'à deux fois dans cette charge. S'ils s'en acquittent bien, ils mériteront le consulat, et obtiendront ensuite les gouvernemens les plus considérables. Voici ce que j'imagine à cet égard.

Je crois qu'il faut diviser en peuples et en nations toutes les îles, tous les continens sou-

mis à votre empire, et l'Italie même dans les parties qui sont au-delà de 95 milles (1) de Rome, et marquer les villes qui peuvent être gouvernées par un seul magistrat. Vous établirez des soldats dans chaque département, avec des commandans dont l'un sera pris parmi les consulaires, et les deux autres parmi les préteurs. De ceux-ci, l'un sera nouvellement sorti de charge; il jugera les procès des particuliers, et pourvoira aux approvisionnemens de toute espèce. L'autre, ancien préteur, aura l'administration des affaires publiques, et sera le juge des gens de guerre, hors dans le cas où il pourroit échouer peine infamante ou capitale. Ces cas là seront déférés au magistrat consulaire, excepté ceux où seroient impliqués des centurions ou des chefs de file, dont la punition doit être réservée à vous seul. L'exercice d'une telle jurisdiction seroit redoutable entre les mains de tout autre, et tourneroit peut-être contre votre autorité.

... Quand j'ai dit qu'un des deux anciens préteurs commanderoit les gens de guerre,

(1) Le grec porte 750 stades, ce qui revient précisément à 95,000 pas géométriques, le stade étant composé de 125 pas. *Note du T.*

j'ai entendu qu'il n'y auroit dans ces villes éloignées que peu de soldats ou qu'une légion. S'il y a deux légions dans le même quartier, et je ne vous conseillerai jamais d'en donner davantage au même commandant, il faut que chacune ait son préteur; et dans ce cas là, les deux préteurs connoîtront également des affaires publiques et de celles des particuliers. Le président consulaire en aura aussi la connoissance, et de plus il jugera les procès qui lui viendront par appel, ou qui lui seront renvoyés par les *préteurs* (1).

Ne soyez passurpris, au reste, que je vous conseille de diviser l'Italie en un si grand nombre de départemens. Elle est si prodigieusement peuplée, que les magistrats de Rome ne sauroient la gouverner toute entière. Le magistrat doit toujours être à portée des peuples qu'il régit, et n'avoir de fonctions que celles qu'il peut remplir.

Que tous ceux qui exerceront des charges hors de Rome, aient un salaire proportionné

(1) Nous n'avons point en françois de mot propre pour désigner ces anciens préteurs. *Prétoriens* signifie *soldat de la garde prétorienne*. Les Latins ont deux mots pour ces deux différentes significations : *prætorii* pour anciens préteurs, *prætoriani* pour soldat du prétoire. Note du T.

à leur emploi. Ils ne sauroient vivre à leurs dépens dans une province éloignée. Il ne faut pas souffrir non plus les dépenses énormes que nous leur voyons faire dans ce temps-ci (1). Que leur administration ne dure pas plus de cinq ans, ni moins de trois; si ce n'est qu'ils tombassent dans quelque prévarication. Quand les magistratures ne sont qu'annuelles, ou d'une durée presque aussi courte, ceux qui les exercent, sortent de charge au moment qu'ils commençoient à s'instruire; et quand elles sont trop longues, ils y deviennent insolens et factieux. Ce qui me fait juger qu'il seroit imprudent de donner à la même personne deux grands emplois de suite, quand ce seroit en différentes provinces. Les magistrats qu'on renvoye chez eux pendant quelque temps, pour y vivre en simples particuliers, en font mieux ensuite leur devoir.

Tels sont, à mon avis, les différens services que vous devez tirer des sénateurs.

Vous choisirez deux chevaliers des plus distingués pour commander votre garde.

(1) Défions-nous de tout homme en place, de tout ministre qui fait des dépenses immodérées. S'il se ruinoit seul, ce seroit peut-être un bien; mais il ruine beaucoup d'autres, et c'est un mal. *Note du T.*

Il seroit dangereux de la confier à un seul ; il seroit embarrassant de la commettre à plusieurs. L'un veillera sur l'autre , et vous serez toujours en sûreté ; ne prenez pour cet emploi que d'anciens militaires , et quiaient passé par plusieurs grades. Leur commandement s'étendra sur les troupes d'Italie , avec pouvoir de punir de mort les coupables , excepté les centurions et les officiers qui ne pourront être jugés que par des sénateurs. Revêtus de cette juridiction , ils seront plus promptement obéis des inférieurs qui verront dans les mains de leurs chefs la récompense et le châtiment. Donnez-leur des lieutenans , non-seulement dans les troupes d'Italie , mais encore dans les gardes prétorienne , dans les compagnies attachées à votre service , et dans tous les corps principaux.

On peut et l'on doit attribuer à ces commandans cette étendue d'autorité ; mais il n'y faut rien ajouter de plus. Accablés de détails , ils négligeroient les plus nécessaires , ou ne sauroient les remplir tous. Leur charge sera perpétuelle , comme celle du gouverneur de Rome et du sous-censeur. On les prendra parmi les chevaliers les plus notables ; après ceux-là le commandant des gar-

des de nuit , et l'intendant des vivres et des marchés. Ces officiers ne serviront que pendant un temps limité, comme les magistrats aîrés de l'ordre des sénateurs,

Donnez à des chevaliers l'administration du trésor public et des finances du prince , soit à Rome , soit dans le reste de l'Italie , et généralement dans toutes les provinces de l'empire. Assignez-leur, comme à tous ceux du même ordre qui exerceront quelque emploi , des émolumens plus ou moins forts , selon l'importance de leur charge , et le travail attaché à leurs fonctions. Deux raisons l'exigent ; l'une , qu'étant plus pauvres que les autres sénateurs, ils ne sauroient, même à Rome, exercer la moindre de leur charge à leurs dépens ; l'autre , qu'il n'est pas possible , ou qu'au moins il seroit imprudent , d'unir l'administration des finances au commandement des troupes.

C'est d'ailleurs un avantage de multiplier et de diviser les emplois (1). On forme , on

(1) Auguste suivit constamment cette maxime. Voyez Suétone , chapitre 37, de la vie de cet empereur. Un homme public, chargé de trop d'affaires, les néglige toutes, ou les fait mal. Mais un roi, dira-t-on, un premier ministre suffit à tout. La différence est grande. Celui qui gouverne en chef n'a besoin que d'une vigilance

rend utile , on enrichit un plus grand nombre de sujets. Les charges et les faveurs ainsi distribuées vous attacheront une infinité de personnes , et vous aurez toujours des gens de mérite prêts à vous servir.

A Rome , vous établirez un chevalier pour la perception de chaque sorte d'impôt. Mais un seul chevalier suffira par province pour diriger toutes les levées ; s'il a besoin de commis sous ses ordres , il les prendra parmi les chevaliers et parmi vos affranchis. Il est à propos d'associer ces derniers à l'administration des finances , soit pour récompenser par-là vos serviteurs , soit pour vous mettre à portée d'être instruit par eux-mêmes , quand ils ne le voudroient pas (1), des malversations qu'on aura commises.

universelle et d'une attention générale aux diverses parties du gouvernement. Le ministre particulier, au contraire, doit un travail mécanique et assidu à toutes les branches de l'administration qui le concernent ; lui confier plusieurs départemens qui exigeroient chacun la même application et le même détail, ce seroit abuser des forces de l'esprit humain. *Nec verò terra ferre omnes omnia possunt. Note du T.*

(*) Par la voie de la torture ; les affranchis n'en étoient pas exempts : mais on ne pouvoit point y appliquer les chevaliers, encore moins les sénateurs. *Note du T.*

Si

Si quelqu'un des chevaliers a mérité par ses services d'être élevé au rang de sénateur, que sa jeunesse n'y soit point un obstacle. Ne dédaignez pas même de recevoir dans le sénat ceux qui n'auroient eu dans les légions que des grades subalternes, pourvu qu'ils n'aient pas été simples soldats (1). Ce seroit avilir et déshonorer cette compagnie, que d'y introduire des porteurs de claies et de fascines. Rien n'empêche d'y donner entrée à ceux qui auroient commencé leur service militaire par l'emploi de centurion, et qui s'y seroient distingués.

Voilà ce que je pense sur les sénateurs et sur les chevaliers. Je dis de plus, qu'il faut que leurs enfans soient envoyés aux écoles, et qu'au sortir de l'enfance ils aient des maîtres publics et gagés pour cela, qui leur apprennent à monter à cheval et à manier les armes. Exercés et instruits dès leur jeunesse dans les arts qui conviennent à des hommes faits, ils en seront plus propres à toutes sortes d'emplois.

Ce n'est pas assez pour un souverain de se

(1) Exception odieuse et injuste; elle eût privé Marius du consulat, Fabert du bâton de maréchal de France. *Note du T.*

bien conduire, il doit veiller sur la conduite des autres, et s'appliquer aux moyens de les rendre meilleurs. Vous en viendrez à bout, non pas en leur donnant une liberté entière, et les punissant, après, des fautes où ils seront tombés ; mais en leur montrant, avant qu'ils les commettent, tout ce qu'ils doivent faire pour leur avantage particulier et pour le vôtre. Ne souffrez pas que la richesse, la naissance, ni les talens soient pour eux une occasion de vivre dans la mollesse et dans les plaisirs, ou de cultiver des arts méprisables. Plusieurs, craignant que ces avantages ne les exposent à l'envie et ne leur suscitent des ennemis, menent une vie indigne d'eux, pour se mettre à l'abri de tout danger. On les plaint de cet avilissement forcé. La perte et la honte en retombent sur le prince.

Prévenez ces inconvéniens, et ne craignez pas que des hommes élevés, comme je l'entends, entreprennent de vous nuire. Redoutez plutôt les ignorans et les débauchés (1). Après s'être perdus et déshonorés eux-mêmes,

(1) L'ignorance des principes et la corruption des mœurs ne font que des esclaves et des rebelles ; des hommes instruits et vertueux n'aiment pas l'oppression, mais ils connoissent leurs devoirs et les remplissent. *Nave du T.*

ils épargnent aussi peu les autres. Des cœurs formés à la vertu ne font d'injustice à personne, moins encore à celui qui prit soin de leur éducation.

Que si dans ce nombre il y en a de méchants et d'ingrats, excluez-les de toute charge où ils pourroient troubler l'état. S'ils trouvent, malgré cette précaution, le moyen de remuer, qu'ils soient punis sévèrement. Soyez sûr qu'on ne vous blâmera pas, pourvu que vous suiviez dans tous les points la méthode que je propose. Vous ne ferez pas plus de mal en châtiant un coupable, qu'un médecin qui emploie sur son malade le fer et le feu. Le public condamnera le traître, et lui reprochera son ingratitude et vos bienfaits. C'est tout ce que je vois à dire sur les sénateurs et sur les chevaliers.

A l'égard des troupes, il convient d'en avoir toujours, à l'avenir, dans chaque province, un corps plus ou moins nombreux, suivant que les circonstances l'exigeront, et composé de Romains, des sujets et d'alliés. Il faut que ces troupes soient continuellement exercées, et qu'elles aient des quartiers d'hiver dans les lieux les plus commodes. Les années du service seront fixées, mais de telle sorte qu'il puisse rester aux sol-

daté quelque intervalle entre le congé et la vieillesse.

« Nous ne pouvons plus aujourd'hui nous défendre avec des levées passagères, ni envoyer promptement des secours dans les pays attaqués. Nous sommes trop éloignés des extrémités de l'empire ; par-tout nos frontières sont environnées d'ennemis. Si nous permettions le maniement des armes à tous ceux qui sont en âge de les porter, ce seroit une occasion perpétuelle de séditions et de guerres civiles. Si nous les écartions du service militaire, nous nous exposerions à n'avoir dans le besoin que des soldats sans expérience et mal exercés.

« Je crois donc qu'il faut, pour prendre un juste milieu, que tous citoyens en général n'aient à leur disposition ni armes ni forteresses ; et que les plus robustes et les plus indigens soient enrôlés, et fassent assiduellement les exercices militaires. Ils en seront meilleurs soldats, quand ils ne feront point d'autres métiers. Les autres, n'étant point obligés de courir à la frontière et rassurés par leurs défenseurs, cultiveront tranquillement la terre, s'adonneront à la navigation, au commerce, à toutes les occupations de la paix ; par-là, tout ce que nous

avons d'hommes déterminés, vigoureux et qui étoient forcés de vivre de rapines; subsistera sans fouler le peuple. Tout le reste jouira d'une entière sécurité.

Mais, d'où tirer les fonds suffisans pour l'entretien des troupes, et pour tant d'autres dépenses nécessaires? Je vais le dire; et j'observerai d'abord que quand l'autorité seroit entre les mains du peuple, nous aurions également besoin d'argent, puisqu'on ne peut se passer de soldats, et qu'on ne sauroit en avoir sans payer. Ne nous plaignons pas de la monarchie, et ne la prenons pas en horreur à cause des tributs, comme s'il n'y avoit que les rois qui en exigeassent. Mais posons pour principe, que, sous quelque forme de gouvernement qu'on vive, il est nécessaire que l'état ait des revenus.

Je dis, en premier lieu, que vous devez, avant toutes choses, rendre les possessions publiques: elles ont été considérablement augmentées par les guerres: n'en exceptez qu'un petit nombre de domaines qui vous seront nécessaires et utiles (1). Vous placerez

(1) Le domaine des princes bien administré épargneroit beaucoup d'impôts à leurs peuples. M. de Fénelon, dans ses directions au duc de Bourgogne, décide qu'un roi ne peut en conscience soutenir des prétentions de

à un intérêt médiocre les sommes que cette vente produira. Ces terres seront mieux cultivées, quand elles auront des maîtres qui en prennent soin. Ceux-ci s'enrichiront; le fisc aura un revenu suffisant et assuré. Vous calculerez ce produit, celui des mines, et des autres objets sur lesquels vous pouvez solidement compter. Après quoi vous combinerez ce total de recette avec les dépenses qu'il faut faire, non-seulement pour la solde ordinaire des troupes, mais pour l'administration civile, pour les guerres imprévues, et pour tant d'autres occasions que le temps amène, et qu'on ne peut éviter. Vous suppléerez aux fonds qui manquent, par les droits qu'on

famille, quelque légitimes qu'elles soient, ni fournir à ses dépenses particulières qu'avec ses revenus particuliers. Les impôts ne doivent être employés, selon lui, qu'à la défense de l'état. Un des griefs des Anglois contre Jacques I, étoit la fréquente aliénation des terres du domaine au profit des favoris. Il en changeoit souvent, et les enrichissoit tous, mais toujours aux dépens de la couronne. Il laissoit enlever le Palatinat à son gendre, et donnoit des pays entiers à Buckingham, Charlemagne, qui avoit conquis la plus grande partie de l'Europe, ne récompensoit ses serviteurs qu'avec des possessions prises sur l'ennemi. Il faisoit vendre pour son compte les œufs et les poulets de ses fermes; économie digne des rois pasteurs. *Note du T.*

établira sur les différentes sortes de productions et de profits , et par des tributs qu'on imposera dans tout l'empire. Personne au surplus n'en sera exempt, soit peuple, soit particulier. L'immunité seroit injuste , puisque l'avantage que procurent ces secours se jaille sur tous sans exception.

On placera des collecteurs en chaque lieu. Leur fonction sera de recueillir le tribut à mesure que les diverses récoltes se feront. Cette division de subsides en petits paiemens, et en différens termes, rendra le recouvrement plus facile au préposé, moins onéreux au redevable ; qui se trouve ruiné quand, après l'avoir laissé tranquille pendant quelque temps, on lui demande tout d'un coup la somme entière (1).

Je n'ignore pas que cet établissement de droits et d'impôts excitera des murmures. Mais je sais aussi que si les mécontents n'essuyent pas d'autres injustices, et s'ils éprouvent réellement que ces tributs n'ont d'autre objet que leur sûreté et la conservation de

(1) Ce seroit bien pis, si on demandoit à la fois des supplémens accumulés de plusieurs années d'un impôt qui n'étoit pas encore réglé. C'est ce qu'on a fait dans des pays d'état. *Naïc du T.*

leurs biens , et qu'on les emploie en effet à payer le salaire des magistrats , des officiers de finance et des gens de guerre , non-seulement ils supporteront ces charges , mais ils vous rendront encore des actions de grâces de ce qu'ils jouissent de tous leurs revenus sans trouble , moyennant une légère imposition (1). Leur reconnaissance augmentera , sur-tout s'ils voient que vous vivez

(1) Mécène dit que le tribut doit être médiocre , c'est-à-dire , qu'il y ait beaucoup de personnes ou de classes contribuables , mais que la contribution soit petite. L'excès des impôts produit des effets terribles , la misère et le découragement ; mais le découragement est plus redoutable encore que la misère. Le salut de l'état , la conservation des provinces , l'honneur des armes , tout devient indifférent à un peuple découragé. Au surplus , les Romains ne connoissoient pas mieux que les nations modernes la nature de l'impôt. Il n'en faudroit qu'un seul , mais qui fût exclusif des autres , territorial , établi avec économie , réparti et perçu sans frais , et toujours proportionné au produit net des terres et aux besoins réels et légitimes de l'état. Ce peu de mots suffit pour en donner une idée générale et juste. Ceux qui voudront s'instruire à fond de cet objet important , doivent consulter les ouvrages de M. le marquis de Mirabeau. Ils ne servent aujourd'hui que d'instruction ; ils serviront un jour de règle. Ce seront du moins des monumens patriotiques du zèle et des vues supérieures de leur auteur. *Note du T.*

avec économie, et que vous ne consommez pas les revenus de l'état en folles dépenses. Eh ! qui ne s'empressera de vous offrir des tributs, quand vous en ferez un usage noble et modéré ? On regardera vos richesses comme l'abondance et le salut de tous. Cette opinion sera pour vous un trésor intarissable.

Pour les autres parties de l'administration, voici ce que j'en pense. Embellissez la ville de Rome, et rassemblez-y toutes sortes de spectacles. Il faut que le peuple le plus puissant de la terre l'emporte en toutes choses sur les autres nations. Nous en serons plus considérés de nos alliés, et plus craints de nos ennemis (1).

A l'égard des autres villes, que le peuple n'y ait aucun pouvoir, et ne forme point d'assemblée. Il n'en résulteroit rien de bon, et ce seroit une occasion de trouble. C'est

(1). Avec la permission de Mécène, la comédie et l'opéra ne rendront jamais un état redoutable. Il est ridicule de donner à des spectacles d'amusement une importance qu'ils n'ont pas. L'austère Caton ne pensoit pas sur cela comme le patron d'Horace. Il regardoit un théâtre fixe et permanent dans Rome comme un ennemi dangereux pour les Romains. Les anciens Marseillois, dont les mœurs étoient si pures, ne souffroient point chez eux de représentations théâtrales. *Note du T.*

pour cette raison que je veux interdire , au peuple même de Rome , les jugemens , les comices , et généralement toutes sortes de délibérations.

Que les habitans des villes n'occupent pas plus de bâtimens qu'il ne leur en faut , et que leurs maisons ne soient pas plus spacieuses qu'elles ne doivent l'être ; qu'ils ne donnent point de spectacles de tous genres , ni en trop grande quantité , de peur que ces goûts frivoles ne les épuisent , ou que de folles rivalités de dépenses n'engendrent des inimitiés ; qu'ils aient cependant quelques spectacles et quelques jeux , excepté ceux du cirque , qui n'auront lieu qu'à Rome ; mais que les frais n'en soient point à charge aux particuliers ni au public ; que les étrangers ne soient pas contraints d'y participer , ni la ville obligée de nourrir annuellement tous ceux qui auront remporté des couronnes en quelque lieu que ce soit (1). Il seroit

(1) C'étoit une loi chez les Grecs , que les athletes qui avoient été couronnés dans l'un des quatre jeux célèbres de la Grece , revenoient dans leur patrie sur un char de triomphe à quatre chevaux , qu'ils rentroient dans leur ville par une breche qu'on faisoit exprès aux murailles , et que pendant le reste de leur vie ils étoient nourris aux frais du public. S'il eût fallu traiter de même tous

injuste de forcer les riches à dépenser leur bien hors de leur patrie. Les prix qu'on décerne sur les lieux suffisent aux vainqueurs. J'excepte ceux qui auront été couronnés dans les jeux olympiens, dans les jeux pythiques ou à Rome; ce sont les seuls qu'il faille nourrir aux dépens du public, soit pour ne pas accabler les villes de charges superflues, soit pour détourner les hommes de tout exercice peu honorable, quand ils peuvent s'appliquer à des travaux plus utiles pour eux-mêmes ou pour la patrie.

Je crois qu'on ne doit accorder des jeux équestres qu'à la ville de Rome. Nous épargnerons par-là aux villes de province des frais immenses, des brigues qui échauffent les esprits; et ce qui est essentiel, la race des bons chevaux se conservera pour les gens de guerre. Je renferme donc ces jeux dans la capitale. Les spectacles des autres villes

les athlètes couronnés dans les différentes villes du monde où l'on célébroit des jeux, c'eût été une charge insupportable pour le public et pour les particuliers. Il faut récompenser tout homme qui excelle dans un art, mais tous les arts ne doivent pas être également encouragés. Voyez, dans les *Aventures de Télémaque*, le judicieux discours de Mentor sur cette matière. Note du T.

seront ordonnés de manière à pouvoir amuser l'oreille et les yeux, sans trop de dépense et sans nuire au repos des citoyens, ni à l'honnêteté publique.

Nulle ville n'aura de monnoie, de mesure ni de poids particulier (1); mais par-tout on se servira des nôtres.

(1) L'uniformité des poids et des mesures a toujours été souhaitée par les zélateurs du bien public. Mécène la propose ici à Auguste. Louis XI vouloit l'établir; d'autres princes l'ont souvent promise, mais inutilement. Il est des abus aussi vieux que le monde, et qui ne finissent qu'avec lui. Il y a cependant des considérations à faire sur cette égalité tant désirée. Il seroit fort utile, et fort aisé de l'établir par rapport aux poids. La réduction générale de tous les poids différens à un poids uniforme et commun ne coûteroit aucun embarras, ne produiroit nul inconvénient. Quant aux mesures, il s'y trouveroit des difficultés insupportables. Comment, par exemple, assujettir à l'uniformité ce qu'on appelle *mesures rondes*, c'est-à-dire, celles dont on se sert pour mesurer les redevances en grains? Il faudroit nécessairement, pour former un tarif égal et universel, recourir au poids commun, et fixer la quotité des redevances d'après le poids, lequel prendroit lieu de mesure ronde. Outre que ce travail seroit infiniment cher, infiniment pénible et compliqué, il en résulteroit autant d'injustices que d'articles. On changeroit, par une loi générale, telle mesure de froment ou d'autres grains en tant de livres pesant; mais la différence de froment,

Qu'on ne vous fasse point de députation (1), si le cas n'exige expressément que vous en preniez connoissance ; mais qu'on s'adresse au magistrat des lieux , lequel vous fera parvenir les requêtes quand il les aura lues et approuvées. Les sujets éviteront ainsi bien des voyages, bien des intrigues, et rece-

qui n'en fait point une quand il est mesuré par boisseaux , par quarrons , par sacs ou par septiers , en produiroit une considérable lorsqu'il seroit pesé. Remplissez tour-à-tour le même sac de différentes sortes de froment ; il pesera successivement cent soixante , cent quatre-vingt , deux cents livres , suivant la diverse qualité du bled ; d'où il suit que le censitaire payant au poids et par mesure ronde , sa rente foncière donnera trop ou trop peu au seigneur censier , relativement à la quotité originaire et bien établie de sa redevance.

Pour la mesure des liquides , il seroit également avantageux et facile de la rendre uniforme dans tout le royaume. Il ne s'y présente aucun obstacle dans le détail , non plus que pour l'uniformité des poids. Ainsi , sans toucher aux mesures rondes , par les raisons que nous venons d'en donner , il ne faudroit qu'une simple ordonnance du roi , dûement enregistrée ; pour établir par-tout l'aune de Paris , la pinte de Paris avec ses divisions , et le poids de marc. *Note du T.*

(1) Mécène peut avoir raison pour les députations à la propre personne du prince ; mais pour les requêtes , le dernier des sujets a le droit de lui adresser la sienne.

Note du T.

vront sans dépense et sans soin la véritable réponse du prince (1).

Tout enfin sera bien réglé dans votre plan , si vous n'écoutez les ambassadeurs des puissances ennemies , ceux des rois et des nations alliées , qu'en présence du sénat (2) : la dignité de la république exige qu'on croye que cette compagnie a un pouvoir universel , et que ceux qui la composent sortent autant d'ennemis de nos adversaires. Servez-vous du sénat pour l'exécution des loix. Tous les sénateurs ne doivent cependant pas être consultés , si ce n'est dans les délibérations générales. La majesté de l'empire en sera plus affermie , les jugemens plus équitables , plus clairs et plus connus.

Si quelques sénateurs , leurs femmes ou

(1) Cet arrangement seroit merveilleux , s'il étoit exécuté ; mais qu'en arrive-t-il ? On adresse au souverain des lettres , des requêtes , des mémoires , des représentations qui ne lui parviennent pas , et on y fait de sa part des réponses qu'il n'a pas faites. *Note du T.*

(2) Pour donner à ces audiences un appareil militaire et qui étonnât les ambassadeurs , Auguste assembloit le sénat au temple de Mars , où l'on délibéroit aussi sur les affaires de la guerre et sur les triomphes. *Suidone , vie d'Auguste , ch. 29.*

leurs enfans commettent des crimes, qui méritent note d'infamie, l'exil ou la mort, renvoyez-les au sénat sans en avoir pris connaissance le premier, pour que la cause soit entière devant ce tribunal. Jugés par leurs pàirs (1), le châtiment qu'ils subiront n'excitera point contre vous l'envie; et cet exemple effrayant retiendra les autres dans leur devoir.

Je parle ici des crimes contre lesquels il y a des loix, et des formes de procéder. Quant aux discours injurieux (2) qu'on

(1) Le privilege d'être jugé par ses pairs est très-ancien, comme on le voit ici. Chez les Romains, il s'étendoit aux femmes et aux enfans des sénateurs. *Note du T.*

(2) On ne conçoit pas que de simples discours puissent jamais être punis de mort. La vie des hommes ne doit pas tenir à des paroles, quand elles ne sont pas suivies d'effets. Des propos inconsidérés, insolens, factieux, ne méritent que des corrections de police, à moins que le but formel et direct de ces propos ne fût d'exciter à la révolte ou à d'autres attentats. Ce ne sont plus alors des paroles, ce sont des actions. Dans ce cas, il faut user de châtimens sévères. En 1758, Lamorre, premier huissier des requêtes de l'hôtel, fut pendu pour avoir tenu des discours séditieux contre le roi, contre le parlement et contre des personnes en place. Peu d'années après, un ecclésiastique, prêtre, subit le même sort pour avoir parlé séditieusement dans

pourra tenir contre vous , dédaignez de les punir. Vous ne sauriez , sans vous faire tort à vous-même , paroître persuadé que , ne faisant de mal à personne et répandant par-tout vos bienfaits , vous puissiez être en butte à la satire et à la calomnie. Il n'y a que les méchans princes qui ajoutent foi aux délations. Ils trouvent dans leur conscience la vérité des reproches qu'on leur fait. Pourquoi s'en irriter ? S'ils sont justes , corrigeons-nous ; s'ils sont faux , méprisons-les. Les punitions redoublent la licence des discours.

Voilà comment il faut en user envers ceux qu'on accusera de propos insolens. Elevez-vous au dessus des injures. Ne croyez, ni ne laissez croire aux autres que les traits de la médisance puissent vous nuire. Que

un couvent de moines. Ces arrêts effrayans seroient-ils fondés sur la déclaration du 16 avril 1757, qui ordonne que tous ceux qui seront convaincus d'avoir composé, fait composer et imprimer des écrits contre la religion et contre l'autorité du roi, seront punis de mort ? Mais cette peine n'est prononcée par la déclaration que contre ceux qui écrivent, et non pas contre ceux qui parlent. Il semble que le juge ne devroit point ajouter à la rigueur de la loi. Le parlement eut sans doute ses raisons ; il faut les respecter. *Note du T.*

L'univers

l'univers juge de vous comme des dieux, et qu'il reconnoisse Auguste à la grandeur de son amé.

Que si l'on accuse quelqu'un d'avoir conspiré contre vous, ce qui est très-possible; ne soyez pas son juge, ni ne déclarez d'avance votre sentiment. Il seroit odieux d'être accusateur et juge à la fois. Renvoyez le coupable au sénat, et qu'il soit entendu dans ses défenses. S'il est convaincu, modérez la rigueur de la peine, pour ajouter plus d'évidence à la conviction. On se persuade difficilement qu'un homme désarmé attaque un prince entouré de gardes. Mais on ne doutera pas de l'équité du jugement, si vous n'avez point agi par colere, et si vous adoucissez la punition autant que l'énormité du crime le permettra.

Vous n'aurez point ces ménagemens pour ceux qui, étant à la tête de vos troupes, les souleveroient contre vous. On les traite en ennemis. Il n'y a point de regles ni de formes à garder avec eux.

Telles sont les causes dont vous laisserez la décision au sénat. Vous le consulterez aussi sur les matieres importantes qui intéressent le public. Des affaires communes à tous doivent être discutées en commun.

Les hommes sont naturellement flattés d'être honorés par leur supérieur, comme s'ils étoient ses égaux. Ce qu'ils délibèrent avec lui leur plaît, ils croient adopter leur propre ouvrage.

Tous les sénateurs présens donneront leur avis sur l'objet de la délibération. Mais dans les procès criminels, tous n'opineront pas, à moins que l'accusé ne fût pas encore installé parmi les sénateurs, ou qu'il n'eût exercé que la questure. Il seroit indécent que ceux qui n'ont point été tribuns du peuple ni édiles, fussent les juges de ces magistrats; que ceux-ci le fussent des préteurs, et ces derniers des consuls. Il n'y a que les consulaires qui puissent juger tous les membres du sénat. Les autres, par degrés, et suivant les charges qu'ils auront remplies, jugeront leurs égaux et leurs inférieurs.

Jugez vous-même et en particulier les causes qui vous seront déférées par appel, ou qui vous auront été renvoyées par les magistrats de la première classe, par vos procureurs, par le gouverneur de Rome, le sous-censeur, les préfets du prétoire, l'intendant des vivres, et le commandant des gardes de nuit. Qu'il n'y ait point de magistrat des jugemens duquel on ne puisse

appeller. Vous jugerez aussi les causes des chevaliers , des centurions actuellement servant et des premiers légionnaires , quand il s'agira de peine infamante ou de mort. Vous êtes le seul juge de ces affaires ; nul autre n'en doit prendre connoissance de sa propre autorité , pour les raisons que j'ai déjà dites.

Au reste , vous admettrez toujours dans ces jugemens les sénateurs et les chevaliers les plus recommandables par leur mérite , même d'anciens consuls et d'anciens préteurs , tantôt les uns tantôt les autres. Vous connoîtrez par cette voie leur caractère , et quelles sortes d'emplois leur conviennent ; comme aussi l'habitude de conférer et de juger avec vous les mettra plus en état d'administrer les provinces selon vos vues.

Quand l'affaire sera grave , ne demandez point les suffrages de vive voix , de crainte qu'ils ne soient gênés par des motifs personnels. Qu'on les donne par écrit ; lisez les vous seul , et pour qu'ils soient ignorés , faites les effacer sur le champ. Vous ferez au vrai l'avis de chacun quand on sera sûr du secret.

Pour ce qui concerne les procès , les lettres , les délibérations des villes , les de-

mandes des particuliers, et tous les détails de l'administration, vous y ferez travailler avec vous des chevaliers. Les expéditions se feront plus facilement, et vous éviterez le double inconvénient d'un travail précipité ou excessif.

Que ceux qui entrent dans vos conseils, y donnent leur avis librement et en toute sûreté; si ce qu'ils proposent vous convient, vous en profiterez. Si leur opinion n'est pas conforme à la vôtre, elle ne sauroit au moins vous nuire. Louez sur-tout les idées justes et qui vont au but; elles contribueront à vos succès. Mais ne blâmez ni ne mortifiez ceux qui en ont de fausses. Considérez l'intention et pardonnez l'erreur.

Agissez-en de même dans ce qui regarde la guerre. Que des hasards malheureux ne vous irritent pas contre un général, et que ses triomphes ne vous le rendent pas suspect. Les commandans des armées s'exposeront bien plus volontiers aux périls, s'ils ne craignent pas d'être punis pour leurs défaites, ni envies pour leurs victoires. Plusieurs, redoutant la jalousie de leur maître, ont mieux aimé se laisser vaincre que de battre l'ennemi. Ils assuroient leur salut en

sacrifiant les intérêts du prince. Vous donc qui êtes plus intéressé que personne aux revers et aux avantages publics , garantissez-vous de toute prévention injuste. Un autre en seroit l'objet ; vous en seriez la victime.

Montrez par votre conduite et par vos discours , ce que doivent faire et penser vos sujets. Vous les instruirez mieux par votre exemple , que vous ne les intimidez par l'autorité des loix. L'exemple donne de l'émulation ; les loix n'inspirent que de la crainte. On imite plus aisément les bonnes actions dont on est témoin , qu'on n'évite les mauvaises qui ne sont défendues que par des paroles. Faites tout avec exactitude ; ne soyez point indulgent pour vous-même , persuadé que vous ne ferez ni ne direz rien qui ne soit bientôt public. Vous êtes comme sur un théâtre où tout l'univers vous regarde ; vos moindres fautes seront remarquées des spectateurs. Vous n'êtes jamais seul ; une multitude de témoins vous entoure. Tous les hommes s'attachent à découvrir les actions des princes. S'ils s'apercevoient une fois que vous vous permisiez à vous-même ce que vous défendez.

aux autres , ils ne craindroient plus vos menaces ; ils suivroient vos exemples.

Ayez l'œil sur la conduite des autres ; mais que cette vigilance ne soit pas trop sévère. Jugez tous les délits où il y aura des accusateurs ; passez sous silence ceux qui ne vous seront déférés par aucune plainte (1) , si ce n'est les crimes contre la république. Que ceux-là soient rigoureusement punis, quand même il n'y auroit pas d'accusations. Il est bon cependant que vous soyez informé des fautes particulières , non pas pour sévir contre elles , mais pour éviter l'inconvénient de donner des charges à de mauvais sujets.

Plusieurs sont entraînés par la nature à vio-

(1) Fausse et dangereuse règle ; d'où il suit que le prince ne seroit qu'imparfaitement le juge de son peuple. Il laisseroit impunis tous les crimes dont il auroit connoissance , vols , meurtres , assassinats , violences , empoisonnemens ; mais qui ne lui seroient pas dénoncés par une accusation en forme. Louis XIV étoit dans un principe différent ; plus d'une fois il a ordonné à ses procureurs généraux en province , de poursuivre des crimes contre lesquels il n'y avoit point de partie civile , et que le ministère public avoit ignorés ou négligés. Il lui suffisoit d'en être instruit par quelque voie que ce fût. C'est la maxime de tout souverain qui aime la justice. *Note du T.*

ler la loi. S'il falloit les punir , on n'épargneroit personne. La douceur seroit peut-être pour eux la meilleure des leçons. La loi inflige des peines , mais ne réforme pas la nature. Il est des hommes qui croient que leurs fautes sont ignorées ; ou n'en étant punis que légèrement , se corrigent à la fin ; les uns , pour n'être pas repris à découvert ; les autres , pour ne pas retomber si souvent dans les mêmes cas. Si vous les notez publiquement d'infamie , et qu'ils n'aient plus rien à perdre , ils foulent aux pieds les loix , et ne suivent plus que les penchans impétueux d'un cœur déréglé. Il n'est pas facile de les punir tous ; mais on doit châtier au moins les plus impudens et les plus hardis.

Telle est la conduite que je vous exhorte à tenir avec les hommes , quand il ne s'agira pas de fautes irréparables. Louez leurs bonnes actions , encore plus qu'elles ne méritent. Votre humanité les éloignera du mal ; votre générosité les portera au bien ; et ne craignez pas , en favorisant les gens de mérite , d'épuiser votre trésor ni vos graces. Maître d'un si vaste et si puissant empire , vous manqueriez plutôt de sujets dignes de récompense , que de moyens de les récom-

penser. Ne craignez pas plus qu'ils opposent l'ingratitude à vos faveurs. Quoi de plus propre à gagner des cœurs aliénés, même celui d'un ennemi, que d'ajouter les bienfaits à l'équité !

C'est ainsi que vous devez, selon moi, vous comporter envers les autres. Pour ce qui vous touche personnellement, n'acceptez ni du sénat, ni de quelqu'autre que ce soit, en discours ou en actions, rien d'extraordinaire ni de fastueux. Les graces que vous accordez honorent ceux qui les reçoivent ; mais on ne vous peut rien offrir qui soit au-dessus de ce que vous possédez. Ce qu'on y ajouteroit ne paroîtroit pas légitime. Les honneurs excessifs rendus à un maître ne sont jamais censés volontaires. On le soupçonne de les avoir extorqués, et, bien loin de s'attirer des louanges, il s'expose au mépris.

Rendez-vous illustre par vos propres actions. Ne souffrez pas qu'on vous érige des statues d'or ou d'argent, simulacres vains et dispendieux que le temps détruit, ou qu'une révolte abat. Que vos bienfaits gravent votre effigie dans les cœurs en traits ineffaçables et immortels. Permettez encore moins qu'on vous élève des temples. Ce seroit un argent

perdu ; il vaut mieux le réserver pour des emplois nécessaires ; car ce n'est pas l'excès des impôts , c'est l'économie qui grossit les revenus du prince. Et d'ailleurs ces sortes d'hommages ne servent de rien pour la réputation. La vertu peut rendre un homme égal aux Dieux ; mais les hommes ne font pas un Dieu. Soyez humain , soyez juste ; l'univers sera votre temple ; les villes seront vos autels ; les hommes des statues vivantes qui éterniseront votre mémoire. Qu'un méchant prince place , tant qu'il voudra , ses images dans toutes les villes , il n'en sera pas moins méprisé. Ce sont des trophées de ses vices , des monumens de l'indignité de son règne. Plus ils seront durables , plus le souvenir de son infamie se perpétuera parmi les hommes.

Voulez-vous jouir enfin d'une véritable immortalité ; profitez de mes conseils , et par-dessus toutes choses , honorez la divinité en tout temps , en tout lieu , suivant le culte de nos pères. Obligez , chacun de s'y conformer (1). Haïssez , punissez ceux qui s'effor-

(1) Voilà les principes de l'intolérance clairement établis parmi les païens. Ils étoient persécuteurs de fait ; l'histoire nous l'apprend : ils l'étoient par zèle et

seroient de le détruire. Vous le devez par politique autant que par piété. Qui méprise les Dieux , ne respecte rien. Tout changement dans la religion en apporte aussi dans l'état. De-là les associations , les cabales , les complots dont l'effet est si redoutable aux monarchies.

Ne faites grace ni à l'impiété , ni à la superstition. La science des devins (1) est cependant nécessaire. Vous établirez des aruspices et des augures qu'on pourra consulter dans le besoin. Mais vous rejetterez entièrement les magiciens. Ce sont des fourbes qui rencontrent la vérité quelquefois par hasard , mais qui mentent presque toujours , et dont les impostures ont souvent causé des factions et des révoltes.

Les faux philosophes (2) ne sont pas moins

par système ; la preuve en est ici. Les écrivains de nos jours affirment cependant le contraire ; est-ce ignorance ? est-ce mauvaise foi ? *Note du T.*

(1) Chez les païens la divination faisait partie du culte religieux. On consultoit les dieux par les entrailles des victimes et par le vol des oiseaux. *Note du T.*

(2) Les faux philosophes ont souvent été proscrits dans la Grèce et à Rome. Ceux dont Mécène parle ici n'étoient certainement pas plus méchans ni plus dangereux que d'autres philosophes moins anciens. Ils ont

dangereux. Vous ne sauriez trop vous en défier. Car ne croyez pas , parce que vous avez éprouvé la sagesse et la probité d'Arius et d'Athénodore , que tous ceux qui se disent philosophes ressemblent à ceux-là. Plusieurs , sous le masque de la philosophie, ont infiniment nui aux particuliers et à des nations entières.

Marquez par des sentimens de modération et de désintéressement un grand amour pour la paix ; mais faites toujours des préparatifs pour la guerre. En vous voyant ainsi sur vos gardes, nul n'osera vous provoquer, ou il en sera bientôt puni.

Ces précautions vous obligeront d'avoir par-tout des hommes sûrs, qui écoutent et qui voyent ce qui se passe, pour que vous puissiez prévenir à temps les maux, ou y

beau crier que la philosophie est un nom qui fait peur ; exclamations vuides de sens et de vérité. On ne craint point la vraie philosophie ; on la respecte, on la chérit comme un présent de Dieu, comme un rayon de sa sagesse éternelle. Mais la philosophie qui détruit le droit divin et naturel ; la philosophie qui renverse la religion et corrompt les mœurs, qui ment, qui calomnie, qui insulte la terre et le ciel ; cette philosophie, dis-je, porte l'horreur et l'effroi dans tous les cœurs vertueux. *Note du T.*

remédier. Ce n'est pas que vous deviez ajouter foi trop facilement à leurs rapports. Examinez tout soigneusement, et par vous-même. La haine et la cupidité produisent les délations. Plusieurs, par complaisance pour un ami, ou pour se venger d'un homme qui n'aura pas satisfait leur insatiable avarice, l'accusent faussement de sédition, de mauvais desseins, de discours injurieux contre le prince. Ecoutez, et ne hâtez rien. Être un peu lent à croire, ne nuit point; croire trop vite, est quelquefois un mal irrémédiable.

Il est convenable, il est même nécessaire que vous accordiez des distinctions à ceux de vos affranchis et de vos domestiques qui le mériteront. Votre grandeur et votre sûreté le demandent; mais qu'ils n'en deviennent pas insolens. Retenez-les dans de justes bornes, et qu'on n'ait rien à vous reprocher par rapport à eux. Soyez certain qu'on vous attribuera tout ce qu'ils feront de bien et de mal, et qu'on jugera de votre conduite par celle que vous leur permettrez de tenir.

Empêchez que les puissans n'oppriment ni ne calomnient le foible. Ne souffrez pas non plus qu'on les attaque en haine de leur puissance ou de leurs richesses, quand ils seront irréprochables d'ailleurs. Secourez les petits

de toute votre autorité , lorsqu'ils auront essuyé des injustices. Ne recevez pas néanmoins indifféremment toutes leurs plaintes. Examinez chaque fait en particulier , sans croire que le plus riche ait toujours tort , et le plus pauvre toujours raison.

Favorisez les artistes laborieux , sur-tout ceux dont la profession est utile. Témoignez de l'aversion pour les artisans peu actifs , ou qui s'appliquent à des travaux méprisables. Les uns et les autres seront encouragés par la récompense , ou craindront de vous déplaire. Ils tireront plus de profit de leur art ; ils serviront plus utilement votre amour pour le bien public.

Il est beau , sans doute , de diminuer le nombre des procès , et d'en abréger la durée ; mais il est plus beau d'arrêter l'empressement outré des peuples , quand , à l'occasion de vœux faits pour votre empire , pour votre conservation , pour votre prospérité , ils ordonnent des dépenses ou des travaux ruineux. Etouffez les haines et les rivalités des peuples et des villes , et ne permettez pas qu'elles se donnent de titres qui pourroient exciter des jalousies et des différends entre elles. En cela , comme en tout le reste , vous serez facilement obéi si vous ne faites point

d'exception. L'inégalité détruit les établissemens les plus solides. Ce n'est pas assez de refuser ce qui est injuste , il faut encore empêcher qu'on ne vous le demande. Je vous conjure sur-tout de ne point abuser de votre pouvoir. Ne croyez point que vous l'affoiblissiez en ne faisant pas tout ce que vous pourriez faire. Plus il dépend de vous de faire ce qu'il vous plaît , plus vous devez ne vouloir que ce qui est raisonnable et juste. Considérez sans relâche en vous-même, si ce que vous prétendez est juste ou non , propre à vous concilier l'amour ou la haine. C'est ainsi que vous éviterez le mal , et que vous ferez le bien. Ne prenez pas le silence pour marque d'approbation. Personne ne seroit assez imprudent pour vous accuser en face , quand même il auroit essayé quelque injustice de votre part. Souvent les plus maltraités sont ceux qui donnent le plus de louanges au prince , pour mieux cacher leur ressentiment. Qu'il ne juge pas de ce qu'on pense par les discours qu'on lui tient , mais par l'idée qu'il a lui-même de ce qu'on doit penser.

Ce sont là les regles de conduite que j'ose vous proposer. J'omets plusieurs choses , parce qu'il n'est pas possible de tout dire : au reste , ce que j'ai dit , et ce que je pourrois

ajouter, se rapporte à ce point capital : ré-
gnez sur les autres comme vous voudriez
qu'on régnât sur vous. On n'aura point de
faute à vous reprocher ; le désordre et les
abus disparaîtront. Vos jours seront tran-
quilles, exempts de péril. Et qui ne vous re-
gardera , ne vous chérira comme son pere et
son conservateur, quand on verra dans Au-
guste un maître affable , réglé dans sa vie et
dans ses mœurs , propre à la guerre, ami de
la paix ; qui ne commet point de violence
ni d'injustice ; qui traite avec tous comme
s'il n'étoit que leur égal ; qui n'appauvrit pas
les peuples pour remplir ses trésors ; qui , du
sein des voluptés , ne répand pas dans son
empire la tristesse et la douleur ; un maître
enfin qui ne se permet point ce qu'il punit
dans les autres , et qui conforme sa maniere
de vivre à celle de ses sujets ! Une adminis-
tration si sage , vos bienfaits et votre équité
seront pour vous une garde sûre et vigilante
qui suivra par-tout vos pas. Votre félicité ,
toujours pure , toujours parfaite , ne sera ja-
mais troublée par la haine publique , ni par
des conspirations. Quoi de plus heureux ,
quoi de plus doux que de jouir de tous les
biens en homme vertueux , et de pouvoir les
distribuer au reste des hommes !

Après tout ce que je viens de dire, n'hésitez

pas à suivre mes conseils. Ne repoussez pas la fortune qui vous a choisi parmi tous nos citoyens pour vous élever à l'empire. Que si toutefois, en vous revêtant du pouvoir suprême, vous redoutez le nom de roi, comme odieux aux Romains, gouvernez-les sous le nom de César. Si vous desirez d'autres titres, ils vous accorderont celui d'empereur qu'ils avoient donné à votre pere. Ils vous en donneront même de plus respectable; et vous posséderez tous les avantages de la royauté, sans craindre l'envie attachée à ce nom.

On ne sauroit disconvenir que les deux discours qu'on vient de lire ne présentent des vues d'administration qui pourroient, en bien des choses, contribuer au bonheur public. Mais ces morceaux, et d'autres du même genre que nous ont laissé les anciens, ne sont, après tout, que des productions de la sagesse payenne, souvent fausse dans ses principes, toujours imparfaite dans sa morale. Il n'est donné qu'à la philosophie chrétienne de former de vrais guides, des guides sûrs dans l'art de régir les hommes. Ce n'est pas qu'il n'y ait eu sous l'empire du christianisme, et qu'il n'y ait encore des maîtres, des instituteurs très-dangereux pour les jeunes souverains;

souverains ; des livres élémentaires qui les trompent sur les objets les plus importants , leur défigurent l'histoire , le droit public , la religion même s'il est besoin , et leur enseignent méthodiquement la science du despotisme ; il est des Machiavels de plus d'une sorte. Heureusement la providence nous a ménagé des préservatifs contre ces poisons. Nous avons deux ouvrages excellens pour l'institution des princes : la politique sacrée de M. Bossuet , et les directions pour la conscience d'un roi , par M. de Fénelon. On trouve , dans le premier , tout ce que la théorie du gouvernement a de plus sublime et de plus exact ; dans le second , tout ce que l'administration pratique a de plus juste , de plus sage et de plus simple. Heureux le roi dont ces deux ouvrages formeroient le conseil ! Heureux le peuple qui seroit gouverné par ce roi !

On reconnoît facilement aux notes et aux réflexions par lesquelles le traducteur termine ce discours , l'académicien assez religieux pour avoir essayé de prouver au milieu du lycée françois : *que le sage vertueux et chrétien mérite seul le nom de philosophe , et qu'en jugeant plusieurs littérateurs modernes après cette définition , on ne doit voir en eux qu'une fausse littérature et une vaine philosophie.* Voyez le discours de réception de M. Le franc de Pômignan. ✕...

*L'Ami des Hommes, ou Traité de la
Population ; par M. le marquis de
Mirabeau.*

TEL est le titre d'un excellent ouvrage dont nous allons donner le résumé général ; l'auteur l'a cru d'autant plus utile qu'il regarda lui-même, avec sa modestie ordinaire, son traité comme un chaos d'idées et de détails où l'ordre ne se montre que dans le titre des chapitres. « Un grand écrivain a paru, dit-il, dans son » ouvrage le plus considérable, donner prise à ce même » reproche ; et malgré les subdivisions qu'il a données à » son plan, l'on se plaint, avec quelque sorte de raison, » que sa marche est quelquefois embrouillée et en gé- » néral difficile à suivre. Nous n'avons assurément que » cela de commun lui et moi. Son érudition est im- » mense et sûre, la mienne est très-bornée et fautive ; » son style est clair, noble, pur et tranchant, le mien » est inégal, sans goût, négligé, souvent diffus et am- » phibologique ; son esprit éclaire et éveille l'intellect » du lecteur, le mien le fatigue et l'étouffe ; ses idées » semblent la fleur des notions et en sont en effet le » germe, les miennes naissent singulières et meurent » triviales. Il étoit ouvrier habile, et totalement adonné » à ce genre d'étude et de travail ; et de son aveu, » il a consumé vingt ans à celui là. Je ne suis rien de » tout cela, et il s'en faut bien que je n'aie employé » six mois à parcourir tout le terrain que j'embrasse »

L'auteur se juge, comme on voit, trop sévèrement, pour que la postérité ne l'apprecie pas avec plus de justice ou d'indulgence. Quand on prend comme lui la vérité et l'humanité pour guide, on a droit à l'estime publique ; et quelques défauts de style ne seront jamais capables de diminuer l'éclat de la solide gloire que *l'Ami des hommes* s'est acquise par son excellent ouvrage.

PREMIERE PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

L'HOMME est un animal sociable par instinct, avide à l'excès par instinct et par intellect. De ces deux mobiles contraires, l'un lie la société, l'autre tend à la dissoudre. En conséquence, le partage des biens qui établit la propriété, dut être et fut en effet toujours le premier arrangement de la société.

De l'attrait naturel à l'homme pour se réunir avec son semblable que j'appelle *sociabilité*, vinrent toutes les vertus ; de son penchant à desirer de s'approprier tous les biens d'usage et d'opinion que j'appelle *cupidité*, naissent tous les vices ; d'où il résulte que le premier et le plus important des soins du

gouvernement , doit être de diriger les mœurs vers la sociabilité , et de les détourner de la cupidité.

La sociabilité nous conduit dans la route de la vérité ; la cupidité nous pousse dans les sentiers tortueux de l'illusion ; et pour prouver ce principe , on démontre qu'elle nous égare dans la recherche de ceux-mêmes des biens physiques dont elle fait le plus de cas ; c'est sans doute la richesse.

Qu'est-ce que la richesse ? ce devrait être la possession des biens d'ici-bas. Si c'est cela , la sociabilité est toujours riche , et la cupidité jamais.

En effet , le nécessaire , l'abondance et le superflu sont trois échelons dans l'ordre des biens , qu'on ne sauroit voir que du bas en haut dans les vues de la cupidité qui , songeant toujours à gravir , n'est jamais riche de ce qu'elle possède , et sait toujours être pauvre de ce qu'elle desire. Dans les vues de la sociabilité , au contraire , comme il ne s'agit que de se réunir , chacun apporte tranquillement son contingent à la société ; riche de ce qu'on y fournit , on n'est pauvre que de ce qui manque à son frere. Or , comme malgré toute habitude de confraternité , nos besoins

situés en la personne d'autrui seront toujours très-bornés, il ne faut, pour nous satisfaire sur cet article, que la vie et le vêtement.

Voulez-vous enrichir un peuple ? tournez-le vers la sociabilité. De tous les peuples, dans tous les temps, nuls n'ont vécu plus durement, n'ont été plus attachés à leur façon d'être, et ne se sont en conséquence estimés plus riches que ceux qui ont vécu le plus en commun.

Pour trouver, d'après les nations même les plus triviales, les principes de la vraie richesse, il faut dire qu'elle consiste en la nourriture, les commodités et les douceurs de la vie ; la terre produit tout cela ; le travail de l'homme multiplie ce produit, et lui donne la forme. Le vrai principe de toute richesse est donc la multiplication de l'espèce humaine appelée *population* ; c'est l'objet de ce traité. Le premier des travaux auxquels il faut employer l'homme, est la multiplication du produit de la terre, art nommé *agriculture*, dont la liaison indispensable avec la population sera démontrée dans les chapitres suivans.

On résume de celui-ci, que la première

des loix positives de la société est et dut être une condescendance de la sociabilité en faveur de la cupidité , qui établit le partage des biens et des avantages de la société ; et qu'en revanche , la base et l'objet du régime des loix spéculatives doit être de repousser sans cesse l'inquiétude et l'avidité humaine vers la sociabilité , et de la détourner de la cupidité.

CHAPITRE II.

LA population une fois reconnue pour le premier des biens de la société , il est question de savoir d'où on la tire.

Dieu créa en même temps tous les germes , et leur donna l'inaltérable faculté de se reproduire et de se multiplier : mais il les rendit tous dépendans des moyens de subsistance.

Ce n'est ni le célibat d'un certain nombre d'individus , ni la guerre ni la navigation , ni les transmigrations dans le nouveau monde qui causent la dépopulation actuelle ; au contraire , la plupart de ces choses pourroient tendre à accroître la population. C'est la décadence de l'agriculture d'une part , de l'autre le luxe ou le trop de consommation d'un

petit nombre d'habitans , qui sèche dans sa racine le germe de nouveaux citoyens.

Si la multiplication d'une espece dépendoit de sa fécondité , certainement il y auroit dans le monde cent fois plus de loups que de moutons.

Rien ne gêne la multiplication des sauvages de l'Amérique septentrionale ; mais ils ne vivent que de chasse , et sont réduits à la condition , et presque à la population des loups.

Un ancien Romain vivoit , lui et sa famille , du produit d'un arpent de terre ; un sauvage consomme seul le gibier que 50 arpens de terre inculte peuvent nourrir. Tullus Hostilius , avec mille arpens , pouvoit avoir cinq mille sujets ; un chef des sauvages dont nous venons de parler , borné à un tel territoire , auroit à peine 20 hommes.

En proportion de ce qu'on cultive les terres , et qu'on les employe à produire ce qui est de la nourriture essentielle de l'homme , l'espece s'accroît en nombre ; en proportion de ce qu'on les laisse en friche ou qu'on les employe en inutilités , l'espece diminue ; d'où s'ensuit , que les consommations en superfluités sont un crime contre la so-

ciété qui tient du meurtre et de l'homicide.

Les hommes multiplient comme les rats dans une grange , s'ils ont les moyens de subsister. En ce sens, le mot de M. le Prince à Senef , *une nuit de Paris remplacera cela*, pouvoit être un axiome politique bien raisonné. En effet , à moins qu'il ne survienne quelque nouvelle augmentation de subsistance dans l'état , il ne sauroit s'élever une plante de plus qu'une autre ne lui fasse place.

Principe seul et unique , *la mesure de la subsistance est celle de la population* ; les célibataires l'accroissent dans un état, loin de lui nuire , si à la contrainte du célibat est jointe quelque autre sorte d'institution , qui les oblige à vivre de peu , et à ne point faire de consommation inutile.

Augmentation de subsistance , accroissement de population ; nous allons voir dans les chapitres suivans comment accroissement de population doit faire augmentation de subsistance.

CHAPITRE III.

L'AGRICULTURE , qui peut seule multiplier les subsistances , est par cela même le pre-

mier des arts ; elle l'est par la beauté de son invention , puisqu'elle découvre , surprend , et imite le secret de la nature , secret de la providence elle-même , et le plus admirable et le plus surprenant des effets par lesquels elle daigne se manifester à nos yeux. Plus vous faites rapporter à la terre , et plus vous la peuplez.

L'agriculture cependant , cet art par excellence , qui peut se passer de tous les autres , tandis qu'aucun d'eux ne sauroit exister sans lui ; l'agriculture , dis-je , est encore dans son enfance ; etsi parmi nous l'autorité tournoit sa protection sur cette partie intéressante , elle trouveroit la carrière neuve.

De tous les arts , l'agriculture est non-seulement le plus admirable et le plus nécessaire dans l'état primitif de la société ; il est encore , dans la forme la plus compliquée que cette même société puisse recevoir , le plus profitable et le plus rapportant.

Il est de tous le plus sociable et le plus innocent.

Il étoit peu nécessaire de s'étendre sur ces démonstrations. Il le sera davantage de montrer ce qui en arrête chez nous les progrès , et quels seroient les moyens de l'encou-

rager ; mais avant d'en venir là , il est utile de mettre sous les yeux un précis des avantages dont jouit en ce genre notre heureuse patrie.

CHAPITRE I V.

L'AUTEUR de la nature a donné à l'homme la faculté de faire aliment de presque tout : il a donné d'autre part à la terre de nourrir et de vivifier dans son sein presque tous germes de plantes et de fruits ; mais il faut encore que ce sein maternel soit attendri , réchauffé , humecté par le concours des autres élémens.

Ce concours lui est favorable presque par-tout , et l'industrie humaine en accroît et dirige les influences , et aide de la sorte à la nature.

La tempérance de l'air et des saisons , et ce qu'on appelle climat , décide du plus ou du moins de fruit de nos travaux. Les excès dans le climat nuisent aux productions de la nature , mais la providence les a variés selon les lieux , et la bienfaisance de la nature échappe ainsi aux excès de la température de l'air. Cependant , s'il est un pays qui puisse jouir

également de toutes ces productions, celui-là, sans doute, est le favori de la nature.

Ce pays est la France, au dire des maîtres du monde entier ; la température du climat y est telle que, dans toutes les provinces du royaume, on peut cultiver les productions utiles ou agréables de toutes les parties du monde, de façon qu'elles y viennent comme dans leur patrie naturelle.

Les eaux y coulent de toutes parts en ruisseaux, rivières et fleuves ; les uns propres d'eux-mêmes à la navigation, les autres prêts à le devenir par un travail aisé ; toutes eaux salubres enfin et faciles à répandre sur les campagnes la fertilité.

La nature des terres d'autre part est telle, qu'à la réserve de quelques dunes au bord de la mer, et de quelques roches escarpées en petit nombre, il n'y a peut-être pas un pouce de terrain qui ne pût être mis en valeur.

Aux avantages du climat et du sol s'en joignent d'autres pris dans le naturel des habitans qui, sans doute, tiennent beaucoup à ces premiers, la fécondité des femmes, l'activité naturelle à ce peuple, et sur-tout son industrie.

Pour avoir autrefois taxé cette dernière, on fit d'un beau royaume l'île gelée.

Il n'est besoin que d'éclairer l'industrie ; car quant à ce qui est de l'exciter, la nécessité suffit.

Ne confondons point ; il est deux sortes de nécessités , l'une de pénurie , l'autre d'abondance ; l'une fait des mendiants , l'autre a fait les destructeurs de l'empire romain ; l'une est sans ressource , l'autre les a toutes. La dépopulation fait la première , l'extrême population fait la seconde ; mais l'extrême population ne peut venir que de l'extrême agriculture.

En total, la France ne pouvant être le théâtre de l'agriculture, peut l'être de la population. Examinons ces causes qui nous empêchent de profiter de nos avantages en ce genre autant que nous le pourrions.

CHAPITRE V.

L'HOMME ne sait ici-bas ce qu'il desire. Il seroit aisé de démontrer au physique , ainsi qu'au moral , que l'adversité est le terme indispensable de la voie de la prospérité.

La prospérité est aux états ce qu'est la maturité aux fruits de la terre ; elle en annonce, elle en nécessite presque la putréfaction.

Plus une société s'étend , plus elle est tranquille au-dedans ; plus elle est vivifiée par plusieurs genres d'industrie , plus aussi le jeu de la fortune y a de liberté. Dès-lors les grandes fortunes deviennent des colosses , et les gros héritages absorbent les petits. Enorme différence entre la fertilité d'un petit champ qui nourrit le maître qui le cultive , et celle d'un vaste domaine livré aux agens d'un grand propriétaire.

L'accroissement des besoins du fisc est encore une des suites de la prospérité. Ces charges subdivisées sur un nombre de petits propriétaires accoutumés à vivre de peu , quoique plus onéreuses au peuple , le sont moins à la glebe : réunies sur la tête d'un grand propriétaire déjà dévoré par tous les sous-ordres du luxe et de la paresse , elles enlèvent tout ce qui lui reste du produit ; et dès-lors , il en est plus porté à négliger un bien qui ne lui donne que de la peine.

La fausse urbanité , et le goût des arts spécieux , fruits et abus de la prospérité , font dédaigner la campagne et les campagnards.

D'autre part , l'administration d'un grand état incline naturellement vers des vices de

constitution qui désolent le laboureur : de ce genre seroient, par exemple, des impositions arbitraires dans leur répartition, la contrainte dans le débit de ses denrées.

La prospérité d'un état y rendant abondant et faisant circuler aisément le signe des nécessités de la vie, facilite le déplacement des propriétaires, et attire les plus considérables à la capitale déjà trop surchargée; de l'abandon des provinces naît leur oppression.

La prospérité d'un état établit dans son sein une infinité de rameaux d'industrie et de natures de biens, qui tous paroissent au premier coup-d'œil plus commodes et plus disponibles que ne l'est la possession des terres. Il est en effet généralement reçu qu'un homme est pauvre, quelque riche qu'il soit en fonds de terres, s'il n'a que de cette nature de biens.

Les terres cependant sont d'une part les seuls biens solides; leur possession donne une sorte de juridiction sur les cultivateurs. Leur produit ou revenu hausse en proportion ou à-peu-près, de ce que les matières de consommation enchérissent par l'abondance des especes dans un état, au lieu que les revenus fictifs, sujets à bien des ré-

volutions, ne peuvent jamais croître. L'industrie et le travail du maître trouvent toujours un vaste champ d'espérance et de profit. Les terres ont des casuels ; cependant elles se discréditent , tandis que le feu est aux effets fictifs. Pourquoi cela ? c'est d'abord l'habitation de la capitale , dont les délices et les préjugés tendent tous à établir la mollesse et le dégoût du travail. On dédaigne l'habitation de ses pères , où les recherches du luxe n'ont point pénétré. On livre les terres éloignées à des agens frippons et concussionnaires. On dévaste les fertiles domaines de celles qui sont au voisinage pour des arrangemens de pure décoration. On consomme le reste de leur produit en entretien d'inutilités. Les paysans ne connoissent plus leur seigneur ; ils plaident contre le nouveau qui souvent les a soulagés de droits onéreux qu'ils payoient sans murmure à leurs anciens seigneurs. Tout cela dégoûte d'une possession pénible. Le haut prix de l'intérêt de l'argent est encore une des raisons du discrédit des terres.

La prospérité d'un état nuit encore à l'agriculture en établissant un ordre de mœurs, un genre de magnificence et de dé-

coration qui la repousse au loin , et la recongne , pour ainsi dire.

Autant de terrain inculte , autant de sujets enlevés sans ressource à l'état. Le goût des jardins de pure décoration , des terrasses , des parcs , des avenues , etc. qui depuis le dernier règne s'est si fort multiplié , dévaste en ce genre une partie de la capitale et de ceux des villes principales.

L'énorme largeur des chemins multipliés , dont tous les administrateurs des provinces font aujourd'hui leur objet capital , sans considérer les proportions relatives à la fréquence et importance des communications , enlève encore une partie du territoire de l'état , et les alignemens dévastent souvent les terrains les plus fertiles , laissant à côté des friches bien plus propres à assurer la voie publique.

De toutes ces choses et de mille autres qui se trouvent éparses dans cet ouvrage , naît le discrédit des terres , et la décadence absolue de l'agriculture. Passons aux moyens de l'encourager.

CHAPITRE VI.

Tout l'ouvrage en général n'a d'objet que la nécessité et les moyens d'encourager l'agriculture. Cependant comme ce n'est point la société des anciens Egyptiens qu'on considère, mais la société moderne, qui est tellement compliquée d'accessoires, que le principal y est presque entièrement oublié, il est nécessaire de traiter de toutes les branches de la ramification politique, qui toutes ont la population, et conséquemment l'agriculture pour racine, tant pour faire voir l'union intime de toutes les parties de la chose publique entre elles, que pour ne pas présenter, à un siècle délicat et recherché, l'apôtre de l'agriculture comme un laboureur stupide qui ne voit que son champ. On parcourra donc une carrière immense, mais on trouvera souvent sous ses pas des objets relatifs au chapitre actuel. On ne les rejettera pas alors: maintenant on présente seulement en gros les premières idées qui s'offrent sur cet article.

On a dit que la prospérité d'un état
1790. *Tome VIII.* G

établissoit les grandes fortunes, qui bientôt envahissoient tout le territoire. Quel remède à cela ? *aimez les grands, appuyez les médiocres, honorez les petits.*

Aimez les grands, vous leur apprendrez à aimer leurs inférieurs ; vous vous intéresserez à la multiplication de leur famille ; vous les appauvrirez de biens inutiles par la voie la plus douce et la plus satisfaisante pour la nature, et les enrichirez de sujets utiles au maintien et à l'illustration de leur maison, ainsi qu'à la patrie.

Appuyez les médiocres, c'est la pépinière de l'état, et la richesse la plus précieuse et la moins embarrassante.

Honorez les petits, *sacerrima res homo miser* : mais indépendamment de cet axiome de morale qui parle si bien au cœur, est-ce donc un paradoxe de vouloir qu'on honore les plus nécessaires de tous les hommes ? Dans le fait nous nous devons tous une estime réciproque et relative à l'utilité respective ; je dis plus, quoi encore ? le respect.

Mais ce qu'il faut sur-tout honorer, c'est l'agriculture et ceux qui l'exercent et l'encouragent. Le plus habile agriculteur et le

protecteur le plus éclairé de l'agriculture sont, toutes choses égales d'ailleurs, les deux premiers hommes de la société.

Une source, qui sort d'un terrain élevé, arrose et féconde ses environs, autant que la quantité de ses eaux peut s'étendre. Celle, au contraire, qui naît dans un bas-fond, ne fait qu'un marais.

Je compare à cette source le propriétaire des terres ; s'il est à la tête de la production, dont naturellement il doit être l'ame ; et à laquelle personne n'a plus d'intérêt que lui, il anime et vivifie tout le canton : si au contraire il habite au centre de la consommation, il devient la source basse et marécageuse, et contribue à noyer un terrain déjà de lui-même trop spongieux.

Rappelons-nous sans cesse le chemin que voudroit faire le peuple entier d'une nation, que les apparences d'une prospérité passagère a éveillée. Nous passons des villages aux bourgs, des bourgs aux villes, des villes à la capitale, et c'est à quoi tend toute une nation, si le gouvernement n'est attentif à lui donner une propension contraire.

Cette opération n'est pas si mal aisée

qu'on croit. Les hommes ont tous un penchant naturel pour la liberté et les occupations de la campagne : que ses habitans soient tranquilles et protégés ; qu'on les excite et les éveille par des divertissemens innocens , dont les anciens nous ont donné l'exemple , et que de grands princes n'ont pas dédaigné d'établir parmi eux ; ils verront bientôt avec frayeur la contrainte et l'esclavage des villes.

Eh ! quand la protection de l'agriculture demanderoit du gouvernement un soin continuel et embarrassant , quel autre objet dans la société entière peut lui paroître plus digne de son attention ?

Pourquoi seroit-on plus effrayé de donner autant de soins à protéger l'agriculture, à instruire les agriculteurs , à les secourir, à défendre leurs libertés et immunités, qu'on en met à protéger les arts et métiers qui ont tant fatigué le gouvernement , et chargé la police de détails , de formes et d'ordonnances , dont la plupart gênent et étouffent l'industrie au lieu de l'appuyer ?

Quant aux moyens de protection , on fait tout en France à tous égards ; les plus belles et les plus utiles ordonnances de l'univers sont signées de la main de nos rois ;

DE M. DE MIRABEAU. 101
mais malheureusement nos loix sont presque
comme nos modes.

C'est l'affection seule pour l'agriculture et la persuasion de sa nécessité de la part du gouvernement qui peuvent lui donner le degré d'attention nécessaire pour s'assurer et soutenir la vivification de cette partie. Il faut sur-tout rejeter sur la campagne une sorte d'abondance relative qui est la mere de l'industrie noble et élevée. Cet art par excellence a besoin plus que tout autre , pour être poussé à un certain degré de perfection , des deux pivots nécessaires à tout, à savoir étude et expérience , théorie et pratique. Pourquoi nos princes ne lui four-
nissent-ils pas ces secours ? Nous avons de grands rois en tout genre , et qu'il seroit difficile de surpasser. Je ne sais plus que le titre de roi pasteur qui puisse illustrer nos maîtres futurs.

Ceci n'est qu'une ébauche d'un chapitre intéressant. Les matériaux en sont , comme je l'ai dit , répandus presque dans tout l'ouvrage. Le chapitre suivant , par exemple , naît et dérive naturellement de celui-ci.

CHAPITRE VII.

LE nombre des habitans dans un état dépend des moyens de subsistance, les moyens de subsistance dépendent de l'emploi qu'on fait des terres, et la destination de celle-ci est décidée par les mœurs et usages.

Si les mœurs et usages sont tels qu'on emploie beaucoup de chevaux, la subsistance des hommes, et conséquemment leur nombre décroîtra d'autant et ainsi du reste.

Autrefois les grands seigneurs en France entretenoient beaucoup de pauvre noblesse autour d'eux dans des emplois tenus pour honnêtes et même honorables alors ; ces gentilshommes d'alors coûtoient moins que les valets d'à présent et faisoient beaucoup plus d'honneur et de profit ; c'est un mal réel que cet usage ait passé de mode.

On ne peut nier que les pauvres, quand ils sont laborieux, ne soient la plus précieuse portion de l'état. La noblesse est la partie de la nation à laquelle le préjugé de la valeur et de la fidélité est le plus particulièrement confié. Les préjugés qui constituent l'honneur, font partie réelle du trésor de l'état, et celle qui soulage le plus les

autres parties. Il importe donc de les conserver et de les provigner le plus qu'il est possible. La portion du peuple chez lequel cette monnoie a le plus de cours; c'est la noblesse.

Avoir beaucoup de noblesse , c'est l'avoir pauvre. Cependant , comme , quoi qu'on en dise , les sentimens d'élévation qui constituent son essence ne sont point inhérens à la substance physique de chaque individu , mais à la profession de ses peres et à la sienne , il faut empêcher qu'elle ne dégénere dans le fait ; ce qui la rendroit plus vile encore que tout autre état dans le droit. Pour cela il faut lui donner les moyens de subsister dans un état dont l'honneur et la fidélité furent l'essence. Le militaire si multiplié aujourd'hui en comparaison de ce qu'il étoit autrefois, entretient cependant moins de noblesse ; on y néprise les pauvres qui ne peuvent subvenir aux dépenses devenues d'usage. Il étoit donc très-important de maintenir cet ordre de mœurs , qui engageoit les riches à élever et entretenir leurs semblables , qui les entourait de gens fideles et sûrs et les forçoit à une décence de mœurs intérieures , perdue aujourd'hui au détriment encore de la société. En Allemagne la reversion des fiefs assurée aux

cadets, quand les branches aînées tombent en quenouille ; multiplie beaucoup la noblesse.

Sil'on proposoit en France une telle loi, on accableroit le proposant d'allégations multipliées ; entre autres , que cet arrangement nuit au commerce et prive le roi de ses droits de suzerain aux mutations. Examinons le premier point.

Le commerce est l'échange des nécessités et commodités de la vie , et nullement celui des propriétés.

On pourroit prouver que le revirement continuel des biens et fortunes n'est point un avantage pour le commerce ; mais il ne s'agit ici que des fiefs , sorte de bien qui git en juridiction et prééminence.

Dira-t-on que tout ce qui sépare un ordre , une classe de sujets , est une barrière à l'émulation ? On se trompe ; l'émulation n'est point l'envie de sortir de son état , c'est de s'y distinguer.

Passons à la seconde difficulté ; il est certain que la vassalité devant des droits à chaque mutation , tout ce qui interrompt ces mutations intercepte ces droits.

Mais 1^o. je doute qu'ils soient considérables , puisque tant de charges achetées à bas prix , et donnant d'autres privilèges plus es-

sentiels en exemptent. 2°. Loin d'étendre les substitutions , ce plan les restreindroit ; en les bornant uniquement aux fiefs , c'est-à-dire , aux juridictions et droits seigneuriaux. 3°. Ne pourroit-on pas équivaloir ces droits et au-delà , en rétablissant les loix de l'ancienne féodalité , encore en vigueur en Allemagne , en attribuant la reversion au souverain au défaut de la ligne entière masculine , sauf à lui à s'astreindre à ne les donner qu'à des cadets qui fondassent nouvelle souche ? 4°. Les droits de rachat usités dans certains cantons à chaque transition du fief en ligne collatérale , ne pourroient-ils pas être un autre dédommagement ?

Mais , dit-on , l'épuisement des vieilles souches se répare par de nouveaux nobles confondus bientôt parmi les anciens.

Faux principe ; les vieilles souches ne manquent que par les vices ci-dessus établis. Les intrus ne sont que de l'alliage qui avilit l'espèce.

Les chapitres d'hommes et de filles sont encore , pour la noblesse d'Allemagne , une ressource très-estimée et peu coûteuse. Quelle honte que nous y ayons substitué le secours des mésalliances !

De mille raisons prises dans les mœurs ,

dans la décence, dans les sentimens ; dans l'utilité publique , etc. contre cet usage , on se contente d'établir celles qui démontrent qu'il importe au maintien des mœurs , qui sont le vrai lien de la société , que chacun s'allie avec son semblable , et que chaque classe conserve sans mélange les principes , s'il se peut , mais du moins le *costume* de son état.

Nous avons dit que la multiplication des chevaux resserroit celle des hommes. Pourquoi , s'il faut capiter quelque chose , cette opération distributive de finance ne peut-elle être reversible sur les chevaux.

La population et la culture de la campagne sont le seul tableau de la prospérité réelle d'un état.

On admire , dit-on , nos villes , et l'on pleure sur nos campagnes. Il s'en faut bien que nos villes , quoique bâties de tous les débris , engraisées de tout le suc de nos campagnes , n'en soient au point de décoration et de splendeur qu'elles auroient , si leur magnificence étoit la suite de la prospérité publique , et si l'amour de la patrie les avoient décorées.

Paris même n'a , dans toute sa pompe , rien , ou presque rien , qui paroisse destiné au pu-

blic ; ni hôtel-de-ville , ni terrain pour les fêtes publiques , ni fontaines , ni salles de spectacles. Tout ce qu'il y a de beau tient au luxe des particuliers et se trouve épars.

D'ailleurs, cet accroissement de nos villes n'est que fictif. Paris , qui s'est accru des deux tiers depuis Henri IV , ne contient pas plus d'habitans. Une maison qui contenoit six familles du premier ordre , en loge à peine une du plus bas aujourd'hui ; la consommation a décuplé , et puis c'est tout. Paris s'est étendu en pierres , jardins , glaces , parquets , marbres , etc. mais nullement en hommes. On en peut dire autant de la plupart des autres villes qui se sont accrues.

Les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité , mais en raison de leur liberté. L'exemple des petites républiques nous démontre cela.

Les petits états n'ont pas assez de force pour contenir les hommes ; les grands états affaiblissent les hommes par le poids de la leur.

Quels maux sont le plus à craindre dans une grande monarchie ? La disproportion entre les nécessités du gouvernement et ses ressorts. 2°. L'inégalité des fortunes. Ces deux-là réunissent tous les autres.

Le premier s'opere d'abord par la recherche, il s'acheve par la paresse, qui en est la suite indispensable. La recherche, non contente de tenir les ressorts principaux, veut encore s'emparer des fils les plus déliés de l'administration. Le gouvernement accablé de détails et d'accessoires amene tout à soi, et attire en même temps tous les frêlons de la ruche, qui l'étourdissent de bourdonnemens empressés, et l'obligent à abandonner presque au hasard la question publique embarrassée désormais de cas particuliers.

Le second s'opere par l'abondance de l'or qui, se repliant toujours sur soi-même, ne court se répandre dans la société que pour revenir à la masse, chargé des dépouilles de tout le pays qu'il a parcouru. L'or nous ruinera, comme il a dévasté l'Espagne. Il met à prix les charges et dignités, en absorbe la considération et l'utilité, et substitue aux vertus du citoyen un esprit mercenaire qui, ôtant au souverain tout autre moyen de gratifier que de la bourse, renverse tellement l'ordre naturel des choses, que l'humeur bienfaisante du prince devient un malheur réel pour le peuple.

Charlemagne, au milieu de ses conquêtes immenses, fit bien des grands seigneurs d'au-

torité, de juridiction , &c. mais il n'en enrichit aucun , et en conséquence il ne dépeupla point son empire. Un colosse d'argent établi en Saxe l'eût plus sûrement dévastée , que ne firent toutes ces expéditions.

Cette idée sera développée par les détails dans la seconde partie. Terminons celle-ci par quelques considérations qui rentrent naturellement dans les questions précédentes.

CHAPITRE VIII.

Les partisans du luxe et les amateurs du superflu , en convenant que la trop grande inégalité des fortunes est un mal , disent que l'abondance des métaux le répare en quelque sorte , en donnant plus de fantaisies aux riches en proportion du plus de facilité à les satisfaire et les rendant ainsi tributaires des pauvres industrieux ; au lieu que , selon mes vues , je veux mettre les pauvres aux gages des riches , et dans la dépendance directe de leur générosité.

Dans toute distribution , l'ordre est la base du bon emploi. Avant donc de décider si l'or et ses agens soudoyent chacun selon son mérite et utilité , il faut établir d'abord le degré

Le faste est interdit à ces derniers par leur état, le luxe seul les débarrasse de leur superflu. Le luxe n'a que des fantaisies, et ne sait répartir qu'au rebours de l'ordre établi ci-dessus.

De même que le moyen premier de subsistance est l'*agriculture*, le moyen second est le *travail*; j'entends par ce mot, la perfection de la matière première.

Diminuez la consommation et augmentez le travail, moyen d'accroître la richesse.

Nous déclinons par les deux contraires de ces deux principes. D'une part, les mœurs laborieuses sont tellement déchues, que la diminution proportionnelle du travail de chaque individu se trouve être presque de moitié; de l'autre, les mœurs économes sont avilies, ridiculisées, perdues enfin par l'exemple et l'habitude. La consommation en tout genre est doublée aussi.

La réforme se vante d'avoir accru la somme du travail dans les états qui l'ont embrassée, par la suppression des fêtes. Les jours de repos sont nécessaires à l'homme, et doublent le travail du lendemain, quand l'homme aime le travail. Tout est jour *de fête* pour un paresseux.

Somme

Somme totale : l'agriculture , travail premier , la manufacture , travail second , sont les deux pivots de la richesse. Les métaux ne sont point richesse ; si vous leur permettez de s'établir tels , vous errez dans le principe , vous périrez par les conséquences. Si vous regardez l'or , au contraire , comme l'agent nécessaire , si vous le regardez comme devant être chez vous en quantité proportionnelle à celle des matières dont il doit accélérer la production et la perfection , vous êtes dans le vrai ; le commerce , la banque , la finance même consistent en hommes , et non en métaux.

Un prince qui s'appauvrirait pour aider la population , mettrait son argent à un bien gros intérêt , mais ce secret jusqu'ici n'est pas cher ; *aimez , honorez l'agriculture . C'est là tout .*

SECONDE PARTIE.

Après avoir ébauché dans la première partie les objets qui ressortissent à la subsistance et au travail , je tâche d'embrasser dans la seconde tous les moyens de prospérité intérieure d'un état.

Il est notoire, par le raisonnement et par l'expérience, que l'homme ne peut se procurer en paix la subsistance et les commodités de la vie, si son travail n'est protégé par un régime universel et supérieur contre la cupidité de son voisin. Ce régime supérieur est ce qu'on appelle *le gouvernement* ; il est aussi nécessaire à la conservation de chaque individu, que chaque individu l'est au public dont il fait partie. L'ensemble et la réunion de l'obéissance et du pouvoir, du travail et de la protection, sont ce qu'on appelle *le public*, et le territoire qu'occupe ce public, est ce qu'on nomme *l'état*, nom générique, qui se prend aussi pour exprimer la masse et le corps de la chose publique.

La sûreté et l'aisance des particuliers sont seules la véritable prospérité d'un état ; seules elles en font la force et la richesse. Mais, comme dans l'univers rien ne reçoit qu'une soit obligé de donner, c'est à l'état à procurer aux particuliers la sûreté, le travail et l'aisance dont il reçoit les fruits. C'est ainsi que tout fait un cercle ici-bas. Cette distribution paternelle est dans les décrets divins, ainsi que selon la prudence humaine, le seul objet de ce qu'on appelle *gouvernement*. Tout ce

qui est par-delà cet objet , doit s'appeller abus.

Ce sont les principales branches de cette distribution , sans laquelle tout tourne vers le chaos , que je traite dans cette seconde partie relative à ce qui concerne l'intérieur de l'état.

CHAPITRE PREMIER.

LE premier chapitre marqué sous le titre de *commerce* , saisit d'abord cette expression en grand , rappelle que tout est commerce dans l'univers , puisqu'il faut entendre par-là les rapports naturels et indispensables de toute espèce , qui sont et seront d'un homme à un autre , d'une famille , d'une société , d'une nation à une autre , et qu'à tort • veut-on ne regarder comme commerce qu'une branche de l'échange , et faire une profession à part du soin de cultiver cette branche , et d'en faire la base unique sa subsistance.

En effet , accordons aux prôneurs du commerce , proprement dit , que cette profession doit être principalement honorée et protégée dans un état , comme en étant l'ame et la richesse ; permettons-leur ensuite de faire

un ordre séparé d'avec les cultivateurs , et donnons-leur à cet égard un privilège universel pour ceux qui seront compris dans cette classe ; ils seront eux-mêmes bien embarrassés d'en faire la distinction ; le cercle universel , que forment ici-bas les divers travaux des hommes , leur paroîtra lié de chaînes si imperceptibles si-tôt qu'ils voudront le regarder de près , qu'ils ne sauront où placer le cran. N'honorera-t-on du nom de commerçans que ceux qui font le commerce en gros ? Mais les détaillans sont au moins aussi utiles à la société. D'ailleurs , celui qui ne vend qu'en gros , ne peut s'empêcher d'acheter en détail. Tel est commettant en dix endroits , qui cependant est ici commissionnaire. Le banquier qui n'est au fond que voiturier d'argent , devient tout à la fois par son opulence , ses ressources , ses talens et son utilité , un commerçant du premier ordre. Ce qu'est le banquier en grand , l'agent de change l'est en petit , et sur une seule place. Le fabricant , des négocians au fond le plus utile , honoré souvent des distinctions les plus marquées , est digne de l'être ; Gobelin , Wanrobès , les inventeurs des glaces , &c. céderont-ils le pas au commerçant ? Ils le font eux-mêmes en gros de leurs propres mar-

chandises ; ils sont ouvriers cependant ; et dans cet état, de grade en grade, ils donnent la main au dernier des artisans. Ce que j'en dis ici , n'est assurément pas pour avilir le commerce ; au contraire , que sommes-nous dans nos terres , que les commerçans de leur produit ? Si nous les livrons à des fermiers ou entrepreneurs , ce sont nos détaillans : si nous les prenons à notre main , nous le sommes nous-mêmes. Le terme italien de *Beccaio* , qui offensa si fort François I^{er} quand il le trouva dans le Dante , s'attribuoit dans le temps dont parloit cet auteur à toute la plus haute noblesse immédiate d'Italie. Ces chevaliers envoyés d'Allemagne pour posséder les plus beaux fiefs , maîtres de la campagne , fournissoient les villes de leurs bestiaux , et ce genre de commerce étoit tellement annexé au fief , que la dénomination devint un titre de supériorité territoriale au lieu d'être une injure , comme le crut le roi. En somme : tout est commerce dans la société ; c'est ce qui m'autorise à en parcourir tous les rameaux , à en toucher tous les ressorts , pour détailler sur quels principes on peut en diriger l'entretien et les mouvemens , afin de les garantir de la rouille et de l'engourdissement.

Tout mon travail est relatif à la population ; j'ai dit qu'elle dépend de la subsistance. La subsistance n'a que deux racines ; *l'agriculture*, travail premier et de production , *l'industrie*, travail second et de perfection.

J'ai traité dans la première partie de la première de ces racines ; dans la seconde , je traite de la seconde , mais en grand , attendu que les détails vont d'eux-mêmes , quand le grand est bien organisé.

Je finis le premier chapitre par une comparaison qui rappelle que le soin de faire valoir son territoire et d'en étendre le produit , doit être le premier des soins d'un gouvernement ; que tous les autres genres de prospérité naissent de celui-là , au lieu que si on le néglige en faveur des autres , on n'en sauroit retirer qu'une splendeur éphémère , présage certain d'une décadence prochaine.

CHAPITRE II.

LE second chapitre traite de la vivification intérieure d'un état. Un grand état se fonde par les conquêtes et réunions ; mais il ne peut se soutenir que par les rapports et liens intérieurs. Nulle autorité ne peut avoir de

fondemens solides, que dans l'avantage de celui qui obéit. La force et la justice sont ce qui établit ces avantages ; par-tout où le gouvernement peut les procurer, il peut aussi se promettre un empire durable ; où sa justice ne peut atteindre, son empire s'arrête aussi.

La justice que le souverain doit à son peuple, n'est autre chose que protection contre l'étranger, jugement et police entre citoyens. En revanche, le peuple doit au prince amour réciproque, respect et soumission ; telle est toute la dette respective. L'acquit de cette dette est *la circulation* dans le sens où je l'entends, et les moyens de rendre cette circulation rapide et facile est ce que j'appelle *la vivification*.

Les métaux, seuls agens aujourd'hui de la circulation, ne sont que signes de convention, et représentatifs de la subvention du peuple, soit en services, soit en denrées ; mais les deux dettes, dont on parloit ci-dessus, doivent être considérées comme deux places de commerce, entre lesquelles le change doit être toujours au pair. Si la balance penche en faveur du prince, le gouvernement devient tyrannie ; si le peuple l'emporte, il devient anarchie.

Une province pourroit ne payer rien du tout, et être très-misérable : une autre province être chargée au double, et porter infiniment moins. Cette différence dépend entièrement de la fertilité et de la population des lieux et des moyens qu'on employe pour les vivifier.

Quand il faut forcer le peuple au paiement de sa dette, c'est un signe certain que cette dette est trop forte, ou que la recette en est assujettie à un ordre vague de perception propre à donner l'air et le jeu de rapine à la plus légitime de toutes les levées.

Tout le secret enfin de la vivification intérieure en fait de numéraire, est que le prince porte sa dépense aux lieux où sa recette languit ; ou que si de plus pressans arrangemens l'empêchent de suivre cette méthode, il diminue dès lors cette recette, jusqu'à ce qu'elle soit au point de la mise qu'il y peut envoyer ; car il n'y a bourse dont on puisse toujours tirer sans y remettre.

Un prince ne sauroit se faire un trésor proportionné à ses revenus annuels, sans causer un étranglement forcé à la circulation numéraire dans ses états. Il ne peut s'enrichir en contrats ni hypothèques sur les terres, usure vaine et puérile dans celui qui est le maître

de tout ; il n'a donc qu'une façon d'amas-
ser qui est d'enrichir ses peuples, d'où s'en-
suit que le mot de Cyrus, *mes sujets gar-
dent mes richesses*, n'est pas aussi romanes-
que que pourroit le penser un conseil de fi-
nance.

On a appris à repousser la finance pour
pouvoir l'attirer ; il faut apprendre à ren-
voyer justice et police pour pouvoir reti-
rer tous les fruits du bon ordre. C'est le su-
jet du troisieme chapitre.

CHAPITRE III.

Nous avons dit que les liens d'un em-
pire étoient la force et la justice. Nous ve-
nons d'établir la force, établissons mainte-
nant la justice.

Cette partie est sujette aux mêmes rap-
ports établis pour la précédente. Il faut que
le souverain envoie l'ordre et la justice sur
les lieux, s'il veut en retirer l'obéissance.

Evocations, droits de *committimus*, &c.
embarras et strangurie dans l'état.

Officiers royaux, députés de la cour pour
intercepter tous les petits rameaux de circu-
lation de la justice et police, *corps étranger*

122 L'AMI DES HOMMES
et loupe monstrueuse sur le corps politique.

De même que l'agriculture est au physique le chef-d'œuvre de l'industrie humaine, le droit proprement dit l'est au moral.

L'état de la magistrature est celui où l'antique désintéressement des François s'est le mieux conservé. Nul ne fait plus pour l'état et ne lui coûte moins.

Quant aux juges ordinaires, fussent-ils vicieux et dépravés, vainement espérera-t-on de les voir redressés par les juges d'attribution et de cour.

En général, mieux vaut injustice auprès, que justice au loin.

Mais le ressort principal, le plus important, comme aussi le plus délicat de la justice et police, ce sont les mœurs.

Tout le secret du gouvernement des mœurs consiste à détourner la cupidité humaine, dont la source est intarissable et indépendante de l'autorité; de détourner, dis-je, la cupidité insatiable de sa nature du désir des biens physiques qui sont bornés, et de la diriger vers les biens moraux qui sont immenses.

Les biens moraux sont plus au pouvoir du gouvernement, que les biens physiques.

La vertu est assujettie à des regles de circulation , ainsi que tous les autres ressorts politiques. La vertu du plus simple particulier dans sa sphere a trait à l'avantage de son canton , et par contre-coup à celui de l'état. Par ce rapport le souverain repompe toutes les vertus de la société , il doit aussi les rendre et les repousser jusques dans les plus bas étages.

Remettre l'honneur d'une part et l'or de l'autre , chacun à sa place , c'est là tout le mystere ; et pour cela , l'exemple et les distinctions.

Les écrits peignent les mœurs , plus encore ils les font. Raison de veiller avec une inspection particuliere sur les écrivains.

Mais l'article des mœurs est trop important pour n'être pas traité à fond ; c'est ce qu'on fera dans les deux chapitres suivans.

Résumons celui-ci , en disant que la justice et la police sont la plus intéressante partie de la circulation. Les canaux de cette partie sont établis en France ; il ne s'agit que d'en réparer les conduits , les entretenir et en faire usage.

CHAPITRE IV.

LES mœurs sont non-seulement le tableau vivant de l'état de la société, elles sont encore le ressort principal. Cela se voit en tout temps.

Les mœurs échappent à la contrainte. Les caustiques ne sont propres qu'à dévorer les chairs mortes, et n'ont nulle propriété pour prévenir la corruption, moins encore pour réparer ses ravages.

Les crises violentes dans un état, soit en bien soit en mal, causent toujours une altération subite dans les mœurs; mais en général elles déclinent d'elles-mêmes, et par des degrés moins marqués.

Toutes les vertus si célèbres des anciens Romains se rapportoient à trois principes : *la foi du serment, l'amour de la patrie, le respect des foyers domestiques*. Quelque différence qu'il y ait entre notre constitution, entre nos préjugés et les leurs, ces trois points renferment également toutes les vertus dont nous sommes susceptibles, la religion, le patriotisme, les vertus civiles.

La religion fut toujours, et elle est au-

jourd'hui parmi nous plus que jamais , le ressort principal des mœurs.

La tolérance nécessaire en conscience , ainsi qu'en politique , consiste à n'apporter dans tout ce qui concerne la religion que l'esprit qui constitue sa propre essence , l'esprit de douceur et de charité ; mais la tolérance seroit le pire des inconvéniens , si elle alloit jusqu'à l'indifférence , sur ce régime intérieur et de détail de ce mobile tout-puissant de l'humanité.

Nous avons décliné en ce genre ; nos écrits en sont plutôt la preuve qu'ils n'en sont la cause.

Les princes doivent être , et sont en effet infiniment plus odieux à l'esprit d'indépendance que la religion ; qu'ils maintiennent celle-ci , elle leur sera un plastron assuré contre les attentats de l'indépendance.

De même que la foi du serment n'étoit autre chose que le respect pour la religion , l'amour de la patrie n'étoit aussi qu'un mélange superstitieux de respect , d'estime et d'attachement pour les différens ordres de la république , de tendresse pour ses proches et ses concitoyens , et d'orgueil confondu dans

la gloire de la patrie ; nous sommes susceptibles de tous ces mêmes sentimens.

A tort a-t-on dit que l'amour de la patrie n'a point lieu dans les monarchies.

Pour preuve , on démontre que toutes les vertus qui résultent de celle-là ont existé parmi nous , et qu'elles y sont même encore toutes vivantes.

On dit ensuite par quelle sorte de relâchement on en peut éteindre le principe et supprimer la trace : détail qui met à découvert les moyens d'en établir et perpétuer le règne.

Après la religion et le patriotisme viennent les vertus civiles. Celles-ci paroissent au premier coup-d'œil moins importantes que les autres. Il s'en faut bien qu'on en doive juger ainsi. La totalité, le corps des mœurs se corrompt par les détails. L'ensemble des mœurs forme l'opinion publique. Les vertus civiles sont l'école des héros. Les hommes célèbres en tout temps et en tous lieux ne furent jamais que des hommes qui montrèrent , en un degré plus éminent que les autres , les qualités en vogue dans la société , parmi laquelle ils se firent distinguer.

L'amour de nos proches est, par tous ses rapports, un des plus forts et des plus indissolubles liens de la société.

Deuils abrégés par je ne sais quelles illusions, raisons de commerce, *plaisir faite aux mœurs.*

Pourquoi ne pas honorer par quelque distinction ou avantage les femmes qui ont allaité leurs enfans ?

De l'amour des proches dérive l'amitié et confraternité entre citoyens. Autre lien dont on sent l'importance sans la connoître.

Que faire dans un état d'un homme impassible par indifférence ? L'apathie attaque en même temps tous les liens de la société.

Après cette énumération de celles des vertus civiles qui tiennent au cœur, on renferme, pour abréger, toutes celles qui rentrent dans les mœurs extérieures, sous le titre de *décadence des mœurs.*

Ce qu'est l'étiquette aux souverains, la décence l'est à tous les autres ordres de l'état, même au moindre particulier qui, comme homme, doit quelque chose au respect de soi-même et de ses semblables.

Il ne faut point confondre la simplicité avec la familiarité : la simplicité se fait respecter, la familiarité se rend méprisable.

Rien n'est petit en fait de mœurs aux yeux du législateur.

Le faste , la magnificence et la dignité dans les mœurs , loin d'être un inconvénient dans une monarchie puissante , sont une preuve que tout y est à sa place.

Puisqu'il faut dans une société complète des gens qui représentent , tandis que le plus grand nombre se pique d'une économe frugalité , c'est tout perdre que de confondre les êtres à cet égard , de mettre les ombres sur les groupes principaux , et de répandre le coloris sur les fonds.

C'est néanmoins ce que fait le luxe , dont nous allons traiter dans le chapitre suivant.

CHAPITRE V.

LE luxe est l'*abus des richesses*.

Le luxe n'eut jamais de panégyristes de bonne foi , et dont le suffrage mérite d'être compté pour quelque chose , parce qu'ils ont erré dans le principe , en confondant le faste et le luxe. Le faste est la dépense *hiérarchique* , si l'on peut s'exprimer ainsi ; c'est-à-dire , qui observe l'ordre des rangs entre les citoyens ; le luxe tout au rebours.

Le

Le luxe amollit une nation en asservissant l'esprit, en abaissant l'ame, en avilissant le cœur, et en énervant le corps.

Il avilit l'esprit en occasionnant les dépenses folles, le dérangement, la ruine et la cupidité, tous accidens qui livrent l'esprit aux agitations de la crainte et de l'espérance.

Il affaisse l'ame en courbant son ambition vers des objets bas, et portant toute émulation vers la richesse, dont l'appétit n'est autre chose que la cupidité.

Il avilit et endurecit le cœur en confondant tous nos vœux dans la soif de l'or, qui est de tous nos desirs le moins sociable et celui qui se mêle le moins au bonheur d'autrui.

Il énerve le corps enfin en nous forçant à un genre de mœurs étriquées, par lesquelles l'amour-propre accablé par la richesse de son voisin, cherche à se relever de son abaissement, et oppose à la distinction de l'or un autre fantôme masqué du nom de délicatesse et de goût, qui épargnant sur l'espece et la qualité se dédommage par une prétendue élégance.

Par ce circuit, le luxe amene nécessairement le goût de la recherche et du colifichet, sous peine d'encourir l'anathème du

ridicule. Chacun est tenu d'assortir ses mœurs à sa dépense. Delà la prééminence de la jeunesse dans la société, puisqu'elle est des trois âges de la vie celui auquel l'ordre des mœurs nécessité par le luxe est le plus analogue : delà l'indécence, le déplacement et le désordre dans les mœurs publiques ; d'où s'ensuit une éternelle enfance pour les corps, ainsi que pour les esprits.

Le luxe est l'ennemi du travail utile et durable.

Le luxe fait de ses favoris et de ses sacrificeurs ses propres victimes.

Il ne faut point s'écarter de la véritable définition du luxe, *c'est le déplacement de la dépense et l'impudence dans les mœurs*. Une fois connu, il est aisé au gouvernement de l'arrêter, de l'éteindre même, sans nuire aux arts et à l'industrie. Indépendamment des moyens d'attention et de détail, il en est un général et efficace, c'est d'estimer les vertus et les talens dénués de la richesse.

La politesse, l'industrie et les arts ne sont point le luxe ; à tort des auteurs célèbres les ont-ils confondus.

La politesse d'un siècle n'a pas de miroir plus fidèle que celle qui regne dans ses écrits. Qu'on voye si les temps de luxe parmi les

nations ont été illustrés par la politesse de leurs écrivains.

Quant à l'industrie, il en est de trois sortes. Celle qui pourvoit à la nécessité est la première ; celle qui sert à l'aisance et à la décoration est la seconde ; celle enfin qui satisfait la recherche et la curiosité est la dernière. Le luxe nous rend incapables de la première , fait entièrement dégénérer la seconde ; il paroît d'abord avoir quelque influence en faveur de la troisième. On verra que cette effervescence éphémère même est destructive en soi.

Non-seulement le luxe n'est point la politesse , l'industrie et les arts , mais il est leur pire ennemi. Voici comment.

La politesse est l'ordre et l'arrangement dans la société civile. Le luxe qui rapproche tout , pour tout confondre , n'ordonne que la politesse des saturnales.

Quant à l'industrie, elle est fille de la nécessité et sœur du travail. Les grands efforts de l'industrie naissent des grandes nécessités ; les nécessités les plus urgentes d'un paressieux , *la faim et la soif* , ne le portent qu'à tendre la main. L'industrie que le luxe anime est dans l'ordre des choses à-peu-près aussi digne de considération , que le fut l'art

de celui qui trouva le moyen de renfermer l'Enéide entière dans une coquille de noix. Il jette par-là tous les artisans dans un genre de travail si peu nécessaire, que le moindre accident arrivé dans la circulation chasse plus d'ouvriers, faute de travail, hors de la classe de l'industrie, que n'eussent fait vingt ans de guerre, si le travail avoit été tourné à l'utilité et sur un pied fixe et réglé.

A l'égard des beaux arts, il est impossible qu'ils ne dégèrent dès que le goût de la recherche a pris le dessous.

Tels sont les avantages du luxe sur l'industrie et les arts, tels sont ses effets sur l'humanité en général, et ce n'est que la plus foible partie des reproches qu'on auroit à lui faire.

CHAPITRE VI.

ASSURÉ dans le chapitre du luxe à réfuter les allégations faites en sa faveur par deux auteurs célèbres, on n'a point considéré ses déprédations relativement à la consommation, et en conséquence à la population; mais à cet égard il suffit de se souvenir des principes, et les conséquences

s'en trouvent répandues dans tout l'ouvrage.

Dans la crainte d'ailleurs d'avoir paru le critique de son siècle, pour éviter cette imputation, comme aussi pour fixer les idées sur les points possibles et utiles de régénération, il est nécessaire de fixer son plan d'idées sur l'âge du corps politique.

Peu de gens, même de ceux qui y seroient le plus obligés par devoir, se livrent à ce genre de spéculation. Il est pourtant vrai que rien ne se fait qu'il n'ait été préparé. Le système d'Épicure est aussi dangereux en politique, qu'il est fautif en physique.

L'enfance de la nation françoise a duré jusqu'à Charles V, sa jeunesse jusqu'à nous; nous entrons dans l'âge mûr.

Les maladies éphémères donnent souvent un air d'abattement à un état, et en ce genre la convalescence pourroit être prise pour la vétusté.

Quels sont les signes de la caducité pour un état? c'est sans doute l'altération absolue des principes fondamentaux et la dissolution de ses ressorts.

Les principes fondamentaux chez nous sont:

1°. La perpétuité de la maison régnante ; et son droit incontestable de primogéniture ; celui-ci est plus que jamais dans toute sa force.

2°. L'amour des peuples pour le souverain ; on en peut dire autant à cet égard.

3°. Le goût exclusif de la noblesse pour la profession militaire. Nous fûmes peut-être autrefois plus guerriers , mais nous sommes aujourd'hui plus militaires.

4°. Cette espece de vanité et d'émulation françoise , qui s'approprie les avantages brillans de l'état , et qui en rend l'éclat solidaire , pour ainsi dire , à chaque individu. Supposé que nous ayons perdu quelque chose de ce côté là , nous n'en sommes que plus aimables pour les étrangers.

5°. Un certain ordre d'élévation qui produit la générosité et la noblesse des mœurs. Nous avons décliné de ce côté-là ; mais en perdant de cette noblesse de mœurs , qui tenoit de l'antique indépendance de nos peres , nous sommes devenus plus aisés à gouverner , et plus propres à lier la société.

Après cet examen des principes , passons à celui des ressorts. Je les ramène à trois ; gaieté , activité et industrie.

Notre gaieté : qualité d'une grande ressource dans des mains vraiment politiques ; il nous reste celle de l'âge mûr , et il seroit aisé de nous rendre par la régénération des mœurs , celle de la première jeunesse , avec moins de fougue que nous n'en avons autrefois.

Activité : prodigieuse dans notre nature , et toute vivante encore dans nos mœurs.

L'industrie a pareillement un germe inextinguible : il ne s'agit que d'aider l'industrie honnête parmi nous , et contenir celle qui , pour être trop avide , pourroit devenir nuisible par le choix des moyens.

En un mot, nous pouvons pousser d'autant plus loin le point florissant de l'état , qu'il a désormais échappé aux secousses du premier et du second âge , plus sujet aux maladies aiguës que celui où le tempérament est formé.

CHAPITRE VII.

Les deux chapitres précédens ont désigné les maux internes dont nous pouvions être

attaqués. Celui-ci établit en bref l'âge de l'état, et désigne en conséquence le régime qui lui est propre. Traitons de quelques remèdes de détail.

Toutes les campagnes et villes d'un état doivent un tribut constant et immense à la capitale.

Une ville n'est vraiment la capitale d'un état, que quand elle peut tout en retirer et y repousser tout.

Parigi, Parigi, tu sei capo del regno, ma capo troppo grosso

Quand on renverroit dans les provinces tous les officiers royaux qui en tirent de gros appointemens ; qu'on exciteroit les grands propriétaires à s'y retirer ; qu'on y repousseroit les plaideurs et les intrigans , en y renvoyant les affaires ; quand les recherches de l'industrie seroient avec soin provignées dans les provinces, je doute que Paris en fût fort affoibli. Dix greffes tirées d'un arbre vont féconder dix sauvageons ; et s'ils eussent demeuré sur l'arbre nourricier , il n'en eût pas été plus vigoureux.

La capitale et les provinces sont ici la partie représentative des deux places que je nommois , le souverain et le peuple ; la capitale pompe d'une main , il faut qu'elle

verse d'une autre. Sans ce soin la machine crevera.

Pour cela le moyen est simple , et ne coûte rien au trésor ; ouvrez et entretenez les mêmes canaux de la circulation ; que les provinces à portée de la capitale soient employées à la production des denrées comestibles au jour la journée , et qui ne sauroient être voiturées de loin ; que les provinces plus éloignées, mais mitoyennes , fournissent les denrées qui peuvent souffrir le transport ; que celles enfin qui sont hors de portée de fournir des denrées à la capitale paient leur contingent en matières ouvrées , dans lesquelles la forme emporte de beaucoup la fond , et dont un envoi de petit volume puisse faire un gros paiement à la capitale. Voilà toute l'opération.

De ces destinations les premières s'arrangent d'elles-mêmes, la troisième demande des attentions dont les détails sont développés et traités par principes , et entre autres, la nécessité et la facilité de couper tout le royaume de canaux et autres ouvrages publics, relatifs à l'établissement des communications, comme aussi l'utilité d'employer à ces travaux les troupes réglées.

Venons aux détails du reversement. Les grosses caisses vivifieroient sur les lieux, au lieu qu'elles augmentent l'engorgement de la capitale.

Le transport des fumiers seroit encore un objet considérable. J'entends par là les maisons publiques, hôpitaux, maisons de force, &c. sur-tout les maisons d'enfans trouvés. Etablissement de la plus grande utilité, et qu'il faudroit multiplier presque à l'infini, prenant soin de renvoyer les élèves à la terre.

En traitant ces différens détails, on n'a pas prétendu assujettir le gouvernement à tant de menues spéculations; mais c'est à lui à donner le branle principal, et cette impulsion n'a besoin d'autre principe, que le soin de renvoyer sans cesse à la terre, puisqu'il faut sans cesse en tirer.

CHAPITRE VIII.

POUR éviter de s'étendre à l'infini, on a omis un grand nombre de principes qui offroient la plus vaste carrière. On eût dû démontrer, par exemple, par quelle opération simple l'abondance d'argent diminue

naturellement la population , en augmentant la consommation de chaque individu en particulier ; comment cette abondance portée trop loin bannit l'industrie et les arts ; résumer ensuite comment un ministre habile peut régénérer un état en ce genre ; mais il faut se borner , et l'on termine cette partie par l'examen d'un principe politique , qui paroît , au premier coup-d'œil , peu fait pour être mis en question ; à savoir *s'il est utile ou non que l'argent soit marchandise dans un état*. Cet examen entraînera la discussion de plusieurs points importants.

On ne traite point de l'intérêt de l'argent relativement à la conscience , mais seulement en ce qui compete la société.

Il y a trois sortes de biens , à savoir les biens non transportables , tels que les fonds , les maisons , &c. les effets commercables , tels que denrées , marchandises , effets mobiliers , vaisseaux , &c. les rentes enfin , qui ne sont que des tributs imposés sur telle ou telle autre partie des autres portions de biens.

Un état s'enrichit à mesure qu'il acquiert plus de biens des deux premières classes. Il n'en est pas de même de la troisième , à moins

que les rentes ne soient établies sur les fonds de l'étranger.

Un état devient tributaire de l'étranger en proportion de ce qu'il en emprunte. Exemple des Anglois discuté. Cen'est point à eux qu'il faut attribuer la décadence de notre marine.

Les dettes nationales sont un tribut ruineux , quand elles sont contractées avec l'étranger. Les dettes nationales ou particulières operent la ruine et le renversement de la société , quand même elles sont respectives d'un sujet de l'état à l'autre. Discussion de ce principe.

Baissez le taux des rentes , et éteignez-en autant que les circonstances pourront le permettre.

De ces deux principes , le premier n'est pas même à notre choix ; nous ruinons notre commerce , si nous n'ordonnons toujours chez nous l'intérêt à un taux aussi bas qu'il le sera à Londres et à Amsterdam ; nous avons même de plus grandes facilités pour cela que les Anglois et les Hollandois.

Baissement du taux des intérêts ; accroissement du commerce , multiplication des entreprises , haussement des fermes des ter-

res, augmentation de manufactures, vivification de l'agriculture. Le grand Sully l'a dit il y a long-temps.

Liquidation des dettes des particuliers, suite de celle des dettes de l'état ; facilité de libérer l'état.

Suites utiles et brillantes de la richesse publique opérée par ce moyen : *rivieres rendues navigables, canaux, ports, chemins, pépinières, manufactures, hôpitaux d'incurables et d'enfans, monumens d'utilité et de décoration.*

Ce que les provinces feroient pour le public, les seigneurs et particuliers le feroient sur leur patrimoine ; ne pouvant augmenter sa fortune qu'en bonifiant le fonds, on y mettroit mille pour recueillir un, et l'on en tireroit des ressources incroyables.

Toutes entreprises se trouveroient doubles et triples fonds au premier signal.

En cet état, quelle pourroit être la nécessité d'emprunter ? D'où s'ensuit qu'il s'en faut bien que les principes des théologiens les plus sévères sur cet article, soient incompatibles avec le commerce et la prospérité de l'état.

Résumons en peu de principes tout ce qui concerne la prospérité intérieure.

- 1°. Aimez et honorez l'agriculture.
- 2°. Repoussez du centre aux extrémités tout ce que vous attirez des extrémités au centre.
- 3°. Méprisez le luxe et l'indécence dans la dépense.
- 4°. Honorez les vertus et les talens , et ne les payez point.
- 5°. Baissez le taux de l'intérêt, éteignez les rentes.

TROISIEME PARTIE.

L'INTÉRÊT est le but et l'objet de tout cet ouvrage , mais on a cherché l'intérêt bien entendu ; on a traité dans la premiere partie de ce que c'est que la vraie richesse et la vraie prospérité , comme aussi des moyens de les trouver. Dans la seconde , des moyens de les accroître et d'en réprimer les abus. On va , dans la troisieme , traiter des moyens de s'approprier l'une et l'autre chez autrui.

CHAPITRE PREMIER.

PERSUADÉS de la vérité des principes établis dans la seconde partie sur les bornes nécessaires d'un empire , nous nous sommes renfermés dans nos frontieres , et nous avons

vivifié l'intérieur, en établissant une circulation réglée du centre de l'état à ses extrémités.

La capitale est devenue le cœur de l'état, principe de la vie et du mouvement répandus dans tous les membres ; étendons cette spéculation, et considérant l'état entier comme le centre du monde qui l'environne, dirigeons sur les mêmes principes les ressorts de l'empire universel que nous voulons nous attribuer.

Il s'ensuit de-là que l'entière prospérité de nos voisins doit être le but et l'objet de nos vues et de nos soins intéressés. Démonstration de ce paradoxe par des exemples.

Notre intérêt est que dans l'état universel comme dans l'état particulier, les communications soient libres et aisées d'une extrémité à l'autre de ce vaste empire ; qu'elles soient assurées par la justice, et d'exclure à jamais de notre politique les sophismes cruels et ruineux de l'intérêt exclusif.

CHAPITRE II.

JE l'ai dit, je ne prétends pas être désintéressé ; au contraire, je rapporte tout à moi, et je voudrois mettre l'industrie et l'action

universelle à mon propre usage : mais instruit par l'expérience de tous les hommes et de tous les tems, qu'il n'est esclavage ici-bas qui ne soit respectif, services qui ne soient réciproques, je n'ai abdiqué la tyrannie que parce que j'ai reconnu l'insuffisance de ses moyens. Je n'ai rendu heureux les regnicoles que parce qu'ils ne me vaudroient rien si je les opprimois ; et qu'au contraire en les rendant riches et industrieux, leur richesse et leur industrie reviennent à mon profit. Les étrangers ne doivent point s'attendre à plus de magnanimité et de désintéressement de ma part, ce seroit une duperie en politique. Ce sont des subsides que je leur demande ; voyons de quelle espece et comment je les forcerai à me les payer.

Je veux, sans doute, ce qu'il y a de meilleur. J'ai connu que l'unique richesse qui renfermoit toutes les autres étoit la population ; que celle-ci s'étendoit d'elle-même en proportion des subsistances ; en conséquence j'ai multiplié chez moi les subsistances, autant qu'il a été possible ; si je viens à bout d'en tirer de l'étranger, j'étends ma population en proportion, et conséquemment je m'enrichis à ses dépens.

Le

Le marché ne sauroit être forcé, il ne peut être que de convention ; et le moyen de cette convention n'est autre que cette partie de l'échange qu'on appelle *commerce étranger*. Qui dit échange, dit troc ; de quelle nature seront les effets qui serviront à cet échange de notre part ? Nous retenons pour nous les denrées et autres matières de consommation. Notre subvention donc ne peut être qu'en métaux ou matières ouvrées.

L'excessive population qui force l'industrie nous met en état de fournir ces dernières à meilleur prix que les autres ; mais quant à l'or, dire qu'un commerce soldé en métaux est plus avantageux, c'est démentir le préjugé général et l'opinion de tous les hommes versés en cette matière.

Laissons crier les aveugles ; laissons répéter leurs cris aux enfans par écho : considérons quelle est la population et l'industrie dans le pays d'où l'on tire l'or ; dans ceux qui le reçoivent de la première main ; dans ceux où il va se perdre et s'engouffrer en dernier lieu , après avoir dévasté sur son passage tous les lieux où il a pu former quelque engorgement ; et jugeons par les faits si les états qui veulent retenir l'or chez eux sont gou-

vernés par des hommes ou par des taupes.

Inutilité des ordonnances pour empêcher la plantation des vignes, tant qu'on obligera les peuples à chercher par le débit de leurs denrées chez l'étranger de quoi solder leur contingent aux revenus du fisc.

Il est indispensable, pour attirer les grains de l'étranger ainsi que pour les multiplier chez nous, de leur laisser une pleine et entière liberté pour l'exportation et importation ; de regarder, en un mot, cette dernière denrée comme une matière sacrée, et dont le régime et gouvernement quelconque doit être à jamais proscrit. Réfutation du système contraire dans toutes ses allégations.

Après les grains, toutes autres denrées comestibles et de consommation sont le second objet d'un commerce utile avec l'étranger.

Viennent ensuite les matières étrangères pour fournir au travail de nos manufactures.

En cet état, regardons autour de nous, et voyons si le commerce étranger peut se passer de la prospérité étrangère. L'abondance desirée le superflu que notre industrie lui présente. La misère et la paresse se passent même

du nécessaire qui se trouve par-tout. L'Angleterre, notre ambitieuse et jalouse émule, consomme nos modes et nos colifichets, malgré les défenses et les précautions du gouvernement. La Barbarie ne nous demande que quelques misérables draps.

Notre intérêt seroit donc, au lieu de faire un secret de nos manufactures à l'étranger, et d'empêcher que nos ouvriers ne les leur portent, de les leur envoyer nous-mêmes; de protéger enfin et d'encourager, par tous les moyens possibles, leur industrie qui fera toujours une des branches de la nôtre; nous réunirons de la sorte la gloire du procédé et les avantages de l'intérêt.

CHAPITRE III.

UNE fois convenus de distribuer notre industrie à nos voisins, ouvrons-lui les chemins et les communications.

Les barrières factices n'ont jamais procuré que la crainte; les barrières naturelles même ont rarement procuré la sûreté permanente.

Loin de vouloir fermer l'entrée de notre pays à vos voisins, songez à la leur faciliter de toutes parts. Ouvrez les gorges et défilés, assurez

les chemins , abattez les rochers , etc. etc. Si les Chinois eussent employé à civiliser les Tartares , la dépense que leur coûta la grande muraille , ces fiers voisins ne les eussent jamais subjugués.

Civilisez vos voisins , et de proche en proche , s'il est possible ; l'univers entier et vous n'en aurez plus rien à craindre. Que vous importe de donner des loix par-delà les lieux où elles peuvent atteindre ? Je vous ai démontré que la souveraineté n'a qu'une certaine portée , qu'elle ne peut régner au-delà que sur la destruction. Cette portée s'étend en proportion de ce que vous pouvez étendre vos bienfaits et retirer subvention. Je vous enseigne le seul moyen d'établir l'un et l'autre point sur les étrangers.

Il est une sorte de frontière la plus assurée de toutes , et en même temps la plus ouverte , c'est la mer , territoire commun à toutes les nations. Vouloir s'en attribuer l'empire , c'est se déclarer l'oppresseur universel.

Le commerce maritime est devenu si nécessaire à la vivification et prospérité d'un pays , qu'en général la terre vaut moins en proportion de sa qualité et fécondité , qu'en proportion de ce qu'elle est à portée des débouchés maritimes.

Les côtes d'un facile abord sont un don de la nature , mais la nature peut en cela , comme en toute autre chose , être perfectionnée , corrigée même par l'industrie et le travail.

Projet de mettre toute la côte en ports de mer , ridiculisé très-mal à propos. Les Hollandois se sont bien trouvés d'avoir suivi le plan de M. Ormin de la Comédie.

Le commerce peut être aussi libre , et plus libre dans la monarchie que dans les républiques.

La vraie et industrieuse nécessité ne sauroit avoir de principe plus assuré , et qui l'éloigne plus de celle qui porte au découragement que l'extrême population.

Protégez la navigation et les navigateurs , de quelque espece qu'ils puissent être ; aidez , autant qu'il est possible , aux avantages de la nature en ce genre , et corrigez ses désavantages , pour ouvrir sur toutes vos côtes des retraites et des nids à ces sortes d'Alcyons. Faites que les communications en canaux et en chemins y aboutissent de toutes parts , et ensuite laissez-les faire.

CHAPITRE, I V.

APRÈS avoir traité des moyens de vivification de l'état universel , il faut en établir la justice et la police.

C'est dans ce sens seulement qu'on traite de la marine militaire , et non en tant que forces , puisqu'on n'a point parlé des troupes de terre.

Les troupes de terre sont la force d'un état au-dedans , et la marine l'est au-dehors.

On ne parlera point des corsaires. Cet ordre de marins ne peut que décliner en France.

Si les deux corps , contrepoinés irréciliablement dans notre marine sous les noms distinctifs de *militaire* et de *plume* sont également nécessaires , il seroit indispensable de les réunir et faire rouler entre eux les fonctions , prérogatives et récompenses.

Rendre notre marine militaire *commercante* , seroit saper par le pied le principe du point d'honneur et de l'esprit d'émulation qui distingue ce corps-là.

Louis XIV ; le fondateur de notre marine, ne la considéra guère néanmoins que de son côté brillant ; il la regarda comme une dorure de son palais nécessaire à sa gloire, mais inutile à la solidité du bâtiment.

Une preuve qu'il n'en sentit pas les avantages , c'est qu'il la négligea dans sa dernière guerre , la plus fâcheuse de toutes , et dans laquelle la marine lui eût pu être la plus utile. Ce prince cependant avoit rendu ce corps participant des plus grandes graces ; pourquoi *ne l'est-il plus aujourd'hui ?*

Le nombre des matelots, second archoutant des forces maritimes. Population d'abord , liberté et encouragement ensuite , vous en donneront à l'infini.

Il faut aussi borner ses forces maritimes , de façon que , toujours puissantes pour protéger le commerce, elles ne gênent pas cependant les mouvemens de ce dernier par des armemens disproportionnés. Un peuple qui déserteroit les terres pour grossir les armées , ne pourroit faire qu'une campagne , faute de vivres , ainsi fait l'état qui arme en guerre tous ses matelots.

Il faut avoir une telle marine en temps de

paix, que sans augmentation elle puisse suffire en temps de guerre, et la tenir toujours armée par moitié; la guerre de mer ne sauroit alors être onéreuse, ni inattendue.

Détails des moyens naturels qui concouroient tous à l'entretien de ces forces. Nous allons y en joindre d'autres qui nous sont étrangers.

CHAPITRE V.

C'EST des prohibitions que je vais traiter. C'est ici la plénitude de mon plan, et le lieu sans doute où l'on trouvera le plus de paradoxes. Examinons.

L'esprit des bonnes loix n'est autre chose que l'utilité générale et l'utilité particulière combinées et réunies. Parcourons les loix de l'humanité, les loix de la nature; je défie qu'on m'en montre une seule qui, en faisant le bonheur de la société, sacrifie à l'intérêt général l'avantage personnel de quelque particulier.

Je n'ai point de droit au bien d'autrui; mais j'ai droit à tout le mien: ce mien est l'univers entier, comme si je sortois de l'arche, pourvu que je n'emploie, pour l'ac-

quérir, aucun des moyens proscrits par la loi naturelle.

Ce peu de principes établis jetteront une lumière sûre sur la nature des prohibitions, et feront discerner aisément celles qui sont permises d'avec celles qui sont injustes.

Le monde est encore à son enfance en fait de gouvernement.

Il n'est pas étonnant que toutes les législations, dont nous avons connoissance, soient très-imparfaites. Fonder un empire et lui donner des loix, sont deux opérations tellement distinctes, qu'elles appartiennent nécessairement à deux hommes différens.

La distinction du juste et de l'injuste est la seule boussole qui puisse diriger de bonnes loix.

Il ne sauroit y avoir d'état et de société dont un grand nombre de loix de distribution ne puisse être réformé sur ce principe. Ce n'est point innover, mais consolider et fonder.

Si jamais gouvernement fut libre de travailler à cet ouvrage utile avec certitude de la facilité dans l'exécution, c'est le nôtre aujourd'hui.

On n'a point parlé des prohibitions domestiques par des égards de bienséance,

pour éviter de choquer l'intérêt particulier ; on ne traite que des prohibitions étrangères.

Tous les gouvernemens se servent des prohibitions comme d'un venin propre à faire sécher l'industrie de leurs voisins, plus ou moins, selon le degré qu'ils croient convenir à leurs intérêts, et ne pensent pas que comme le privilege n'en sauroit être exclusif, on le combat des mêmes armes ; de sorte qu'il en résulte que les prohibitions usitées par-tout gênent en tous lieux l'industrie et établissent la fraude universelle. Examinons si une politique contraire pourroit être susceptible de quelques succès.

Supposons le roi pasteur , persuadé des maximes établies ci-dessus : 1°. que le commerce est à l'extérieur ce qu'est la vivification à l'intérieur ; 2°. que nous avons tous intérêt à ce que nos voisins tirent de leur territoire et de leur industrie toutes les ressources possibles ; 3°. que le commerce est de sa nature incompatible avec toute autre domination que celle de l'industrie et du travail.

Supposons qu'en conséquence il ait débarrassé l'état de toute prohibition intérieure : il a fait plus. Considérant que ne pas offrir

la liberté du *transit* dans ses états aux denrées et marchandises des étrangers dont la destination est au-dehors, c'est priver ses sujets des profits de voiture, du nolis, du dépôt, des commissions, etc. il leve de toutes parts les barrières et présente à l'univers étonné les droits de l'hospitalité, et les avantages d'une communication toujours aisée et d'une police admirable dans ses états.

Digne alors de rendre universels tous ces avantages, voici sa marche pour y parvenir.

Il propose d'abord aux états commerçans, qui n'ont presque d'autre fonds que leur industrie, un traité de fraternité, portant suppression de tous droits d'entrée sur tout ce qui sera apporté dans les ports de l'une des puissances contractantes par les sujets et vaisseaux de l'autre.

Bientôt ce traité aura nombre d'accédens; on pourroit même mettre à cette entière franchise des modifications, mais réciproques, en faveur des puissances encore affaissées par les usages et les vues de la tyrannie, et aveuglées sur les avantages du commerce.

Le système de l'univers est changé, et la

trace des décrets de la providence à cet égard est visiblement marquée par les faits ; la barbarie n'usurpera plus l'empire ; mais le froissement continuel de l'intérêt exclusif, déifié par-tout de nos jours, menace l'Europe d'une dévastation et d'un affoiblissement général et absolu.

Le projet donc de fraternité entre les peuples commerçans, loin d'être imaginaire, est le seul qui puisse remettre la cupidité à sa place, et assurer à l'humanité le fruit de ses travaux et de ses connoissances modernes.

Le dernier des moyens de faire accéder l'Europe entière à ce traité, seroit l'excommunication civile et la plus absolue de toute nation quelconque qui refuseroit de s'y prêter, sans hostilité néanmoins ; mais en cas que la guerre survînt par les altérations inséparables de cette façon d'être, refus éternel alors de tout traité, jusqu'à ce que celui de confraternité en fît partie.

En cet état, je demande laquelle des deux puissances auroit la faveur de l'univers, ou le roi pasteur ou son ennemi ? Quel accroissement n'ajouteroient point à ses forces maritimes celles des peuples alliés qui lui devroient leur liberté, leurs richesses et leur bonheur ?

Objection de la diminution des revenus du fisc discutée.

Il est impossible qu'une nation livrée à l'esprit de l'intérêt exclusif avec ses voisins, ne le soit aussi intérieurement chez elle, et que cet intérêt ne corrode les liens internes de l'état. Réfutation des objets contraires à ce principe.

La même raison qui a établi chez toutes les nations policées la défense des mariages entre proches, milite contre l'exclusion étrangère. Tous les pays sont voisins ; tous les hommes sont frères.

Les prohibitions, ce beau secret de la politique commerçante, n'est qu'une sottise d'une part, et qu'une injustice de l'autre ; principe de désordres et d'une guerre intestine, comme aussi germe de divisions entre les peuples ; elles dégènerent toujours en guerres opiniâtres, qui ne finissent que par des trêves ; la paix réelle ne pouvant exister avec les prohibitions.

CHAPITRE VI.

SI quelque chose peut compliquer, diversifier les intérêts de l'Europe et barrer le système de confraternité, ce sont les colo-

nies annexées à certaines puissances, tandis que d'autres n'y ont nulle part; objet principal aujourd'hui du commerce qui l'est lui-même de la politique. En conséquence, il convient de traiter à fond cette partie, et d'examiner quel est l'intérêt réel de l'Europe à cet égard.

Le monde entier ne s'est peuplé que par colonies.

On peut diviser les temps à cet égard en trois âges : 1^o. les colonies des temps nommés dans l'histoire *héroïques et fabuleux*; 2^o. les colonies anciennes; 3^o. les colonies modernes.

Les premières colonies furent des séparations des différentes branches des premières familles qui peuplèrent l'univers. Les besoins de l'homme étoient alors très-simples; les colonies emportèrent peu d'usages de leur berceau, et conséquemment la trace de leur séparation fut bientôt perdue.

Le premier gouvernement fut établi par la force; la crainte rassembla nécessairement plusieurs sociétés autour de celle-ci.

C'est à cette époque qu'il faut fixer la date des colonies du second âge. Des mécontents, des bannis, des fugitifs devant la force, ou des ambitieux, emmenant ceux qu'ils avoient

pu attaché à leur fortune, fondèrent de nouvelles villes. Ces colonies du second âge emporteront plus de choses de la mère ruche, parce qu'il y en avoit plus à emporter, et ce furent autant de points de reconnaissance, qui perpétuerent chez ces nouveaux peuples la mémoire de leur origine.

Cependant ces nouvelles colonies, non plus que les premières, ne conserverent aucune sorte de dépendance de leur métropole; au contraire, elles jouirent d'une pleine et entière liberté.

La découverte du nouveau monde a donné commencement au troisième âge des colonies.

Les premiers peuples de l'Europe, qui passerent en Amérique, ne furent pas des colons; mais, au contraire, des conquérans et des dévastateurs.

Le nouveau monde est comme partagé entre quatre peuples. L'Espagnol néglige la terre, recherche l'or et languit. Le Portugais cherche la poudre d'or & les diamans, fraude les prohibitions espagnoles, envahit tant qu'il peut, le tout pour le compte des Anglois qui ne lui laissent pas même le suc de ses propres terres. L'Anglois

voudroit d'une part assujettir ses colonies⁽¹⁾, de l'autre les étendre : deux projets contraires. Heureusement le nerf manque pour le premier, ce qui avance le second. Quant à son plan général, c'est d'envahir tout le commerce, et de garnir de proche en proche toutes les côtes d'établissmens nombreux et contigus. Le François enfin, habile à courir, et établi par ses courses, se soutient par sa légèreté, son courage, son obéissance et ses ressources du moment, contre la défectuosité ou la nullité de ses plans. Tel est le précis de l'état actuel.

Nous avons, en fait de colonies, enchéri sur les anciens, en ce que nous avons imaginé de conserver un empire absolu sur des sujets aussi éloignés.

L'exemple en a été donné par la fidélité espagnole, et suivi par les autres nations. Examinons, si nous avons bien ou mal fait. Nous dirons ensuite si le plan est solide ou caduc.

A la réserve d'un titre venteux, les rois d'Espagne ont peu profité par l'acquisition

(1) C'est en faisant tout ce qu'elle a pu pour cela qu'elle les a perdus.

dés Indes. Je ne sais si leurs armées , leur pouvoir , leur magnificence se sont accrus depuis ; mais des princes qui ont doublé de tout cela de nos jours , le czar , le roi de Prusse , etc. n'y possèdent rien. L'esprit de domination , celui de commerce et celui de population , trois principes si peu faits pour être combinés , ont tour-à-tour présidé à l'établissement des colonies.

L'esprit de domination voudroit embrasser plus d'étendue de pays qu'il n'en sauroit enceindre en transportant tous ses sujets actuels en Amérique ; et tend à gouverner ses sujets américains autant et plus despotiquement que ceux qui sont aux portes de sa capitale. Cependant l'esprit d'indépendance gagnera nécessairement les grands établissemens de ces pays-là , et ceux-ci envahiront les nôtres affoiblis par les vices d'une administration intercadente et fiscale.

L'esprit de commerce regarde les colonies comme les fermes du commerce , et toutes ses vues ne tendent qu'à les tyranniser en tout. Loin d'être capable de les peupler , former et fortifier , ses arrangemens actuels sont tout propres à en arrêter l'accroissement.

L'esprit de population n'a jamais eu de
1790. *Tome VIII.* L

place entre les passions humaines ; c'est un dérivé du calcul et de la réflexion. On a senti qu'il falloit peupler l'Amérique et y encourager la culture des terres , si l'on en vouloit tirer quelque parti ; mais on la peuple de nègres , et l'on y relegate l'agriculture et les arts , aux mains de l'esclavage , destructif si l'on appésantit ses liens , dangereux si on les relâche. Preuves de ces trois allégations.

Somme totale : nous sommes novices dans l'art de former des colonies ; mais , loin que mon plan de liberté générale du commerce trouvât des obstacles invincibles dans le nouveau monde , c'est-là précisément où il auroit le plus d'avantages , et où même il est le plus indispensable.

En effet , l'Europe ne sauroit désormais être tranquille , si l'on ne travaille à nous fraterniser dans le nouveau monde autant que dans l'ancien. Le chapitre suivant donnera plus d'étendue à cette idée.

CHAPITRE VII.

LA paix est un don du ciel ; mais il en est de ce don-là comme de tous les autres , qui ne fructifient que par nos soins.

Ce qu'est la police aux provinces intérieures, la paix l'est aux provinces étrangères.

L'équilibre entre les puissances de l'Europe ne fut jamais qu'une idée creuse.

La France ne produisit jamais d'usurpateurs ; mais fussions-nous capables de concevoir un vaste projet de tyrannie universelle, nous ne le sommes certainement pas de le mener à bien.

Nos politiques ne furent jamais entichés de cette manie. La tranquillité et le bonheur de l'Europe doit être notre objet unique. Ce tronc a quatre branches. d'où partent tous les petits rameaux de la politique de détail. 1^o. La liberté de l'Italie. 2^o. Le maintien des droits et de la constitution du corps germanique. 3^o. La balance du Nord. 4^o. Notre considération auprès du Turc fondée sur l'estime et la bienveillance.

Je ne prétends pas que les plans extérieurs soient d'une exécution aussi facile que les arrangemens intérieurs qui dependent uniquement de nous ; mais je dis que telle doit être la direction fixe, ostensible et marquée de notre politique ; et que cela posé, loin que toutes les parties du régime intérieur ci-dessus dussent contraster avec nos

affaires étrangères, c'est le seul moyen de simplifier notre politique, et de la ramener à l'objet primitif de tout gouvernement, à savoir, la multiplication de l'espèce humaine et son bonheur.

Le système de pacification universelle, politique du roi pasteur, doit cependant s'étendre sur l'Amérique.

Le moyen seul pour cela est le plan de liberté générale du commerce; dès-lors toutes les vues des colons et de leurs chefs se tourneront vers la culture de leurs fonds, vers la population et vers l'exportation de leurs denrées.

L'agriculture a besoin de voisins; ce n'est que le brigandage et la traite exclusive qui s'écartent, et qui d'entrepôts en entrepôts voudroient enceindre un monde de déserts. Chacun apprendra à vivre de son fonds: après les nécessités de la vie, on en recherchera les commodités.

Dieu veuille donner aux états de l'Europe, dans leur constitution actuelle, assez de durée pour voir un jour l'Amérique n'avoir plus de déserts à peupler.

Grands et petits, interrogez-vous vous-mêmes. Vous voulez être aimés: ce sentiment qui tient en vous de l'essence divine

est le seul par lequel vous soyez susceptibles d'une véritable joie. Aimez, si vous voulez l'être, aimez vos semblables, c'est l'unique recette contre le vuide, l'inquiétude et l'ennui ; c'est l'antidote des passions dévorantes, et le seul remède contre le désespoir, de se sentir dépérir soi-même sous les coups du temps ; aimez vos semblables, et ne craignez pas de multiplier les craintes et les afflictions de la vie ; l'amour-propre seul est le principe de tout excès, et change en douleur les semences de bonheur que nous tenons de l'Être suprême. Si ce n'est pas vous que vous aimez exclusivement dans les objets de votre attachement, ceux qui vous restent adoucissent la perte de ceux qui vous sont enlevés. L'amour-propre au contraire vous fait vivre en ennemi au milieu de vos frères ; vous arrache les biens présents par l'appât de plus grands biens ; rend plus perçant l'aiguillon des maladies, plus lourd le fardeau de la vieillesse, plus effrayant l'inévitable et toujours présent abîme de la mort. Aimez vos semblables, cet amour ne connoît point d'excès, n'a que de tendres inquiétudes, de plaisirs bornés, de plaisirs variés ; et le miel pur, intarissable et toujours nouveau que la providence a attaché

à chaque acte de bienfaisance, adoucissant la pente rapide de vos jours, vous fera recevoir la mort comme un brave soldat reçoit les invalides. Aimez vos semblables, la religion, la vertu, l'honneur, la vraie philosophie, toutes les loix, les sciences et les arts; tout répond à cet objet, dont tout reçoit son illustration; tout dégénere en désordre si l'on s'en écarte.

PRINCE dont les regards annoncent l'élévation, la grandeur, et dont les actions respirent la bonté; avorton sur la terre auprès de vous, nous sommes vos freres d'origine et de destinée. Votre cœur le sut en naissant, il ne l'oubliera jamais; ce cœur, dont universel pour tous vos contemporains, a garanti votre esprit du poison de la flatterie, et de la férocité de l'orgueil. Devenu notre pere par un digne usage de vos augustes fonctions, vous parcourez d'un coup d'œil également fixe et majestueux vingt millions d'hommes qui sont à vous, et que vous voudriez tous voir heureux. Semblable à l'œil de la nature, rien ne peut recevoir l'impression que de vous. Vous pouvez rayonner le bonheur universel; il ne vous en coûtera que d'être ce que vous êtes. Un concours innombrable d'hommes, la premiere nation

de l'univers, les yeux tournés vers votre personne sacrée, semblent se presser pour parvenir au bas des degrés du trône auguste où vous êtes placé. Grand prince ! si l'humanité étoit dans son premier âge, ce culte n'auroit d'objet que vous : eh ! quel autre eut pu vous le disputer ? Mais depuis longtemps des impies ont placé à l'ombre du dais qui couvre la majesté royale un volcan qui attire sans cesse l'or du centre de la terre, qui l'arrache avec effort et le vomit avec abondance. Mille idolâtres contre un sujet religieux composent cette foule avide : adroits à se servir de vous-même contre vos propres vertus, et à se voiler des apparences du zèle, les soins pour les démêler seroient vains. Je ne connois qu'un secret : fermez le volcan ; le faux éclat de ses nuages, mêlés de soufre et de cendre, fera place à mille rayons de vertus, d'honneur et de dignité qui vous environnent ; et quant à ce genre de bienfaits, distribuez-les précisément dans la direction contraire à celle que suivent les princes aveuglés par un amour-propre et personnel indigne de la majesté du trône. Ils accablent de biens ceux qui les entourent et qui leur tendent les mains ; donnez au contraire vos bienfaits à distribuer à ceux qui

les tendent à leurs inférieurs, et à la partie de la société que vous avez commise à leurs soins, ou que la providence leur a confiée : ainsi de classe en classe tous vous offriront un culte d'action et d'obéissance. Vos yeux passeront rapidement sur une infinité d'échelons de sujets occupés à faire entendre et exécuter vos ordres, et aboutiront enfin sur les plus utiles de tous, qui ne voient au-dessus d'eux que leur mere nourrice et la vôtre, qui, sans cesse courbés sous le poids des travaux les plus pénibles, vous bénissent chaque jour, et ne vous demandent rien que paix et protection. C'est de leur sueur, et quelquefois (vous l'ignorez) de leur sang même, que vous gratifiez ce tas d'hommes inutiles, qui répètent que la grandeur d'un prince consiste dans la valeur, et sur-tout dans le nombre des graces qu'il répand sur ses courtisans, sur sa noblesse, sur ses commensaux. J'ai vu couper le poignet par un huissier des tailles à une pauvre femme qui défendoit son chaudron, dernier ustensile de son ménage, dont elle arrêtoit l'exécution. Qu'eussiez-vous dit, grand prince, vous en qui on ne vit jamais un geste de rigueur, un mouvement d'impatience, dont le moindre valet ne reçut jamais une parole

désobligeante ; vous, le plus tendre des pères, le meilleur des maîtres, le plus doux des rois ? Quel bien ce seroit peut-être pour le pauvre peuple que vous eussiez été en ce moment à ma place ! Il n'en veut point à vos trésors, ce peuple borné au désir de la plus étroite subsistance. Le plus parcimonieux des rois, Louis XII, conserva à jamais le titre de son père par excellence. Le restaurateur de votre maison, Henri IV, fut avare, disent les historiens ; il fut néanmoins bien servi dans son temps : toutes ses vertus héréditaires, si vivantes en vous, sont mortes en lui ; il partage avec vous néanmoins encore, et de votre temps même, notre idolâtrie.

La confiance et le zèle m'emportent trop loin. Je ne puis néanmoins m'empêcher en finissant, de désirer que l'on honorât du titre et des fonctions de promoteur de l'agriculture quelqu'un qui, avec d'autres talens, eût les mêmes intentions que moi. Ses quatre premiers commis seroient, comme je l'ai dit, les quatre élémens. Je m'explique : Le premier bureau seroit celui de la terre ; l'homme le plus philosophiquement et le plus expérimentalement versé dans l'agriculture, le labourage, la plantation, la nourriture des bestiaux, la connoissance des dif-

férentes propriétés de chaque espece de terrains, en seroit le chef.

Le second bureau seroit celui de l'eau ; le détail des canaux, des arrosages, des différentes machines propres à être mises en mouvement par cet élément pour les facilités de l'agriculture ; la nature des différentes eaux, le desséchement des marais, etc. tout cela seroit de son district.

L'air seroit le troisieme ; les recherches contre les influences de l'air et les brouillards, tant sur la santé des hommes et des troupeaux que sur les récoltes et les fruits ; le ventilateur, les machines à vent relatives à l'agriculture, la conservation des grains, etc. seroient de cette partie.

Les serres chaudes, tant pour la production des fruits que pour celle des animaux ; les recherches sur les différentes expositions, les moyens physiques de multiplier et conserver la chaleur pour épargner la consommation des matieres combustibles, leur multiplication pour le soulagement des pauvres, et tous les avantages qu'on peut retirer du feu, seroient du ressort du quatrieme bureau.

Ces deux derniers auroient ensemble et conjointement le soin et l'emploi de procurer à notre patrie des transplantations d'a-

nimaux et de végétaux les plus utiles qui se trouvent dans les autres parties du monde. L'expérience nous démontre deux choses à l'égard des végétaux ; l'une, qu'il n'en est aucune sur la surface de la terre qui n'ait son utilité , soit pour la nourriture de l'homme , la médecine , la construction , le chauffage , et autres usages à l'infini ; l'autre, qu'ils sont presque tous transportables d'un climat à l'autre , et propres à se naturaliser , sur-tout dans le nôtre , de façon qu'il seroit fort difficile aujourd'hui de distinguer chez nous les naturels du pays des colons ; et que ce que nous en savons en général est que les derniers excèdent de beaucoup en nombre les premiers. Il y a cependant encore dans les trois parties du monde une infinité de productions excellentes en ce genre que nous allons chercher fort loin, faute d'avoir voulu nous donner le soin et faire la dépense de les transplanter chez nous. J'en dis autant des animaux. Quel service n'a pas rendu celui qui le premier apporta des dindes en Europe , moderne et très-abondante denrée qui fait comme une nouvelle sorte de viande de boucherie ? Il est dans l'Amérique septentrionale des bœufs qui portent de la laine ;

les chevres d'Angola dont nous payons si cher le poil pour les camelots ; les agneaux de Perse qui portent cette sorte de soie précieuse ; tant d'autres pourroient réussir chez nous aussi bien que dans leur climat naturel , et quoique peut-être moindres en qualité , nous fourniroient au moins des matières grossières qui sont les plus nécessaires , et ces animaux ne consommeroient pas plus de produit de terre que ceux dont le poil ne sert à rien.

Toutes ces choses , et mille autres dont la déduction me meneroient trop loin , demanderoient un détail particulier , et que le prince voulût bien deux fois par an accorder au chef de détails trois heures de travail , observant toutefois de borner son ressort à tout ce qui seroit de protection , et ne lui donnant aucune sorte d'autorité de contrainte.

Concluons en rappelant les principes. La vraie richesse ne consiste qu'en la population ; la population dépend de la subsistance ; la subsistance ne se tire que de la terre ; le produit de la terre dépend de l'agriculture : d'où s'ensuit que tous autres moyens , le commerce , l'or , les sciences , les arts ne

servent et n'établissent une prospérité fixe
et indépendante qu'autant qu'ils vivifient,
encouragent et éclairent l'agriculture, le
premier, le plus utile, le plus innocent et
le plus précieux des arts.



Traité historique et économique des Communes, ou Observations sur l'agriculture, sur l'origine, la destination et l'état actuel des biens communs, et sur les moyens d'en tirer les secours les plus puissans et les plus durables pour les communautés qui les possèdent et pour l'état.

*Artium ceterarum parens et nutrix agricultura ;
Quando bene agitur cum ea, omnes artes vigent.*

L'AUTEUR de ce traité, dont le but est infiniment louable, a été vivement frappé, et avec raison, du peu d'utilité des biens communaux, tant par rapport à la patrie et à l'humanité en général, que par rapport aux communautés même qui en sont propriétaires.

Le préjugé général est que les biens communaux donnent aux communautés les moyens d'élever un plus grand nombre de bestiaux ; l'auteur prouve d'abord par des faits que ce préjugé est mal fondé. Il rap-

porte des relevés faits sur plus de cent communautés différentes , par lesquels il paroît que celles qui ont des biens communaux ont , proportionnellement à l'étendue de leurs terres , moins de bestiaux que celles qui sont privées de ce secours apparent ; la raison dit que ce secours ne doit être qu'apparent , parce que le produit des communaux doit être presque nul. L'activité, l'industrie, l'emploi des moyens , les efforts laborieux, les productions enfin ne peuvent, comme le remarque très-bien l'auteur, « naître que d'une propriété particulière à l'abri des incursions de tout autre possesseur

La jouissance indivise autorise chacun à jouir le plus et le plutôt qu'il peut ; certain que ce qu'il laisseroit croître , s'il étoit seul propriétaire , sera cueilli incessamment par le premier venu , il met tous ses soins à prévenir les concurrens. Chacun voulant aussi précéder les autres de vitesse , tout est détruit en naissant ; le baliveau n'a pas le temps de devenir un arbre ; le brin de taillis est coupé avant qu'on puisse en faire un cercle ou un échalas ; l'herbe est pâturée en sortant de terre ; le fruit cueilli avant d'avoir atteint la moitié de sa grosseur ; le poisson pris dès la première année Vainement sup-

poseroit-on que ceux à qui les souverains ont confié l'administration des biens communs ; que les loix même pourroient arrêter ces désordres. Le droit en commun persuade à chacun qu'il peut tout , et que les loix ont tort de le gêner : son intérêt personnel l'emporte sur toutes les considérations ; il abuse de sa portion sans croire être coupable » : et la raison et l'expérience de tous les temps prouvent qu'il n'y a point de force qui puisse assurer l'exécution constante d'une loi qui paroît arbitraire et à laquelle ceux qui doivent y être soumis pensent pouvoir désobéir sans troubler la paix de leur conscience.

Non-seulement tout est détruit en naissant et avant d'avoir acquis une véritable valeur , mais « aucune réparation , aucun entretien , aucune amélioration ne peuvent avoir lieu. Quel est l'habitant à qui l'on pourroit persuader d'avancer son travail ou son argent pour faire un fossé nécessaire à l'écoulement des eaux naturelles , pour construire une levée propre à détourner les eaux étrangères , ou pour quelques autres moyens de rétablir , de conserver ou de bonifier , lorsque le bénéfice sera partageable entre tous » ?

« On espéreroit plus inutilement encore de
faire

faire consentir tous les propriétaires en commun à ces travaux et à ces dépenses, puisque le plus grand nombre n'en recevrait aucune sorte de soulagement, ou seroit hors d'état d'y contribuer ».

« On dira peut-être que l'autorité pourroit y suppléer, soit en punissant les coupables, soit en forçant les propriétaires aux travaux convenables. Mais devroit-on se flatter qu'elle pût descendre dans un tel détail ? et n'y auroit-il pas des abus à craindre de la part de la quantité d'hommes auxquels elle seroit nécessairement confiée ? Les droits, les frais, les amendes, les travaux multipliés, ont souvent fait desirer à des communautés ruinées d'être à jamais dépouillées des propriétés qui y avoient donné lieu ».

« Il est malheureux pour les peuples qu'il existe des charges dont le produit augmente en trouvant des coupables : l'intérêt ne peut-il pas en faire ou en supposer ? »

« En quel état peuvent donc être des biens pillés, dégradés, dévastés continuellement et jamais réparés ? La pâture sèche se convertit en une friche aride et sans herbe. La prairie humide se change en un marais fangeux et de nul rapport. Le plus beau bois devient

178 TRAITÉ HISTORIQUE
une bruyère ou plutôt un champ inculte où
l'on ne trouve plus que quelques ronces et
quelques épines ».

Cette vérité fâcheuse ne peut être contes-
tée par aucun de ceux qui ont habité les cam-
pagnes et eu des biens communs.

L'auteur calcule qu'il y a cent vingt mille
arpens communaux en cet état de non-va-
leur dans la généralité de Soissons , plus de
cent cinquante mille dans celle de Paris , et
que les autres provinces n'en présentent point
en moindre proportion.

Toutes les observations et les réflexions
que nous venons de rapporter nous paroisse-
nt de la plus grande justesse , fondées sur
les faits les mieux constatés et sur les princi-
pes les plus certains. L'auteur en conclut
très-bien qu'il est nécessaire de remédier au
mal qui fait que tant de terres, qui pourroient
être très-productives , sont perdues pour le
genre humain.

Mais quand il s'agit d'exposer les moyens
de les rendre plus fructueuses , l'auteur ne
raisonne pas avec la même exactitude et
n'observe pas avec la même intelligence. Il
imagine qu'il ne s'agit que de partager les
communes par portions égales entre tous les
ménages des paroisses qui y ont droit , et

qu'elles seront subitement améliorées, et qu'elles donneront de grandes récoltes qui remédieront à la misère de tant de pauvres ménages dont les communautés sont tellement composées qu'à peine y a-t-il dans chacune d'entre elles, à les prendre l'une portant l'autre, un ou deux cultivateurs aisés.

Il oublie donc alors une vérité qu'il avoit cependant conçue lorsqu'il exposoit les causes de l'infécondité actuelle des communes. *Personne*, disoit-il fort bien, *ne voudroit, dans l'état actuel, faire des dépenses pour tirer des terres en communes un produit que d'autres recueilleroient.* On voit de-là que l'auteur sait que, pour mettre la terre en valeur, il faut des dépenses. Notre cultivateur flamand le prie de s'en souvenir et de remarquer qu'il faut de grandes dépenses si l'on veut obtenir un grand produit; et qu'un grand produit est l'intérêt général de toutes les classes d'hommes, sur lequel il se partage par les nouvelles consommations qu'il met à portée de faire.

Tout arrangement qui tendroit à ne procurer qu'un moindre produit, quand même au premier coup-d'œil il paroîtroit plus avantageux pour les pauvres, seroit dans le fait

beaucoup moins profitable à ces mêmes pauvres, puisque dès qu'il y auroit moins de produits il se feroit moins de dépenses et de consommations ; et que dès-lors les pauvres auroient moins d'occasions de gagner et moins de possibilité de jouir.

Ce seroit en vain qu'on donneroit à de pauvres ménages des portions grandes ou petites de terres inaliénables. Ils n'en seroient pas moins pauvres, et cette terre pas moins inculte ; car tous ceux qui vivent aujourd'hui de leurs journées, et qui ont absolument besoin du salaire qu'elles leur procurent pour subsister, ne peuvent pas même disposer de ces journées pour cultiver leur portion, puisqu'ils mourroient de faim en attendant leur récolte ; et d'ailleurs il ne suffit pas d'employer des journées pour mettre de la terre en valet ; il faut des instrumens, des semences, des bestiaux, du fumier ; mille choses que les pauvres n'ont pas les moyens d'acheter.

Il est vrai que l'auteur pense que ce seroit par le jardinage que les pauvres tireroient parti de ces divers terrains. Mais il n'a pas réfléchi 1°. que le jardinage exige d'abord des avances foncières considérables pour la préparation du terrain, et ensuite des avan-

ces annuelles très-fortes, qui doivent précéder la première récolte, et qui sont au-dessus de la portée des pauvres gens.

Il n'a pas pris garde 2^o que le jardinage ne produisant en général que des denrées qui ne sont ni de garde, ni d'un transport commode, ses succès sont limités, par la nature, autour des villes qui offrent un débouché prochain, avantageux et facile à ses productions. En multipliant ces mêmes productions hors de la portée des villes, elles manqueroient d'acheteurs, elles n'auroient point de prix, elles fourniroient au plus à leurs colons quelques douceurs pour la table; mais elles ne leur donneroient ni le pain qui est la base de la nourriture, ni le vêtement ni le chauffage qui ne sont presque pas moins nécessaires. Ainsi ces pauvres ménages, qui n'ont pas les moyens de mettre en jardinage la portion des communes dont on leur pourroit attribuer la propriété, n'auroient pas même un grand intérêt à le faire; les communes ainsi partagées resteroient donc presque aussi peu productives qu'elles le sont aujourd'hui. Si l'on veut donc leur donner de la valeur et en obtenir les produits dont elles sont susceptibles, ce qui seroit sans doute une très-bonne et très-utile opération, il faut adopter des

doutable et corrupteur. Des loix peu réfléchies ; l'inexécution de celles qui pouvoient l'être mieux ; des abus d'autorité , une administration arbitraire ; des gênes sur le commerce ; l'établissement des milices et des corvées ; des impositions directes souvent excessives , toujours levées sans regle ; d'autres impositions plus funestes encore que la cultivateur ne peut ni connoître , ni prévoir , ni éviter , qui dérangent sans cesse ses combinaisons et ses contrats , qui chaque jour enlèvent la valeur à ses productions , et qui diminuent chaque jour aussi celle de son travail et le produit de ses efforts : tant de causes si puissantes et si malheureusement surajoutées les unes aux autres , ont souvent semé la pauvreté sur les campagnes. Semblables à ces exhalaisons empestées qui ne se manifestent que par la mort qu'elles répandent , elles ont réduit les paysans à l'infortune sans qu'ils puissent en pénétrer l'origine. Ceux qui souffrent cependant veulent avoir à qui s'en prendre : quand on a la fièvre , on trouve son lit mal fait. Dans des temps de contagion on a dit que les Juifs avoient empoisonné toutes les fontaines et les eaux courantes , et de graves historiens l'ont répété , quoique la chose fût évidemment impossible. De même les pauvres manouvriers que l'auteur a con-

sultés, et qui d'ailleurs n'osoient pas lui dire tout ce qu'ils pensoient, attendu qu'ils pouvoient le regarder comme député du gouvernement, se sont permis de croire qu'ils ne seroient pas pauvres s'il n'y avoit point de riches. Ils lui ont assuré que les grosses fermes étoient cause de la dépopulation et de la misère ; et quoiqu'il soit visible que des richesses qui payent des travaux utiles ne peuvent pas causer la misère, et que de grandes entreprises de culture, qui font naître beaucoup de denrées de toute espèce ne sauroient amener la dépopulation; l'auteur a cru, cela sur la parole de ses instructeurs : il a appelé, d'après eux, les grosses fermes et les gros fermiers *« des monstres en agriculture qui dévorent tout un canton »* : il ajoute, *« que le village où l'on verra s'établir une telle ferme deviendra presque désert en peu d'années. Que l'homme riche peut toujours trop dans les campagnes, qu'il y traite en esclaves les malheureux habitans, etc. etc. »* Ce tableau pourroit tout au plus convenir à ces fermiers qui ne sont point cultivateurs, et qui, sans sortir des grandes villes où ils sont, accoutumés à de gros profits de finance, se chargent du bail général d'une terre dans laquelle ils vexent les véritables fermiers, et abusent des droits seigneuriaux pour détruire

les avances nécessaires à l'exploitation , bien loin d'en faire de nouvelles. Mais il n'y a rien qui ressemble moins aux riches entrepreneurs de culture , à ces fermiers respectés et respectables , dont les soins et les dépenses luttent contre les erreurs des citadins et soutiennent l'existence de la société , malgré les efforts désastreux de tant de gens qui semblent n'exister que pour sa ruine. Ces fermiers et ces fermes , que l'auteur appelle des monstres , loin de dévorer , nourrissent ; ils font travailler le pauvre , ils vivifient des terrens qui seroient bientôt en friche sans eux. Dans mon pays et dans tous ceux où ils ont l'aisance suffisante , ils engraisent la terre , ils la cultivent par la charrue , ils la font renouveler par la beche , et sarcler avec les mains et la houë ; ils la peuplent de beaux et bons bestiaux , ils la couvrent de chanvre , de lin , de colza , d'œillettes , de camomille , de bled , d'orge , de seigle , d'avoine , de raves , de choux , de pommes de terre , de carottes , de luzerne , de trefle , de sainfoin. Par la variété des productions , et la force des avances , ils suppriment les jachères qui , partout où elles subsistent , n'attestent que la pauvreté des entrepreneurs de culture , et ensuite le défaut d'expérience qui résulte de cette

pauvreté même , et de l'impuissance où elle réduit les laboureurs.

Un bien ainsi cultivé par un homme riche , peuple nécessairement son village , parce qu'il a besoin de beaucoup d'ouvriers pour le faire produire et récolter. L'industrie même s'y établit ; on y travaille l'hiver , on y façonne ses productions ; le commerce y naît , et l'aisance et la population s'accroissent en proportion. Ceci n'est pas une chimère : demandez-le aux députés des états d'Artois pour le village d'Harnes , lequel est le plus riche et le plus peuplé de la province. Il y a quarante ans il étoit en jachères , et n'avoit qu'un petit nombre d'habitans misérables ; un gros fermier , un riche entrepreneur de culture a seul fait cette révolution : demandez-le à Bernoville près Guise , où la même révolution se prépare , parce qu'un gros et riche fermier s'y est transporté ; tout le monde y est devenu laborieux depuis son arrivée. Il a fait venir des cultivateurs de Flandres pour donner l'exemple à ceux de sa paroisse qui le reçoivent très-bien. Il a introduit la culture du lin , du colza , de toutes les plantes dont je viens de parler , il a supprimé les jachères ; il va faire tourner un moulin à huile qui occupera du monde à manœuvrer les

productions, qu'on ne connoissoit pas même dans la province avant lui, et la prospérité croît et se répand progressivement dans les environs de son exploitation.

« Ces riches fermiers sont rares sans doute, mais pourquoi ? parce qu'on a écrasé, et avili leur état de cent manières différentes, et que la plupart ont retiré leurs fonds pour les employer ailleurs plus fructueusement, et non pas plus honorablement, mais d'une manière plus honorée. Peut-être les principes de l'auteur qui, à la faveur de son zèle, pouvant faire impression, contribueront à perpétuer une conduite qui forcera le petit nombre d'aisés qui restent encore à abandonner à leur tour, et à se retirer pareillement : voilà ce qui feroit un grand mal public et particulier, et ce qu'il seroit bien important de prévenir. »

» L'auteur dit que dans le village où ils s'établira une grosse ferme il ne se trouvera qu'un maréchal, un charron, un bourrelier, et quatre ou cinq domestiques. On voit par-là qu'il ne sait pas même ce que c'est qu'une grosse ferme, et qu'il déclame. Il y a encore, grâces au ciel, des villages très-peuplés qui ont de grosses fermes, et l'on y voit plusieurs charrons, bourreliers, maréchaux, et plu-

siieurs familles d'artisans , que l'observateur préfère ici aux riches cultivateurs qui sont cependant les seuls qui occupent ces artisans. Je connois des fermes isolées qui le sont depuis long-temps , mais c'est parce qu'elles sont occupées par des gens peu riches , qui par conséquent n'ont pas été à portée de s'instruire de la bonne culture , et qui ne le seroient pas de l'exécuter. Ils conservent les jachères , parce qu'ils n'ont pas de quoi faire les dépenses pour les supprimer , ou qu'ils sont éloignés des débouchés. Ils ne mettent que du bled et de l'avoine ; et avant la liberté du commerce des grains , ils avoient peine à vivre , comment auroient-ils pu donner des salaires ? Les manouvriers voisins privés des salaires par la pénurie et la mal-aisance du fermier , devoient nécessairement en aller chercher ailleurs. Etoit-ce la malice et l'avidité du fermier qui faisoient désertir ces gens , comme l'auteur le dit et le suppose ? point du tout : c'étoit la misère à laquelle le fermier , misérable lui-même , ne pouvoit apporter remède. Pourquoi chercher une autre cause , tandis que voilà la plus naturelle , et qu'elle est si évidente ? Les haricotiers devoient nécessairement aussi être les premiers à sentir le poids des gênes , des prohibitions , des im-

pôts arbitraires , et l'impossibilité de payer le fermage par la non-valeur de la denrée. Le fermier un peu plus aisé résistoit un peu plus long-temps contre le malheur , parce qu'il avoit un peu plus de fonds. Enfin le gros et riche fermier se soutenoit et restoit à la fin seul. Etoit-ce encore avidité , malice , méchanceté de sa part ? J'en laisse juge quiconque a du sens , et l'auteur lui-même ...»

» Beaucoup de gens ont de petites possessions qui ne suffiroient pas pour les faire subsister. La réunion de ces petites propriétés pour les affermer à un homme riche est le seul moyen d'en tirer un bon parti par la culture , et de soulager efficacement la misère des possesseurs. Le fermier fera sur les lieux les dépenses primitives et annuelles qui font vivre et travailler plus d'ouvriers dans l'aisance ; s'il est assuré de jouir par un long bail, il fera même beaucoup de dépenses foncières que le propriétaire indigent ne peut faire. Otez ce fermier , ou empêchez-le de se placer là , il n'y aura plus d'argent , plus de circulation , plus de dépenses , plus de travaux , plus de reproductions .»

» Il est inconcevable que l'auteur ait pu se persuader et dire que les richesses employées à l'exploitation et à l'amélioration

de la culture puissent être le fléau de cette même agriculture. N'est-il pas sensible qu'avec de la misère on ne fait rien, ni ne peut rien faire ? Je voudrais bien demander à l'observateur comment il s'y prendroit pour faire mettre en culture des communes immenses, éloignées des villages, telles que les *moërs* de notre pays ? je les suppose même desséchées. Veut-il qu'on commence par y envoyer des familles tout-à-fait pauvres ? elles quitteront sur-le-champ l'atelier qui ne pourroit les nourrir, pour aller ailleurs gagner ou mendier leur pain. Voudra-t-il que ces familles soient seulement très-peu à l'aise ? Mais toutes celles des communautés n'en sont pas même à ce point. Supposons cependant qu'elles aient chacune une vache ou deux, un cheval pour coupler avec le voisin, un ou deux porcs, six moutons. Voilà ces gens arrivés, se nourrissent-ils eux et leurs bêtes ? avec quoi ? Se logent-ils ? où ? comment ? L'auteur leur a-t-il bâti des logements ? par quel art de féerie ? Les cultivateurs ne peuvent vivre sous des tentes ; et quand ils le pourroient, encore leur faudroit-il les tentes. Ils auront, me dira-t-il, quelques cabanes dans les villages dont les communes dépendent. A la bonne heure, mais il s'agit, dans cet exemple, de communes éloignées,

et tout le temps de leurs haridelles qui vont mal se perdre en chemin de la cabane à l'atelier, et le travail sera presque nul, et le produit en conséquence. Accordons que l'un et l'autre soient grands, quoique ni l'un ni l'autre ne puissent l'être. Il faut travailler un an au moins, avant de pouvoir arracher une pomme de terre ou un chou de ces communes. Il faut donc tirer des subsistances d'ailleurs au moins pour un an avant la première récolte : cela suppose un peu de richesse. La première récolte peut manquer, il faudra encore vivre une seconde année d'un autre fonds. La seconde récolte peut être gelée, la troisième médiocre, et la quatrième commencera seulement à compenser le dommage : si ces nouveaux colons ne sont pas secourus, dès la première année il leur faudra désertier, à plus forte raison les suivantes. Je dis là des puérilités, mais elles ne devoient pas être ignorées par des hommes qui font de gros livres. Cent familles allemandes, qu'on avoit voulu placer dans les landes de Bordeaux, ont prouvé au gouvernement combien il en coûte pour les solder et les faire subsister, et combien il faut employer de fonds pour les occuper à des défrichemens ».

» Si je voulois , moi , peupler un désert ou des communes , voici comme j'opérerois. Je commencerois par m'en assurer la propriété , ou du moins un très-long bail , qui m'associeroit en quelque façon à la propriété. Ensuite de quoi je dessécherois , je fossoyerois , je bâtirois un corps de ferme , je chercherois un débouché pour vendre mes denrées. Si les chemins étoient trop mauvais ou le lieu du débit trop éloigné , j'éleverois des bestiaux , parce que leurs jambes les porteroient à la vente. Mais si c'étoit un pays de grains , et qu'il me fût permis de les vendre , et que leur culture et leur débit ne m'exposassent pas à des persécutions , je défricherois. Il me faudroit des domestiques de charrue , des bergers , des garçons de cour , des filles pour la basse-cour , les vaches et le ménage. Il me faudroit peut-être une forge dans la maison , un atelier de charron et de bourrelier , et des gens pour y travailler ; cela suppose déjà un peu de monde. Je les fais d'abord subsister par mes avances et avec des provisions achetées ; ensuite je tire de la terre de quoi les nourrir tous , et même du superflu pour payer toutes mes dépenses. Je pourrois mettre ainsi douze cents arpens de terre en culture , dont un tiers en jachères , un tiers en mars , et l'autre

en grains d'hiver. Par cet arrangement je n'ai que quatre cents arpens de bled. Mais comme j'ai voulu avoir plus de nourriture pour mes bestiaux et qu'il n'y a aucuns prés naturels, j'ai semé de la luzerne, du trefle et sainfoin, de la pimprenelle, du raigrass, selon la qualité des terres, dans la sole de mes bleds ou de mes mars, c'est-à-dire, dans une partie de ces soles. La plupart de ces productions durent dix ans plus ou moins. Voilà de quoi nourrir cependant et augmenter le nombre de mes bestiaux, par conséquent plus de fumier. Par conséquent encore si j'avois assez d'engrais pour tenir mes terres en sole, en voilà une surabondance qui me donnera augmentation de dépouille et peut-être trop forte à la fin; car ma terre deviendra si bonne que tout y étouffera, y versera par la trop grande abondance de sucs nourriciers. Alors je commencerai à dessoler une partie et à faire porter du lin, du colza à ces terres trop grasses, après quoi j'aurai du bon bled qui ne fondra ni ne versera. J'aurai des bestiaux en grand nombre, mais je ne les engraisserai pas encore. Je ferai bâtir un moulin à tordre huile avec la graine de lin, de colza, d'œillete, de camomille. Cette huile procure de l'argent, et le marc de ces grains est la meilleure

chose pour engraisser les bestiaux. Mais comme j'aurois trop de ces marcs ou gâteaux de grains, je les ferai briser par le même moulin, et je les ferai répandre sur mes terres ; voilà encore un engrais trouvé, et mes bestiaux augmenteront encore. Par leur nombre, ainsi que par la qualité de leur fumier que la bonne nourriture rendra bien supérieur, ils me donneront de plus en plus moyen de dessoler, d'augmenter et de bien combiner la variété des productions, au point enfin que je n'aurai plus un pouce de jachères, et que mes terres seront si grasses que, dans quelques-unes, je serai obligé d'y faire venir deux productions dans l'an ; une en navets après celle du lin pour la dégraisser, afin que le bled que je voudrois y mettre ne produise pas une fane si touffue et si abondante qu'elle en seroit stérile. Comme mes productions et mes bestiaux sont augmentés, il a bien fallu augmenter le nombre de mes domestiques, servantes, &c. car chacun doit avoir sa besogne. Ainsi tout s'acoroit en proportion des produits. Mais comme la genisse fait un veau, que la fille qui tient la vache, et le garçon qui chasse le taureau ont pu sourire à ce travail, et que c'est eut-être la saison des amours et qu'ils sont bien nourris, ils

éprouvent en secret le même besoin ; et moi qui les observe je compatis à leur peine : et comme je suppose que c'est un garçon intelligent ainsi que sa maitresse , et que je serois fâché de les perdre , je leur donne un petit coin de terre pour bâtir un petit logement à côté de la ferme. Ils se marient , ils continuent à travailler et à gagner les mêmes gages chez moi ; ils font des enfans ; je leur donne un peu de terre , des graines et des facilités pour faire un jardin. Les enfans se multiplient , s'élevent , croissent. Voilà de nouveaux ouvriers tout à portée. Mes colzas , mes lins , &c. occupent les petits au sarclage , au filage ; je fais rouir et chanvrer mes chanvres par les grands ; ils sont occupés l'hiver , et gagnent de quoi vivre. Dans presque toutes les paroisses de France on meurt de faim l'hiver , faute d'occupation , parce que les fermiers ne sont pas assez riches pour multiplier , étendre et combiner leurs entreprises pour leur profit et celui des autres. Mais avec des fonds suffisans , j'ai dans ma grande exploitation toujours quelque chose à faire ; la nécessité d'un travail se manifeste à mesure que l'autre s'acheve. Ici ce sont les fossés dont les bords s'éboulent , et qu'il faut recurer ; là ce sont des terres qui ont besoin d'être re-

ET ÉCONOMIQUE DES COMMUNES. 197
nouvellées par un profond labour à la be-
che : pour soutenir la variété de mes produc-
tions , j'en ai toujours quelques-unes dans ce
cas. Ailleurs , ou dans d'autre temps , ce sont
les diverses manipulations ou l'épandage de
fumiers , c'est la provision du bois , l'émon-
dage des haies , *etc.* Tous ces travaux , et
d'autres bien ménagés , me donnent de quoi
occuper un grand nombre de journaliers
toute l'année , et en les occupant toute l'an-
née , chaque travail en particulier leur est plus
profitable , et me coûte moins cher. Le ma-
riage du vacher avec la servante ne sera pas
le seul ; car tous les ouvriers que je suis obli-
gé de fixer chez moi auront aussi leurs mai-
tresses parmi les faucheuses , batteuses de
lin , *etc.* ; le maréchal , le charron , le bour-
relier , tous sentiront le besoin de s'unir , et
moi l'impossibilité de les loger tous chez moi ,
mais non de les occuper ; je les aide comme
les premiers à bâtir une maisonnette ; ils y
font des enfans qui apprennent leur métier.
Ils s'évertuent pour m'être utiles , et moi
pour les occuper et pourvoir à leurs besoins.
L'emploi de leur travail dirigé par mon in-
telligence , et facilité par mes avances , paie
lui-même leur travail à profit pour eux et
pour moi. Tout s'améliore , tout se fortifie.

tout se multiplie loin de se dépeupler : et moi aussi je me marierai, je l'espère ; j'aurai une compagne qui m'aidera par son activité, par son économie, par les ressources de son esprit, et ma femme perpétuera, augmentera la race des fermiers ; et comme notre peuplade est au milieu d'un désert, mes garçons iront chercher une femme, ils me l'amèneront ; je leur bâtirai à chacun une ferme, où ils travailleront comme j'ai fait, mais avec plus de commodité, parce que les chemins seront battus. Mes filles ne manqueront pas non plus de marieurs ; et même quand je n'aurois pas d'enfans, parmi les fermiers de mon pays qui viendroient me voir dans les beaux jours d'hiver, il y en auroit beaucoup qui seroient bien aise de s'établir auprès de moi, et moi aussi de les avoir pour voisins ; car plus on est de monde, et plus on s'aide, plus on s'ingénie, plus on s'instruit mutuellement ; et plus on trouve des secours les uns chez les autres pour faire face avec promptitude aux accidens imprévus ; et plus on ajoute à la douceur de ses vieux ans par des alliances entre les familles qui rendent nos enfans heureux ».

« C'est ainsi que se formera mon village, qui sera peut-être bourg, plus tard peut-être

ville ; enfin , voilà comme se forment les provinces et les empires ».

« Mais tout cela suppose une connoissance approfondie de toutes les sortes de labours et de leurs effets , beaucoup de lumières sur les diverses qualités de fonds , bien de l'intelligence pour varier les engrais , les combiner , ranimer les uns , amortir les autres , en inventer , et n'en point laisser perdre , comme les urines des bestiaux , et même une autre espece de fumier qu'il est encore plus facile de se procurer qui enrichit la Flandre (et la Chine) , et dont les réglemens imbécilles défendent l'usage aux environs de Paris. Mais ce qui est plus encore que tout cela , ou , pour mieux dire , ce dont la seule privation rendroit tout cela inutile , il faut un impôt régulier , connu , bien assis , point arbitraire ; la liberté du commerce et de très-grandes richesses pour les dépenses foncières , pour les avances primitives et annuelles , pour parer aux grands événemens , maladie des bestiaux , grêle , nielle , ouragans , etc. Ces conditions ne sont pas faciles à réunir ; mais , sans elles , nul moyen de régénérer l'agriculture. Plus elles se trouveront réunies , et plus elle fera de progrès ; moins il s'en rencontrera ensemble , et plus ses pro-

grès seront lents. Si elles manquoient toutes, il seroit physiquement impossible que la culture ne dépérît pas très - promptement ; et loin de pouvoir songer à défricher des communes, il faudroit s'attendre à voir retomber en friches la plupart des terres actuellement cultivées : et puis, qu'on vienne nous dire que les richesses rurales et les fermiers qui les possèdent sont le fléau de la culture et de la population ! Je crois le contraire évidemment démontré. Dans le système de l'observateur, qui veut mettre les pauvres à la tête de la culture, je ne vois que de la misère qui enfante et perpétue la misère. Dans le mien, au contraire, je vois la richesse, la prospérité ; une heureuse population d'autant plus assurée que l'augmentation progressive des richesses est toujours basée sur le bon emploi des richesses même, et du bénéfice avec lequel la nature rembourse et accroît celles qu'on lui confie. J'ai dit, et je pense avoir répondu à la plupart des chapitres de l'auteur.

Notre bon fermier a cependant jeté sur les marges du livre en question beaucoup d'autres remarques fort intéressantes, dont nous pourrions faire usage en plusieurs occasions pour la discussion de plusieurs points

d'économie champêtre intimément liés avec de grands objets d'économie politique. Il est vrai qu'on ne peut pas compter sur l'extension de la culture, à moins qu'elle ne soit un bon métier profitable à ceux qui l'exécutent et à ceux qui emploient des richesses pour salarier les travaux qu'elle exige, et qui consacrent leur intelligence et leur peine à les diriger. L'expérience a fait voir que partout où le régime des réglemens prohibitifs étoit adopté, et les impositions indirectes et arbitraires multipliées, la culture alloit perpétuellement en se dégradant. Mais il se fera beaucoup de défrichemens et encore plus d'améliorations, lorsque la sagesse du gouvernement se portera, par une législation conforme à l'équité naturelle, à assurer aux cultivateurs et aux propriétaires une plus libre disposition des récoltes que leurs soins, leurs avances et leurs travaux tirent des terres qui leur appartiennent. Si une législation toute opposée pouvoit être stable, il n'y auroit nulle espérance de tirer aucun produit des communes, et celui des autres terres diminueroit chaque jour. Si au contraire les lumières de l'administration se fixent à des institutions vraiment sociales; si la liberté du commerce s'établit; si

l'impôt est débarrassé des formes onéreuses, compliquées qui le rendent si souvent excessif, arbitraire, imprévu, incalculable ; si, par des arrangemens simples et clairs, la source des vexations sans nombre sous lesquelles les campagnes gémissent quelquefois se trouve tarie, les cultivateurs, au lieu de fuir dans les villes, étendront leurs entreprises qui leur deviendront plus avantageuses. Beaucoup de citadins même verseront des richesses sur la terre en avances foncières et primitives ; ils repeupleront nos campagnes, parce qu'ils ne craindront plus d'y perdre leur aisance et leur liberté. Ils y viendront chercher la santé, la tranquillité, l'innocence, l'amour véritable, fidele et robuste, la paternité sans inquiétude ; n'ayant que des soins paisibles et touchans ; le plaisir et l'honneur de traiter directement avec la nature toujours bienfaisante ; avec les élémens, qui ne sont ni fins, ni faux, ni traîtres ; le bonheur enfin de gouverner à la fois avec indépendance et sans despotisme ; de régner par la raison, par des contrats libres, par le droit des bienfaits ; d'augmenter perpétuellement leurs richesses et leur félicité en les répandant sans cesse, en les faisant partager à tout ce qui les environne. Alors

les terres prendront de la valeur ; alors on se disputera leur possession et leur culture ; alors mille particuliers ambitionneront vivement la propriété et l'exploitation des communes ; alors enfin les communautés qui en sont propriétaires pourront en tirer un parti très-avantageux par diverses conventions sur lesquelles il ne faudra qu'éclairer leur intelligence, et leur laisser ensuite la liberté d'agir.

Les communes sont une propriété des communautés que personne n'a le droit de leur ravir, non plus qu'aucune autre.

Les communes ne peuvent être mises en valeur par les communautés mêmes, parce qu'aucun de leurs membres ne voudroit y faire ni avances foncières, ni avances primitives, tant que la récolte seroit en commun.

Le véritable intérêt des communautés, non plus que celui de la société et de l'espèce humaine, n'est pas que les terres communales soient partagées entre tous ceux qui y ont droit ; car ces terres alors ne seroient point mises en valeur, puisque la plupart de ceux qui y ont droit n'en ont aucunement les moyens ; et d'un autre côté, dans la vue de ne pas porter d'atteinte au droit

de la communauté, la propriété des copartageans pourroit se trouver soumise à des restrictions qui nuiroient à la bonne exploitation de chaque part.

Les communes ne peuvent pas être simplement affermées au profit des communautés ; car de simples fermiers n'auroient pas un assez grand intérêt à y faire des avances foncières, et faute d'avances foncières suffisantes, la culture en seroit toujours plus dispendieuse et moins productive. Le premier besoin de la terre à mettre en culture est d'avoir un propriétaire.

Elles ne peuvent pas être affermées, parce que si le produit du fermage étoit administré par une espèce d'officiers municipaux, ces officiers pourroient être exposés à des tentations, ou du moins à des soupçons qui troubleroient ou la propriété ou la tranquillité publique ; et que si le produit se partageoit tous les ans entre chacun des membres de la communauté, il deviendrait pour eux comme une espèce d'aumône gratuite qui les accoutumeroit à l'oisiveté, d'où le pas à la mendicité est fort court.

Les communes ne peuvent pas être vendues pour une somme d'argent au profit des membres des communautés dans le moment

actuel, parce qu'elles ont peu ou point de valeur; au futur, parce que les membres d'une communauté n'ont pas le droit d'en déposséder leurs successeurs, et encore parce que cette somme inattendue par les pauvres travailleurs de la communauté seroit, pour la plupart d'entr'eux, l'effet d'un lot à la loterie, qui amène presque toujours parmi le peuple la débauche pour tout fruit.

Que pourra-t-on donc en faire justement et profitablement, lorsque des loix favorables auront donné de la valeur aux terres? Un usage fort naturel, et, pour ainsi dire, prescrit par le titre de leur propriété.

Les communes sont un bien public des communautés, lequel leur est, dans l'état actuel, très-peu profitable. Mais les communautés ont aussi des besoins publics, auxquels, dans l'état actuel, elles ne pourvoient que par des moyens très-onéreux : ces besoins publics sont les chemins, les aqueducs et les autres ouvrages naturellement communs qui doivent contribuer aux débouchés et à l'amélioration de leur territoire. Si les terres avoient de la valeur, les communautés pourroient très-bien concéder celles qui leur appartiennent en commun, à condition que l'acquéreur qui en deviendrait pleine-

ment propriétaire, ainsi que ses hoirs, seroient tenus de faire et d'entretenir telle portion d'ouvrages publics à la décharge de la communauté.

De cette maniere la propriété réelle des biens communaux seroit à perpétuité conservée par les membres de la communauté, qui jouiroient des ouvrages publics dont la confection ou l'entretien en seroit le prix.

De cette maniere encore les terres communales demeurant constamment et en toute propriété à un possesseur incommutable, pourroient être par lui portées à leur plus grande valeur.

De cette maniere encore les ouvrages publics seroient toujours bien entretenus, parce que la communauté n'ayant d'autre travail à faire pour ses chemins, etc. que celui d'inspecter s'ils sont en bon état, y mettront naturellement beaucoup de vigilance, et que l'aliénataire craindrait les grandes réparations d'autant qu'il seroit toujours dans le cas de voir saisir ses revenus pour y subvenir, s'il négligeoit l'entretien.

De cette maniere, enfin, les ouvrages publics seroient entretenus avec la plus grande économie possible, parce que le propriétaire, qui en auroit l'entreprise perpétuelle,

s'arrangeroit , et prendroit les temps et les moyens les plus convenables pour se pourvoir de matériaux et d'instrumens , et en déterminer l'emploi.

Peut-être dans un royaume riche seroit-il possible que tous les ouvrages publics fussent ainsi fieffés à perpétuité et pour des domaines , de sorte que le gouvernement seroit débarrassé d'une grande et pénible administration , et le service public rempli cependant avec une grande exactitude.

Nous devons à un seigneur très-éclairé , et qui se trouva à-peu-près dans un cas pareil à celui que nous supposons vis-à-vis d'une grande province , cette idée qui nous a paru lumineuse , que nous croyons conforme aux meilleurs principes d'économie politique , et sur laquelle nous aurons soin de revenir ailleurs pour la développer.

Mais en terminant cet article , nous ne pouvons trop répéter : *qu'il est impossible de rendre les communes utiles dans un pays où la législation ne seroit pas tellement favorable à la culture que les propriétés particulières commenceroient à être généralement mises en valeur.* Jusqu'alors , et dans tout pays où la culture languira sous le faix

208 TRAITÉ HISTORIQUE, etc.
des impositions indirectes et arbitraires, et
des prohibitions de commerce, un traité
sur les moyens de cultiver les communes,
fût-il supérieurement bien fait, ne sera ja-
mais qu'un ouvrage prématuré.

Fin du Tome huitieme.

TABLE

T A B L E

D E S M A T I E R E S

D U S E P T I E M E V O L U M E .

De l'autorité de Montesquieu dans la révolution présente.

O BJET de l'ouvrage ,	page 3
<i>Eloge de Montesquieu ,</i>	4
<i>Dans quel temps écrivoit Montesquieu ,</i>	8
<i>Les philosophes qui avoient précédé Montesquieu ,</i>	9
<i>Première base de l'Esprit des loix ,</i>	11
<i>Fausse distinction de la monarchie et du despotisme. Son objet ,</i>	13
<i>Comment il faut observer l'Esprit des loix ,</i>	15
<i>Méthode singulière ,</i>	16
<i>Art de disperser les vérités ,</i>	21
<i>Opinion de Montesquieu trop favorable au pouvoir absolu ,</i>	23
1790. Tome VIII.	O

<i>Monarchie françoise ; fausse idée de sa constitution ; principe sur cet objet ,</i>	28
<i>Loix fondamentales ,</i>	39
<i>Pouvoir intermédiaire ; corps ou ordre ,</i>	41
<i>Pouvoir intermédiaire ; clergé ; parlemens ; noblesse ,</i>	44
<i>Motif qui semble justifier Montesquieu ,</i>	48
<i>Aristocratie de la noblesse ,</i>	50
<i>Les vrais pouvoirs intermédiaires ,</i>	59
<i>La liberté ,</i>	67
<i>Ce qu'on trouve , ce qui manque , et ce qu'on reproche ,</i>	68
<i>Montesquieu n'aima point le peuple ,</i>	75
<i>Le sentiment de l'égalité naturelle ,</i>	77
<i>Ce que feroit aujourd'hui Montesquieu ,</i>	85
<i>Sur quel principe l'auteur auroit dû juger Montesquieu ,</i>	88
<i>Point de constitution en France ,</i>	89
<i>Réflexions générales ,</i>	96

De la puissance légitime du prince sur le peuple , et du peuple sur le prince.

<i>Courte notice sur la vie et les ouvrages de Hubert Languet ,</i>	101
<i>Division de l'ouvrage en quatre questions</i>	

<i>principales , -</i>	102
<i>Les sujets ne sont point tenus d'obéir au prince qui leur commande quelque chose de contraire à la loi de Dieu ,</i>	103
<i>Il est permis de résister à un prince qui veut enfreindre la loi de Dieu , ou qui ruine l'église. A qui cette résistance est-elle permise , et jusqu'à quel point ?</i>	104
<i>Est-il permis de résister à un prince qui opprime ou ruine son état ? Jusqu'où doit s'étendre cette résistance ? Et à qui , comment , et de quel droit cela est permis ?</i>	107
<i>Le peuple établit les rois , leur met le sceptre à la main ,</i>	108
<i>Le peuple en corps est au-dessus du roi ,</i>	112
<i>Le peuple est au-dessus du roi , même dans les royaumes héréditaires ,</i>	118
<i>Réponse aux objections ,</i>	125
<i>Dévoirs des rois ,</i>	128
<i>Le roi est soumis à la loi ,</i>	130
<i>Le roi ne peut faire de nouvelles loix sans le consentement et l'approbation du peuple ,</i>	135
<i>Le roi ne peut frapper de mort que ceux que la loi condamne , et ne peut même leur faire grace ,</i>	137

<i>Le roi n'a pas le droit de disposer des biens de ses sujets ,</i>	139
<i>Le roi n'est point propriétaire du domaine public ,</i>	140
<i>Le roi n'est point seigneur propriétaire du royaume ,</i>	144
<i>Le roi n'est pas même l'usufruitier du royaume et du domaine ,</i>	146
<i>Réponse aux objections ,</i>	148
<i>Le peuple et les états qui le représentent ont le droit de réprimer l'autorité lorsqu'elle sort des bornes ,</i>	ibid.
<i>Il est permis de résister aux tyrans sans titre et aux tyrans d'exercice ,</i>	149
<i>Quels sont les tyrans d'exercice auxquels on doit résister , et de quel ménagement le peuple doit user à cet égard ,</i>	156
<i>Quels sont ceux qui doivent résister aux tyrans d'exercice ,</i>	159
<i>Exemples de quelques tyrans d'exercice ,</i>	160
<i>Résumé de l'auteur sur cette troisième question ,</i>	166
<i>Les princes chrétiens étrangers peuvent et doivent soutenir les sujets d'un autre royaume qui défendent l'église ou l'état ,</i>	168

De la législation , ou principes des loix.

LIVRE PREMIER.

Qu'il faut connoître le bonheur auquel l'homme est appelé par la nature , et les conditions auxquelles elle lui permet d'être heureux , pour juger des loix les plus utiles à la société. Le devoir du législateur est de faire fleurir les qualités sociales , par lesquelles nous sommes invités à nous unir en société , 170

La nature a voulu que l'égalité dans la fortune et la condition des citoyens fût une condition nécessaire à la prospérité des états , 177

De l'établissement de la propriété ; elle n'est point la cause de la réunion des hommes en société. La nature les invitoit à la communauté des biens , 181

Des obstacles insurmontables qui s'opposent au rétablissement de l'égalité détruite. Dans l'ordre des choses où nous nous trouvons , le législateur doit avec prudence tourner toutes ses forces contre l'avarice et l'ambition , 184

LIVRE II.

Caractere des loix nécessaires pour réprimer l'avarice, ou prévenir du moins une partie des maux qu'elle produit dans les états où la propriété des biens est connue, 189

Que les peuples sont continuellement avertis par leur malheur de corriger leurs loix. La fortune les favorise souvent dans cette entreprise. On ne peut réprimer efficacement l'avarice ou l'ambition, qu'autant qu'on travaille à les réprimer toutes deux à la fois, 199

Caractere des loix nécessaires pour réprimer et régler l'ambition dans l'état et dans les magistrats, 202

Caractere des loix nécessaires pour réprimer et régler l'ambition dans les citoyens, 212

LIVRE III.

Des précautions avec lesquelles le législateur doit préparer les citoyens d'un état corrompu à se rapprocher des vues de la nature, 221

*Ce qu'on ne peut attendre et ce qu'on peut
espérer des divers gouvernemens connus
en Europe relativement à la législation ,*

231

*Des regles générales que la puissance légis-
lative doit se prescrire à elle-même pour
ne pas s'égérer. Principes généraux par
lesquels elle doit juger de l'importance
et de la nécessité de chaque loi ,*

239

*Que le législateur doit faire aimer ses loix.
Les châtimens doivent être doux. Du pou-
voir des bonnes mœurs pour attacher les
citoyens au gouvernement ,*

251

L I V R E I V.

*Des loix relatives à l'éducation que la
république doit donner aux citoyens ,*

264

*De la nécessité de reconnoître un Être su-
prême. Des maux que produit l'athéisme.*

Des loix qu'on doit lui opposer ,

275

*De la nécessité d'un culte public que le
législateur doit faire respecter , et em-
pêcher que la religion ne dégénere en fa-
natisme et en superstition ,*

287

Des loix nécessaires pour établir l'union

216 TABLE DES MATIERES.

<i>entre la religion et la philosophie, ou pour empêcher que l'une ne dégénere en superstition, et l'autre en impiété. Con- clusion de cet ouvrage,</i>	273
<i>Caractere de l'abbé Mably. Jugement sur son livre de la législation,</i>	303

T A B L E
D E S M A T I E R E S
D U H U I T I E M E V O L U M E .

Discours d'Agrippa et de Mécène à Auguste,
traduits du grec de Dion Cassius.

*COURTE notice sur Auguste. Objet de ces
discours. Source des différens gouverne-
mens,* page 3

Discours d'Agrippa.

*Agrippa examine si, dans l'état des choses,
Auguste doit garder le pouvoir souverain,*

6

Avantages de l'égalité dans une république,

9

Inconvénient de la monarchie,

11

Agrippa conseille à Auguste d'abdiquer,

23

Discours de Mécène.

<i>Mécène conseille à Auguste de réprimer l'insolence du peuple , dont la liberté est l'esclavage des gens de bien , et devient funeste à tous. Il veut que tout ce qui con- cerne l'administration soit réglé par lui , comme législateur , assisté des personnes les plus expérimentées ,</i>	26
<i>Désavantages du gouvernement démocrati- que. Etat malheureux de la république romaine, dont l'immense étendue ne com- portoit déjà plus le gouvernement démoc- ratique ,</i>	28
<i>Dangers qui menacent Auguste s'il vient à abdiquer ,</i>	30
<i>Plan de gouvernement monarchique tracé par Mécène à Auguste. Gouvernement civil ,</i>	33
<i>Gouvernement militaire ,</i>	51
<i>Du fisc ,</i>	53
<i>Autres parties de l'administration ,</i>	57
<i>Dés jugemens ,</i>	62
<i>De la conduite qu' Auguste doit tenir envers ses conseillers et ses généraux ,</i>	68
<i>Du bon exemple ,</i>	69

DES MATIÈRES. 219

De la vigilance, de la rigueur et de la douceur dans les peines. Des récompenses, 79

Conduite du prince relativement aux honneurs qu'on lui défere, 72

Il doit honorer la divinité suivant le culte de ses peres, et obliger chacun à s'y conformer, 73

Sa conduite à l'égard des puissances voisines, des personnes chargées de son autorité, de ses domestiques, des petits et des grands, des artistes et des villes, 75

Conclusion, 78

Réflexions du traducteur sur ces deux discours, 89

L'Ami des Hommes, ou Traité de la Population.

Notice de l'ouvrage, 82

PREMIERE PARTIE.

CHAP. I. *Société, richesse,* 83

CHAP. II. *Mesure de la population,* 86

CHAP. III. *Agriculture, premier des arts,* 88

CHAP. IV. <i>Avantages de la France relative- ment à l'agriculture,</i>	90
CHAP. V. <i>Inconvéniens qui font languir l'a- griculture,</i>	92
CHAP. VI. <i>Encouragemens pour l'agricul- ture,</i>	97
CHAP. VII. <i>Emploi des terres,</i>	102
CHAP. VIII. <i>Travail et argent,</i>	109

SECONDE PARTIE. 113

CHAP. I. <i>Commerce,</i>	115
CHAP. II. <i>Circulation,</i>	118
CHAP. III. <i>Justice et police,</i>	121
CHAP. IV. <i>Mœurs,</i>	124
CHAP. V. <i>Luxe,</i>	128
CHAP. VI. <i>Age de la France,</i>	132
CHAP. VII. <i>Reversement,</i>	135
CHAP. VIII. <i>Argent,</i>	138

TROISIEME PARTIE.

CHAP. I. <i>Commerce étranger,</i>	142
CHAP. II. <i>Suite du même sujet,</i>	143
CHAP. III. <i>Communications et ports,</i>	147
CHAP. IV. <i>Marine militaire,</i>	150
CHAP. V. <i>Prohibitions,</i>	152

DES MATIERES.	221
CHAP. VI. Colonies,	157
CHAP. VII. Paix et guerre,	162
Conclusion,	164
Projet d'une espece d'académie d'agriculture,	169
Récapitulation sommaire de tout l'ouvrage,	172

Traité historique et économique des Communes, ou Observations sur l'agriculture, sur l'origine, la destination et l'état actuel des biens communs, etc.

C'est un préjugé de croire que les biens communaux donnent aux communautés les moyens d'élever un plus grand nombre de bestiaux, 174

Moyen insuffisant que l'auteur propose pour rendre les biens communaux plus profitables aux habitans des communes, 178

Réfutation du sentiment de l'auteur, 179

Moyen plus efficace de rendre les biens communaux utiles aux communes, 182

Exemple de la maniere dont on doit s'y prendre pour peupler un désert, 195

Nouveaux obstacles à la perfection de la

222 TABLE DES MATIÈRES.

<i>culture des terres ,</i>	200
<i>Résumé de ce qui a été dit sur les communes ,</i>	203
<i>Ce que l'on doit faire des communes ,</i>	205

Fin de la Table des septieme et huitieme
Volumes.

